

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE CAS DES ASSEMBLÉES DE QUARTIER DU GRAND BUENOS AIRES :
ENTRE BARBARIE ET CIVILISATION, ENTRE ACTEUR ET ESPACE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR
STÉPHANIE ROBERT

DÉCEMBRE 2009

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 -Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Merci d'abord aux voisins des assemblées qui m'ont ouvert leurs portes et qui ont accepté d'être observés pendant toutes ces semaines. Merci aux voisins de Palermo Viejo qui m'ont particulièrement incluse dans leurs activités.

Merci beaucoup à monsieur Victor Armony pour son dévouement, sa compréhension et ses connaissances et parce qu'il a bien voulu agir en tant que directeur de recherche pour ce mémoire.

Merci à Ilia Castro, María Claudía et à Luis Soria pour m'avoir ouvert les portes de leur famille.

Merci à Nadia Dallaire et Jim Lecours pour m'avoir hébergée et m'avoir ouvert des portes sur cette ville immense, éternelle et complexe qu'est Buenos Aires.

Merci à mes parents Jeannine et Antoine et ma sœur, Émilie, pour leur présence et leurs encouragements inconditionnels.

Merci à Doris Nolet pour avoir bien voulu lire et corriger toutes ces pages.

Merci à Émilie Bernier pour ta parole et ton écoute, tu es une interlocutrice unique, depuis tant de temps!

Merci à Edith Mora Castelán pour les traductions de dernière minute et pour la paix que tu m'apportes.

Merci à Gabriel L'Écuyer pour me soutenir lorsque je m'effrite, pour me ramener lorsque je m'envole trop loin et me relever lorsque je descends trop bas.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|------|
| LISTE DES ABRÉVIATIONS | v |
| GLOSSAIRE | vi |
| RÉSUMÉ | viii |
| | |
| INTRODUCTION | 1 |
| 1. Mise en contexte | 1 |
| 2. Problématique | 4 |
| 3. Perspectives théoriques | 5 |
| 4. Méthodologie | 6 |
| 5. Hypothèse | 8 |
| 6. Plan et définitions | 8 |
| 6.1 Définition d'une « assemblée de quartier » | 9 |
| 6.2 Premier chapitre : Cadre théorique | 10 |
| 6.3 Deuxième chapitre : La barbarie comme fondement imaginaire fort | 11 |
| 6.3.1 Barbarie | 12 |
| 6.3.2 Être civilisé | 13 |
| 6.4 Troisième chapitre : Les tribus | 14 |
| | |
| CHAPITRE 1 - CADRE CONCEPTUEL | |
| DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE, SOCIÉTÉ CIVILE ET MONDIALISATION | 16 |
| 1. Démocratie participative | 17 |
| 1.1 D'où vient cette idée | 17 |
| 1.2 Différents types de mouvements sociaux | 20 |
| 1.3 La participation comme « solution » | 23 |
| 1.4 Une arme à deux tranchants | 24 |
| 1.5 Les différents types de démocratie participative | 27 |
| 2. La mondialisation et les transformations des rapports citoyens / État | 31 |
| 2.1 La société civile | 33 |
| 2.2 Les formes de démocraties participatives | 35 |

| | |
|---|----|
| 3. Les spécificités des assemblées de quartier par rapport à ce cadre | 36 |
| 3.1 De nouveau la question de la représentation | 39 |
| 4. Les trois auteurs clés pour ce mémoire | 41 |
| 4.1 Pierre Rosanvallon | 41 |
| 4.2 Ulrich Beck | 44 |
| 4.3 Michel Maffesoli | 49 |

CHAPITRE II LES FONDEMENTS DE LA SOCIÉTÉ ARGENTINE

| | |
|--|-----|
| RECHERCHE D'UN IDÉAL ENTRE BARBARIE ET CIVILISATION..... | 55 |
| 1. La dichotomie barbarie / civilisation..... | 55 |
| 1.1 Origines sémantiques des termes | 58 |
| 1.2 Sarmiento et son <i>Facundo</i> | 61 |
| 1.3 Obstacles et nécessités | 64 |
| 1.4 Le gaucho et le cow-boy | 65 |
| 1.5 Le gaucho et le lien social | 69 |
| 2. L'identité nationale (entre civilisation et barbarie)..... | 73 |
| 2.1 L'identité porteña..... | 74 |
| 2.2 Les « bons airs » | 75 |
| 2.3 Identité nationale et l'immigration de personnes et d'idées..... | 79 |
| 2.4 Les écoles comme usine à Argentins | 84 |
| 3. Les traumatismes collectifs..... | 87 |
| 3.1 Est-ce possible d'affirmer qu'un État puisse être barbare? | 88 |
| 3.2 L'ordre et le progrès..... | 93 |
| 3.3 L'armée comme acteur politique | 94 |
| 3.4 La dictature 1976-1983..... | 96 |
| 3.5 Les nombreux péronismes | 100 |
| 3.6 La puissance de donner à croire | 108 |

| | |
|---|-----|
| CHAPITRE III ANALYSE DU PHÉNOMÈNE ANALYSE DU DISCOURS | |
| LES ASSEMBLÉES, CES TRIBUS « CIVILISÉES » | 115 |
| 1. Des tribus : phénomène d'une société fragmentée | 117 |
| 1.1 Maffesoli : la joie de découvrir des « histoires plutôt que l'Histoire ¹ » | 120 |
| 1.2 Les quartiers et l'identité | 124 |
| 2. Le phénomène | 128 |
| 2.1 Qu'est-ce qu'une assemblée de quartier? | 131 |
| 2.1.1 Catégorisation | 131 |
| 2.1.2 Les récits de fondation | 133 |
| 2.1.3 L'espace public | 140 |
| 2.1.4 L'aspect « espace » des assemblées | 141 |
| 2.1.5 La <i>vecindad</i> , le voisinage | 148 |
| 2.1.6 La forme de ces assemblées | 151 |
| 2.1.7 Leurs actions | 153 |
| 2.1.8 Les participants | 155 |
| 2.1.9 L'ennemi | 158 |
| CONCLUSION | 162 |
| BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE..... | 169 |
| APPENDICES | |
| A- Tracts de l'Assemblée Palermo Viejo (deux types d'activités)..... | 184 |
| B- Tract de l'Assemblée Populaire de Liniers (contre Bush)..... | 185 |
| C- Liste des répondants aux entrevues semi dirigées | 186 |
| D- Photo d'une murale au local de l'assemblée Palermo Viejo (prise par Stéphanie Robert Octobre 2005) | 190 |

¹ (MAFFESOLI, 1988 : 117)

LISTE DES ABRÉVIATIONS

FMI : Fond monétaire international

CGP : *Centro de gestión y de participación* Centre de gestion et de participation (organe du Gouvernement de la ville de Buenos Aires)

NMS : Nouveaux mouvements sociaux

MO : Mouvement ouvrier

MS : Mouvements sociaux

OCDE : Organisation de coopération et de développement économique

OMC : Organisation mondiale du commerce

PS : Parti socialiste

GLOSSAIRE

Assembléiste. Qui participe activement à une assemblée. Néologisme nécessaire à des fins de rédaction (au lieu d'écrire « de l'assemblée ») et surtout traduction du terme utilisé en espagnol en Argentine : *asambleísta*.

Cacerolazos. Manifestations des citoyens, généralement des marches d'un point de rencontre dans les quartiers jusqu'à la Maison du gouvernement, la Casa Rosada, en frappant sur des chaudrons et des casseroles (d'où le nom) vide pour signifier qu'il n'y a plus rien à manger. Cela a duré quelques semaines de la fin 2001 au début 2002.

Corralito bancario. Expression venant de « *corral* », enclos. Traduction littérale : le petit enclos bancaire. Il s'agit de la mesure prise par les autorités lors de la crise monétaire de décembre 2001 où les comptes en banque ont été gelés.

Empowerment. Ce concept difficilement traduisible de façon juste en un seul mot en français pourrait se définir comme un agent contribuant à ce qu'une ou des personnes donnée(s) réussisse(nt) à prendre en main les rênes de sa / leur vie, et ce, surtout pris de l'angle du politique (donc, des rapports de forces).

Interbarrial. Traduction littérale : « inter-quartier ». Il s'agit de la tentative de réunir toutes les assemblées de quartier de la ville de Buenos Aires au début de l'année 2002.

Gaicho. Terme le plus proche : « cow-boy ». Nom et qualificatif pour désigner un groupe culturel associé à l'élevage de bovins et de chevaux. Leurs territoires couvraient la grandeur du territoire rural argentin mais aussi en Uruguay et au sud du Brésil. Ce mot viendrait probablement d'un mot quechua (autochtones andins) « *huacchu* » qui voudrait dire « orphelin », « solitaire ».

Porteña(s) / porteño(s) Adjectif et substantif. Réfère à la ville de Buenos Aires, à ses habitants. Par opposition à *bonarense* qui désigne ceux qui sont de la province de Buenos Aires. La ville de Buenos Aires ne fait pas partie de la province du même nom parce que la première a le statut de ville autonome.

Predio. Traduction littérale « propriété » et peut avoir aussi le sens de « entrepôt » en Argentine. Utilisé par différents assembléistes pour désigner le local occupé par leur assemblée.

Vecinal. Adjectif pour le nom « voisin » (*vecino* en espagnol).

RÉSUMÉ

Dans un contexte de « crises » des démocraties contemporaines et de fractures entre les partis politiques et les « citoyens », cette recherche se penche sur le phénomène des assemblées de quartier du grand Buenos Aires. S'inspirant de la sociologie compréhensive de type « *culture studies* », cette étude questionne un mouvement « citoyen ». Ce parcours « narratif » à travers les imaginaires politiques argentins aura comme point d'ancrage la dichotomie constituante de la civilisation / barbarie cristallisée au moment de la construction de l'État-nation moderne (argentin). Cette dichotomie servait encore de repère entre le « eux » et le « nous » pour les assemblées de quartier. Celles-ci naquirent en force à la fin de 2001 avec une participation élevée et enthousiaste. Toutefois, en 2005, lors des observations et des entrevues semi dirigées conduites sur le terrain par l'étudiante, cette participation avait diminué au point de rendre le phénomène marginal et en voie de disparition. L'isolement des assemblées les unes envers les autres et envers le reste de la population nous porte à les considérer comme les tribus postmodernes décrites par Michel Maffesoli. Dans la foulée des réflexions sur les nouvelles formes démocratiques, nous nous posons la question suivante : comment surmonter les problèmes de la non-participation? Les assemblées survivantes semblent avoir trouvé une solution : se transformer en *espace* politique plutôt qu'en *acteur* politique.

MOTS CLÉS : Argentine -- Démocratie participative -- Assemblées de quartier – Maffesoli
– Mouvements sociaux et altermondialistes.

INTRODUCTION

1. Mise en contexte

Ce mémoire se veut une réflexion sociologique sur un phénomène d'abord argentin mais aussi et surtout résultat de la modernité occidentale. Ce mémoire se veut également un constat sur une société « en crise »; sur l'éclatement de l'idéal moderne et sur une manifestation de particularismes s'élevant contre l'universalisme. Vous avez entre les mains une tentative de *compréhension* d'un phénomène en brossant le portrait de la société d'où il émerge, à travers son histoire et ses imaginaires politiques.

En décembre 2001, l'Argentine faisait la une des nouvelles partout en Occident. On diffusait des images de femmes frappant de leurs sacs à main en cuir les portes barricadées des banques, des « hordes d'affamés » prenaient d'assaut des épiceries et des gens barraient des routes en faisant brûler des barrières de pneus dont se dégageait une fumée dense. La question s'imposait : comment « l'élève modèle du Fond monétaire international (FMI) » en était rendu à tant de chaos? Le président à ce moment était Fernando De la Rúa du parti La Alianza. Il avait obtenu le pouvoir en 1999, succédant à Carlos Saul Menem (parti péroniste Partido Justicialista), qui avait été président depuis 1989. C'est grâce à lui que l'Argentine avait obtenu son titre de « premier de classe » du FMI. C'est grâce aux politiques d'ajustements structurels (du FMI) et au « virage néolibéral » de Menem que l'Argentine a perdu son titre de pays de l'Amérique du Sud ayant la plus grande classe moyenne. Bien avant que les classes moyennes se voient refuser l'accès à leur compte en banque, le reste de l'Argentine semblait depuis quelques années déjà dans une crise et une fragmentation : « Cette paupérisation engendra une double crise, à savoir une crise de cohésion sociale et une crise de représentation politique ». (Bessa, 2003 : 18)

Quoique les comptes bancaires aient été gelés, ce n'était pas juste une crise économique qui mettait le pays à *feu et à sang*. C'était plutôt une grave crise de *confiance* envers tout le système et les institutions politiques :

L'effondrement économique et la crise sociale qu'il a suscitée sont d'une telle gravité qu'ils ont provoqué une crise politique d'une dimension exceptionnelle. Ce n'est plus une « crise de représentation » comme tant d'autres pays connaissent, mais une crise du système politique au sens le plus complet du terme. (CHESNAIS, 2002 :18)

Dans ce contexte alors de « *rechazo total* », de « refus de tout », différents groupes et moyens se formaient de façon plus originale les unes que les autres : les centres de troc où l'on échangeait des biens et services, des soupes populaires initiées par des « citoyens ordinaires », etc. Une forme d'organisation vint capter notre attention. Au milieu de ce qui semblait une situation chaotique, des gens se rencontraient, au coin de la rue pour « discuter » (on dit qu'ils amenaient parfois leur chaise de jardin). Ils se désignaient comme étant des « assemblées de quartier ». Il y en avait eu dans chaque grande ville du pays. Était-ce là une concrétisation des idées de « retour de la philosophie dans l'agora »? Ou alors, étions-nous témoin d'une manifestation d'une forme proto-démocratique, un idéal aristotélicien où chaque citoyen se charge des affaires de la cité et en discute ?

C'est avec ces questions et un enthousiasme naïf que cette étudiante à la maîtrise en sociologie partit pour l'Argentine. Il s'agit donc d'une recherche de type heuristique inspirée de la *grounded theory* dont l'objectif premier était de définir, circonscrire et *comprendre* le phénomène des assemblées de quartier en Argentine.

Cet objet s'inscrit à la fois dans le mouvement *altermondialiste*, à la fois dans les mouvements de la fin du vingtième siècle en Amérique latine couronnant quelques décennies d'application, parfois radicale, des politiques économiques néolibérales. Ironiquement, le discours du courant économique néolibéral formulant une critique envers l'État et réclamant le retrait de celui-ci, est -probablement de façon inconsciente- récupéré par le discours assembléiste argentin lors de la crise de décembre 2001 et de janvier 2002 : « *Qué se vayan todos!* » « Qu'ils s'en aillent tous! ». Toute la classe politique. « *Laissez-nous la place!* »

Nous verrons qu'à travers un mode de fonctionnement rigoureusement démocratique, les assembléistes semblent vouloir montrer l'exemple : « *Voilà comment il faut faire en «vraie» démocratie...* ». Il s'agirait donc d'une volonté de prêcher par l'exemple de *civilisation* mais aussi de mettre à jour les politiciens corrompus ainsi que de transformer la société en construisant une *communauté de voisins*.

Dans cette logique, où il faut veiller « nous-mêmes » à la *chose publique*, les affaires de la cité commencent dans la cité, donc les participants aux assemblées « commencent » (et restent) par le premier échelon, soit par le quartier où ils vivent. Nous assistons là à un raisonnement simple (prêcher par l'exemple et changer le monde avec davantage de démocratie et de droits) certes, mais encore faut-il l'appliquer. Nous explorerons donc ces tentatives.

Le phénomène des assemblées de quartier partagent des signes distinctifs des mouvements altermondialistes. Ceux-ci se rapprochent dans leurs principes et leurs pratiques au concept de *multitude* développé par Antonio Negri et Michael Hardt. À cet égard, nous nous tournerons vers Michel Maffesoli pour sa vision des sociétés postmodernes où « la masse » n'existe plus mais où règnent un nombre incalculable de « tribus¹ ». Cette position entame un questionnement sur les transformations de la nation comme élément rassembleur fort. Les groupes formant les mouvements altermondialistes sont loin d'être semblables et une grille d'analyse classique sur les mouvements sociaux de type ouvriers ou de la politique partisane fausserait la lecture. Les groupes formant les mouvements altermondialistes sont des *tribus* faisant partie d'une *multitude*. Il s'agit donc de mouvements composés d'éléments très hétéroclites, -d'où l'utilisation de pluriel pour le terme « mouvement ». Ce qui les lie est, entre autres, le fait qu'ils prônent tous des principes d'horizontalité (l'absence de leader unique charismatique) et qu'ils aient une vision globale sur le monde mais que leurs actions visent le « local » (le concept « glocal » de Ulrich Beck, 2003). Dû à ces principes, certains collectifs de la mouvance altermondialiste ont tendance à ne pas devenir des « acteurs » politiques (Denis, 2003). Nous pensons qu'il ne s'agit pas là d'une faiblesse de ces

¹ Il est important de noter que nous n'utilisons pas, dans ce mémoire, le concept anthropologique de « tribu » mais bien de la notion appartenant au contexte actuel urbain d'un groupe d'appartenance choisi et défini par ses constituants.

mouvements, mais qu'ils font preuve au contraire d'une créativité et d'un apprentissage des erreurs du passé en n'entrant pas dans le jeu politique (Ulrich Beck dirait « l'ancien jeu ») mais en devenant plutôt des *espaces*. Les Forums sociaux mondiaux sont à ce point le cas-école par excellence (Whitaker, 2006), car la question de « l'espace ou l'acteur? » fut un haut point de litige pour le collectif fondateur.

Nous articulons donc notre étude des assemblées de quartier de Buenos Aires en fonction de ce concept de « tribu » (qui serait développé et argumenté au troisième chapitre) ainsi qu'autour de ce qui a été identifié comme la dichotomie constituante de la nation argentine (Svampa, 2006; Bielsa, 2002; Rodriguez, 2006; Battistini, 2002), soit celle de la civilisation et de la barbarie (deuxième chapitre). En effet, à la création de la nation moderne argentine, ses « pères » se sont penchés sur la question de la définition de la nation alors qu'il n'y avait pas vraiment de différences, à l'époque, entre un Argentin et un Chilien vivant de l'autre côté de la frontière. C'est là où entre en scène la dichotomie civilisation / barbarie qui se cristallisera comme fondement des imaginaires politiques. Les assemblées de quartier peuvent être vues comme un produit de cet imaginaire.

2. Problématique

L'histoire des assemblées de quartier de Buenos Aires depuis leurs débuts à la toute fin de 2001 jusqu'au moment où ont été conduites les observations sur le terrain de juin à décembre 2005 peut être symbolisée par l'image d'une comète. Elles ont commencé en force : jusqu'à « 150 participants aux plénières hebdomadaires » (Bregel : 2003, 85) pour l'assemblée de Palermo Viejo pour fondre (dix participants pour la même assemblée en 2005) et quasiment disparaître. En effet, en 2001-2002 il y avait plusieurs assemblées dans chaque quartier. Pourtant, en 2005, la majorité des Porteños rencontrés par l'observatrice croyait qu'il n'y en avait plus. Cette diminution conduit à se poser des questions sur le concept de la participation. Le premier chapitre traite des réflexions et analyses sur la démocratie participative et directe. Or, la littérature portant sur les problèmes des démocraties actuelles vont généralement analyser la politique, les institutions, les systèmes de partis, la

gouvernance, la bureaucratie, la professionnalisation des députés, les problèmes de la représentation, etc. Nous nous intéressons aux questions de la participation en soi.

Ce mémoire pose les questions suivantes en lien avec la participation : - Quels sont les facteurs qui favorisent une participation authentique ? Le terme « authentique » est choisi ici pour faire une distinction entre cette participation idéale et une « participation intéressée ». Nous définissons « participation intéressée », comme étant une participation à une activité politique avec la seule motivation d'obtenir en échange quelque chose qui n'a rien à voir avec un projet politique (par exemple, aller à un rallye politique dans le but d'obtenir des soins pour son enfant). Nous sommes conscient, toutefois qu'il est fort difficile de mesurer « l'authenticité » d'une action.

- Pourquoi est-ce si difficile de maintenir un nombre important de participants? - Pourquoi dans la majorité des processus participatifs, le nombre de participants non intéressés est marginal?

Ces interrogations nous mènent aux questions suivantes concernant notre objet de recherche : Qu'est-ce qu'une assemblée de quartier? Quelle est leur structure? Pourquoi y participe-t-on? Comment ont-elles fait pour ne pas mourir malgré la forte diminution de la participation?

3. Perspectives théoriques

Les perspectives théoriques de ce mémoire sont nombreuses. D'abord, celle du concept déjà abordé des *tribus* et l'analyse maffesolienne des sociétés postmodernes; ensuite celle de l'angle « post-national » de Ulrich Beck; et celle des malaises démocratiques de Rosanvallon. De façon plus large, nous nous appuyons sur les recherches et les réflexions menées sur le grand thème de la démocratie participative surtout abordée comme une solution (sinon « la » solution) aux crises de légitimité et de représentativité des sociétés démocratiques occidentales. Le premier chapitre servira à faire état de ce champ théorique. Les questionnements sur l'importance de la « parole citoyenne » feront également partie de notre réflexion.

4. Méthodologie

La démarche générale est celle d'une sociologie heuristique qui utilise le concept opératoire des « imaginaires ». Elle est également compréhensive de type « *culture studies* ». Avant d'aller sur le terrain, nous avions des attentes face à un champ théorique portant sur la démocratie participative et directe. Le séjour de recherche à Buenos Aires² dura six mois où six assemblées furent observées (certaines pendant plus de temps que d'autres) : Asamblea Palermo Viejo, Asamblea Popular de Liniers, Asamblea Popular Cid Campeador, Vecinos Indignados, Agrupación Nueva Comuna et Vecinos por la Comuna BANORESAP. En tout, 21 personnes furent interviewées : des participants et des ex-participants des assemblées observées et d'autres assemblées qui n'existaient plus ou alors ne voulaient pas d'observateurs, ainsi qu'une personne travaillant pour le gouvernement de la ville de Buenos Aires. Il n'y a toutefois que 18 verbatims qui ont été retranscrits.

Pendant les observations et les entrevues semi dirigées, un élément inattendu a fait surface et revenait sans cesse : les cicatrices d'un passé récent de violences politiques. Or, ces *imaginaires* de violence politique ne peuvent être mis à l'écart lorsque vient le temps de *comprendre* et de circonscrire ce phénomène. Nous devons les intégrer à l'analyse.

Ce concept des *imaginaires* a été puisé dans les travaux du GRIPAL³ et chez certains auteurs comme Bronislaw Baczko qui définit ainsi les imaginaires sociaux :

Les imaginaires sociaux sont autant de repères spécifiques dans le vaste système symbolique que produit toute collectivité et au travers duquel elle « se perçoit, se divise et élabore ses finalités » (Mauss). Ainsi, au travers de ces imaginaires sociaux, une collectivité désigne son identité en élaborant une représentation de soi; marque la distribution des rôles et positions sociales; exprime et impose certaines croyances

² Une assemblée, celle de Vecinos Indignados, était située non pas à Buenos Aires même mais dans sa banlieue de classe moyenne au nord. Toutefois, nous disons simplement Buenos Aires au lieu « du grand Buenos Aires » ou encore de la « région métropolitaine » pour alléger le texte. De plus, cette banlieue, la municipalité de Vicente López, est tellement intégrée à la trame urbaine porteña qu'on ne voit pas la frontière. De plus, il n'y a pas de différences socio-économiques entre les assembléistes de Vicente López et des quartiers de classe moyenne de la capitale.

³ Groupe de recherche sur les imaginaires politiques en Amérique latine de l'Université du Québec à Montréal.

communes en plantant notamment des modèles formateurs tels que le « chef », le « bon sujet », le « vaillant guerrier », le « citoyen », le « militant », etc. [...] Désigner son identité collective, c'est du coup, marquer son « territoire » et les frontières de celui-ci, définir ses rapports avec les « autres », former des images des amis et des ennemis, des rivaux et des alliés; c'est également conserver et modeler les souvenirs du passé, ainsi que projeter sur l'avenir ses craintes et ses espoirs. (BACZKO, 1984 : 32)

C'est à ce niveau où l'on désigne l'ennemi de l'allié, le « bon » du « mauvais » citoyen, que se jouent les discours et les actions des assemblées de quartier. Notamment, par le fait de créer des espaces de reconstruction d'une communauté et par une nouvelle identification de ce qui correspondrait à l'imaginaire du « bon citoyen » avec l'appellation « voisin » utilisée par les assembléistes.

Ainsi, ce que ce mémoire tente de faire est de procéder à une analyse tendant vers une déconstruction des « sens communs » pour y découvrir les imaginaires « sous-jacents ». « Sous-jacents » parce que les imaginaires se situent au niveau de l'inconscient collectif propre à un groupe ou à un sous-groupe. Ce sont des images qui servent de symboles ensuite de référents qui conditionnent les perceptions. Ces perceptions provoquent à leur tour l'action ou l'inaction. Ou dit autrement : il s'agit d'abord d'une distance entre le sens commun (Bourdieu) et les analyses macro-sociologiques. C'est aussi une forme d'archétype sans cesse réactualisée et spécifique à une culture -voire à une sous-culture- particulière donnée. Nous précisons car les archétypes qui sont supposés être universels. Donc, les imaginaires se posent logiquement dans « particularistes » dans la dichotomie opposant universel et particulier.

De même l'individu puise dans sa psyché, et notamment dans son inconscient, la société puise dans un magma. « Un magma est ce dont on peut extraire (ou dans quoi on peut construire) des organisations ensemblistes en nombre indéfini, mais qui ne peut jamais être reconstitué (idéalement) par composition ensembliste (finie ou infinie) de ces organisations» ([Castoriadis, 1975 :] 461). À partir de ce magma se construit un monde de significations. Ces significations ne sont donc pas attachées ou référées à quelque chose; elles « instituent un mode d'être des choses et des individus comme référées [sic] à elles ». « Elles sont ce qui fait être, pour une société donnée, la co-appartenance d'objets, d'actes, d'individus en apparences les plus hétéroclites » (Ibid. : 487). » (CORTEN, 2003 : 4)

Cet outil, des *imaginaires*, sera donc utile pour l'analyse des verbatims des entrevues au chapitre trois ainsi qu'au chapitre deux lorsque nous traiterons des fondements de l'identité collective nationale argentine.

5. Hypothèse

Ce sont donc à la fois les problèmes inhérents au concept de participation et les imaginaires engendrés par la dichotomie fondatrice de l'identité nationale argentine, soit ceux de la recherche d'un idéal entre la civilisation et la barbarie, qui ont entraîné les assemblées à se constituer davantage comme *espace politique* plutôt que comme *acteur politique*.

Il s'agit (ironiquement peut-être) d'un phénomène s'appuyant sur des catégories pré-modernes et modernisantes (celles de la *civilisation* et de la *barbarie*) qui permettent un espace postmoderne où formuler des critiques et une mobilisation contre les institutions modernes. Bien que ces critiques semblent être formulées grâce à cet espace postmoderne, il reste que l'idéal recherché par les assemblées appartient à des idéaux modernes, soit ceux d'une « vraie » démocratie et d'une communauté fraternelle (de voisinage). Pourtant, la position politique et éthique des assemblées trahit une posture se rapprochant des observations de Maffesoli sur les sociétés postmodernes, d'où l'emploi du terme « tribus » pour symboliser les fragmentations du phénomène, autant sur le plan de la société argentine que sur le plan des assemblées en soi.

6. Plan et définitions

Pour soutenir cette idée de l'espace plutôt que l'acteur chez les assemblées, nous procéderons à une discussion en trois grandes étapes. La première étape sera de mettre en place le cadre et le contexte théoriques dans lequel nous inscrivons le phénomène des assemblées de quartier de Buenos Aires. Ensuite, le deuxième arrêt sera très important, car il servira à mettre en place les imaginaires sociaux que nous avons identifiés comme les

fondements de l'identité nationale argentine, soit le continuum civilisation / barbarie. Enfin, le troisième chapitre sera celui où nous traiterons du phénomène en soi, d'une façon un peu plus anthropologique.

6.1 Définition d'une « assemblée de quartier »

Les assemblées de quartier sont parfois appelées assemblées « populaires » ou « de voisins ». Pour l'instant, gardons seulement l'attribut « de quartier ». Les deux autres déterminants, leurs différences, leurs ressemblances et leurs implications seront expliquées au troisième chapitre. Voici donc comment Maristella Svampa, sociologue argentine, définit notre objet d'étude :

En premier lieu, les assemblées de quartier constituent un espace d'organisation et de délibération qui se pense en rupture avec les formes traditionnelles de représentation politique et en faveur à d'autres formes d'auto-organisation de la socialité avec des aspirations à l'horizontalité et des tendances à l'exercice d'actions directes.⁴ (*in* GONZALEZ BOMBAL, 2003 : 22)

Michel Maffesoli apporte (sans le savoir) une définition théorique des assemblées : «[...] la constitution des micro-groupes, des tribus qui ponctuent la spatialité se fait à partir du sentiment *d'appartenance*, en fonction d'une *éthique* spécifique et dans le cadre d'un *réseau* de communication.» (1988 : 245-246). Les assemblées ont certes tous les éléments de la description sauf peut-être l'élément « *réseau* de communication » qui manque ou qui se fait accidentellement. Cet isolement relatif des assemblées sera explicité au troisième chapitre.

⁴ Traduction libre de : «En primer lugar, las asambleas barriales constituyen un espacio de organización y de deliberación que se piensa en ruptura con las formas tradicionales de representación política y a favor de otras formas de autoorganización de lo social, con las formas tradicionales de representación política, con aspiraciones a la horizontalidad y proclives al ejercicio de la acción directa.»

6.2 Premier chapitre : Cadre théorique

Ce premier chapitre servira à mettre en place de façon plus précise le cadre théorique et le contexte de la question de la démocratie participative. Nous mettrons en perspective différents types de mouvements sociaux et les articulerons avec les tentatives de « solutions » via les principes de démocratie participative et directe.

De plus, nous verrons que le postmodernisme tel que dépeint par Touraine, Maffesoli et Beck, soit comme étant une réaction, un aboutissement ou une *concrétude des paradoxes* de la modernité se perçoit dans la montée des particularismes en tant que contre-pouvoirs aux prétentions universalistes civilisatrices de la modernité. Ce mémoire cherche à rendre part de ses manifestations à travers la juridiciarisation du politique. Une forme de ces manifestations se produit dans un sens phénoménologique de Maffesoli dans la montée des revendications et des mouvements défendant les positions de la démocratie participative. Nous postulons que cette démocratie participative connaît deux mouvements idéologiquement opposés : soit (1) ceux où les initiatives viennent *du bas* et (2) où les initiatives viennent *d'en haut*. Nous sommes d'avis que, peu importe que cela vient du *haut* ou du *bas*, il s'agit d'une manifestation des transformations de la modernité (ou de la « transition » de Beck) par une crise de la légitimité.

Les assemblées de quartier de Buenos Aires permettent de percevoir ce mouvement de montée des particularismes au sein de certaines sociétés. Ces revendications particularistes se positionnent en contre-pouvoir face aux justifications universalistes de la pensée moderne. Ironiquement, cette juridiciarisation du politique n'est qu'un élément de plus émergeant de la pensée moderne. Que nous soyons dans ce contre-pouvoir des particularismes « en lutte » contre les revendications universalisantes, cela reste des catégories modernes qui nous interdisent de conclure avec autre chose qu'une « Deuxième » (ou troisième?) modernité... Bref, nous essayons de penser l'après-modernité, mais nous ne pouvons la penser (ni la *nommer*) en dehors des catégories modernes qui façonnent notre regard et notre pensée. Nous devons alors nous replier sur les manifestations de mouvements de juridiciarisation du politique qui, à leur tour, annonce un mouvement de particularisme se soulevant contre des prétentions universalistes. La dichotomie universalisme / particularisme renvoie à la

dichotomie constituante de la civilisation / barbarie. Toutefois, l'universalisme peut autant être porteur de civilisation que de barbarie. Cette réversibilité de ces concepts nous amène au parcours narratif que nous exposons au deuxième chapitre.

6.3 Chapitre deux : La barbarie comme fondement imaginaire fort

La dichotomie civilisation / barbarie est présente dans la culture argentine depuis que ce pays existe. Ce chapitre pourrait être considéré comme une sociologie historique de l'Argentine, car on retracera les épisodes de barbarie politique afin de cerner les traumatismes collectifs qui engendreront les événements des 19 et 20 décembre 2001. Ce parcours s'amorce avec une réflexion de Maristella Svampa (2006 : 12) à savoir que :

[...] que ce soit dans sa version nationaliste ou de gauche, l'image de « Civilisation ou Barbarie » reflète quelque chose de plus profond d'un mécanisme de violence politique. Cette image démontre l'établissement d'une relation inextricable entre la culture et la vie politique argentines [...]⁵.

La culture et la vie politique sont en effet très imbriquées dans le pays du péronisme et du tango. Dans la culture quotidienne, la sociologue peut observer un renversement constant de qui est barbare et qui est civilisé. Par exemple : pour dire l'expression très familière « cool », là où les Mexicains disent « chido », les porteños disent « báaaaarbaro ». Ainsi, dans le langage familier porteño, « barbare » a le sens de « super », « cool », « très bien », « très plaisant », « très agréable ». Le « báaaaarbaro » a un sens fortement positif et plus on étire le premier « a », l'interlocuteur comprend que l'on est dans l'ordre du superlatif.

Le point d'arrivée de notre réflexion se trouve dans la citation suivante :

En effet, au cœur même de l'imaginaire social, notamment avec l'avènement et l'essor de l'État, se trouve le problème du pouvoir légitime, ou plutôt, pour être plus précis, des représentations fondatrices de légitimité qu'elle accorde au pouvoir. Autrement dit, tout pouvoir doit nécessairement faire face à son arbitraire et le maîtriser en se réclamant d'une légitimité. (Baczko, 1984 : 33)

Nous verrons à travers un parcours historique les imaginaires politiques engendrés par l'instauration du projet moderne en Argentine. Il s'agissait de construire la nation. Voulant

⁵ Traduction libre de : « (...) en sus versiones nacionalista y de izquierda, que la imagen « Civilización o Barbarie » refleja algo más profundo que un mecanismo de invectiva⁵ política. Ella señala el establecimiento de una relación inextricable entre la cultura y la vida política argentinas (...)»

l'orienter dans un sens particulier, Sarmiento, un des « Pères » de la nation argentine, établira le premier le dilemme argentin : le choix entre la civilisation (blanche, moderne, rationnelle, des Lumières) et la barbarie (le nomadisme, la ruralité, le métissage, les savoirs non-scientifiques). Toutefois, cette dichotomie se cristallisera pour rester présente tout au long du vingtième siècle. Au nom de l'ordre et du progrès, dérivés de la civilisation, l'État argentin (comme bien d'autres États) recourra à des méthodes « barbares » créant ainsi de graves traumatismes collectifs auprès de la population. Les deux sous-sections suivantes expliciteront davantage les deux concepts antagonistes formant la base de notre analyse des assemblées. Nous verrons que le point de départ de l'utilisation de ces termes est la catégorie des « ennemis » à combattre chez les assembléistes.

6.3.1 Barbarie

Par ce terme, nous circonscrivons les moments où la gouvernance argentine -que les modernes présupposaient porteuse et garante de *civisme rationnel émancipateur*- a agi de façon à défendre et à imposer que des intérêts particularistes en engendrant des précédents réifiant où *l'autre* est considéré *chose* à prendre, à utiliser. Il s'agit d'un des pôles constituant de la dichotomie fondatrice de la modernité argentine.

En outre, nous synthétisons par le terme « barbarie » l'ensemble flou des « ennemis » des assemblées. Nous avons constaté que les assembléistes se rejoignaient davantage par le fait qu'ils avaient le même ennemi plutôt que par le même objectif de lutte. Or, cet ennemi est vaste. Il s'agit de l'ensemble de la classe politique. Ce sont « eux » dans la dichotomie nous / eux. « *Qué se vayan todos!* » (« Qu'ils s'en aillent tous! ») scandaient les assembléistes à la fin de 2001. Le principe fondateur des assemblées se trouve dans ce slogan. « Qu'ils s'en aillent tous! »... mais qui? Qui est le véritable coupable de cette crise bancaire? Même si le président et le ministre de l'économie quittèrent leur poste pendant la crise, le système politique et économique ne fut pas abandonné par la suite.

Les assemblées sont donc un produit de la crise des 19 et 20 décembre 2001 mais la plupart sont nées dans les semaines qui suivirent, soit en janvier 2002. Plus le temps avançait, plus l'identité de leur « ennemi » devenait floue. Il pouvait autant s'incarner dans le conseil

municipal (pour le cas de Vecinos Indignados) ou dans des entrepreneurs immobiliers (Palermo Viejo) ou alors dans la figure de Bush (Liniers). Cet ennemi n'est pas unique car elles luttent contre un système d'exploitation et de corruption. Ainsi, les assemblées se battent pour le bien-être de leur tribu. Cela pourrait se traduire par la volonté de construction d'une communauté plus juste, plus égalitaire et plus paisible.

6.3.2 Être civilisé

Si l'ennemi (le « eux ») est le « barbare », cela implique que le « nous » doit se poser en le « civilisé ». Le troisième chapitre s'attardera à explorer les tentatives des assemblées de quartier de faire preuve de civilisation. Celles-ci s'inscrivent dans les nouveaux mouvements qui luttent non pas pour un gain particulier concret et tangible mais pour une *réhumanisation* des rapports sociaux. Ainsi, l'adjectif civilisé sera appréhendé comme une volonté (visible par les actions et les discours) de construire une utopie. Cette utopie devra passer par la transformation radicale du rapport à *l'autre* afin d'établir un lien d'égalité et de fraternité. Dans les imaginaires politiques argentins, la société civile est celle qui fut et est toujours *victime* des régimes autoritaires et des décisions économiques prises en fonction de favoriser une minorité :

Elle [la société civile] joue sur le double sens du mot civil. Civil opposé à militaire et civil au sens de la médiation des intérêts privés dans un processus de « civilité ». Il y a bien retour à la vie civile mais pas de processus de « civilité ». (CORTEN, 2001 : 56)

Les assemblées tentent donc de rendre effectif le processus de civilité qui ne semble pas avoir eu lieu au sein de l'ensemble de la société argentine. Elles pensent que la seule voie pour un changement durable et « bon » doit se faire à travers une revalorisation de la civilité, puisque les ennemis, eux, font partie de la catégorie de la « barbarie » qui inclut les institutions comme celle militaire. Toutefois, par leurs préoccupations très locales, du quartier immédiat et par de nombreux facteurs dont nous parlerons au dernier chapitre, les assemblées sont très isolées les unes des autres. On pourrait même dire qu'il y a une fracture

entre les différentes assemblées ainsi qu'entre les assembléistes et les « non-assembléistes ». Ce constat nous entraîne à parler de «tribus».

6.4 Chapitre trois : Les tribus

Ce terme est utilisé d'abord pour donner une image qui résume les observations faites entre juillet et décembre 2005. « Tribus » parce que nous avons observé les trois éléments suivants : 1) les participants développaient une *identité* face à l'assemblée à laquelle ils *appartiennent* ; 2) entre les différentes assemblées, il n'y avait pas beaucoup de liens ni de communications (chaque assemblée en 2005 travaillait seule) et 3) nous cherchons à élargir l'observation et la placer dans un contexte plus général, soit celui d'une fragmentation du concept de *peuple* et de *nation*. Ainsi, nous abordons une intersubjectivité inhérente au rapport tribal qui se retrouve également dans le concept et le choix du terme *barbarie* qui implique un rapport à l'*autre* spécifique. L'*autre* référant ici aux autres assembléistes, aux non-assembléistes et aux institutions politiques argentines. Cette dynamique se concrétise par l'appellation « voisin » qui vient combler une carence, soit celle des notions de citoyenneté dans un pays, tel que nous expliciterons au deuxième chapitre où les gens se sont vus parfois nier ce statut :

« The spectacular denial of citizenship implied by state terrorism and its promotion of microdespotisms highlights the need to include in the definition of citizenship, and therefore in the definition of democracy, legal and social factor that go beyond a purely political or to be more precise, politicist definition. » (O'DONNELL, 1999 : xiv)

Le troisième chapitre débutera donc par une mise en place du concept de tribu tel qu'utilisé par Maffesoli et nous expliciterons en quoi cela rejoint notre objet d'étude.

Commençons d'abord par les questionnements sur l'état des démocraties contemporaines et les tentatives de solutions formulées par des mouvements sociaux défendant des principes de démocratie participative.

CHAPITRE I

CADRE CONCEPTUEL

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE, SOCIÉTÉ CIVILE ET MONDIALISATION

Pour que les hommes restent civilisés ou le deviennent,
il faut que parmi eux, **l'art de s'associer** se développe
et se perfectionne dans le même rapport que l'égalité des conditions s'accroît.

Alexis de Tocqueville (1968: 118)

[nous soulignons]

Ce premier chapitre sert à conjuguer les concepts et les écoles de pensées qui balisent la réflexion de ce mémoire sur les assemblées de quartier de Buenos Aires. Cet objet sert de cas précis afin d'explorer les tentatives de solutions aux « problèmes » contemporains de la démocratie dans les sociétés occidentales. Nous identifions parmi ces « problèmes », celui de la participation. D'où l'intérêt de cette citation de Tocqueville en exergue : autant « l'art de s'associer » que l'accroissement « de l'égalité des conditions » sont impératifs pour l'émergence ou le maintien de la civilité. La civilité prise dans ce sens est une condition nécessaire à la démocratie. Autant l'art de s'associer que l'égalité des conditions ne sont jamais définitivement atteints par une société. Le pouvoir démocratique en place devrait veiller au maintien de ces critères. Toutefois, peu de régimes argentins ont oeuvré à favoriser ces conditions. Pour Alexis de Tocqueville, le principe de la participation du peuple aux affaires publiques était une solution possible au problème de l'avidité des seigneurs qui se ruinent à faire la guerre et celle des rois qui s'épuisent dans les conquêtes du nouveau monde. Certes, mais la participation politique ne survient pas par magie. Il faut l'établissement de certaines conditions.

Ce chapitre sera divisé en quatre grandes parties. D'abord, nous survolerons le concept

de la participation, de son apport nécessaire dans la démocratie et ses origines à partir des notions *d'empowerment*⁶. Ensuite, nous traiterons des mouvements sociaux et de comment ils s'inscrivent aussi dans ces principes de participation comme moyen d'émancipation. Nous verrons que la participation est une « arme à deux tranchants » et qu'elle peut être une initiative du « haut » comme du « bas ». Ainsi, nous aborderons la question de la montée du phénomène des processus consultatifs au sein des sociétés postindustrialisées. Nous verrons les différences qui existent entre ces processus de démocratie participative et ceux ayant lieu en Argentine, notre cas.

Notre objet s'inscrivant dans un contexte général de globalisation, on ne peut aborder les principes de démocratie participative sans parler de la *société civile*. Ce concept sera brièvement défini depuis Hegel jusqu'à sa « renaissance » dans le discours altermondialiste. Il s'agira de définir « société civile » et la circonscrire dans l'optique de cette résistance à la mondialisation qui, du point de vue de Ulrich Beck, accélère la mondialisation mais aussi permet des espaces de participation politique.

Nous verrons quelques spécificités du panorama politique argentin qu'il faut tenir en compte dans un questionnement sur la représentation politique et une analyse de tentatives de démocratie participative. Nous défendrons que les assemblées de quartier -à l'instar du large mouvement altermondialiste, tentent de construire des espaces plutôt que de se constituer en acteurs. Ce premier chapitre se terminera par un exposé sur trois auteurs clés (Pierre Rosanvallon, Ulrich Beck et Michel Maffesoli) dont les pensées sous-tendent l'ensemble de la réflexion de ce mémoire.

1. Démocratie participative

1.1 D'où vient cette idée

Le concept de *la participation* est inhérent au concept de la démocratie. Certains

⁶ Ce concept difficilement traduisible de façon juste en français pourrait se définir comme *un agent contribuant à ce qu'une ou des personnes donnée(s) réussisse(nt) à prendre en main les rênes de sa/ leur vie, et ce, surtout pris de l'angle du politique (donc, des rapports de forces).*

grands penseurs de la démocratie tels que Rousseau, Tocqueville et Marx, faisaient de la participation citoyenne un impératif. Jacques T. Godbout, sociologue, qui s'est intéressé à la participation aux organisations (*La participation contre la démocratie* et *La démocratie des usagers*) justifie ainsi l'intérêt de réfléchir à ce processus :

Il est donc d'un intérêt certain de mieux comprendre la signification de ces expériences de participation : s'agit-il d'un phénomène transitoire relié à des circonstances historiques et d'une durée limitée ? Au contraire, assistons-nous à l'émergence d'une nouvelle phase dans « l'art de s'associer », dont Tocqueville considérait l'amélioration continuelle comme aussi importante que les progrès de l'égalité des conditions ? (GODBOUT, 1983 : 21)

En effet, un régime politique sans participation aucune ne pourrait être appelé « démocratie ». Tocqueville, dans la citation de Godbout, semblait souhaiter une « amélioration continuelle » de la participation comme les égalités des conditions... Cette simple phrase laisse entrevoir le poids de l'espoir qu'entretenait et qu'entretient toujours le concept de démocratie. À ce titre, Christian Saves (1994) se demande si une démocratie « sans problème » est possible, si on a des preuves que cela ait déjà existé. Plusieurs partagent l'avis que *la démocratie* peut se concevoir comme une utopie vers laquelle tendre et que la considérer autrement peut mener à d'amères déceptions. Saves ajoute : « Il est à noter que, chez Rousseau, le terme de démocratie n'a qu'une signification théorique : il y voit une sorte de pouvoir politique parfait, non réalisable *in concreto* par les hommes. »

Toutefois, il reste qu'en *demos kratos*, le pouvoir (*kratos*) vient du peuple (*demos*). En démocratie représentative, le peuple « seul souverain » délègue ce pouvoir à des personnes reconnues par celui-là comme étant en mesure de les *représenter*. Les élus occupent donc des postes au pouvoir. Par la représentation, ils *ont* du pouvoir.

La démocratie participative et le concept consultatif furent d'abord mis en pratique -en ce qui concerne l'hémisphère nord- par des urbanistes qui se sont mis à lire Habermas (sa *Théorie de l'agir communicationnel*, 1987). L'idée de ces urbanistes était de « rendre la ville aux citoyens »⁷. Il s'agissait donc de consulter le citoyen, afin de voir où sont ses besoins et

⁷ Par exemple: les travaux du Groupe interdisciplinaire de recherche sur les banlieues de l'Université Laval qui travaille sur ces principes et les met en application conjointement avec la Ville de Québec

ainsi, d'y répondre vraiment. Cette recherche de la satisfaction des demandes citoyennes s'insère dans les préoccupations de bonne gouvernance politique. Selon Ulrich Beck, « [l]a bonne politique transforme le *ceci ou cela* en un *ceci et cela*, substitue à la dichotomie ami / ennemi des relations de coopération. » (Innerarity, 2006 : 61).

En ce qui concerne l'hémisphère sud, les principes de démocratie participative prennent probablement racine dans les théories de la pédagogie des opprimés (Paulo Freire, 1974 et Augusto Boal, 1971, dans une certaine mesure avec le « théâtre de l'opprimé ») et certaines idées de la théologie de la libération (Gutierrez, 1972⁸). Ces deux mouvements de pensées liées aux notions d'*empowerment* (Cruikshank, 1999) ou d'émancipation ne sont pas sans influence sur les mouvements sociaux de l'Amérique latine ainsi que sur des penseurs et militants altermondialistes de l'Occident.

Le principe essentiel de ces pensées voisines est d'abord que bien souvent « l'opprimé » n'est pas conscient de son état. Comme le disait La Boétie, « la première raison de la servitude volontaire, c'est l'habitude »⁹. Ensuite, « l'opprimée » est la meilleure personne pour trouver des moyens afin de s'affranchir *par elle-même*. Autrement dit, la personne opprimée est la mieux placée pour indiquer quels changements sont nécessaires, à quel niveau et même comment. Il s'agit également de donner la parole, une voix, à ceux qui, généralement, par leur statut socio-économique, sont « sans voix » et laissés-pour-compte. Lorsqu'un groupe s'organise et procède à des actions collectives concertées en faveur d'une cause, cela devient un « mouvement social ». La section suivante servira à mettre en place les concepts de « mouvements sociaux » et nous ferons une distinction entre les « nouveaux mouvements sociaux » et les mouvements altermondialistes.

depuis 2000. De plus, divers mouvements sociaux revendiquent une ville « plus humaine », et la « ville aux citoyens » tel le Centre de l'écologie urbaine de Montréal, le Milton Parc Project dans les années 1970. En France aussi, de nombreux projets d'aménagement urbain tentent, par exemple, de créer des espaces de rencontre pour les citoyens.

⁸ *In* (Desrochers, 1999)

⁹ LA BOÉTIE, Discours de la servitude volontaire Traduction en français moderne et postface de Séverine AUFFRET, Paris, Éditions des Mille et une nuits, 1995 p. 26

1.2 Différents types de mouvements sociaux

Selon Touraine (1978), les mouvements sociaux (MS) sont par définition une composante singulière et importante de la participation politique. Ils participent en formulant des actions « contre » quelque choix politique. Les acteurs d'un mouvement social s'unissent et se définissent habituellement par leur adversaire commun. Même si un groupe se mobilise, par exemple, *pour* davantage d'espaces verts dans la ville, cette position s'articule fondamentalement *contre* les choix politiques des élus municipaux (qui auraient émis un permis pour construire sur des espaces verts, par exemple). Ainsi, d'après Erik Neveu (2005), l'État devient pour les mouvements sociaux le « seul guichet accessible » faute « d'adversaires identifiables » (autre que l'État). C'est aussi un catalyseur, un acteur identifiable responsable des malheurs vécus par un groupe (par exemple : la ségrégation, la pauvreté ou l'exclusion). Nous verrons que c'est aussi le cas pour les assemblées de quartier de Buenos Aires qui identifient l'ensemble des élus comme les responsables des « malheurs vécus par le peuple ».

L'expression « mouvements sociaux » (souvent au pluriel en français et au singulier en anglais) désigne certes un objet de la sociologie depuis les années 1950 (Herbele), mais cela désigne un phénomène social dont on peut retracer les origines dans les premières luttes ouvrières du dix-neuvième siècle. C'est pourquoi Pierre Hamel les définit comme suit :

Les mouvements sociaux, et il n'en va pas différemment des mouvements urbains, se situent au cœur de la modernité et de sa redéfinition. Ils contribuent, par le biais d'expérimentations sociales mais aussi par l'entremise de leur participation au débat public permanent sur le contenu et les contours de l'espace de la démocratie, à formuler les compromis nécessaires à la viabilité du système social. (HAMEL, 1991 : 41)

Cette définition inclut tout groupe de personnes qui se mobilise afin de défendre une position ou des acquis contre une décision ou une situation jugée par les participants comme étant inacceptable justifiant de donner son temps et d'agir en vue de changer cette situation comprise comme mauvaise.

Une distinction est toutefois nécessaire entre le mouvement ouvrier (MO) et les

mouvements sociaux *autres*. Le MO est un mouvement social mais pas tous les MS sont des mouvements ouvriers. Même si les premières mobilisations de la modernité se sont faites par les revendications ouvrières via les organisations de forme syndicale avec de clairs objectifs de lutte (diminution de la journée de travail à huit heures, droit à des congés, indexation des salaires au coût de la vie, etc.), il reste qu'au courant du vingtième siècle, non seulement les objectifs mais aussi les formes de lutte varieront, se multiplieront et se transformeront de façon exponentielle.

Après les ouvriers, ce sera le mouvement des « sufragettes » qui émergera. Sur la base du genre et de l'inégalité (absence du droit de vote) engendrée par cette identité (féminine), des femmes se mobilisèrent et entamèrent des séries d'actions collectives afin d'obtenir le droit de vote et conséquemment la reconnaissance de leur identité comme *personne majeure*. Suivront d'autres mouvements s'unissant sous les revendications identitaires (les gays, les Autochtones, les Noirs...).

Avec les événements de mai 1968, un changement sémantique et idéologique s'opère au sein des mouvements sociaux, au point de les appeler les « nouveaux mouvements sociaux » (NMS) (Touraine, 1978 ; Melucci, 1980). Voici une définition très éclairante des nouveaux mouvements sociaux:

Cette expression de « nouveaux mouvements sociaux » (NMS) désigne à la fois un objet de recherche et la démarche utilisée pour l'étudier. Nouveaux, ces mouvements le seraient (au moins dans les années 1970) par plusieurs traits. Le premier souligné par Ronald Inglehart (1977), est que dans des sociétés occidentales en voie de passer au stade « postindustriel » et où les besoins matériels immédiats seraient désormais satisfaits, les revendications se déplaceraient d'enjeux matérialistes (augmentations de salaires, par exemple) vers des enjeux *postmatérialistes*, c'est-à-dire relatifs à la défense de l'autonomie et de l'identité personnelle ou à la préservation du cadre de vie. (MATHIEU, 2004 : 29).

Ainsi, l'étiquette NMS est utilisée pour souligner le point tournant où les revendications sont d'un autre ordre que celles des mouvements sociaux de type « ouvriers ».

Il ne s'agit plus d'objectifs précis comme le droit de vote aux femmes, une augmentation des salaires, les journées de travail moins longues, etc., mais plutôt un appel à

voir autrement la société. Tels les slogans de mai 68 : « Sous les pavés, la plage » ; « Soyons réalistes demandons l'impossible », ce sont les revendications particularistes qui tentent de percer l'enveloppe uniforme moderne (universelle). On peut citer en terme d'exemples les revendications des mouvements identitaires (ethniques ou gays), pacifistes et écologistes, etc.

Les mouvements altermondialistes appartiendraient à la génération de la fin de la décennie 1990, donc post-guerre froide et auraient en plus des caractéristiques des nouveaux mouvements sociaux, des préoccupations « globales » dans un monde globalisé où « tout (la santé, la nature, l'eau, l'air, etc.) peut devenir marchandise » (Petrella, 1997). L'utilisation des outils de communication tels qu'Internet et les caméras vidéo permet aux altermondialistes de faire connaître des situations parfois occultées par des médias de masse et surtout, cela permet une vaste mobilisation transfrontalière. L'exemple classique est celui de la mise en échec de l'AMI (l'accord multilatéral sur les investissements) que l'OMC (l'organisation mondiale du commerce) avait voulu faire adopter par les gouvernements occidentaux sans que leurs populations n'en soient informées. La publication et la large diffusion sur Internet de cet accord avaient mis au grand jour ce type d'ententes « secrètes » et a initié une mobilisation articulée spécifiquement autour de ces enjeux mondiaux. Au début, on appelait ce mouvement l'« anti-mondialisation ». Toutefois, très rapidement, les militants concernés par cette appellation ont inventé et revendiqué l'appellation « altermondialisme » pour signifier autre chose que la volonté de refermer les frontières comme le terme « anti-mondialisation » peut induire. Au contraire, les altermondialistes se rejoignent sous le slogan « *une autre mondialisation est possible* ». Ce sont eux qui ont été les premiers à prôner le slogan désormais célèbre de « penser globalement et agir localement ».

Le recours aux principes participatifs énoncés plus haut fut une « issue » pour ces NMS qui se caractérisent en outre par une mobilisation sur la base de l'enjeu à défendre (davantage de logements sociaux, droit à l'avortement, etc.) ou à empêcher *quelque chose* d'arriver (contre la construction d'une centrale nucléaire, l'aménagement d'un casino dans un quartier défavorisé, etc.) (Hansotte, 2005). Donner voix aux « sans voix » fut donc envisagé comme une solution au problème du déclin de la mobilisation de gauche « marxisante » (Aubenas et Benasayag, 2002). Ces NMS ont ainsi puisé dans ces principes que la langue anglaise définit très bien par le terme « empowerment » (Cruikshank, 1999).

1.3 La participation comme « solution »

Depuis les expériences (réussies) de budget participatif à Porto Alegre au Brésil, une partie des mouvements altermondialistes a érigé cette ville en symbole d'un *autre monde possible* en y organisant les premiers Forums sociaux internationaux. Par ces forums, ce groupe voulait se positionner en miroir au Forum économique de Davos dans une certaine critique du « manque de transparence de la part des élus » en ce qui concerne les questions de la mondialisation et des accords économiques engendrant des conséquences sur l'ensemble des populations. Au lieu de seulement s'opposer, les altermondialistes de Porto Alegre voulaient « créer un espace où un autre monde est possible ». C'est-à-dire, de mettre en pratique certaines valeurs identifiées comme « antidote » au « marasme des sociétés postindustrielles du Nord » et à « la stagnation de celles *exploitées* du Sud »¹⁰. Ces valeurs se voulaient être de l'ordre de l'horizontalité (absence de leader) et de l'autogestion (s'il n'y a pas de leader ni de plan développé d'avance, il faut recourir à cette forme d'organisation).

Dans cette foulée, on observe depuis quelques années en Europe et au Canada¹¹ une multiplication de ces expériences d'horizontalité et d'autogestion, appelés « expériences de démocratie participative » et ce, surtout à l'échelle municipale. Par exemple, on va tenir une « assemblée citoyenne » pour discuter d'un projet de piste cyclable sur tel axe routier. Il semble que devant le « marasme » et le « délaissement » de la politique (Guéhenno, 1993 ; Perrineau 2003 ; Innerarity, 2006 ; Rosanvallon, 2006), certains décideurs politiques aient opté pour la forme consultative afin de faire participer des citoyens aux processus de décisions. Peut-être espéraient-ils ainsi d'une part, faire comprendre la complexité de la décision politique inhérente au fait qu'il faille tenir compte d'un ensemble de facteurs, de demandes et de contraintes; et d'autre part, susciter l'intérêt et éveiller la participation. Car, en démocratie,

¹⁰ Le discours altermondialiste est largement diffusé sur Internet et dans les milieux militants. Voir Chico Whitaker, *Changer le monde, (nouveau) mode d'emploi*, Ed. de l'Atelier, 2006

¹¹ Au Canada, il y a eu entre plusieurs autres, le processus pour la réforme électorale en Colombie-Britannique

l'effritement de la participation comporte un risque pour la légitimité des élus (qui représenteraient-ils si la majorité ne votait pas?) ainsi qu'un risque que les dirigeants prennent des décisions allant à l'encontre de l'intérêt général.

Les principes de démocratie participative sont donc apparus comme une « issue » pour certains élus autant que pour certains militants. Avec ces « solutions » réapparaît la figure du citoyen, car c'est à lui qu'incombe la tâche de *participer*. Alors émergent des questions à propos de la citoyenneté: jusqu'où va la citoyenneté dans un monde désormais globalisé où les enjeux, comme les capitaux, traversent les frontières aussi rapidement que les informations sur Internet?

Certains vont jusqu'à dire :

Une citoyenneté active implique que les citoyens puissent énoncer et négocier ce qui leur paraît souhaitable pour l'avenir, d'imaginer des pistes nouvelles de développement est [sic] devenue indispensable à la dynamique d'une région ou d'un territoire ainsi qu'à l'universalisation des perspectives de vie bonne et juste. (HANSOTTE, 2005, 8)

Cette citation semble porter beaucoup d'espoir dans le rôle idéalisé du citoyen. Nous verrons que plusieurs obstacles s'opposent dans l'implantation concrète de tels processus (« citoyens » et « participatifs ») dont d'abord le citoyen lui-même (par exemple : qui s'implique dans de tels processus?) ainsi que son engagement (qui est prêt à sacrifier tous ses jeudis soirs pour venir « discuter »?). L'empirie de ce mémoire tente de répondre entre autres à ces questions : Qui se trouvent dans les assemblées? Pourquoi s'engagent-t-ils?

1.4 Une arme à deux tranchants

Selon Steve Jacob et Nathalie Schiffino (2007), les gouvernants consultent de plus en plus des groupes de personnes en qualité de « citoyens ordinaires » avant de se prononcer sur des enjeux socio-politiques épineux, en dernière instance, afin de partager la responsabilité de décisions prises dans un contexte de gestion de l'ingérable, soit l'imprévisible dans une « société du risque ».

Toutefois, ces consultations citoyennes (ainsi que tous les événements comportant cette

étiquette « citoyenne », conférences, parole, etc.) semblent être mises sur pied à la *demande des citoyens*. Depuis une quinzaine d'années, on constate une mobilisation ponctuelle de plus en plus fréquente (Sommier, 2001) où des citoyens interpellés par des enjeux particuliers tentent d'attirer l'attention de la gouvernance sur un « problème » en même temps qu'ils rallient et mobilisent d'autres personnes seulement sensibles et solidaires à cette cause ou qui sont aux prises avec les mêmes problèmes.

Ceux-ci revendiquent davantage de démocratie. Or, dans le contexte décrit par Jacob et Schiffino, celui d'un « désengagement de l'État », cette demande citoyenne *sert* (ou est *compatible*) à cette crise de la gouvernance.

Autrement dit, la question se pose à savoir si les exercices et les réflexions autour de principes de démocratie participative sont en réaction aux crises de la représentation et de la légitimité (Bourque et Duchastel) ou alors serait-ce un « trop plein de démocratie » (Huntington, Crozier et Watanuki, 2004)?

Ces questions nous conduisent aux écrits sur les conséquences de la modernité. Depuis les révolutions démocratiques bourgeoises (aux Etats-Unis en 1774 et en France en 1789), il semble y avoir un mouvement vers davantage de démocratie. L'élargissement de la citoyenneté et la juridiciarisation du politique concrétisée par les revendications particularistes des droits (femmes, minorités ethniques, sexuelles, etc.) ne sont pas sans effet sur les principes essentiels de la démocratie soit l'universalisme (Duchastel, 2002; Sorj : 2005). Entre autres, la figure du citoyen comme étant création de la *personne* égale en droit et en responsabilité à l'*autre* (Rosanvallon, 2006) subit une transformation. Or, davantage de citoyenneté mène à plus de droits et pourtant on fait face actuellement à une désarticulation entre gouvernants et gouvernés (Sintomer, 2007) et conséquemment, à un *désintéressement et désengagement* de la part « du peuple » face à la politique (Perrineau, 2003).

Jean-Jacques Rousseau avait averti le peuple anglais au sujet de la démocratie représentative : « Vous n'êtes maîtres qu'au moment de l'élection, vous redevenez esclaves après. » (*in* George, 2006 : 178). Il est vrai que la déception fait partie du lot de la démocratie (Hirschman, 1983 et Armony, 2004 pour le cas spécifique argentin). La déception envers par exemple des promesses électorales non tenues sans compter le sentiment d'impuissance face à la *chose publique*, typique des sociétés modernes (Beaudrillard, 1970). De plus, la

technocratisation des instances politiques (comme par le recours aux experts dans le processus de prise de décision politique) ainsi que la juridiciarisation du politique (où des décisions politiques ayant des conséquences directes sur la société sont prises par des juges et non pas des élus *représentant* cette première) ne sont certainement pas sans effet sur ces sentiments ou impressions de dépossession politique. Dans les sociétés complexes, le recours à l'expert peut être compris comme une (autre) source de légitimation des gouvernants.

Mais c'est une des règles régissant l'activité politique que de faire voir clairement où finit la science et où commence la décision politique. On rencontre très souvent, il est vrai, exactement le contraire : la décision précède la science. [...] Derrière de nombreuses « décisions inévitables » se cachent de véritables décisions, c'est-à-dire des choix entre diverses possibilités qui se présentent ensuite comme les seules solutions possibles. (INNERARITY, 2006 : 53-54)

À ces mouvements de juridiciarisation et de technocratisation, il faut ajouter la démobilisation et la désarticulation des mouvements sociaux et la diminution de la légitimité des mouvements ouvriers. Ces mouvements connaissent un essoufflement de leurs leviers politiques traditionnels (les grèves, les marches et les manifestations n'ont plus le même effet, ni la même envergure qu'il y a quelque 40, 60 ans). On pourrait peut-être expliquer cette diminution de ce type de participation par un effet pervers de moins de participation qui entraîne moins de résultats. Ainsi, moins d'effectifs pour tenir une grève, par exemple, alors cette action ne donnera pas les effets escomptés sur la partie patronale, qui découragera la mobilisation et entraînera ainsi une diminution de la participation à la prochaine action, etc.

Nous sommes tentés de tisser des liens entre la démobilisation des mouvements sociaux et le délaissement de la participation politique. Ce pourrait donc être ce sentiment d'impuissance généralisé à l'ensemble des citoyens sentant qu'ils n'ont aucun moyen d'atteindre les élus, qui pourrait conduire certains à revendiquer d'autres formes démocratiques¹² (autre que celle représentative).

¹² Remarquez qu'on ne traite pas des autres formes de revendications qui se voudraient en dehors de la démocratie, nous ne tenons compte, pour notre propos que celles concernant le grand sujet de la démocratie

Ainsi, pour certains, la démocratie participative en dehors des institutions serait la seule « issue » à cette imbrication de l'économique dans le politique qui corrompt le vivre ensemble et la démocratie d'aujourd'hui. Pour d'autres, cette forme de démocratie est un leurre car les institutions ont été créées pour gérer le vivre ensemble moderne et, *a fortiori* dans des sociétés complexes, il ne peut y avoir d'espace politique en dehors des cadres institutionnels. D'autres (Duchastel, 2002) avertiront du danger que comporte le concept de « participation ». En effet, celui-ci, pareil au concept de « société civile », bien que souvent employé dans une optique de meilleure gouvernance et de redistribution des pouvoirs et des richesses, sert également de plaidoyer à des organismes tels que l'OCDE ou l'OMC où ces concepts peuvent être utilisées pour justifier la présence, par exemple, de présidents d'entreprises multinationales privées dans des réunions de ministres de l'Économie.

1.5 Les différents types de démocratie participative

Il est maintenant pertinent de distinguer les différentes formes de démocratie participative, soit entre 1) la forme consultative et 2) la démocratie directe. Nous l'avons déjà mentionné, ces principes peuvent être initiés autant par a) les instances de la gouvernance que b) par la base militante. Généralement, la démocratie délibérative et les formes consultatives (1) peuvent se définir comme étant des processus permettant aux citoyens en qualité de « simple citoyen » de prendre la parole et de s'adresser à la gouvernance. Les citoyens sont généralement interpellés par leur appartenance territoriale (au quartier, à l'arrondissement, au village...) ou par leur qualité « d'usagers » (Godbout, 1987). Ce type fait partie de la grande catégorie de la démocratie participative, mais plus souvent qu'autrement, l'initiative de tels mécanismes vient « d'en haut » (a), de la gouvernance. Et ce, même si dans des cas où la gouvernance procéderait à une consultation suite à des pressions populaires, il reste que le processus est structuré, encadré et conduit par des agents de la gouvernance.

Il y a ensuite les initiatives de la base (b), donc aucunement encadrées par les instances de la gouvernance. On compte parmi ce type des expériences comme le Forum social mondial ou les assemblées de quartier de Buenos Aires. L'impact socio-politique et l'impact

de ces expériences dans les imaginaires des participants et des non-participants n'est pas le même selon d'où vient l'initiative.

Ce mémoire s'intéresse à la forme (b), c'est-à-dire aux expériences de démocratie participative dont l'initiative vient de la base, des gens. Toutefois, cette forme implique des défis méthodologiques pour la chercheuse. Lorsque le maire d'un arrondissement de la Ville de Montréal, par exemple, organise des soirées de consultations citoyennes à propos du budget participatif, on peut calculer l'impact de ces consultations en mesurant la distance entre les demandes citoyennes et le véritable budget une fois rendu public. Par contre, dans le cas de processus de démocratie participative de la base, il est plus difficile de calculer si *un autre monde* est en effet devenu *possible* ou s'il y a *plus de démocratie et moins de corruption* au gouvernement de la ville de Buenos Aires.

Enfin, la forme 2) la démocratie directe serait le type participatif par excellence où chacun est appelé à s'occuper des affaires de la chose publique. Certes, ce type de démocratie a pu se réaliser au sein de sociétés particulières, comptant généralement peu de membres. Nous pensons ici à l'Islande du Moyen âge et aux sociétés iroquoïennes (Haudosaunee, « les gens de la maison longue ») où chaque famille participait à la gestion du vivre-ensemble.

Force est de constater que nos sociétés contemporaines ne peuvent permettre ce type de gestion pour de simple raison telle que l'étendue géographique du territoire et le nombre important de membres. Ainsi, la démocratie directe où chacun participe activement au et à la politique reste un modèle théorique, voire une utopie (et pour certains, un cauchemar) ou encore un fantasme d'un « idéal démocratique » qui n'a jamais existé. Même dans les exemples pré-modernes susnommés, chaque famille ou clan nommait un représentant (généralement un homme, même dans la société matrilineaire des Haudosaunee)(Viau, 2005).

Idem pour la Grèce antique: cette société antique était loin de correspondre aux sociétés modernes (voire postmodernes) autant en termes qualitatifs que quantitatifs, les définitions antiques de « personne » et de « citoyen » n'ont pas la même résonance aujourd'hui et alors.

Ainsi, les formes de démocratie directe qu'elle aurait pu expérimenter n'ont rien à voir avec le possible d'aujourd'hui. Le citoyen antique étant une personne privilégiée, dans le sens

où une minorité avait droit à ce titre, cela rendait le rôle de citoyen plus actif dans un système de quasi démocratie directe (toujours en occultant le reste de la société):

Pour lui [Socrate], le citoyen avait naturellement vocation à prendre part *personnellement* aux affaires de la cité, sans qu'il ait à les confier à *qui que ce soit*, et pour les gérer au mieux il devait être à même de reconnaître puis de dénoncer les maîtres de la rhétorique et autres sophistes de tous bords, surtout préoccupés de s'approprier le pouvoir à leur seul profit. (SAVES, 1994, 26) [nous mettons l'emphase]

En outre, la mise en application des principes de démocratie participative implique toutefois de surmonter quelques contradictions (Falise, 2003). Ces dernières posent des obstacles théoriques à première vue insurmontables, d'où l'intérêt d'aller voir « sur le terrain » comment les assemblées de quartier de Buenos Aires surmontent ou se butent à ces contradictions, par exemple la question de la représentation. Les critiques envers la démocratie représentative formulent que les élus, à qui le peuple, véritable détenteur du pouvoir en démocratie, délègue ce pouvoir, ne représentent pas *vraiment* les intérêts de leur circonscription mais plutôt leurs intérêts individuels. Ainsi, à cause de la professionnalisation de la tâche d'élu, celui-ci pourrait oeuvrer davantage en direction de s'assurer un avenir dans cette carrière plutôt que défendre des positions peut-être radicales ou controversées, mais correspondant à la demande de ses électeurs. Cette critique fait notamment écho à une autre souvent formulée pour souligner le « marasme » des démocraties actuelles à savoir que les représentants seraient « déconnectés » des représentés. La solution à ce problème résiderait dans des principes de démocraties directes. Il existe déjà des techniques de consultations directes via Internet, de référendums comme en Suisse¹³. Toutefois, il s'agit, pour l'exemple de la Suisse d'un cas particulier d'une confédération avec une petite population (sept millions d'habitants) où le niveau de vie général est assez élevé, où l'on peut donc présumer que la majorité des électeurs sont lettrés et surtout qu'ils ont accès aux technologies de l'information. Ce qui est loin d'être le cas pour l'Argentine... Ainsi, mis à part les processus référendaires (où habituellement les citoyens ne répondent que par « oui » ou « non » à une question donnée formulée et choisie par les gouvernants) les aspirations de démocratie

¹³ Source <http://democratie-directe.geschichte-schweiz.ch/> et (Gret et Sintomer, 2002 : 26)

directe se butent rapidement au problème du nombre. On ne peut pas tous faire partie des débats et des travaux politiques. Il en fut de même pour les assemblées de quartier du grand Buenos Aires qui, après à peine quelques semaines d'activités -au début de l'an 2002-, décidèrent d'unir leurs forces et de se rencontrer dans un des plus grands parcs de la ville (*Parque Centenario*) pour créer une instance rassemblant l'ensemble des assemblées. On s'attendait de cette instance à ce qu'elle devienne un levier politique plus puissant. Elle fut nommée la *Asamblea Interbarrial*¹⁴ (désignée simplement par les répondants en espagnol par « la Interbarrial »). Mais voilà que se pose d'emblée le problème de la représentation. Les assembléistes se demandaient : « Qui va parler à l'Interbarrial? »; « Qui va nous représenter? ». À cet égard voici un commentaire d'un répondant, Jorge, de l'assemblée de Palermo Viejo :

*La semaine suivante, nous sommes allés à l'Interbarrial et nous représentions simultanément les «Autoconvoqués», l'Assemblée de Palermo Viejo, que nous avons déjà initiée, et l'Assemblée du Congrès. Lorsque nous sommes allés là-bas, nous étions avec les gens de l'Assemblée de Palermo Viejo et quand on nous a donné le microphone, on a commencé à perdre confiance en nous. Pourquoi représentions-nous autant de gens ? Nous nous sommes alors rendu compte que nous ne pouvions participer à tous ces groupes, nous avons donc décidé de participer exclusivement à l'Assemblée de Palermo Viejo. C'est ça l'histoire.*¹⁵ Le 21 octobre 2005

L'assemblée « interbarrial » disparut sous le poids des « discussions politiques » entretenues (Bergel¹⁶, 2003 : 84; et mes répondants) par des membres de différents partis politiques de gauche cherchant à « coopter » ou à « orienter » le phénomène. Les assembléistes délaissèrent alors les réunions dominicales du parc Centenario. Une autre répondante, Daniela ex-participante de la même assemblée explique le désintérêt pour l'Interbarrial :

Pour les autres, c'était important de mettre des limites [géographiques au quartier], parce que c'était une assemblée qui se dédiait beaucoup à ce qu'il y avait à

¹⁴ Le mot espagnol «Interbarrial» se traduit par un néologisme : inter-quartier (de «barrio», quartier)

¹⁵ Traduction libre de : «Nosotros la semana siguiente, fuimos a la interbarrial y representábamos simultáneamente a «autoconvocados», a la Asamblea de Palermo Viejo, que ya habíamos iniciado, y a la Asamblea del Congreso. Cuando fuimos allí, fuimos con gente de la Asamblea de Palermo Viejo, que cuando nos presentamos en el micrófono de este modo empezé a desconfiar de nosotros. ¿Por qué representábamos a tanta gente? Ahí nos dimos cuenta que ya no podíamos estar participando de todos los grupos, decidimos participar exclusivamente en la Asamblea de Palermo Viejo. Así es la historia.»

¹⁶ In (González Bombal, 2003)

*l'intérieur [de ces limites]. Ça leur prenait tout pour aller aux assemblées interbarriales. Nous y sommes allés au début, trois ou quatre fois. J'y allais moi aussi mais petit à petit, cela a arrêté... Au début, nous y allions tous et après, nous y envoyions un représentant pour parler. Ce représentant nous parlait et transmettait le dossier en comité. C'est un comité unipersonnel parce qu'il n'y avait qu'une seule personne et personne ne l'écoutait, personne ne lui portait attention, il n'y avait pas d'intérêt à se lier avec d'autres assemblées et d'agir conjointement.*¹⁷ Le 29 septembre 2005

Ce problème de la représentation fut résolu, en partie, par le choix de la part des assembléistes de rester petit, de ne s'occuper que des affaires du quartier, pouvant ainsi continuer leurs activités sans qu'aucune forme de représentation ne soit nécessaire. Cette restriction au quartier a fait en sorte que les assemblées se sont développées davantage en *espace* plutôt qu'en *acteur* politique. Choix qui, selon certains, n'en est pas un, mais qui serait plutôt dû à une certaine maladresse. À savoir que ces NMS n'auraient simplement « pas su se transformer en acteur » (Duchastel, 2008¹⁸).

2. La mondialisation et les transformations des rapports citoyens / État

Les processus propres à la mondialisation qui ne sont pas purement économiques nous habituent petit à petit à une *autre* perspective. Celle-ci nous révèle toujours plus clairement l'étroitesse de nos théâtres sociaux, la communauté de risques et le tissu des destins collectifs que nous formons. (HABERMAS, 2000: 36)

D'aucuns sont d'avis que depuis la fin de l'État providentialiste et la chute complète du « Deuxième monde » en 1989, il y eut, en Occident, dans le « Premier monde », un « virage » dans la façon de gérer le vivre ensemble. Créature des Lumières et de la modernité libérale,

¹⁷ Traduction libre de : «Para el resto era importante poner límites, porque fue una asamblea que se dedicó mucho hacia el interior mucho, le costó muchos ir a las asambleas interbarriales. Iba al principio, 3 o 4 veces, yo también fui, pero poco a poco se fue...al principio íbamos todos y después se mandaba un representante y hablaba y cuando ese representante hablaba y pasaba el informe en comisión, una comisión unipersonal, porque era una sola persona, nadie lo escuchaba, no le prestaban atención, no había interés de ligarse con otras asambleas y actuar conjuntamente.»

¹⁸ En réponse à une question posée lors de la conférence intitulée «Mondialisation, citoyenneté et démocratie : la modernité politique en question» prononcée le 24 avril 2008 à l'UQAM.

l'État-nation ne joue plus le même rôle « qu'avant » puisque les frontières et la législation - traditionnellement attachée à un territoire défini et limité ont vu leurs fonctions et leurs pouvoirs se transformer au profit d'organismes de gouvernance transfrontaliers (Duchastel, 2004; George, 2006; Scholte, 2003 et 2007) comme l'OMC pour ne nommer que celle-ci. De surcroît, la proclamation de la « fin de l'histoire » (Fukuyama, 1989 et 1992) a aussi entraîné dans son sillage, la fin des « idéologies » où les autorités politiques disent gouverner selon les exigences du « réel »¹⁹ -souvent dans une rhétorique strictement économiciste- tels que le paiement de la dette extérieure ou encore la libéralisation des marchés. Or, certains penseurs, philosophes, voire des scientifiques de l'environnement mettent en garde le public contre les effets de ce mécanisme de *l'économisation* du politique ou dit autrement de façon plus imagée, de la « marchandisation du monde » (Polanyi, Lacroix et Mascotto, Petrella et Wallerstein, Debord et Marx qui ont pensé aux fondements de ce mécanisme). La marchandisation du monde est une façon de dépeindre une conséquence de l'évolution du système économique capitaliste. En effet, comme l'avait noté Marx, les agents du système capitaliste doivent croître sans cesse sinon ils se feront absorber par les autres. Il faut toujours produire davantage, davantage à moindre coût, vendre davantage et ainsi toujours générer davantage de profits. La mondialisation peut s'expliquer par ce mécanisme de croissance perpétuelle qui engendrerait le principe de la marchandisation du monde car tout est appelé à se vendre et à s'acheter (donc à devenir *marchandise*) et il faut des marchés de consommateurs et de travailleurs toujours plus grands. D'où la nécessité pour les entreprises d'aller vers d'autres marchés et d'autres bassins de main-d'œuvre dans d'autres pays.

Cet engrenage est donc justifié par les gouvernants comme étant « inévitable ». Cela est inévitable du point de vue de cette idéologie. Voilà pourquoi le mouvement altermondialiste adressera sa critique au niveau de la *croyance* qu'on accorde à ce système (Wallerstein dirait à ce « système-monde ») et conséquemment de ne pas confondre *impératif économique* avec (*manque de*) *volonté politique* :

¹⁹ C'est Domingo Perón qui disait dans les années 1940 : «la seule vérité c'est la réalité.»... Trop souvent l'argument de la «seule réalité» est une façon d'imposer une vision particulière sur le monde pour son profit...

La mainmise systématique de l'économie et de sa logique propre sur l'ensemble de la vie sociale et politique est donc quelque chose de bien récent, et il n'y a rien qui puisse ressembler moins à la manifestation empiriquement évidente d'une loi naturelle à laquelle il n'y aurait qu'à se soumettre. Cela a tout au contraire l'allure d'un coup de force lui-même politique. (FREITAG, 2000 : 115 *in* GEORGE, 2006 : 161)

Ce « coup de force lui-même politique » pourrait être un des facteurs engendrant la crise de représentation et de légitimité. Ce sont ces deux « crises » parmi l'ensemble des « crises de la modernité » (Beck, 1986, 1997, 2003; Boggs, 2000; Bourque, 1999; Cruikshank, 1999; Strange, 1996; Touraine, 1994; Wallerstein, 1982) qui guident la problématique de ce mémoire afin d'appréhender les assemblées de quartier de Buenos Aires.

Ainsi, la mondialisation et la marchandisation du monde entraînent des transformations dans le rapport citoyen / État dû à « l'économisation » du politique et dû au discours fataliste de « l'inévitable ». Dans ce rapport, le citoyen n'est pas vraiment seul face à l'État. C'est souvent au nom d'un groupe (de défense d'intérêts particuliers) que le citoyen interpelle les institutions étatiques. Cela se passe donc au niveau de la société civile.

2.1 La société civile

L'expression « société civile » est un concept glissant car plusieurs sens lui sont associés. Dans certains discours altermondialistes, ce terme est chargé de la signification « de ceux qui sont gentils », du « bon » et du « sensé » en lutte contre les dérives d'un système qui s'emballe et qui a perdu la raison en agissant contre une majorité (la société civile, le peuple) au profit d'une minorité (les « amis du système »). Pourtant, « société civile » désigne sémantiquement tous ceux qui ne sont pas élus (ne faisant pas partie des instances au pouvoir). Ainsi, autant le paysan analphabète au Sud que le président d'un large réseau d'entreprises multinationales au Nord font partie au même titre de la société civile mondiale. Cette section sert à définir et circonscrire clairement ce concept galvaudé.

Hegel serait parmi les premiers à avoir formulé le terme « société civile » (dans *Principes philosophiques du droit*). Pour lui, et contrairement à certaines appréhensions de la

science politique, la société civile et l'État ne sont pas deux joueurs indépendants sur l'échiquier du politique. Dans une lecture dialectique, l'un ne va pas sans l'autre parce qu'ils sont des opposés nécessaires. Pour qu'il y ait la naissance de l'État, il doit y avoir une société civile constituée. Ainsi, l'État apparaît comme étant le moment suivant la formation de la société civile, du moins, sur le plan normatif. Effectivement, « [...] l'État « sort » de la société civile par l'intermédiaire de la corporation.» (Macherey, 1984 : 53). En effet, comme l'État permet à la conscience particulière de s'élever à l'universalité, il faut d'abord qu'il y ait un être pensant ensuite, il faut qu'il y ait un processus de connaissance et de reconnaissance pour qu'après il y ait conscience.

Cette conscience rapproche de la liberté. Ainsi, l'État est liberté pour ceux qui y sont inclus, qui y sont représentés. En effet, si l'État est le rationnel « incarné », il place toute société qui lui est sujette à l'abri de la barbarie, c'est-à-dire qu'il agit en dernière instance comme catalyseur des valeurs des Lumières (raison, liberté et l'importance du sujet).

Maintenant que l'essence de ce terme est établie, plaçons-le dans le contexte de la globalisation:

L'expression de société civile trouve son origine dans l'Angleterre du seizième siècle, mais avec un sens très différent de celui qu'elle a dans le monde contemporain en voie de mondialisation. Dans le contexte actuel, on pourrait définir la société civile comme un espace ou une arène politique, où des associations volontaires cherchent en dehors des partis politiques, à déterminer les règles (formelles et informelles) qui gouvernent un aspect ou un autre de la vie sociale. (Scholte, 2003 : 16)

Il est intéressant de mettre en parallèle à cette conception la définition de «société civile» d'un ouvrage de références en science politique :

De façon générale, la notion de société civile désigne le réseau d'institutions et de pratiques de la société qui sont autonomes par rapport à l'État, et par lesquelles les individus et les groupes se représentent, s'organisent et se mobilisent, souvent en vue d'agir sur l'État et sur les mécanismes de prises de décision. (MACLEOD, 2002 : 205)

Cette définition met de l'avant la notion de « opposé à l'État ». C'est toutefois étonnant de trouver les termes « institutions » et « pratiques » alors que la définition précédente parlait «

d'espace ». Autant pour les altermondialistes que pour les assemblées que nous avons observées, l'objectif de leurs luttes se formule en ces termes de la « construction d'un espace (différent, démocratique, équitable, etc.) ».

En somme, les différents sens actuels de l'expression « société civile » semblent avoir pour dénominateur commun la volonté d'établir un dialogue direct, *immédiat*, (en dehors de la représentation, « sans médium ») entre la société civile (dans le sens strict hégélien) et l'État ou du moins les « preneurs de décisions ».

2.2 Les formes de démocraties participatives

Les expériences de démocratie participative peuvent donc être comprises comme des tentatives d'établir un canal *différent* voire, *direct* entre la sphère « citoyenne » et la sphère « gouvernance ». Il s'agirait donc d'une tentative de passer outre les intermédiaires qui font « échouer le dialogue » entre gouvernants et gouvernés.

Nous avons noté plus haut une distinction entre deux formes de démocraties participatives soit 1) celle où l'initiative vient des élus et des instances de la gouvernance, donc où l'espace participatif vient de l'État vers la société civile et 2) celle où l'initiative vient de « la base » donc de la société civile vers l'État.

Nous avons également mentionné que le premier type de démocratie participative semblait être de l'ordre d'une tentative de partage de la responsabilité inhérente à la décision politique. Barbara Cruishank nomme cela les technologies de la citoyenneté (*technologies of citizenship*):

« I find that participatory and democratic schemes – what I am calling technologies of citizenship – for correcting the deficiencies of citizens are endemic within liberal democratic societies. Technologies of citizenship operate according to a political rationality for governing people in ways that promote their autonomy, self-sufficiency, and political engagement; in the classic phrase of early philanthropists, they are intended to “help people help themselves”. [...] Technologies of citizenship are voluntary and coercive at the same time; the actions of citizens are regulated, but only after the capacity to act as a certain kind of citizen with certain aims is instilled.

Democratic citizens, in short, are both the effects and the instruments of liberal governance.» (CRUIKSHANK, 1999 : 4)

Bien que ce premier type soit loin d'être inintéressant, c'est le second qui sera étudié pour ce mémoire car le phénomène des assemblées de quartier (de l'Argentine) ne provient pas « d'en haut ». Ce constat nous entraîne à la spécificité du cas observé.

3. Les spécificités des assemblées de quartier par rapport à ce cadre

Cette section, bien que succincte, nous semble nécessaire, car la plupart des auteurs et des théories énoncées plus haut concernent des objets plutôt occidentaux du nord, des sociétés postindustrielles, soit les sociétés européennes et nord-américaines. Il y a des spécificités argentines qui doivent être mentionnées à ce moment de la réflexion. Par exemple, bien que l'Argentine soit parfois qualifiée « d'Extrême-Occident »²⁰, la composante État-providence, passage bref mais signifiant et caractéristique de certaines sociétés postindustrielles, ne figure pas parmi les formes de l'État argentin. Toutefois, ce sont de forts réseaux clientélistes qui se sont approprié du rôle de redistribuer la richesse à l'instar de l'État-providence. Ces réseaux risquent de brouiller la lecture sociologique de la participation politique, car ce qui semble être a priori une action *spontanée* à l'initiative de la base, (et cette impression peut également être partagée par les acteurs de cette action), est en fait le résultat de ces réseaux complexes d'entraide dans un contexte de pauvreté systémique (Auyero, 2001). Cette section argumente que les panoramas sociologique, politique et économique font en sorte qu'on ne peut inscrire les assemblées de quartier de Buenos Aires au même titre que la plupart des expériences de démocratie participative qui ont lieu depuis quelques années déjà en Europe, par exemple. Cette section argumente que la composition socio-économique de la population argentine, l'histoire politique, les spécificités du système de partis et la présence de réseaux clientélistes sont des caractéristiques qui font en sorte que de prendre la rue en Argentine n'a pas la même portée ni la même implication que prendre la rue en Belgique.

²⁰ Alain Rouquié utilise cette expression que nous expliciterons dans le chapitre suivant.

Une de ces caractéristiques est la composition de l'identité nationale. Pour l'Argentine d'aujourd'hui, la « question du multiculturalisme » ne se pose pas de la même façon que pour les sociétés post-industrialisées du nord. Quoique l'Argentine ait été peuplée majoritairement par des immigrants à la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième siècle, il reste qu'aujourd'hui, cette composition multiculturelle ne semble plus être abordée comme un facteur ou un « problème ». Pourtant, Buenos Aires se présente comme une ville cosmopolite et bien des Argentins déclinent généralement (aux étrangers) leur ascendance galicienne, calabraise, etc. Nous traiterons de cette disparition de cette grande diversité culturelle lorsque nous traiterons de la création de l'argentinité et de l'identité nationale argentine au chapitre suivant. Pour l'instant, tenons-nous en à Sélim Abou (1981)²¹ qui considère l'Argentine comme le creuset des cultures (*melting pot*) le mieux réussi des Amériques.

D'autre part, nous avons mentionné les réseaux clientélistes argentins. Nous sommes d'avis, comme Rebecca Weitz-Shapiro (2008) l'a bien démontré, que même si les réseaux clientélistes ne s'adressent pas directement à la classe moyenne, le fait d'avoir connaissance de leur existence n'est pas sans conséquences sur leur vote et leur rapport à la politique de façon plus générale. En effet, quel est le « pouvoir du peuple » dans un pays où une bonne partie de ce peuple est *sous le joug* de ces réseaux complexes et denses? Quel est le véritable indice d'appréciation et de popularité d'un élu ou d'un candidat lorsqu'on sait que les milliers de supporters rassemblés pour un « rallye politique » y sont présents surtout pour le *choripan*²², le vin et la marijuana qu'on leur offre en échange de leur présence ? (Auyero, 2001 et des informateurs lors de mon terrain en 2005). Sans faire partie intégrante de notre propos, nous tenons à souligner ce facteur un peu tabou qui s'ajoute aux autres qui exacerbent la dichotomie riches / pauvres et, comme l'indique la citation suivante, « décourage la vraie participation politique » :

²¹ (ABOU, 1981) Les pages 184 à 193 sont dédiées au cas argentin d'émigration. La section est intitulée «Messianisme à l'envers» qui va dans le même sens que notre hypothèse de la première partie, soit de la dichotomie barbarie / civilisation comme fondement de la société argentine.

²² Un «choripan» est un «hotdog» argentin.

«One of the most perceptive observers of the new Latin American democracies acknowledges that political clientelism is still an extremely important "informal, permanent, and pervasive" institution in these new polyarchies (see O'Donnell 1996a, 1996b). [...] Further, political clientelism is examined as a form of atomization and fragmentation of the electorate and/or the "popular sector" (Rock 1972, 1975; O'Donnell 1992b), as a way of inhibiting collective organization and discouraging real political participation.» (AUYERO, 2001 : 19 et 21)

Alors que le clientélisme est parfois associé au néo-populisme (Vilas, 2004), les réseaux clientélistes forment une structure fondamentalement anti-démocratique du pouvoir dirigée envers des communautés démunies. Même si cela peut paraître audacieux de se positionner ainsi, il reste qu'une relation clientéliste est « anti-démocratique » dans le sens où il s'agit d'un système basé sur la dynamique exclusion / inclusion. Les exclus de la société peuvent jouir de bénéfices matériels plus ou moins immédiats en étant inclus dans les réseaux clientélistes. Pour cela, ils doivent obéir au « patron » et voter pour tel parti (ou tel candidat), faire partie de telle ou telle action politique (ça va jusqu'à peindre des graffitis en faveur du candidat en question). Ainsi, celui qui vote pour l'opposant se trouve exclu de ces politiques (*policies*) d'échanges de faveurs (Estévez, Magaloni et Diaz-Cayeros, 2002 :13). Ce qui est contraire aux principes de la démocratie libérale moderne du droit de vote libre et secret et de l'universalisation de l'application des politiques et des lois. Cette composante du panorama politique argentin peut probablement motiver un participant d'une assemblée à déclarer que:

*En vérité, les politiciens sont la partie visible de toute une société corrompue. (Ce n'est pas moi qui l'invente). Je crois que la politique peut être bonne et si nous voulons la changer, il faut participer.*²³ Sara, de l'assemblée Vecinos Indignados, le 5 septembre 2005

Les expériences de démocratie participative en Amérique du Sud ne peuvent pas être abordées, d'un point de vue ethnométhodologique (Garfinkel, 1967), de la même façon que les expériences qui se déroulent au « Nord », soit en Europe occidentale et au Canada. Nous sommes d'avis avec Marion Gret et Yves Sintomer (2002), qu'au plan purement expérientiel, la participation de citoyens aisés, éduqués et post-matérialistes (Lipset, 1977) n'implique pas

²³ Traduction libre de : «En verdad los políticos son lo emergente de toda una sociedad corrupta. Yo no le hecho... yo creo que la política es buena, y si queremos cambiarla participemos.»

le même rapport au sujet politique que la participation de citoyens issus de quartiers populaires où il n'y a pas d'infrastructures urbaines et ayant connu des dictatures militaires (donc des moments de lourdes carences démocratiques). Ainsi, les sociétés telles que celles argentine et brésilienne doivent composer avec de grandes inégalités socio-économiques. La principale raison qui justifie cette distinction est l'objectif avoué ou non de cette participation. Qu'est-ce qui motive le citoyen à s'impliquer ainsi? Est-ce pour obtenir l'eau courante dans son logis ou pour empêcher qu'un espace vert soit vendu à un promoteur immobilier?

Nous argumentons que les expériences de démocratie participative du « Nord » ne se formulent pas du tout sur les mêmes bases revendicatrices que celles du « Sud ». D'où l'utilité des catégories que nous avons établies plus haut, soit d'où vient l'initiative de la consultation, de la gouvernance ou du peuple. Il faut préciser que les termes « Nord » et « Sud » ne sont qu'à titre de repère.

Il reste toutefois qu'autant les assemblées de consultations citoyennes de la Ville de Montréal et les assemblées de quartier de Buenos Aires doivent faire face à des problèmes similaires de la participation : soit le peu de participation à long terme et le peu de « nouveaux visages ». D'où notre expression de « noyau dur » que nous utiliserons dans le troisième chapitre.

Le chapitre suivant, quant à lui, servira à mettre en place l'histoire politique argentine. Il sera expliqué que sous la tension entre deux modèles opposés mais nécessaires (pour que l'un existe, il faut avoir l'autre) de « civilisation et de barbarie » s'est forgé le fondement identitaire national du rapport citoyen / État. C'est sur ce rapport particulier que se sont forgés les rapports des assemblées envers leurs « ennemis ».

3.1 De nouveau la question de la représentation

Nous avons souligné l'apport de Jacob et Schiffino dont l'hypothèse était que les méthodes de démocratie participative (dont l'initiative vient du haut, comme démocratie participative « consultative ») étaient des indicateurs d'une société du risque où les

gouvernants doivent gérer l'ingérable, soit, l'inattendu car tout est appelé à devenir *risque*. Ainsi, les gouvernants ont d'ors et déjà recours à la consultation de citoyens dans leur qualité de citoyens (la « parole profane²⁴ ») afin d'« aider » à prendre la décision et conséquemment à partager également la responsabilité de cette décision. Selon Aristote, l'art de la politique c'est l'art de distribuer à la fois de la richesse (les « bons côtés ») et la responsabilité (ou les moins bons côtés) du vivre-ensemble. N'est-ce pas un développement logique de la mouvance démocratique, où plus de démocratie mène logiquement à une extension du partage de la responsabilité, conséquemment de l'imputabilité, avec la figure du peuple incarnée ici dans ces comités citoyens choisis au hasard donc « véritables » représentants de la société? Nous voilà inévitablement de retour à la question de la représentation.

La question philosophique de la représentation politique est celle-ci: comment peut-on agir au nom des citoyens? On peut se poser la même question à la sociologie qui fait de l'empirie: en quoi est-ce que les cas observés et les individus interviewés sont-ils *représentatifs* du phénomène à l'étude? On a certes des méthodes, des outils, de la statistique pour essayer de se rapprocher le plus possible de l'objet, mais on reste pourtant dans la *représentation*. Nous ne pouvons donc pas avoir un ordre du *vivre ensemble* -ni du *savoir* sur cet ordre- sans quelconque niveau de représentation. La question philosophique reste entière puisque plusieurs auteurs dont Schumpeter et Rousseau se sont intéressés à la question, poursuivre sur cette voie nous éloignerait de notre problématique. Voici une des sous-questions guidant notre parcours des théories de la démocratie participative: est-ce que plus de participation peut s'avérer une solution au marasme et aux problèmes de la démocratie de la société argentine en crise? Si oui, quelle participation? Il semble que certains mouvements de la démocratie participative de la base se soient déjà posé cette question. Il semble que les assemblées de quartier du grand Buenos Aires n'échapperont pas à ce dilemme. Du moins, si ces assemblées ne se sont pas posé cette question, elles lui répondent quand même en se transformant en *espace politique* plutôt qu'en *acteur politique*.

²⁴ La « parole profane » semble être une nouvelle expression utilisée pour désigner le « moment où le citoyen est appelé à prendre la parole en qualité de citoyen », en opposition à « l'expert » par certains chercheurs européens tels que Yannick Barthes (CNRS, Centre de sociologie de l'innovation, École des mines de Paris), Pierre Muller (CEVIPOF –Sciences Po, Paris) et Pierre Lascoumes (CNRS, CEVIPOF –Sciences Po) réunis au colloque 2008 de la Société québécoise de science politique les 8 et 9 mai à Montréal pour l'atelier intitulé : « La parole profane : nouveaux acteurs politiques et nouveaux registres discursifs ».

L'acteur est un piège: des citoyens représentant l'ensemble des citoyens par le simple fait qu'ils soient citoyens à qui on demande de participer à des décisions politiques se ramassent inévitablement à partager la responsabilité du choix politique. Pourtant ce citoyen n'est pas responsable des décisions politiques devant l'ensemble des citoyens. Conséquemment, comme les citoyens ne sont pas imputables, nous serions tenté d'affirmer que les méthodes et mécanismes consultatifs sont un moyen pour les élus de tendre des ponts vers les électeurs afin d'une part de redorer leur image. Au lieu d'une solution du peuple par le peuple au problème du marasme démocratique, les processus de démocratie participative seraient-ils des tentatives des élus pour les élus de prévenir de fâcheuses conséquences aux crises de la représentation et de la légitimité?

Ce mémoire s'intéresse donc particulièrement aux deux éléments suivants: la construction d'espaces politique et les initiatives de démocratie participative à partir de la base. Ce choix explique pourquoi nous n'utilisons pas les référents théoriques de la Théorie des mouvements sociaux: parce que les éléments telles que les étapes de l'organisation comme la « mobilisation des ressources » n'est pas pertinente pour notre propos précis.

4. Les trois auteurs clés pour ce mémoire

Cette section présente brièvement les auteurs²⁵ qui influencent et façonnent le regard porté sur notre objet, soit les assemblées de quartier de Buenos Aires. Bien que nous survolions et résumions ici leurs pensées qui sont beaucoup plus vastes et généreuses, nous risquons d'y revenir plus en détail plus loin. De toutes façons, ces perspectives seront présentes en filigrane tout au long de la réflexion.

4.1 Pierre Rosanvallon

Par son engagement syndical et politique, Pierre Rosanvallon puise l'origine de ses

²⁵ Bien qu'ils ne soient pas tous autant présents au long de la réflexion de ce mémoire, il s'agit du socle sur lequel nous nous sommes appuyés de retour du terrain.

pensées du contexte de « mai 68 ». On y trouve donc des traces de marxisme et des idées telle que l'autogestion serait une solution aux problèmes socio-politiques (*L'âge de l'autogestion*, 1976). Pour cet auteur prolifique, nous sommes toujours, au tournant du vingt-et-unième siècle, dans la *modernité*. Il constate les différentes « crises » comme celle de la représentation et de la démocratie, sans toutefois les identifier comme des périodes de passages et de transitions d'une ère à l'autre. Autrement dit, pour lui, il n'y a pas lieu de parler de sortie de la modernité sinon de trouver *au sein* de la modernité les outils nécessaires à surmonter les problèmes avec lesquels les sociétés postindustrielles modernes semblent aux prises.

Dans l'ouvrage *Le peuple introuvable* (1998), Rosanvallon analyse le système de représentation politique en France. Il y défend l'idée que « la démocratie s'inscrit ainsi doublement dans un régime de la fiction » (p.18) soit sociologique par le fait que le *peuple* soit formé de *personnes égales* (dans le sens d'égales devant la loi mais aussi dans le sens d'uniformes d'où la fiction) et de *personnes techniques* par le fait « d'abstractiser [le peuple](...) afin de le rendre gouvernable par des règles universelles » (p.18). Voilà un premier problème de la démocratie. En effet, que faire du *pouvoir du peuple* si celui-ci est une fiction « introuvable »?

Bien qu'il soit un Français s'adressant à des problèmes démocratiques spécifiquement de l'Hexagone, il reste que, bien entendu, certains éléments théoriques soient applicables à notre cas argentin. Entre autres et surtout cette citation de son dernier ouvrage, *La contre-démocratie : La politique à l'âge de la défiance* (2006 : 10) :

Historiquement, la démocratie s'est en effet toujours manifestée à la fois comme une promesse et comme un problème. Promesse d'un régime accordé aux besoins de la société, cette dernière étant fondée sur la réalisation d'un double impératif d'égalité et d'autonomie. (...) Au sens le plus fort du terme, nous n'avons, d'une certaine façon, jamais connu de régimes pleinement « démocratiques ».

Il est à noter que la défiance envers l'État se voit par une défiance envers l'*autre*, envers son concitoyen. Cela se perçoit aisément *sur le terrain* en Argentine et fait partie du paradoxe du concept de « tribu » où les assembléistes tentent à la fois de resserrer les liens sociaux et la

fraternité, le voisinage et à la fois ils s'isolent au sein de leur assemblée et ont tendance à adopter un discours « eux / nous ».

Ainsi, à l'instar des assemblées de quartier de Buenos Aires, Rosanvallon croit que « plus de démocratie » peut être une issue aux problèmes de la démocratie. « Plus de démocratie » veut donc dire davantage d'implication et surtout de vigilance citoyenne : « Plus de démocratie signifie bien mécaniquement, dans ce cas, plus de suspicion vis-à-vis des pouvoirs. » (2006 : 12). De plus, les assemblées de quartier utilisent des moyens juridiques (par des poursuites en justice) pour attirer l'attention à la fois des gouvernants et des autres citoyens en espérant que le système judiciaire saura leur rendre justice. Ce phénomène n'est pas sans lien avec les observations de Rosanvallon qui parle ainsi de la juridiciarisation du politique :

De façon plus large, la juridiciarisation du politique s'inscrit en second lieu dans le cadre d'un déclin de la « réactivité » des gouvernements face aux demandes des citoyens. On veut d'autant plus que les gouvernements soient amenés à rendre précisément des comptes (principe d'*accountability*) qu'ils semblent moins à l'écoute des attentes de la société (principe de *responsiveness*). Nous sommes ainsi passés de *démocratie de confrontation et de représentation* à des *démocraties d'imputation*. (...) Il est de plus en plus difficile de savoir qui est vraiment responsable d'une décision. (2006 : 232)

Cette dernière phrase de la citation est d'autant plus pertinente pour comprendre les assemblées de quartier, car pour une société comme celle argentine qui a connu, dans son passé récent, une dictature militaire sérieusement délétère pour sa population (en termes de nombre de *victimes* et de suspension des droits et libertés), l'impossibilité de trouver un responsable d'une décision politique est un obstacle familier. Sans compter que cette même phrase va dans le même sens que la thèse de Jacob et Schiffino (2007) exposée plus haut, à propos du partage de la responsabilité politique avec les citoyens.

Le modèle mis de l'avant par les assemblées, soit celui où les citoyens pratiquent l'autogestion, la prise en charge et la vigilance envers toute forme de gouvernance va dans le même sens que les constats d'une « contre-démocratie ». L'État providentialiste avait habitué ses citoyens à ce qu'une instance supérieure règle tous les problèmes sociaux. À ce titre,

l'expression généralement utilisée d'« État providence » n'est pas naïve ni accidentelle, référant à la « Providence » descendant du ciel pour intervenir dans la vie de ses fidèles. Et voilà que maintenant, à la sortie de cet « âge d'or de la modernité », c'est aux citoyens à faire preuve de « défiance » car l'État bien-veillant n'est plus (ou n'a jamais été...). Cette « contre-démocratie » développée par Rosanvallon n'est donc pas synonyme d'anti-démocratie, c'est plutôt une fusion de concept de surveillance citoyenne et de contre-pouvoir.

4.2 Ulrich Beck

Ulrich Beck utilise également le concept de contre-pouvoir. Toutefois, pour le sociologue allemand, nous sommes dans une de ces phases troubles et fertiles en manifestations, soit une période de transition qu'il appelle la «Deuxième Modernité» (faute d'autre concept selon lui). « Nous » sommes donc à la frontière d'une époque et « nous » devons faire un choix pour le futur. Cet auteur plaide pour une « ère cosmopolitique ».

Dans les années 1980, Ulrich Beck apporte un nouvel angle à la réflexion sociologique sur la modernité dans un ouvrage intitulé *La société du risque*²⁶. Grosso modo, Beck y défend l'idée que la modernité se caractérise par une «socialisation du risque». Par cela, il entend que le vivre-ensemble moderne implique deux choses : d'une part, la reconnaissance de l'inconnu et de l'inattendu (tout peut arriver dans un monde où il n'y a plus de tradition pour dicter les conduites) et d'autre part, l'imputabilité d'un événement fâcheux revient à l'ensemble de la société. Ainsi, là où les sociétés pré-modernes pouvaient attribuer la responsabilité d'un accident, par exemple, à des puissances surhumaines (comme Dieu), un malheur ou une catastrophe était donc attribuable seulement à la victime et à son rapport à l'au-delà. Dans les sociétés modernes complexes, il n'y a plus de rapport à l'au-delà communément partagé (à l'ensemble de la société). Le rapport à l'altérité a lieu entre l'individu et la société. Chaque membre contribue -en principe- à l'augmentation de la richesse collective et au « développement » de la nation. Ainsi, qu'un ouvrier se blesse sur le

²⁶ L'ouvrage *La société du risque* fut publié en 1986 en Allemagne. Il fallut toutefois attendre 2001 pour la publication de la version française.

chantier de construction est un risque qu'il faut savoir « prévenir » à des fins de productivité et comme garant d'une bonne gestion du vivre-ensemble. Toutefois, par l'effet de différenciation et de complexification, les risques augmentent eux aussi et se complexifient; ce qui rend pratiquement impossible cette bonne gestion (du point de vue surtout de la prévention) du vivre ensemble.

Dès lors, la « socialisation du risque » engendre une gestion technocratique (et compartimentée) de la société où les choix relevant *du* politique semblent être mis de côté par une justification faussement réaliste qu'il n'y a « pas d'autre choix »:

Le principe axial de la sphère politique est la participation des citoyens aux institutions de la démocratie représentative (partis, parlements, etc.). [...] [L]es décisions sont prises avec l'accord des dominés. En revanche, l'action du bourgeois, la sphère de la poursuite des intérêts technico-économiques, est considérée comme non politique. Cette construction repose d'une part sur l'assimilation du progrès technique au progrès social et d'autre part sur le fait que l'on considère la direction dans laquelle se fait l'évolution, et le résultat de la mutation technique comme le résultat de contraintes *objectives* technico-économiques incontournables. (2001 : 400)

Pour Beck, les discours des diktats du système économique de la croissance perpétuelle, par exemple, font « insulte à l'humanité » (2003 : 7). Les données changent, les frontières ne sont plus ce qu'elles étaient mais « on » continue à agir comme si rien n'avait changé. Alors que certains peuvent critiquer son ton parfois alarmiste et parfois utopiste, une re-lecture de son dernier ouvrage *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation* fait plutôt découvrir une lucidité compréhensive de l'état actuel des systèmes politiques des sociétés post-industrialisées (du « centre » ou du « Nord »). Il suggère plutôt d'être davantage réalistes et d'envisager les possibilités à partir du contexte globalisé (en ses termes: « voire *postglobal* »), soit entre autres, celui de péremption du concept de nation :

« Mondialisation » signifie deux choses : un nouveau jeu a été ouvert, par lequel les règles et les concepts fondamentaux de l'ancien jeu ont été déréalisées même si l'on continue à le pratiquer. En tout cas, l'ancien jeu qui porte de nombreux noms comme « État-nation », « société industrielle nationale », « capitalisme national », ou encore « État-providence national », n'est plus possible *à lui seul*. [...] La mondialisation, en revanche, a fait surgir un nouvel espace et un nouveau cadre pour l'action : la politique *s'affranchit des frontières et des États*, avec pour conséquences l'apparition des joueurs supplémentaires, de nouveaux rôles, de nouvelles ressources, de règles

inconnues, de nouvelles contradictions et de nouveaux conflits. Dans l'ancien jeu, toutes les pièces se déplaçaient d'une seule et même manière. Dans le nouveau jeu pour le pouvoir et l'autorité -jeu qui n'a pas encore de nom-, ce n'est plus le cas. (2003 : 29)

La mondialisation est donc synonyme d'un changement radical dans la façon de faire de la politique. Il s'agit d'une part d'une fragmentation des lieux de pouvoir et d'autre part d'un élargissement de la catégorie des acteurs. Pour illustrer ceci, il utilise l'exemple du terrorisme ; ce sont des acteurs non-étatiques qui « prennent pour cible le monopole d'État de la violence » (2003 : 40). Cette dispersion, ce changement des règles du jeu et des joueurs entraîne un problème -une crise- de légitimation du pouvoir. En effet, d'où vient la légitimité d'un pouvoir si les anciens principes de légitimation ne tiennent plus ? C'est par le biais d'une « Nouvelle Théorie Critique » que l'auteur introduit la notion certes vaste et galvaudée de « cosmopolitisme ». Galvaudée et vaste parce que : « [s]ous la rhétorique du « cosmopolitisme » s'affrontent mouvements hégémonistes et mouvements anti-hégémonistes » (2003 : 55).

Un peu dans l'héritage kantien, un peu dans l'idéal altermondialiste, le *cosmopolitisme* de Beck pourrait se définir comme un contrat social du troisième millénaire, globalisant pour un monde où les frontières ne sont présentes que pour les populations de la périphérie et absentes pour les richesses et les catastrophes écologiques :

Il se produit actuellement -telle est la thèse de ce livre- une autodestruction créatrice de l'ordre mondial « légitime », dominé par les États-nations. Cette évolution est extrêmement ambivalente, mais recèle également (parmi nombre de scénarios) la possibilité d'un « regard cosmopolitique » ou d'une poursuite de l'évolution de la politique vers un « État cosmopolitique ». Il ne s'agit donc pas de *clash of civilizations*, mais de la lutte pour l'avènement d'une civilisation humaine où peuvent coexister des traditions très différentes. Aucun mur ne peut protéger les pays du centre des catastrophes humaines qui se produisent dans d'autres régions de la planète. Les nouveaux dangers auxquels la civilisation s'expose elle-même ne font pas de différence entre les races, les nations ou les continents. (2003 : 16)

Ainsi, cette Deuxième modernité, cette période actuelle, en est une où il n'y a plus un seul ordre, une seule autorité, mais des pouvoirs et des contre-pouvoirs. D'où le titre *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, qui, d'après notre compréhension aurait pu être au pluriel. Il y a *des* pouvoirs (les États, les entreprises multinationales) et *des* contre-

pouvoirs (au sein de la société civile). Mais ce ne sont pas des catégories figées. Un État peut à la fois être « pouvoir » et agir en tant que « contre-pouvoir » (par exemple contre une entreprise, ou l'OMC). Il y a des acteurs, des espaces et des règles du jeu (« le méta-jeu ») floues et en construction. Avant, les acteurs et les espaces étaient des catégories (et des statuts) déterminés et fixes : les États et l'espace des relations *internationales*²⁷. Maintenant, le nombre d'acteurs et d'espaces ne cesse de se transformer quantitativement et qualitativement.

Dans ce contexte, « [...] il est toutefois nécessaire de fonder ce rêve d'un renouveau cosmopolitique du politique et de l'étaticité à partir du cauchemar qui assurément sommeille aussi en lui » (2003 : 507). Le discours d'Ulrich Beck est haut en images ce qui rend la lecture agréable, mais complique les tentatives de saisir l'entièreté de la proposition cosmopolitique. Son postulat et son propos ne semblent pas étrangers à la vision de Michael Hardt et d'Antonio Negri (2004), soit l'idée d'une *multitude* face à un *Empire*, tous deux rhizomes ou capillaires, donc insaisissables et hétérogènes. Les sous-thèses telles que « la résistance à la mondialisation en accélère le processus », rejoignent également ce discours postmoderne sans toutefois l'être complètement. Beck navigue sur le seuil de la pensée moderne européenne; il sait la critiquer mais semble faire le choix de ne pas en « sortir ».

Il semble donc quasiment impossible de s'extraire de la modernité pour envisager autre chose. Beck reste dans des catégories modernes. La proposition cosmopolitique telle que explicitée en fin de l'ouvrage prend parfois un ton de plaidoyer pour un « nouvel ordre » triangulaire entre les trois pôles suivants: commerce international, droits humains et démocratie. Il avance l'idée d'un parlement mondial des citoyens. Pour les sceptiques:

Le statut ontologique ou métaphysique du régime cosmopolitique cède ici la place à une forme d'*autofondation pragmatique*. Dès lors que le régime cosmopolitique *fait ses preuves*, il gagne en légitimité. La réussite, le succès dans la pratique font jaillir les sources de la légitimité. (2003 : 549)

²⁷ Cette façon d'écrire *internationale* est de Beck (2003); cela ramène au sens premier de «entre les nations» pour faire opposition à «mondial» ou «global» qui exprime un espace en dehors du concept de nation.

Voilà qui nous semble davantage de l'ordre du souhait que de l'analyse... Toutefois, la vision cosmopolitique de Beck est utile à l'analyse des assemblées de quartier de Buenos Aires parce qu'il pose la question de l'*autre*. Cet *autre* du jeu moderne est -entre autres et au niveau socio-politique- celui qui est en dehors de l'identité nationale qui se base sur la dichotomie « eux / nous ». Le concept de nation lié au territoire et à l'ethnicité brouille le rapport à l'autre et la vision historique devient captive d'un « container national » (2003: 103). Il y a donc à l'époque l'actuelle, un impératif de se sortir de ce « piège du nationalisme méthodologique »:

La question cosmopolitique est la suivante : quel est ton rapport à l'*altérité des autres* ? La réponse semble tomber sous le sens : le cosmopolitisme la reconnaît, l'américanité et le globalisme néolibéral la nient. [...] Le cosmopolitisme ne signifie donc précisément *pas* (comme le globalisme) un lissage intemporel, une abolition de toutes les différences, au contraire : il implique que l'on retrouve et que l'on reconnaisse l'Autre – et cela, pour aller jusqu'au bout du raisonnement, selon cinq dimensions fondamentalement différentes : La reconnaissance de l'altérité de *ceux dont la culture est différente* (autres civilisations, autres modernités) ; la reconnaissance de l'altérité de l'*avenir* ; [...] de la *nature* ; [...] de l'*objet* ; [...] et des autres *rationalités*. (2003 : 510 et 515)

Le cosmopolitisme va donc au-delà des *solutions* du multiculturalisme comme celle formulée par Kymlicka (2001), soit en proposant une « reconnaissance de l'altérité » globale et radicale. Le cosmopolitisme, dans toute la complexité de sa mise en application, est une issue face aux montées des fondamentalismes. Peu importe la nature du fondamentalisme, cela reste « dangereux » dans le sens où le fondamentalisme est synonyme de fermeture d'esprit à la différence et d'inconnu. La proposition cosmopolitique pour un monde globalisé, c'est l'*inclusion* des différences (le et-et selon la formule de Beck). Cela doit être recherché non pas pour aplanir ces différences mais parce qu'elles sont là et que gérer le vivre-ensemble aujourd'hui comme si elles n'étaient pas là conduit à une mauvaise gouvernance (« une insulte à l'humanité ») mettant de l'avant des mécanismes d'exclusion. L'exclusion, propre aux nationalismes et aux fondamentalismes (*nous et les autres*), a mené à de graves atteintes contre l'humanité (guerres, dictatures, génocides, apartheid, etc.). L'histoire des dix-neuvième et vingtième siècles ont démontré que partout sur la planète, des peuples ont été victimes de ces idéologies d'exclusion.

En somme, c'est ce regard de Beck tentant d'inclure et de saisir les diverses réalités, avertissant de « l'avènement d'un nouvel ordre » (2003: 107) qui façonne l'angle d'approche de ce présent travail de recherche. Pour le sociologue allemand, c'est commettre une erreur de rhétorique que de penser encore la politique en termes de nations fermées par des frontières et d'acteurs étatiques. Ces catégories existent toujours, certes, et il faut en tenir compte. L'erreur est de s'arrêter là. Il faut donc également tenir compte des autres acteurs et des autres espaces. Voilà ce que cherche à rendre compte ce mémoire: la présence de « nouveaux acteurs » (que sont les « *voisins* » dans le cas des assemblées de quartier, mais ils peuvent s'appeler « citoyens » dans d'autres cas) et de nouveaux espaces forgés par les différents efforts de certaines initiatives de démocratie participative. Ces espaces et ces acteurs se concrétisent chez les assemblées de quartier de Buenos Aires par la prise de lieux. Dans le monde des assemblées, il y a deux types de prise d'espace: 1) La prise temporaire : des coins de rues (*esquinas*) et des places (*plazas*) et 2) la prise permanente comme dans le cas des locaux récupérés tel une ancienne banque, un ancien marché couvert, un ancien centre culturel, une bibliothèque de quartier, un ancien local commercial, tous abandonnés au courant des mois précédents la crise de décembre 2001. Si le regard de Beck fait désormais partie de notre angle d'approche, la forme de la pensée de Michel Maffesoli semble avoir toujours fait partie de notre raisonnement. C'est-à-dire que ce dernier fait preuve d'un raisonnement et d'une démonstration davantage en colimaçon que rectiligne, certes efficace et convaincant mais qui ne se produit simplement pas ainsi dans l'esprit de l'auteur de ces lignes.

4.3 Michel Maffesoli

Enfin, le troisième auteur, ce sociologue d'origine italienne, personnage controversé en France, Maffesoli. Nous présentons ici une très courte introduction à certains éléments plutôt pertinents pour ce cadre conceptuel. La première partie du troisième chapitre (analyse du phénomène), sera consacrée à l'élaboration de son apport surtout de l'ouvrage *Le temps des*

tribus : Le déclin de l'individualisme dans les sociétés postmodernes (1988²⁸). Voici donc une petite mise en situation.

Michel Maffesoli comprend et analyse la société actuelle d'un point de vue unique, soit de l'*intérieur*, par exemple en parlant de « communautés émotionnelles ». Dans *La part du diable* (2002), il fait le point à propos des valeurs qui sont en trame de fond des transformations que nous vivons actuellement. Pour lui, la multiplicité du sujet est inéluctable et cela fait partie du triomphe de l'individualisme. Après une distinction face à l'autre, la prochaine étape du processus identitaire est de se distinguer face à soi-même. L'ère actuelle est donc celle de l'individu autonome dans son sens premier de « qui suit sa propre loi ».

Dans le processus de remplacement de la socialité rationnelle pour une autre forme de socialité émanant plutôt de la sphère de l'empathie et donc, de la sensibilité, le sujet-acteur serait en mesure de s'épanouir pleinement. Puisque les sociétés contemporaines font face à une panoplie de rôles sociaux imprévisibles, à une quantité importante de possibilités et de situations, la personne qui réussit le mieux socialement est celle qui est sensible et empathique. Ces sociétés contemporaines, victimes de libertés sociales comme rarement vu dans l'histoire de l'humanité, se replient dans la sphère émotionnelles afin d'y puiser des liens sociaux et des formes de socialités.

Pour cet auteur, le mouvement de la modernité quitte la rationalité pour favoriser des « ambiances » et des « mouvements d'affection vers l'extase ». Son ouvrage *La transfiguration du politique* (1992) qui est la suite du *Temps des tribus...* traite d'un « mouvement » car il y a un effet de déplacement et de changement qui « tend à se répandre dans l'ensemble du corps collectif » (1992 :171).

²⁸ La première édition de cet ouvrage fut en 1988, mais nous avons consulté une réédition publiée (avec une nouvelle préface) en 2000.

Sa théorisation des mouvements de groupe, en plus de faire preuve d'originalité, vient emplir un vide en ce qui concerne une compréhension de la motivation pour la participation politique dans le sens des assemblées de quartier :

De même l'individu n'est plus une identité stable pourvue d'une identité tangible et capable de faire sa propre histoire, avant de s'associer avec d'autres individus, autonomes, pour faire l'Histoire du monde. Poussé par une pulsion grégaire, il est lui aussi, le protagoniste d'une ambiance affectuelle, qui le fait adhérer, *participer* magiquement à ces petits ensembles visqueux que j'ai proposé d'appeler *tribus*. (1992 : 16)

Ainsi, les assembléistes pourraient être mus par une « pulsion grégaire ». Le désir d'appartenir à un groupe est en effet toujours important et cela se passe dans une « ambiance affectuelle ». Ce sont exactement les mêmes éléments qui furent mis de l'avant par les répondants lors des entrevues semi dirigées.

Autre précepte à souligner de cette citation, c'est que « l'individu n'est plus une identité stable ». Lipovetsky (1983) traite du fait que la société postmoderne est celle où on *n'impose plus* mais on *propose*. Pour Goffman (1974) les individus ont l'embaras du choix des rôles et des façons d'interagir en société. Ainsi, nous serions surstimulés par le bombardement d'informations que nous recevons à chaque instant et par l'embaras de choix; et ce, même si, en dernière instance, il s'agit bien souvent que de faux choix, car plus il y a apparence de choix, plus les propositions se ressemblent. Ce choix, donc cette liberté, est très exigeant pour l'individu, car on lui demande à la fois plus de spontanéité et plus de contrôle. Dans une société aristocratique, c'était le contrôle de soi qui faisait preuve de l'honneur du rang. Aujourd'hui, cette idée est répandue jusqu'aux masses et le contrôle de soi prévaut dans n'importe quelle situation sociale (Goffman, 1973).

Chez Maffesoli, la postmodernité c'est l'explosion, la fragmentation, la multitude. Et ce, à tous les niveaux : autant la mode, la consommation, les normes, les valeurs, les statuts, les rôles et les identités. Il n'est pas difficile d'en arriver à cette conclusion en ne se basant que sur des observations des phénomènes qui ont cours dans la société actuelle. Toutefois, comme les individus veulent *appartenir* et faire partie d'un groupe, ils doivent se *conformer* à

ce qui s'identifie comme étant les caractéristiques structurantes et déterminantes de l'identité convoitée.

Maffesoli (1985) parle de socialité à dominante empathique en remplacement d'un social rationalisé. Socialité au quotidien, multidimensionnelle, effervescente, aléatoire, où prend place une série de situations qui renvoient au rêve, au jeu, à la théâtralité, au rituel, à l'imaginaire. Situations qu'appréhendent mal les grilles du structuralisme et du fonctionnalisme. (RAFIE, 1992 : 301)

Cet apport « postmoderne » qui ne peut être appréhendé par les schèmes de pensée ni du structuralisme ni du fonctionnalisme est utile à ce cadre conceptuel et sera présent dans le regard porté à notre objet. Il s'agit de la forme en colimaçon du mode d'expression de la pensée maffesolienne -qui n'est pas étranger à la tradition orale- du récit en spirale où l'auteur revient sur des éléments qui ont été mentionnés, mais en allant toujours plus loin dans le raisonnement. La forme de pensée de ce mémoire suivra aussi un tel mouvement en colimaçon dans les limites permises par la forme de cet exercice académique.

Voilà donc trois sociologues de pensées différentes : Rosanvallon, un moderne dans la tradition républicaine française; Beck, une forme d'héritier de l'École de Francfort qui, un peu comme Anthony Giddens (1994), théorise la mondialisation par un renversement des grands principes de la modernité et enfin, Maffesoli, un « postmoderne » qui tente d'échapper aux catégories modernes « en crise » et qui traite de la dissolution des repères et de la fluidité des identités. Tous les trois sont européens et cela transparaît surtout par leurs exemples: leur matière première est effectivement la société continentale européenne. Ainsi, au cours du développement de ce mémoire, ces auteurs resteront en filigrane, mais nous n'en aurons pas explicitement recours sauf dans le cas de Michel Maffesoli au dernier chapitre.

Ainsi, ce sont les questions sociologiques des « crises » ou « limites » de la démocratie actuelle qui sont au point de départ de cette réflexion. Y a-t-il dans ces « crises » des signes de « changements » ou de « bouleversements » indiquant une « sortie », une « transformation » ou un « aboutissement » de la modernité? Cette question nous amène à porter notre regard sur le thème de la participation politique. Si la modernité est « en bouleversements », la démocratie moderne l'est également et c'est à travers la participation

politique que nous espérons rencontrer des formes nouvelles, signes de ces « changements » annoncés. C'est pourquoi nous nous référons aux réflexions formulées à propos des formes de démocraties participatives.

Nous avons distingué deux types de démocratie participative: soit celle où l'initiative du processus participatif vient « d'en haut », des élus et des responsables politiques; et celle où l'initiative vient « du bas », des citoyens ou des membres de la société civile. Cette distinction est importante car selon le type, l'impact politique et la portée significative du processus participatif ne seront pas les mêmes. Pour ce mémoire, nous nous intéressons au deuxième type, soit celui de « l'initiative citoyenne », d'où l'intérêt d'aller voir sur le terrain, un exemple de tentative de démocratie participative, soit les assemblées de quartier de Buenos Aires.

Il a également été question dans ce chapitre des nouveaux mouvements sociaux et d'un des leurs, le mouvement altermondialiste (dont l'usage au pluriel serait plus juste à cause de la diversité des éléments le constituant). Nous en avons retracé une forme d'historique en lien avec la démocratie participative et certaines de leurs différences et ressemblance ont été comparées. Nous avons aussi traité de la société civile, de ses origines et de certains pièges inhérents à ce terme trop vaste.

Après avoir établi les bases conceptuelles et les influences intellectuelles qui guident et balisent notre réflexion, nous procéderons à une sociologie de l'Argentine car nous croyons que le phénomène des assemblées de quartier ne peut être apprécié en dehors d'une compréhension sociologique de l'univers des référents symboliques dans lequel baignent ces assemblées. Car, tel que mentionné en introduction, nous procédons par induction pour cette recherche et avant de partir sur le terrain, nous avons des appréhensions au sujet de la démocratie participative et des mouvements sociaux. Toutefois, l'élément inattendu qui a ressorti des observations et des entrevues était la dernière dictature militaire de 1976 à 1983. Ce moment quasi totalitaire de la société ainsi que la corruption, le clientélisme et l'ensemble de la classe politique forment les « ennemis » des assemblées, les motifs de la mobilisation et des luttes. Puisque ces éléments se mélangent et sont vastes et diffus, nous représentons cet « ennemi » par une image, un symbole. Cette image n'a pas été choisie au hasard, il s'agit de ce que nous avons identifié comme un imaginaire politique fort soit la « barbarie ».

Le chapitre suivant tentera d'expliquer les origines, la présence et la portée de cet imaginaire. La dichotomie barbarie / civilisation apparaît dès les débuts de l'implantation de la colonie espagnole. Elle se concrétisera cependant lors de l'établissement de la nation moderne. Au nom d'une forme de « civilisation » particulière, soit la civilisation moderne rationnelle des Lumières, se définit l'Argentinité. À ce moment, l'américanité argentine fut désignée comme «barbare». Cela se manifeste lors de la construction de l'identité nationale argentine qui, comme toute identité collective, dut être définie via la dichotomie « eux / nous ». Le problème des pères de la nation argentine restait à circonscrire ce « nous ». C'est alors que se produisit la cristallisation de la dichotomie barbarie / civilisation. Cette dichotomie sera utilisée par différents intérêts tout au long de la modernité argentine en changeant -bien entendu- les figures appartenant à un pôle où l'autre. La crise politique, économique et sociale de 2001-2002 permit de redistribuer des rôles et de redéfinir chacun des pôles de la dichotomie constituante de l'argentinité... Et ce, pour différentes tribus, puisqu'il s'agit d'une redistribution subjective et chacun est libre de choisir qui sera de quel côté.

CHAPITRE II

LES FONDEMENTS DE LA SOCIÉTÉ ARGENTINE : RECHERCHE D'UN IDEAL ENTRE BARBARIE ET CIVILISATION

1. La dichotomie barbarie / civilisation

Ce chapitre cherche à circonscrire l'imaginaire de la « barbarie » appliquée au schème de l'ennemi politique en général. Pour les participants aux assemblées, les élus, la classe politique et l'État sont barbares dans le sens où ils incarnent tout ce qui ne « va pas » dans leur société. Cette figure incarne leur ennemi commun. Nous avons vu dans le premier chapitre que, bien souvent, des mouvements sociaux se forment *contre* quelque chose. L'union se produit par le fait que des gens s'opposent à telle chose. Au moment du *corralito*, où les banques ferment et que bien des Argentins sont dans les rues en train de manifester leur mécontentement, l'ennemi qui est combattu par le peuple est large et diffus. Ils peuvent bien accuser le président ou le parti péroniste ou le système financier mondial... Il s'agit d'une situation complexe et il n'y a pas qu'un seul coupable. Pourtant, le discours assembléiste est clair. Il y a le « eux » et le « nous ». Il s'agit pour la chercheuse d'identifier qui sont « eux » et qui sont « nous ». D'où la raison pour avoir recours à la dichotomie fondatrice de la société moderne argentine, soit celle du dilemme entre civilisation et barbarie.

Nous sommes d'avis qu'au cœur de la triple crise (politique, économique et sociale), ce sont ces éléments fondamentaux qui orientèrent le discours du phénomène naissant des assemblées de quartier. Certains aspects de ce discours ressemblent à ceci: « Les barbares, ce sont eux, ceux qui ont pillé le pays. Nous tentons de nous organiser afin de survivre ». Ce deuxième chapitre procédera à une sociologie historique, un parcours narratif, où nous suivrons cette dichotomie dans son évolution pour aboutir en décembre 2001.

Il est indéniable que de réfléchir en ces termes est un exercice subjectif dans la mesure où le qualitatif « barbare » est toujours attribué à *l'autre*, rarement à soi. Or, ce rapport à l'autre particulier est très présent au sein des imaginaires politiques en Argentine et cela façonne ou oriente non seulement les actions prises dans l'espace politique par les citoyens mais dans le rapport que ceux-ci entretiennent avec la machine politique et ses institutions.

Nous ne cherchons surtout pas à soutenir que l'État argentin soit barbare pas plus qu'à justifier que les institutions étatiques soient barbares en soi. Nous cherchons à rendre compte de l'imaginaire politique argentin qui façonne le rapport entre la société civile et les institutions étatiques. Le fait qui nous intéresse est que ces deux parties aient recours à la notion de barbarie pour qualifier l'action de *l'autre*. Car ce rapport va dans les deux sens: autant l'État que la société civile perçoit *l'autre* comme étant *barbare*.

De plus, ces concepts sont utilisés par des auteurs réfléchissant sur la République Argentine soit en ces termes exact, soit dans une autre mesure, où on réfère plutôt à ces notions (Maristella Svampa (2006), Julia Rodriguez (2006), Rafael Bielsa (2002), Domingo Faustino Sarmiento). Par exemple : Javier Auyero, avec sa notion de « grey zone of power » (2007) pour expliquer la politique argentine, concept qu'il a emprunté de celui de *intreccio* développé par Jane et Peter Schneiders (2003) qui se définit ainsi : « [it] signifies more than a simple reciprocity between mafiosi and the state; it points to a vast gray area where it is impossible to determine where one leaves off and the other begins. » (Auyero, 2007 : 34). Cette zone grise du pouvoir de Javier Auyero correspond à ce que nous appelons une « barbarie d'État ».

De plus, depuis la fin de la dernière dictature militaire (dit le *proceso militar*, de 1976 à 1983), il y a un mouvement non seulement de démocratisation mais aussi de « lutte contre l'impunité ». Cet effort est autant accompli par la société civile (l'organisation des Mères de la Place de Mai) et par les autorités étatiques (le Président Nestor Kirchner a fait de nombreuses actions dans ce sens durant son mandat de 2003 à 2007). La civilisation et la barbarie sont donc des concepts présents dans les imaginaires et ils sont utilisés en ce début de vingt-et-unième siècle pour expliquer ou justifier diverses manœuvres politiques. C'est pourquoi nous trouvons pertinent d'utiliser à notre tour cette dichotomie non pas pour

l'expliquer mais plutôt pour explorer la charge significative contenue dans ces deux pôles. Cela est l'objectif de ce chapitre.

Lorsque l'on traite de *civilisation et barbarie* en Argentine, on entend habituellement les dichotomies telles que : ville / campagne; capitale / province; *unitarios / federales*, non-péronistes / péronistes ou encore Europe «cultivée» / Nouveau Monde «sauvage». Ces catégories s'imposent pour cette réflexion sur l'Argentine car, comme nous le verrons, elles sont le fondement des imaginaires identitaires politiques argentins.

Ce chapitre sert à explorer et à faire la lumière sur la charge signifiante de cette dichotomie. Nous soutenons qu'elle est au cœur de la construction de l'identité nationale ainsi qu'élémentaire dans l'élaboration du projet moderne. Celui-ci cherche l'instauration des institutions démocratiques républicaines. Par conséquent, ce chapitre tente de démontrer que le pôle barbarie / civilisation est présent dans le rapport entre l'État et ses ressortissants. Nous expliciterons que cela est dû au contexte de l'établissement de la nation moderne argentine et, que si nous nous permettons d'utiliser cette dichotomie comme angle d'approche pour un cas contemporain, cela s'explique par les « traumatismes » engendrés par la dictature 1976 -1983, par les déceptions engendrées par le processus de démocratisation ainsi que par le virage néolibéral.

Les catégories *civilisation et barbarie* sont toutefois des conceptions *pré-modernes* (dans le sens où on les utilise pour parler de faits sociaux propres à une période antérieure à la modernité) et voilà que nous les associons non seulement à la modernité mais aussi à une certaine forme de critique de cet État moderne – critique formulée par les assemblées de quartiers. Nous verrons que « les pères²⁹ » de la nation argentine utilisent ces concepts-images pour l'élaboration de ce projet visant à faire de ce territoire une république moderne et que les assemblées utilisent cette même dichotomie pour justifier leur projet. Le troisième chapitre cherchera à faire état de ce projet particulier.

²⁹ Par cette expression nous voulons désigner les idéologues héritiers de la pensée de Sarmiento et d'Alberdi -que nous présentons plus loin- aussi connu sous le nom de la « Generación del 80 » (traduction libre : « Génération des années 80 ») de 1880, époque de la fin de la guerre civile et de l'institutionnalisation d'une certaine culture politique. (Borello, 1991)

Nous tentons ici de creuser dans l'histoire socio-politique pour identifier les imaginaires politiques partagés par les répondants. Le deuxième chapitre tente donc de faire la lumière sur l'origine et l'évolution de ces conceptions depuis la naissance de la colonie espagnole en s'arrêtant au premier « père de la nation » moderne argentine, Domingo Faustino Sarmiento (qui a le premier mis sur papier la dichotomie civilisation / barbarie) pour ensuite se concentrer sur le vingtième siècle, soit jusqu'aux assemblées de quartier d'aujourd'hui. Nous terminerons avec ces questions : Qu'en est-il de cette dichotomie maintenant? Lors de la crise politico-économique argentine de 2001-2002, quelle barbarie et quelle civilisation étaient-elles en confrontation?

1.1 Origines sémantiques des termes

Nous avons mentionné au début de l'introduction de ce chapitre que le « barbare » est toujours *l'autre*. À l'origine de ce mot, pour les Grecs de l'Antiquité, ce terme désignait précisément « l'autre qui vient de loin ». Ce sens perdura également avec l'Empire romain, désignant toujours « l'autre en dehors de l'Empire » -donc « celui en dehors de la civilisation ». Grosso modo, le concept de barbare décrit qui est « eux » par rapport à « nous » - sous-entendu « nous, les civilisés ».

Au moment de la Révolution française, apparaît un nouvel usage de ce substantif. Ce sont les aristocrates qui utiliseront ce terme pour désigner les révolutionnaires. À partir de ce moment, « le barbare ne vient plus de loin, il est à *l'intérieur* de notre civilisation³⁰ » (Svampa, 2006 : 22). Cette image sert donc à attribuer au groupe révolutionnaire la notion qu'il est une menace pour « nous ». Dès lors, nous faisons face à un concept dont la portée s'élargit et se complexifie: il désigne toujours *l'autre*, mais cet *autre* peut faire partie de « nous ». Sans compter qu'il s'agit d'un « nous » qui risque subitement de se transformer en étranger indésirable. Autrement dit, des éléments a priori inclus dans le « nous » peuvent désormais se transformer en « eux ». Ainsi, les frontières entre les civilisés et les barbares se

³⁰ Traduction libre.

trouvent plus difficilement identifiables. Cette dichotomie peut dès lors être utilisée comme mécanisme servant à légitimer un ordre politique : il suffit d'identifier ses ennemis idéologiques comme étant « barbare » et cela permet de les éliminer légitimement. C'est ce qu'ont fait certains régimes politiques, que ce soit les dictatures d'Amérique latine pendant la Guerre froide identifiant les « ennemis » comme des « socialistes » et des « communistes » ou encore tous les régimes totalitaires, que ce soit en l'URSS à l'époque de Staline ou en Allemagne de 1933 à 1945.

Le mécanisme est simple. Cet imaginaire du barbare sert à la création d'un imaginaire épouvantail, celui de « l'ennemi intérieur ». Il est pire ennemi que le vrai étranger, celui qui est *visiblement étranger* car il est dissimulé. Le barbare de l'Antiquité établi dans les régions lointaines, géographiquement aux confins de la civilisation servait à tracer la limite entre la civilisation (nous, le désirable) et le reste (eux, l'indésirable). Tandis que la modernité a créé le barbare établi *au sein* de la civilisation. Sa seule présence et ses activités à partir de l'intérieur.

Cette justification discursive sera très présente en Argentine, entre autres, lors de la dictature militaire de 1976-1983 (Rodriguez, 2006: 2). En somme, cette dichotomie servait dans l'Antiquité pour la construction d'un « nous » collectif, en se positionnant politiquement contre *un autre*. Ce chapitre cherche faire état que, dans la création de l'État moderne argentin, ce sont ces catégories qui servirent à définir une identité collective en mettant à jour le non-désirable (le barbare, le gaucho et l'américanité créole) comme moyen de circonscrire le désirable (la civilisation, les Lumières et le modèle européen) en son contraire. Autrement dit, il s'agit d'un rejet collectif (fait par l'élite de l'époque) du caractère indigène, gaucho et métissé.

En outre, cette dichotomie se retrouve au sein de la culture argentine au-delà de la « simple » justification politique. Par exemple, au vingtième siècle, l'auteur monstre sacré de la culture littéraire argentine, Jorge Luis Borges, s'adressait à ces imaginaires :

Ce qui rapproche ces deux contes [« L'intruse » et « L'Évangile selon Saint Marc » *in Rapport de Brodie*], c'est qu'il s'agit dans les deux cas de la trahison de deux des sentiments les plus nobles et les plus désintéressés de l'humanité – l'amour et la

gratitude religieuse- par des êtres inaptes à en donner une expression adéquate : ceux-ci sont si brutaux et si accoutumés à mépriser la vie humaine que, même lorsqu'ils sont émus par la rencontre d'une dimension de l'existence qu'ils ne soupçonnaient pas, ils ne peuvent exprimer cette émotion que par un meurtre [par la destruction]. D'un point de vue borgésien cette défiguration n'a rien d'accidentel : l'histoire des religions et des grands utopismes montre assez que l'aspiration à l'idéalisme, comme on l'a dit plus haut, est indissociable de la barbarie. Les mêmes qualités qui font de l'homme un homo sapiens et même un homo religiosus, c'est que l'humanité, c'est-à-dire le dépassement de l'animalité, n'existe jamais qu'à l'état de promesse trahie. (QUILLOT, 1991: 147-148).

Pour Borges, à l'instar des protagonistes des assemblées de quartier, la barbarie sera définie, entre autres, comme une « promesse trahie ». Nous verrons dans la partie consacrée aux péronismes que la démocratie dans son ensemble sera associée par les assembléistes ainsi que par l'ensemble des citoyens à une promesse trahie. Cela s'explique par le fait que lors de la restauration de la démocratie, en 1983, après quelque neuf ans de dictature sanglante, les gens avaient de grandes attentes face à la démocratie. Toutefois, celle-ci est un lent processus et n'amène pas toujours plus de pain sur la table que les dictatures (Armony, 2000). Sans compter que des hommes politiques élus « démocratiquement³¹ » agiront dans le sens contraire de leurs promesses électorales ainsi qu'au contraire de la volonté de la société civile argentine. Nous référons ici à Carlos Saul Menem qui, bien qu'élu à deux reprises (1989 et 1995), privatisa un nombre important d'entreprises nationales (comme la YPF qui exploitait le pétrole du sol argentin et la compagnie de téléphonie) et dont les politiques économiques d'ajustements structurels mèneront l'Argentine en 2001 à la plus importante crise économique qu'ait connue ce pays.

³¹ «Démocratiquement» est placé entre guillemets car bien qu'à partir de 1983 le droit de vote n'était pas brimé, il reste que certains processus électoraux ne sont toujours pas limpides. Cf. Auyero, 2001 et 2007

1.2 Sarmiento et son *Facundo*

Nous allons maintenant exposer les origines de l'utilisation de la dichotomie barbarie / civilisation appliquée à la définition de la nation argentine. Le premier ouvrage à énoncer cette opposition est *Facundo* de Domingo Faustino Sarmiento. Écrit en 1845 alors que son auteur était en exil au Chili, fuyant le « tyran » Rosas, *El Facundo* dépeint l'Argentine de cette époque en décrivant avec verve ses paysages ses gens, leurs activités... afin d'aboutir au protagoniste éponyme de l'ouvrage, Facundo Quiroga. Celui-ci n'est pas un personnage fictif. Il vécut de 1788 à 1835 et fut un homme politique et un *caudillo*. Le terme typiquement argentin de *caudillo* peut être traduit par « seigneur de guerre » ou « chef de faction ». Sarmiento décrit les figures du gaucho (ouvrier agricole s'occupant des tâches associées à l'élevage de bovins) et du *caudillo* (généralement le chef «politique» des gauchos). Ces descriptions servent l'argumentation sous-jacente au récit³².

Sarmiento est un homme de lettre, moderne, éclairé par les penseurs des Lumières. Emma Susana Speratti Piñero le présente comme étant : « [...] autodidacte par nécessité, et maître d'école par vocation [...]. » Cette image n'est pas tout à fait vraie car il eut accès à l'école, il lisait aisément dès l'âge de cinq ans et ensuite, il fut le pupille de Don José de Oros, cousin de la mère du jeune Sarmiento et homme d'Église, qui lui apprit le latin, l'histoire et la littérature. Il le dit lui-même dans quelques unes de ces correspondances publiées par Mary Mann dans sa traduction pour le public états-unien du *Facundo* intitulée : *Life in the Argentine Republic in the Days of the Tyrants; or Civilization and Barbarism* (1960). Selon ses récits autobiographiques, on apprend que le père de Sarmiento ne savait ni lire ni écrire, donc *a priori* il n'appartenait pas au club sélect de ce qui est défini par Sarmiento lui-même comme étant des « civilisés ». Force est de constater que les origines humbles de Sarmiento, au contraire de le stigmatiser, le légitiment pour critiquer la barbarie des gauchos et des *caudillos* parce que lui, il s'est sorti de cet état. Ainsi, ce que Speratti Piñero a probablement voulu exprimer par le terme « autodidacte » c'est que Sarmiento était

³² Nous ferons état de cette argumentation à la section «Est-ce possible d'affirmer d'un État puisse être barbare?»

assoiffé de connaissances et qu'il est allé lui-même chercher ses professeurs et son éducation malgré tous les obstacles inhérents à son statut socioéconomique:

« From that time [il avait seize ans] I read every book that fell into my hands, without arrangement, with no other guide than the chance which brought them to me, or the knowledge I had acquired of their existence in the scanty libraries of San Juan. » (SARMIENTO, 1960 (1868) : 316-317)

À la lecture de ces lettres dont le ton s'approche de celui de Gabriel García Márquez -avant la lettre et sans le magique- on voit profiler le personnage: très intelligent, très intuitif, qui vient d'un milieu très humble mais très travaillant. Il ne peut accepter la résignation aveugle à deux états : 1) celui de statut socio-économique pauvre et 2) celui politique d'être soumis à un dirigeant utilisant la force brute plutôt que la *raison* pour légitimer et -surtout- maintenir sa position de pouvoir. En dépit de ses positions essentialistes (« les Indigènes sont paresseux ; les Français sont cultivés »), il plaide pour les valeurs des Lumières : la justice, la moralité, l'éducation et la liberté de pensée.

Ces valeurs modernes ne sont pas parmi celles mises de l'avant par le président de l'époque, Juan Manuel de Rosas. Celui-ci, au contraire de Sarmiento, est né à Buenos Aires, dans une famille de riches propriétaires terriens (*estancieros*). Avec ces seules informations, on entrevoit l'éventuelle difficulté à le cataloguer dans le sens où il est « de la ville » mais il ne correspond pas à l'idéal-type de l'urbain de l'époque. Son point de départ était la ville mais il était tourné vers les provinces plutôt que vers l'Europe lointaine comme le semblait préconiser Sarmiento. Rosas fut la figure de proue des *federales*³³ de cette époque. Comme plusieurs personnages politiques qui ont marqué l'Argentine, il était à la fois aimé, craint et détesté. Ces sentiments provoquèrent une véritable division au sein de la société entre

³³ Le dix-neuvième siècle, est la période de définition de l'État argentin car ce territoire vient d'acquiescer son indépendance. Deux courants idéologiques s'affrontent d'abord en paroles puis en guerre civile afin de déterminer quelle sera la forme que prendra ce nouveau pays. D'un côté se trouve les Unitarios qui veulent unifier les provinces et faire de la ville de Buenos Aires la capitale et le centre économique. De l'autre côté, les Federales qui cherchent plutôt une union des provinces sous une forme de fédération où celles-ci seraient égales et unies (un peu semblable à la forme des Etats-Unis d'après leur guerre civile).

«rosistes » et « antirosiste », division encore visible dans l'Argentine contemporaine (Rodriguez, 2006).

On le dépeint comme étant « obsédé par l'ordre » dans tous les sens du mot ordre :

La vie de Juan Manuel de Rosas se distingue par la tendance – parfois excessive vers l'ordre. On l'appellerait aujourd'hui maniaque ou obsédé par l'ordre sous toutes ses formes. Dans le politique, Rosas ne pouvait pas accepter la subversion des lois de la même sorte qu'il ne pouvait pas comprendre, dans la sphère privée qu'on désobéissait les ordres qu'il donnait à ces péons et capitaines. (CARRERETO³⁴, 1970 :7)

Cette caractéristique est intéressante puisque au nom de l'ordre, il mettra en place une police secrète, la *Mazorca* ayant tous les droits (incluant celui de torturer). C'est aussi au nom de l'ordre qu'il mettra un prix sur la tête de Sarmiento. Ce fait illustre qu'au nom de l'ordre et du progrès, le régime de Rosas pouvait faire régner la terreur. Le pouvoir de Rosas s'appuyait sur ses troupes de gauchos, les « montoneras » :

Les gauchos jouent, au cours de cette longue période de guerres civiles, un rôle de premier plan. La nouvelle société issue de l'indépendance ne leur est pas plus favorable que la société coloniale. Le système latifundiaire s'amplifie et, parallèlement, sont édictées les lois qui renforcent l'emprise des estancieros sur les gardiens de troupeaux – «les gauchos» - et sur les ouvriers agricoles – les « péones ». (LANCHA, 2003 : 93)

Rosas avait su mobiliser et coopter ces gauchos mécontents de l'état des changements sociaux sur leur situation. Il jouissait donc d'une légitimité de l'ordre du « chef charismatique» (selon la typologie de Weber).

³⁴ Traduction libre de « Toda la vida de Juan Manuel de Rosas está signada por la proclividad – a veces excesiva – hacia el orden. Hoy lo llamaríamos maniático u obsesionado por el orden en todas las manifestaciones. En lo político Rosas no podía aceptar la subversión a las leyes, de la misma manera que en la esfera privada no podía comprender que se desobedeciera a las órdenes que como estanciero daba a sus peones y capataces. »

Revenons à Domingo Faustino Sarmiento. Il a grandi dans un foyer pauvre mais aimant. De ses parents, qui ne souhaitaient que le mieux pour leurs enfants, il a appris à travailler sans relâche et aussi à reconnaître la valeur du savoir :

« My poor father, ignorant himself, but solicitous that his children should not be so, sharpened at home this rising thirst for knowledge, and made me read, without pity for my tender years, the 'Critical History of Spain' in four volume, the 'Desiderio and Electo', and other abominable books which I never turned to again, but which left in my mind confused ideas of history, allegories, fables, countries, and proper names. » (SARMIENTO, 1960 (1868) : 302)

Ainsi, ses parents travaillants, ouverts à la connaissance malgré leur méconnaissance -ce qui est peu fréquent- et sa propre volonté ont permis à Sarmiento de *s'élever* de son statut. C'est là l'essence même de la *civilisation* qui transporte le sens d'« amélioration », d'un être perfectible tendant vers un développement idéal, vers le *progrès* (Svampa : 2006, 17-18), idée forte de la pensée moderne occidentale libérale :

L'illustre Domingo Faustino Sarmiento et d'autres écrivains libéraux ne virent dans la *montonera*³⁵ paysane que le symbole de la barbarie, le retard et l'ignorance, l'anachronisme d'un mouvement pastoral face à la civilisation urbaine : le poncho et le *chiripá*³⁶ contre la redingote; la lance et le couteau contre les armées de métiers; l'analphabétisme contre l'école. (GALEANO, 1981 : 258 -259)

1.3 Obstacles et nécessités

Le mot « civilisation » dans le sens moderne occidental signifie que nous allons collectivement vers un perfectionnement. Cela se concrétise dans le concept de « progrès ». Toutefois, contrairement aux sociétés occidentales, les *criollos*³⁷ (créoles) et surtout les indigènes qui occupaient à ce moment de grandes parties du territoire argentin n'entretenaient

³⁵ Nom du mouvement des *gauchos* qui n'acceptaient pas la modernisation de leur travail faisant en sorte qu'ils devenaient des «domestiques» s'occupant du bétail.

³⁶ Pantalon du gaucho (N.d.T. de Galeano p. 259)

³⁷ *Criollo*, créole, veut aussi dire métis. Les *gauchos* et les *caudillos* dépeints par Sarmiento appartenaient à la culture appelée «criolla», créole caractérisée par un mode de vie rustique.

pas l'imaginaire « d'aller vers l'avant ». Dans la gestion du vivre ensemble pré-colombien, le *progrès* collectif n'était pas recherché dans la mesure où les anciens avaient déjà tout prescrit, que c'était leur modèle qu'il fallait imiter. Sans compter que leur compréhension du temps se visualisait par un cercle (Ferraro, 2001)³⁸ ou une spirale qui, comme les astres et les saisons tournent sans début ni fin (Todorov, 1982). Tandis que la représentation occidentale (chrétienne, moderne et rationnelle) du temps est linéaire. Cette « ligne du temps » se terminera avec le jugement dernier, l'apocalypse comme le dit la Bible. Il est plus clair maintenant pourquoi on remarquait à cette époque chez les gauchos, les groupes issus du métissage et surtout chez les Autochtones, une incompréhension de l'idée de progrès et de perfectibilité. Ces idées modernes ne faisaient aucun sens pour eux. Ce désintéressement fera en sorte qu'on les désignera comme des sauvages *barbares* faisant obstacle au développement moderne et éclairé de ce nouveau pays. Il faut remplir ce vide de civilisation, ce « désert » qui empêche l'éclosion de la « grande nation », même si cela implique d'exterminer ces « barbares ». Voilà pourquoi le premier geste de l'État de l'Argentine moderne sera celui de la « campagne du désert » sous le Président Roca (1880-1886) où, l'armée alla à la conquête de la pampa dite « le désert » mais pourtant fertile et habitée par des peuples autochtones (Lewis, 2002 ; Galeano, 2001 :49).

1.4 Le gaucho et le cow-boy

Cette section sert à circonscrire un élément de départ des imaginaires associés à la dichotomie barbarie / civilisation. Le point de départ se trouve donc dans la figure du gaucho telle qu'envisagée par Sarmiento dans *El Facundo*. Le « barbarisme » se trouve clairement défini dans les descriptions que Sarmiento fait des gauchos. La pensée de Sarmiento peut se résumer ainsi : cette « barbarie » se caractériserait par une absence de *culture civique*.

³⁸ Nous pensons ici, au concept du temps chez les cultures autochtones du Canada (Québec) que nous connaissons mieux, aux mayas ainsi qu'au fameux calendrier aztèque qui est circulaire et le fait que «[...] les aborigènes [argentins] croyaient que la mort n'est pas définitive (...) » (Ferraro, 2001 : VIII)

Il faut voir ces Espagnols, qui sont tels par la langue seulement et par les confuses notions religieuses qu'ils conservent, pour savoir comprendre les caractères rétifs et hautains qui naissent de cette lutte de l'être isolé avec la nature sauvage, de l'homme avec la bête; il faut voir ces visages barbus, ces physionomies graves et sérieuses pareilles à celles des Arabes asiatiques pour mesurer le dédain apitoyé que leur inspire la vue de l'homme sédentaire des villes, qui a peut-être lu beaucoup de livres, mais ne sait pas terrasser un taureau sauvage et le mettre à mort; qui ne saura pas, à pied et sans le secours de personne, se procurer un cheval en rase campagne qui n'a jamais arrêté un tigre, tenant le poignard d'une main et le manteau enroulé sur l'autre pour le lui enfoncer dans la gueule tandis qu'il lui transperce le cœur et l'étend à ses pieds. (SARMIENTO, 1990 (1845) : 55) (Remarquez qu'il s'agit d'une seule phrase.)

Ainsi est le gaucho : fort, fier, projeté dans la Nature. Dans sa perception, son rôle est d'être maître de la Nature. Pour les catégories pré-modernes et des débuts de la modernité, toutefois qui est *dans* la Nature lui appartient -par conséquent lui est subordonné- et cela est contraire à la « civilisation »³⁹ qui se veut certes au-dessus de la Nature mais surtout « en dehors »

La (courte) citation suivante décrit l'opposé au gaucho -il semble que Sarmiento s'y soit décrit lui-même: « [...] *l'homme sédentaire des villes, qui a peut-être lu beaucoup de livres [...]* » n'est pas sans rappeler pour nous, nord-américains, la fameuse dichotomie mise de l'avant dans les films de *cow-boys*. Nous référons au tandem cow-boy -qui maîtrise la nature- et le *pied-tendre* -qui vient de la ville, qui porte généralement des lunettes et qui est surtout très maladroit. Étrangement, les films d'Hollywood - et la culture populaire états-unienne - ont fait du cow-boy le héros et du pied-tendre non pas le « méchant » mais plutôt le personnage comique dont la maladresse sert de faire valoir au héros. Alors que pour Sarmiento, le *gaucho* est méprisant et hautain pour tout ce qu'il ignore. Il défend une position contraire à l'apprentissage, au développement, donc à la *civilisation*. Tandis que la figure du cow-boy, pour revenir à notre analogie avec l'Amérique du Nord, comprend en soi les deux pôles du barbare et du civilisé. Le cow-boy en blanc contre le cow-boy en noir. Le héros a de bonnes manières et défend l'ordre et le progrès, tandis que le méchant - généralement - met tout en oeuvre afin que perdure le climat de *pré-civilisation* où la seule loi qui vaille est celle du plus fort. D'où l'inévitable duel entre les deux protagonistes, les deux côtés d'une même réalité, où est déclaré vainqueur soit le « bon », soit le « méchant », dépendamment de la

³⁹ C'est ainsi que les indigènes «découverts» par les explorateurs européens étaient appelés «sauvages» à cause de leur intégration à la nature.

conjoncture politico-économique du moment. Pour la figure imaginaire du cow-boy de l'Ouest américain, la connaissance, la culture n'est pas le véritable enjeu. En général, l'enjeu se trouve dans la protection des bons citoyens (des pionniers transportant la culture occidentale) « ordinaires ». Le bon cow-boy vient du même monde que le méchant qui terrorise les innocents et c'est à cause de cette origine similaire qu'ils sont en mesure de s'affronter. Le gaucho dépeint par Sarmiento ne présente aucune dualité, voire aucune moralité. Il est unidimensionnel dans le sens où, son seul moteur semble être son appétit vorace (au sens premier, pour de la viande et au second sens pour le pouvoir) et sa soif de se placer au-dessus de la Nature.

Ainsi, ces gauchos, ces *criollos*, ont des habiletés de survie et de domptage d'animaux et s'enorgueillissent de leur « maîtrise sur la Nature » alors qu'ironiquement on les associe avec cette nature... sauvage tel le tigre⁴⁰ qui peut attaquer à n'importe quel moment. Toutefois, ce courage n'est pas synonyme d'ardeur au travail car Sarmiento insiste: « Le gaucho ne travaille pas, il trouve sa nourriture et les vêtements tout prêts à la maison; le tout est fourni par ses troupeaux, s'il est propriétaire, par la maison de son patron ou de son parent, s'il ne possède rien. (p.57) ». Cela est possible bien sûr parce que la femme fait toutes les tâches :

Les femmes gardent la maison, préparent la nourriture, tondent les moutons, traitent les vaches, fabriquent les fromages et tissent les grossières étoffes qui servent au vêtement; toutes les occupations domestiques, toutes les industries ménagères sont exercées par la femme. (SARMIENTO, 1990 (1845) : 54)

Au lieu de défendre la veuve et l'orphelin et meubler sa liberté de quête de justice, le gaucho vit du travail des autres, généralement plus faibles que lui (les femmes et les *peones*⁴¹, lorsqu'il est propriétaire).

⁴⁰ Clin d'œil au caudillo protagoniste de l'ouvrage de Sarmiento car on surnommait Facundo Quiroga le « tigre des plaines » (Lancha, 2003 : 92)

⁴¹ Le mot espagnol peón (*peones* au pluriel) trouve son équivalent dans l'expression « ouvrier agricole ».

Ainsi, chez le gaucho de Sarmiento, contrairement au cow-boy, il n'y a pas de leur de *civilisation* que l'on retrouve dans les valeurs de la moralité chrétienne de la défense des plus faibles porteurs de lien social et éventuellement de civilisation. Il incarne la *sauvagerie* pure puisqu'il ne connaît pas et ne veut pas connaître l'abandon de certaines satisfactions pulsionnelles au profit d'un *vivre ensemble*. Pareil au méchant cow-boy qui veut régner en « roi-nègre » en tirant le maximum de l'exploitation des autres et / ou de la nature mais que son manque de vision et d'intelligence le confinent à des gains matériels généralement peu importants ou alors ponctuels.

La dualité de la figure du cow-boy (bon / mauvais) peut s'expliquer par le fait que la conquête de l'Ouest américain « sauvage » par les pionniers (« civilisés ») états-uniens s'est effectuée plus tard que celle de la Pampa (Lewis, 2002 : 42; Seoane, 2004 :13). En effet, la conquête de la « dernière frontière » s'est concrétisée après que « se fut affirmée l'économie capitaliste » (Gèze, 1975 :15); soit après la Guerre civile qui opposa le Nord représentant les intérêts de la révolution industrielle capitaliste et le Sud, défendant les intérêts d'agro-exportation, dont le coton. Le cow-boy se présente donc comme une incarnation des deux pôles présents dans l'économie nationale. Alors qu'en Argentine, un seul de ces secteurs économiques domine – l'agro-exportation, et ce, tardivement, jusqu'au premier tiers du vingtième siècle (Seoane, 2004; Sturzenegger-Benoist, 2006)

Le gaucho -comme les deux cow-boys- se placent au-dessus de toute forme sociale et communautaire. De plus, ces figures sont généralement ennemies des autochtones. Toutefois, le gaucho comme le cow-boy sont des incarnations du mythe nomade⁴². Or, le

⁴² Et ce, même si le travail des gauchos ne consistait pas à parcourir des milliers de kilomètres. Les cow-boys états-uniens, pour leur part, avaient comme principale tâche d'amener les troupeaux de bovins là où était rendu le chemin de fer dans son expansion vers l'ouest. Car les pionniers et les propriétaires d'animaux s'étaient rendu à l'Ouest avant l'infrastructure du chemin de fer. Ainsi, l'âge d'or des cow-boys qui partaient quelques mois à « l'aventure » à travers les plaines quasi désertiques à la rencontre du train ne dura que quelques années. L'importance de ce personnage s'explique par le succès connu grâce à Hollywood et les scénarios qui devinrent vite des classiques (le tout premier film des États-Unis s'intitule *The Great Train Robbery* où de « méchants » cow-boys attaquent un train transportant de l'argent des banques des villes de l'Est vers l'Ouest encore « sauvage »...). (Arcand, 2002) Alors, même si le gaucho ne traversait pas la Pampa à chaque printemps, il reste que son travail est avec les troupeaux, dehors, et que sa connaissance de la nature et du territoire font de lui un être

nomadisme se pose en obstacle majeur à l'implantation de la modernité industrielle et capitaliste. Cela est dû au paradoxe nomade qui se veut, d'une part, détaché du territoire comme lieu fixe et permanent et d'autre part, attaché à ce même territoire par la connaissance de ses moindres ruisseaux et monts. Les groupes nomades et semi-nomades deviennent, dans le contexte de modernisation, de graves obstacles car ce paradoxe fait en sorte qu'ils sont impossibles à transformer en main d'œuvre docile et assidue. C'est peut-être pour cela que le « bon cow-boy » qui quitte à cheval dans le couchant fait preuve d'une nostalgie omniprésente : non seulement il sait qu'il est le « dernier de sa race », -car les autres nomades sont à éliminer- mais aussi puisqu'il participe en quelques sortes à ce « nettoyage ».

1.5 Le gaucho et le lien social

Voici comment des auteurs français décrivaient les gauchos pour les lecteurs eux aussi français en 1975 :

Ces derniers, issus du métissage de citadins cherchant à échapper à la justice et d'indigènes attirés par le bétail des *estancias*, étaient fondamentalement des irréguliers, qui vivaient en tuant et en dépeçant sur place des animaux en liberté ou en se louant de temps à autre pour dompter les chevaux, marquer le bétail ou combattre les Indiens. (GÈZE, 1975 : 17)

Cette description est haute en image. Se voulant probablement objective, on y sent le point de vue supérieur. Déconstruisons un instant les termes clés de cette citation. D'abord, ce sont des « irréguliers »; par cela, on entend « en dehors de la norme » soit parce qu'ils sont inclassables. S'ils sont inclassables, cela implique qu'ils appartiennent aux groupes de type « paria », « indésirable » ou « intouchable ». De plus, le terme « irréguliers » employé par les auteurs dans cette citation se trouve dans le champ lexical d'« instable ». Un système politique voulant implanter l'ordre et le progrès (selon les critères de la modernité) peut avoir

plus proche des nomades (qui, en général sont loin d'errer, ils se déplacent plutôt entre leur camp d'hiver et leur camp d'été) que des urbains.

tendance à se méfier des personnes instables puisqu'ils ont un comportement imprévisible du point de vue d'un système qui tend à se rationaliser. Pour établir « l'ordre et le progrès », il faut une population obéissante aux lois (l'ordre) et il faut qu'elle soit productive du point de vue économique afin de progresser.

Ensuite, nous avons une figure de style : « ils vivent en tuant » ce mode de survie les rapproche des indigènes chasseurs- cueilleurs. De plus, le fait que les auteurs mentionnent qu'ils « dépècent sur place les animaux » [tués], cela donne une impression de froideur dans leurs gestes et d'immédiateté, sans nécessairement avoir recours à plus de savoir-faire ni de rituel ni d'un quelconque recul. On tue parce qu'on a faim. Du point de vue actuel, où les voix de la « psycho-pop » valorisent le retour à l'émotion intérieure, à la spontanéité et à la créativité, cela ne semble pas si horrible, mais pour des sociétés (comme celles du dix-neuvième siècle surtout et de la première moitié du vingtième pour la France et l'Argentine urbaine) où chaque étape de la vie quotidienne était régie par des règles sociales strictes, cette spontanéité est plutôt associée à un manque de savoir-vivre donc à une *barbarie*.

Donc, pour poursuivre l'analyse de la citation de Gèze et Labrousse, en plus d'être classer comme des « parias instables », les gauchos « *tuent* » (ils ont choisi le verbe tuer plutôt que les termes attribués généralement à la chasse, soit abattre ou chasser) régulièrement et ils « se louent » - ce qui n'est pas loin de se vendre, qui n'est pas loin de se prostituer – pour effectuer un travail à la base de l'économie (ironiquement) agro-exportatrice argentine : l'élevage des bovins.

Or, ce type de vie « nomade et barbare » sera assez tôt menacé dû à la modernisation de l'industrie de la viande et dû à la volonté des propriétaires terriens de transformer ces gens en travailleurs agricoles (*peón*). La différence principale entre un gaucho et un peón est que l'un est nomade et l'autre est sédentaire. La sédentarité dans ce type d'activité fait se rapprocher le travailleur davantage de l'esclave. Et surtout ne pose pas de problème dans l'objectif d'implantation de l'ordre et du progrès à l'échelle de l'ensemble du territoire.

C'est encore l'ouvrage de Gèze et Labrousse qui nous plonge sur la continuité de cette piste : « Les gauchos, affamés, traqués, s'enrôlèrent dans les troupes fédéralistes

commandées par des *caudillos* (chefs) aux noms prestigieux : Bustos, Ramírez, López, Quiroga, Varela ou López Jordán. » (GÈZE, 1975 :18). Le gaucho, aux premières heures de la République Argentine, fait obstacle aux autorités dans leur objectif de transformer ce territoire en république moderne. Conséquemment la figure du gaucho devient celle d'un *paria* en dehors du système. Pourtant, il fera son entrée sur la scène politique par la porte de la faim. De par son exclusion au système économique, le gaucho verra son espace de liberté (qui lui permettait auparavant de vivre selon son mode de vie « sauvage », pré-moderne, « barbare ») diminuer jusqu'à disparaître. En effet, car les bonnes terres seront occupées par les grandes familles et les grands éleveurs de bovins engageront les gauchos à condition qu'ils deviennent *peones*. Les gauchos qui ne voulaient pas de ces emplois seront exclus à un point où la littérature historique se permet de parler du « gaucho affamé » (Galeano, 1981 : 253 et suivantes). Ainsi, lorsque les gauchos furent assez marginalisés et assez affamés, ils s'engagèrent dans les troupes (presque de petites armées) des *caudillos*. Cette adhésion provoquera leur inclusion politique au sein du parti des *Federales*, c'est-à-dire les opposants des *Unitarios*. parti de Sarmiento, Alberdi, et Bartolomé Mitre, alors président.

L'argumentation de Sarmiento se situera en entier sur l'équilibre à atteindre entre la *civilisation et la barbarie*, car pour cet homme des Lumières la question ne se posait pas avec la conjonction *ou* mais bien la conjonction *et* (Svampa : 2006). Ainsi, en procédant par la négative, en analysant la critique formulée contre Facundo, on peut déterminer ce qui n'est pas souhaitable pour la Grande Argentine moderne.

En effet, comment instaurer la *dèmos kratos* si le *dèmos* n'est pas minimalement sensible à une collectivité, donc sensible à la *chose publique* (la *res publica*). Le terme culture civique est, de plus, lourdement chargé. Il y a l'adjectif « civique » pour désigner « de la ville » mais dans les racines du mot, il y a aussi « civil » dans le sens de « citoyen », donc « sujet politique », et enfin, « civilisé », de la civilisation. Les gauchos appartiennent donc à un mode d'organisation social pré-moderne, du moins selon Sarmiento et ses sympathisants. Régnait à cette époque, une guerre quasi perpétuelle entre Buenos Aires et les provinces. Pour construire un projet commun (de la nation) moderne, il fallait mettre fin à ces différends. Le nœud du problème est là : le gaucho se complait dans sa situation arriérée. Il

n'aspire surtout pas aux valeurs « universelles » du projet moderne si cher aux *Unitarios*. Comment construire un État-nation si des provinces entières sont encore régies par les lois « coutumières » issues d'une tradition galvaudée? Comment instaurer un État-nation lorsqu'il n'y a pas de conscience sociale, encore moins nationale?

En somme, par l'ouvrage du *Facundo*, Sarmiento fait planer le fantôme de la barbarie en décrivant un lieu régi par un dirigeant qui aurait des intérêts particularistes plutôt qu'universalistes. Ce document sert alors non seulement de plaidoyer pour la cause de la modernité et des Lumières mais aussi de prescription négative : ce que ne *doit pas* être la nation argentine. De cela découle les problèmes de la définition de l'identité nationale. Ce sera le sujet de la section suivante. Sarmiento met le doigt sur un problème constituant des institutions étatiques de son époque : ses pratiques ne sont pas très « civilisées ». Pour se mériter l'attribut « civilisées », ces institutions politiques ainsi que les personnes au pouvoir doivent tirer leur légitimité de moyens rationnels (le vote, les lois) et non pas grâce à la force brute. Pour un penseur influencé par les Lumières, ces institutions sont idéalement organisées en système stable dont l'objectif est d'encadrer la contingence afin de permettre le *vivre ensemble* d'un groupe donné.

Cette première partie servait à expliquer comment est née la dichotomie civilisation / barbarie dans les imaginaires politiques argentins. Il a d'abord été brièvement question des origines philosophiques et sémantiques de ces termes. Ensuite, ils ont été replacés dans le contexte argentin. Nous avons procédé à une forme d'analyse du texte fondateur et de l'Argentine moderne et de la dichotomie barbarie / civilisation : *Facundo* de Domingo Faustino Sarmiento. Le portrait du gaucho a été analysé et comparé au cow-boy, figure aussi marquante de l'identité nationale états-unienne. Tous deux symbolisent une lutte entre la modernité et un nomadisme sauvage : où le cow-boy est déchiré entre les deux, le gaucho a déjà choisi son camp, ce qui le rend impossible à « convertir », donc, devant être détruit.

L'idée principale était qu'en voulant construire un État-nation moderne, diffuser son projet moderne et convaincre les citoyens de ce jeune pays d'y adhérer, Sarmiento a

crystallisé cette dichotomie dans les fondations de l'identité de la nation. Maintenant, la deuxième section tente de cerner comment et où cette dichotomie s'inscrit dans le développement identitaire de l'argentin.

2. L'identité nationale (entre civilisation et barbarie)

Après avoir commencer à définir et analyser les fondements de la dichotomie civilisation / barbarie, la deuxième section de ce premier chapitre cherche à rendre compte de la construction de l'identité nationale argentine et dans quelle mesure la dichotomie constituante a-t-elle joué sur cette identité. L'idée principale ici est qu'après la victoire de la civilisation rationnelle moderne contre le gaucho, le mode de vie rural nomade et les indigènes, le barbare est quand même toujours là, et ce, pour plusieurs raisons. La première est philosophique : parce que l'un ne va pas sans son contraire. La deuxième est la continuité de la précédente, parce que, comme le remarquait Maristella Svampa, cette dichotomie sert un agenda politique. La troisième et dernière raison est qu'au début du vingtième siècle, le port de Buenos Aires ne cesse de recevoir des nouveaux arrivants. Cette immigration était souhaitée par les autorités, certes, mais toutes ces langues, ces us et coutumes risquent d'ébranler le très jeune et frêle édifice de la nationalité argentine. Ainsi, afin d'instaurer et de façonner ce que l'on doit être pour être Argentin, les têtes pensantes de l'époque utiliseront à nouveau la dichotomie civilisation / barbarie. À ce titre, la ville de Buenos Aires représente le symbole par excellence de cette dichotomie. Elle se donnera le rôle de diffuser les lumières de la civilisation (européenne du nord) partout dans la république argentine.

Nous parlerons donc de l'identité porteña qui encore aujourd'hui se positionne comme bien différente du reste du pays. Pour bien illustrer notre propos, nous voyagerons à travers l'histoire (en tentant de la lire différemment) à partir des premiers conquérants. Nous tenterons ainsi de bien établir les imaginaires identitaires de cette ville unique. Ensuite, nous traiterons spécifiquement de la donnée de l'importante immigration (quel type d'immigration? comment les intégrer?). Ce parcours nous transportera jusqu'à une solution

élaborée pour construire cette argentinité, le système scolaire. Tout cela, toujours sous le signe oscillant de la recherche d'un équilibre entre civilisation et barbarie sur une terre qui semble vouloir ne pas honorer ses promesses...

2.1 L'identité porteña

Buenos Aires est appelée à être un jour la ville la plus gigantesque des deux Amériques. Sous un climat tempéré, maîtresse de la navigation de cent cours d'eau qui coulent à ses pieds, mollement accoudée sur un immense territoire et à la tête de treize provinces continentales qui n'ont pas d'autre débouché pour leurs produits, elle serait déjà la Babylone américaine si l'esprit de la pampa n'avait soufflé sur elle et ne tarissait aux sources le tribut de la richesse que les cours d'eau et les provinces doivent leur apporter sans cesse. Elle seule, dans la vaste étendue argentine, est en contact avec les nations européennes ; elle seule exploite les avantages du commerce étranger, elle seule détient le pouvoir et des revenus. » (SARMIENTO, 1990 (1845) : 42)

Dans la triade moderne propre aux démocraties libérales, soit État – nation – citoyen, c'est le concept de nation qui crée le lien entre « citoyen » et « État ». On ne peut donc traiter de l'État et de son rapport à ses citoyens sans traiter de l'identité nationale car c'est à travers cette identité que se trouve la *persona*⁴³ de l'habitant de la cité.

Nous devons faire un saut vers l'identité *porteña* car d'une part, notre objet d'étude - les assemblées de quartier- est un produit de cette ville et les participants partagent cette identité. D'autre part, à l'instar de bien des pays centralisés, la relation entre la capitale et le reste du pays provoque une compétition pour la définition identitaire où le reste du pays se décrit comme étant lésé et laissé pour compte par rapport à la métropole. Ainsi, les identités se développeront en réaction à ce phénomène. Une boutade populaire indique bien le sentiment général à la fois des porteños et des habitants des provinces : « Dieu est partout dans le pays, mais son bureau est à Buenos Aires »⁴⁴.

Nous débuterons par un survol des spécificités identitaires de cette ville tant au niveau des résidents que de la ville en soi.

⁴³ Persona dans le sens utilisé par Mafessoli, soit des différents rôles ou masques, que chaque individu comporte à travers les différents moments de la vie sociale.

⁴⁴ Traduction libre de «Dios está por todo el país, pero tiene oficina en Buenos Aires.»

Les origines de la ville de Buenos Aires sont autant mythiques et romantiques qu'historiques. Elles sont contestées par les historiens révisionnistes mais l'empreinte est bien là au sein des origines identitaires porteños. Borges en parle aussi à partir de cette perspective, qui lui est propre, comme étant un labyrinthe⁴⁵. En effet, tel un labyrinthe, Buenos Aires captive. Lorsque l'on vit au cœur de cette ville, -comme toutes les grandes villes centrales- il est difficile s'imaginer autre chose de plus désirable en dehors. Pourtant, Buenos Aires est autant *une porte* qu'un centre. C'est la porte du fleuve menant à l'océan et ensuite vers le reste du monde. Ironiquement, l'aménagement urbain tourne le dos à ce fleuve si important dans la définition identitaire porteña autant que celle du pays situé sur l'autre rive du Rio de la Plata, l'Uruguay. On est donc de chaque côté du fleuve « *rio platense* », du nom de ce fleuve, « plata », qui veut dire « argent » en espagnol, « *el Rio de la Plata* ». Le fleuve d'argent qui mène à l'océan qui mène à l'Europe et qui rend les habitants des deux rives assez nostalgiques pour se revendiquer tous les deux lieux, Montevideo et Buenos Aires, comme étant à l'origine du tango.

2.2 Les «bons airs»

D'abord, les noms : « Buenos Aires » viendrait d'une exclamation de Sancho del Campo, beau-frère de Pedro de Mendoza, qui, en arrivant en bateau en 1536, aurait dit : « *¡Qué buenos aires los de esta tierra!* »⁴⁶ (Bernand, 1997 :18). Alors que le fleuve de la Plata aurait été plutôt marécageux et son fond vaseux rendait difficile la navigation à cette hauteur, faisant encore plus apprécier le souffle de ce vent doux. À propos du site marécageux de l'actuelle ville de Buenos Aires, voilà une pensée dévoilant la nostalgie qui est le revers du rêve entretenu à fort prix également caractérisant *l'âme* de cette ville, «mère» du tango (et de la milonga) exprimant puissamment cette nostalgie :

⁴⁵ Dans un poème intitulé «Buenos Aires» du recueil *El otro, el mismo*, 1964

⁴⁶ «Qu'ils sont bons, les airs de ces terres!» (traduction libre)

Des villes poussiéreuses, surgies çà et là presque au hasard – Córdoba dans une cuvette, Buenos Aires sur la boueuse rive du fleuve – voulaient imiter la lointaine Espagne d'alors. Elles étaient, comme aujourd'hui, monotones : le quadrillage hispanique avec, en son milieu la place déserte. Nous fûmes la vice-royauté la plus australe et la plus abandonnée.» (BORGES, 1974 : II)⁴⁷

Tandis que le nom du pays, «Argentina» (alors que l'on sait qu'il n'y a pas d'argent dans ces terres) prend naissance dans un poème sur un pays mythique signé par Martín del Barco Centenera à la fin du seizième siècle. (Bernand, 1997 : 31). Voilà probablement pourquoi -tel qu'abordé plus haut- Borges attribue à cette ville des origines mythiques. Ses origines viennent plutôt de récits légendaires mythiques que de faits historiques clairs.

Ensuite, l'endroit. Selon certains auteurs, le site actuel de la ville de Buenos Aires était hostile pour ses tous premiers occupants. Les jaguars, les pumas, les crues très instables du fleuve La Plata et surtout, les indigènes désignés comme étant anthropophages par les explorateurs, font en sortes que Pedro de Mendoza ne restera pas très longtemps. Les conquérants déçus auraient même laissé une lettre afin que d'éventuels *conquistadores* ne s'attardent pas en ces lieux. « Allez plutôt à Asunción plus haut sur le fleuve Paraná. » (Bernand, 1997: 27)

Felipe Pigna, un historien qui revisite l'histoire de son pays dans une perspective critique dans le sillon d'Eric J. Hobsbawn, fait une relecture des événements historiques dans un ouvrage s'intitulant *Los mitos de la historia argentina : La construcción de un pasado como justificación del presente* (2004). Pour lui, le fait que ces lieux soient décrits par les récits historiques comme hostiles et que les hommes de Mendoza souffrent de la faim n'est qu'une image pour représenter la *déception* de ne pas trouver ni de palais ni d'or ni de roi :

Cette plaine était dénudée de palais, d'or ou de rois à séquestrer pour demander rançon et elle offrait seulement une propriété, une terre à qui voulait bien la féconder et la travailler. Comme le faisaient les autochtones, qui n'avaient pas du tout l'air sous-alimentés.⁴⁸ (PIGNA, 2004 : 67)

⁴⁷ Préface de SARMIENTO, 1990 (1845), *Facundo*, L'Herne

⁴⁸ Traduction libre de «Esta pampa estaba desnuda de palacios, oro y reyes a quienes secuestrar para pedir el rescate, y sólo ofrecía prosperidad a aquellos capaces de fecundarla y trabajarla, como lo venían haciendo desde hacía siglos los querandíes, a los que no se veía para nada mal alimentados.»

On cherche donc en ces lieux -comme tous les lieux du Nouveau monde-, un Eldorado, de l'or, de l'argent et la célébrité. Pourtant, il n'y a qu'un fleuve boueux et des peuples indigènes qui n'ont pas l'air accueillants. Cependant, la position australe de cette embouchure lui confère un climat plus tempéré, donc plus semblable au climat européen et conséquemment plus tentant d'aller s'y établir. Mais le premier avantage de ce lieu est qu'il fut «oublié» de la couronne espagnole et qu'ainsi, lorsque y fut établi un petit port, on l'y transigea des marchandises -mais surtout des produits bruts exotiques- sans payer les taxes comme on devait le faire à l'époque avec les matières extraites des territoires appartenant au roi. Ainsi, cette ville est née *grâce* à ce trafic par des gens qui cherchaient à « *burlar la ley* » (en français : tromper la loi) passer outre cette législation (Seoane, 2004). Cette caractéristique fondatrice de la ville est devenue mythique par le fait que les gens l'ont incorporée comme fait historique engendrant *l'esprit de la ville*. C'est esprit est celui d'un port avec tout ce que cela signifie : les marins, les tavernes, les bordels, les gens et les marchandises provenant de toutes sortes de lieux, un endroit un peu «en dehors» des lois européennes. Bref, un endroit où tout semble possible : le Nouveau monde.

Cette richesse du territoire et de la nation est un imaginaire constituant l'identité. Que ce soit dans la richesse perdue ou dans celle à venir, cette idée de potentiel inouï est puissamment implantée (Armony, 2004). Qui plus est, l'idée de potentiel est souvent présentée avec la nostalgie⁴⁹ -ou le regret- de ce qu'aurait pu être cet endroit : « Pas de sucre, pas de coton mais des vaches qui s'obstinent à prospérer. » (Viñas, 1987 : 30⁵⁰)

Il est vrai que le climat de la pampa, propice pour la reproduction des bœufs, s'avéra une consolation pour l'absence de métaux précieux. Au début du vingtième siècle, la fertilité de la pampa avait fait miroiter des richesses possibles. On s'était rendu compte que ce «cadeau du territoire» lorsque l'on retrouva un troupeau de bovins «sauvages». Ils étaient probablement la progéniture d'un troupeau amené jusqu'au Nouveau monde par les premiers

⁴⁹ Nous l'avons mentionné plus haut; la nostalgie est une caractéristique constituante de l'identité porteña. Cela se concrétise entre autres, nous l'avons évoqué, par l'univers esthétique du tango mais aussi dans les discours quotidiens anodins. Par exemple, souvent les porteños disent aux étrangers du Nord (d'Europe ou de l'Amérique du Nord) «!Somos del tercer mundo!»; «*Nous faisons partie du Tiers monde!*»

⁵⁰ VIÑAS, David in SCHEIER-MADANES, 1987

colons. Le climat et la terre étaient donc fort propices à l'agriculture et à l'élevage. Probablement que le travail accompli par les gauchos et les peones compte aussi, mais les ouvrages traitent peu de cet aspect. Voici les observations *en direct* de Nevin O. Winter qui écrivit *Argentina and her People of To-Day* (publié en 1911) qui voulait faire connaître le potentiel de ce pays :

«All agriculture is on a gigantic scale. The rapid development has been a surprise to even the most hopeful *estanciero*. Railways have, in many instances, been almost unable to cope with some of the crops, and trains have been run night and day to carry the grain to the exporting centres.» (WINTER, 1911: 63-64)

Ainsi, on félicite les avancées économiques de cette nation du Nouveau monde, en utilisant l'étalon «nombre de kilomètre de chemin de fer» pour mesurer la grandeur de la «civilisation». Des infrastructures sont certes nécessaires pour la *modernisation* du territoire et conséquemment, de la nation associée à ce territoire. Du moins, cela est le raisonnement moderne. Il faut toutefois réfléchir à ces infrastructures et se demander à *quelles fins sont-elles implanter ?* (le fameux *cui bono?*), à qui cela profite? Les chemins de fer du début du vingtième siècle en Argentine sont semblables aux infrastructures de pays africains : ils servent à transporter les ressources de l'arrière-pays vers les ports, puis vers les métropoles⁵¹

Ainsi, la *modernisation* argentine se réalisera au nom de la *civilisation*, pour «entrer dans le cercle des Grandes Nations». C'est donc de cette *civilisation* rationnelle qu'on attendait bonheur et prospérité.

Nous avons donc survolé la base identitaire argentine qui est résumée par Victor Armony (2004) comme étant l'imaginaire de faire partie d'une «grande nation en devenir».

⁵¹ On sait bien que l'Argentine ne fut pas colonisée au même titre que les pays africains. Toutefois, nous osons le terme métropole car, si l'Angleterre (du début du 20^e siècle) n'a jamais conquis l'Argentine par les armes (exception faite de la Guerre des Malvinas/Falklands en 1982), elle l'a certes conquis par l'argent et le commerce. Il ne s'agissait donc pas d'une métropole politique mais économique.

2.3 Identité nationale et l'immigration de personnes et d'idées

Gouverner, c'est peupler. (...) Peupler c'est civiliser quand on peuple avec des gens civilisés, c'est-à-dire avec des habitants de l'Europe civilisée. Peupler c'est empester, corrompre, dénaturer, empoisonner un pays, quand... on le peuple avec l'ordure de l'Europe attardée ou moins cultivée. Peupler n'est pas civiliser, mais abrutir, quand on peuple avec des *Chinois* et des *Indiens* de l'Asie et avec des *Noirs* de l'Afrique. J.B. Alberdi, 1873⁵²

Tout Européen qui vient à nos plages nous apportera, avec ses coutumes, plus de civilisation que beaucoup de livres de philosophie et la communiquera aux habitants de ce pays... Voulons-nous implanter et acclimater en Amérique la liberté anglaise, la culture française, l'énergie au travail de l'Europe et des Etats-Unis? Apportons des morceaux vivants de ces pays dans les coutumes de leurs habitants et enracinons-les ici. Juan Bautista Alberdi (un des «Pères» de la nation argentine)⁵³

Au début du vingtième siècle, Buenos Aires peut être qualifiée de New York du sud. D'innombrables navires arrivent dans le port de la capitale argentine amenant des émigrants de diverses origines européennes espérant une vie meilleure, emplies de richesses et de liberté, pour *faire l'Amérique*⁵⁴. Pour l'année 1909 seulement, on avait recensé 232 458 immigrants (Winter, 1911 : 383) qui sont entrés par le port de Buenos Aires. Devant la diversité ethnique et culturelle, l'oligarchie se mit à craindre qu'une telle invasion culturelle mène à une simple invasion et par conséquent, la perte de leur pouvoir.

Buenos Aires est un véritable *Melting pot* de langues, dialectes et cultures, à tel point qu'au début du XX^e siècle les «étrangers» sont plus nombreux que les «Argentins», c'est-à-dire que ceux nés sur le territoire de La Plata, bien qu'ils soient pour la plupart fils ou petits-fils d'immigrés. (MERCIER VEGA, 1974 :18)

Cette diversité se perçoit encore aujourd'hui à travers la gastronomie (influencée par l'Italie), l'architecture (française), le tango lui-même est le résultat d'une adaptation de certains pas de danses africaines dansées par des marins qui a eu ses lettres de noblesses à Paris pour revenir

⁵² Citation telle quelle tirée de ABOU, Sélim *L'identité culturelle*, Ed. Anthropos, coll. Pluriel, 1981, p.185

⁵³ Tirées de Bases y punto de partida para la organización política de la República Argentina 1852 in ABOU, *op. cit.* p. 186.

⁵⁴ En espagnol : «hacer la América» Ibid. , page 18

en Argentine plaire aux classes sociales plus élevées. Mais c'est surtout la langue qui dénote le plus de cette originalité culturelle. Les Argentins parlent un espagnol très différent du reste de l'Amérique hispanique. Eduardo Gudiño Kieffer l'explique ainsi :

Issu des grands courants d'immigration mentionnés plus haut, le lunfargo est rempli d'italianismes, gallicismes, brésilianismes et quichuismes. Mais jamais il n'a totalement coupé le cordon d'avec le *corpus* hispanique ; il manque de structures syntaxiques propres et a nécessairement recours à des formes verbales, prépositions, articles, etc., du langage conventionnel, qu'il enrichit d'une teinture de pittoresque apports populaires personnels. C'est un fait lexicographique incontournable, ce qui lui vaut d'être reconnu par les intellectuels portègues, dont Borges. (KEIFFER⁵⁵, 1987 : 58)

Ainsi, comme toute nation du Nouveau monde, la composition sociale argentine se veut majoritairement *nouvelle*, hétérogène et (aujourd'hui on peut dire) multiethnique. Cette *multiethnicité* se voulait majoritairement européenne, de différents groupes culturels de différentes régions d'Espagne et d'Italie mais qui, au début du vingtième siècle présentent de nombreuses différences culturelles, dont la langue qui varie au point d'un Galicien et un Madrilène ne se comprenaient pas. D'où la boutade populaire : « Les Mexicains descendent des Aztèques, les Péruviens descendent des Incas et les Argentins descendent des bateaux ».

Cette ouverture des frontières à l'immigration coïncide avec un manque de main d'œuvre. Les architectes de la nation argentine rêvaient d'une immigration européenne *du nord*, anglo-saxon, vaillante et *disciplinée* (Abou, 1981; Svampa, 2007 : 47). Pourtant les nouveaux arrivants étaient plutôt issus des régions rurales de la Méditerranée. Il n'est pas difficile de comprendre l'attraction que la Grande Argentine opérait sur ces communautés : le besoin en main d'œuvre rurale était si grand qu'au tout début du vingtième siècle, on faisait venir des Italiens pour travailler que le temps des récoltes⁵⁶.

⁵⁵ In SCHEIER-MADANES, Graciela dir., op. cit.

⁵⁶ C'est très pratique car le temps des récoltes dans l'hémisphère sud n'est pas le même qu'en Italie... Source : WINTER, 1911, *Argentina and Her People of To-Day*, L. C. Page & Company, page 65.

Son indignation [à Alberdi, devant la forte immigration méditerranéenne] est bientôt partagée par la haute bourgeoisie autochtone ou assimilée, qui se sent politiquement et économiquement menacée par les nouveaux-venus [sic]. Politiquement, parce que, à la fin du XIX^{ème} siècle, les ouvriers immigrés acclimatent tout un style de lutte sociale jusqu'ici inconnu et que, dans la deuxième décennie du XX^{ème} siècle, les fils d'immigrants s'introduisent dans la vie politique du pays. (ABOU, 1981 : 186)

On voit déjà se pointer l'échec de la construction nationale « déjà civilisée » : très peu de Français et de Britanniques émigreront. Tandis que le port ne cessera de voir arriver un peuple surtout latin, rural, pauvre et aguiché par le rêve d'espaces, de richesses et de liberté promis par l'Amérique. Leurs rêves seront rapidement crevés par la réalité socioéconomique d'un « nouveau » pays où l'ensemble des immenses⁵⁷ terres appartenait déjà à quelque 400 familles (Seoane, 2004 : 18). Il leur restera le choix d'être ouvrier dans l'industrie urbaine naissante ou *peón* pour un grand *estanciero* dans une campagne inconnue. La plupart resteront à Buenos Aires.

Ils amenèrent avec eux dans cette ville leurs dialectes et leurs idées, pour certains, de gauche voire anarchistes. En effet, ils seront les premiers à se mobiliser, à s'organiser pour faire face au patronat, à travers, par exemple, des journaux indépendants comme *La Question Sociale* qui continuera au courant du vingtième siècle (Seoane, 2004 : 22).

Les idées importées, principalement celles qui représentaient l'anarchisme, le socialisme, plus tard le communisme, ne reflétaient pas les sentiments du travailleur argentin. Elles signifiaient la négation totale de tout ce qui était national, correspondaient à une mentalité nettement internationaliste. On niait le pays, on niait la Patrie, on niait l'État, on niait le drapeau. Par ailleurs, on niait les institutions fondamentales pour la vie du pays, vitale pour le développement historique du pays. La religion était rejetée. Il s'agissait de positions apatrides.

Antonio TACCONE, dirigeant d'un des grands syndicats d'origine péroniste «Luz y Fuerza» (organisation des travailleurs de l'énergie électrique) cité in (MERCIER-VEGA, 1974 : 68.)

En somme, l'augmentation rapide du nombre de *porteños* ainsi que la venue de nouvelles cultures eurent comme conséquence d'approfondir le fossé entre la capitale et le « reste du

⁵⁷ La superficie du territoire argentin est de 2,7 millions de kilomètres carrés ce qui équivaut à la superficie de l'Italie, la Belgique, la Hollande, et le Danemark mis ensemble. D'après María SEOANE, (p. 19) (cf. citation suivante)

pays ». D'autre part, ces idées et ces cultures différentes nouvellement arrivées seront vues par les élites comme une menace envers leur *monopole* culturel. Autrement dit, les élites porteñas du début du vingtième siècle, des propriétaires terriens habitant la ville, détenaient le contrôle de la définition de la civilisation et de la barbarie. Ces innombrables immigrants seront alors catégorisés d'emblée comme étant « barbares ». Afin de se protéger contre cette « menace », le Président Roca (1898-1904) sanctionna la *Ley de Residencia* (Loi de résidence) en 1902 qui permit au gouvernement d'expulser sans jugement de la Cour n'importe quel étranger considéré comme « indésirable ». À la même page, on peut y lire que « [l']adoption de cette mesure eut à voir avec le fait que l'Argentine n'importait pas seulement des travailleurs mais aussi des idéologies que l'on retrouvait dans les premières organisations syndicales de l'époque⁵⁸. » (Seoane, 2004: 21).

Que des groupes sociaux, appartenant à la classe ouvrière pour la plupart, soient considérés « barbares » n'est pas très étonnant. Toutefois, en 1912 fut votée la loi Sáenz-Peña du nom de son instigateur (Roque Sáenz Peña, président de 1910-1912) qui amorça un élargissement de la définition de la citoyenneté par le suffrage universel (masculin) obligatoire et secret. Cette loi engendra un changement dans la culture politique étant donné que cela requiert un système de représentation. De plus, le suffrage universel engendra une demande d'inclusion politique de la part de nouveaux résidents et conséquemment, on verra surgir le problème de la définition d'une identité nationale.

Pour se doter d'une *nationalité*, une société doit d'abord s'identifier comme telle. Il s'agit alors de provoquer chez les citoyens un sentiment d'appartenance et de fierté nationale. Et, de façon implicite, prévenir que la *barbarie* n'émerge d'une société « chaotique » puisque ghettoïsée par sous-groupe partageant des identités communes en marge du reste de la société. Il fallait à l'Argentine des éléments identitaires rassembleurs.

Le problème identitaire était que la République se situait entre l'Espagne peu séduisante comme modèle (dû au passé colonialiste, inquisiteur et aux héritages des ordres

⁵⁸Traduction : «La adopción de esa medida tuvo que ver con el hecho de que la Argentina no sólo estaba importando trabajadores sino también ideologías presentes en las primeras organizaciones sindicales de la época.»

féodal et théocratique) et le Nouveau monde, nous l'avons vu, associé à la barbarie. L'Argentine *autochtone* voire même celle créole (*criollo*) avaient été des modèles indésirables, définitivement « barbare » pour les penseurs de la fin du dix-neuvième siècle. Au vingtième siècle, ainsi pris entre deux cultures fondatrices indésirables et une urgence d'identité nationale, il fallait trouver des modèles de « civilisation ». Deux types s'étaient avérés incontournables : un au Nouveau monde, celui des États-Unis et le deuxième en Europe : un amalgame entre la Grande-Bretagne pour son éthique du travail et du développement et la France pour son esthétique se concrétisant dans l'architecture et la vitalité artistique mentionnées plus haut.

Ce contexte avec en trame de fond la dichotomie civilisation / barbarie peut aider à comprendre comment des fils d'immigrés (les premiers arrivés) pouvaient en venir à craindre autant d'autres immigrants. Leur identité et leur statut étaient menacés. C'est alors que l'on dut se poser la question : *qu'est-ce qu'un Argentin? En quoi sommes-nous différents de ces nouveaux arrivants?*

En dernière instance, une large majorité des populations des pays du Nouveau monde est issue de l'immigration. Au cas contraire, les Premières Nations (ou Indigènes ou Autochtones) seraient en position de pouvoir. Or ce n'est pas le cas. Ainsi, une élite formée d'immigrants s'approprie le territoire, définit une identité *civilisée* et se proclame maître en ces lieux. Désormais, les habitants de ce territoire se voient obligés de passer dans un moule afin de correspondre à un imaginaire identitaire de ce qu'est un Argentin. Pareil comme aux États-Unis, où il y a un imaginaire fort de ce qu'est un Américain (États-unien). Et tous devront s'y conformer. Pourtant, l'Argentine comme les États-Unis sont aujourd'hui aussi des sociétés des plus intolérantes face à la différence, à *l'autre*, à un accent étranger ou à une attitude différente. Les Porteños d'aujourd'hui incluent difficilement les étrangers dans leur intimité et surtout ne comprennent guère ceux qui ont un accent.

2.4 Les écoles comme usine à Argentins

Mon père qui était libre-penseur, faisait souvent remarquer que le catéchisme avait été remplacé dans les écoles par l'histoire de l'Argentine.

Jorge Luis Borges (préface pour *Facundo*)

On arrive à un constat : il faut « argentiniser » les enfants des immigrants. Il est inacceptable que Buenos Aires soit aux prises avec l'imprévisible de l'*autre* étranger, autrement dit ces barbares doivent être civilisés. La solution au « chaos » possible engendré par l'hétérogénéité d'une population composée majoritairement par une récente immigration peu liée par le sentiment nationaliste, fut de *produire* des Argentins de toutes pièces grâce au système scolaire laïc et gratuit où on enseignait l'amour de la patrie : le drapeau présent dans chaque salle de classe, le chant de l'hymne nationale chaque matin, l'histoire (et surtout ses « héros nationaux ») considérée comme matière fondamentale (Pigna, 2004). La construction d'une nation devient aussi importante pour l'État que l'exportation de produits de l'agriculture :

C'est dans la deuxième décennie du XX^e siècle, en réponse à un afflux d'immigrants perçu comme menaçant de dissolution de l'identité nationale des Argentins qui se produit, avec l'introduction dans l'enseignement du « culte patriotique », une véritable étatisation de l'histoire. Or, cette histoire étatisée et mise au service d'une politique d'intégration de nouveaux citoyens du pays est une histoire univoque et manichéenne qui reprend tous les thèmes de la mémoire des vainqueurs pour en faire autant d'articles du credo national. (QUATTROCCHI-WOISSON, 1992 : 4)

À cela, on peut ajouter l'instauration du service militaire obligatoire qui sera associé à la liste électorale (il faut faire le service pour voter). Cette « ferveur du culte patriotique » se voit encore aujourd'hui par les multiples jours fériés en l'honneur de personnages ou d'événements qui ont fait la grandeur de la nation et, bien entendu les noms des rues et des places qui sont pratiquement les mêmes dans chaque agglomération urbaine argentine (par exemple : Belgrano, Rivadavia, Sarmiento, Lavalle, Juan B. Justo, San Martín, 9 de Julio, 25 de Mayo, Independencia ...).

Ainsi, nous avançons que le processus de démocratie moderne en Argentine n'a pas émergé de la base sociale. Selon Jan Aart Scholte (2007)⁵⁹ : « In threefold fashion democracy always relates to, and interlinks, a geographical space, a governance apparatus, and a collective identity. ». À ce moment, l'élite avait l'espace géographique et l'appareil gouvernemental. Mais elle n'avait pas l'identité collective. C'est alors que les autorités ont dû *l'inventer* et finalement, l'imposer parfois par la force lorsqu'il y avait des risques *apparents* de dérapages. Le troisième chapitre sera entièrement consacré à la démocratie et au rapport citoyen / État dans le contexte argentin. Mais avant d'analyser la démocratie, revenons à la barbarie.

En faisant état du rapport entre les nouveaux arrivants et l'État argentin du début du vingtième siècle, nous voyons que la dichotomie civilisation/barbarie était bien présente comme imaginaire structurant. Par exemple, la loi de Résidence dont nous avons parlé plus haut, témoigne du statut octroyé de facto aux immigrants: pas besoin de preuve ni *d'habeas corpus*, quiconque « considéré indésirable » peut être expulsé. Ce sont les autorités étatiques bureaucratiques qui détiennent le pouvoir de la définition de ce qui est « indésirable ». Cette législation indique que l'État perçoit ces gens comme étant des « barbares » dont il faut se méfier de leurs comportements et de leurs idées. Dans ce rapport subjectif, il se passe un effet de dialectique, ou dit autrement un effet miroir : le pouvoir se sentant « menacé » par une « barbarie » prend des moyens qui s'avèrent eux aussi « barbares ». Nous qualifions ces moyens comme étant « barbares », même si cette forme d'expulsion était et est encore une pratique assez commune dans plusieurs pays du Nord, car nous sommes d'avis qu'expulser des gens sans procès ni accusation formelle n'est pas très respectueux des droits humains compris dans les chartes de ces mêmes pays. Cela présuppose donc plusieurs classes de citoyens. De plus, cette façon de faire de la part de l'État se grave dans les imaginaires, et ce, même cet acte « barbare » ne concerne qu'une partie de la population. Ce type « d'action barbare » provoque deux types d'effets sur les citoyens qui ne sont pas concernés par ces mesures « préventives »⁶⁰ : 1) croissance de la crainte de *l'autre* visé par ces mesures ou 2) croissance de la crainte envers l'État car on le sait désormais capable de telles mesures. Ces

⁵⁹ Pas de numéro de page car l'article est à paraître par *Indiana Journal of Global Legal Studies*.

⁶⁰ Ces mesures « préventives » sont généralement prises contre des groupes ciblés : les nouveaux arrivants dans ce cas précis mais cela peut aussi bien être les activistes de gauche ou alors les « terroristes »...

deux effets possibles seront visibles dans les imaginaires; donc dans les discours des citoyens et dans leurs façons de se représenter *l'autre* (étranger) et l'État.

Ces imaginaires seront confirmés au cours du vingtième siècle par ce que nous identifions comme étant des séries de « traumatismes collectifs ». Par « traumatismes collectifs », nous voulons dire que les Argentins ont connu des régimes très autoritaires qui ne se sont pas gênés pour bafouer les droits à la base de la démocratie occidentale moderne et que cela marquera les imaginaires collectifs. Ces « marques » se percevront à travers le rapport citoyen-État et surtout à travers l'objet de cette étude, soit les assemblées de quartiers. Le point de départ de cette exploration était que «[l]a consigne identitaire de ce mouvement [soit] : «*Qu'ils s'en aillent tous, qu'il n'en reste même pas un*⁶¹.» (Bergel, 2003 : 84). Ce slogan était scandé, voire chanter, lors des marches, des manifestations et surtout lors des *cacerolazos*. Les *cacerolazos* sont ces moments où de nombreux argentins ont osé défier le couvre-feu⁶² et ont envahi les rues dans plusieurs villes du pays en frappant sur des casseroles vides pour signifier aux dirigeants : «*Nous n'avons plus à manger!*» ; «*Comment un pays, riche, fertile, agro-exportateur pouvait-il être dans telle situation?*». Ces questions revenaient souvent lors des premières assemblées. Logiquement, la réponse est à travers les mécanismes économiques, d'investissement à l'étranger, de balance des paiements, de privatisations d'entreprises nationales et... de la faute à la classe politique. Dans la compréhension de biens des gens à ce moment, les membres de la classe politique furent identifiés comme les seuls responsables de tous ces malheurs (la fermeture des banques, la disparition des épargnes des classes moyennes, la paupérisation des classes inférieures, etc.) D'une façon ou d'une autre, «ils» étaient coupables : soit parce qu'ils avaient fait erreur, donc, des incompetents ou soit qu'ils étaient « tous » corrompus. D'une façon ou d'une autre, le schème civilisation / barbarie s'applique bien ici mais il agit à l'inverse. Au lieu que ce soit, l'élite, la bourgeoisie intellectuelle à la tête de la nation-enfant; voici la nation (adulte ou adolescente?) qui se révolte : « Assez d'être victime de cette classe politique! Assez de leurs

⁶¹ Traduction libre de : La consigna definitoria de este movimiento es : «*Que se vayan todos, que no se quede ni uno solo*».

⁶² En espagnol on dit «*Estado de sitio*» mais il semble que la traduction littérale sonne faux : «état de siège»; ou alors, on pourrait traduire par «mesures d'urgences» ou «mesures de guerre» (mais il n'y a pas eu de guerre).

corruptions et de leurs erreurs! » ; « Qu'ils s'en aillent tous! Nous, nous en chargeons!⁶³»
Dehors, le non-désirable, le « barbare » qui « nous » a entraîné dans ce piètre état.

Il est certain que cette association n'aurait pas eu lieu ainsi dans tous les pays, toutes les cultures. D'où le propos de ce chapitre. D'où le propos de la troisième et dernière section de ce chapitre : il s'agit d'une tentative d'exploration du revers de l'idéal de Sarmiento : et si cette civilisation promise par une gestion rationnelle du vivre-ensemble avait donné lieu à des actes de barbarismes? La mémoire et l'identité collectives ne peuvent pas être épargnées lorsqu'une nation vit des moments où tous les droits qu'elle croyait acquis s'évanouissent. Comme son mari, son voisin, sa cousine... La section suivante traitera des «traumatismes» vécus collectivement par les Argentins, à différents moments. Comment cela peut mener à concevoir la classe politique comme barbare, et conséquemment, son voisin comme civilisé.

3. Les traumatismes collectifs

Je vois dans l'Europe⁶⁴ une barbarie attentivement ordonnée
où l'idée de la civilisation et celle de l'ordre sont chaque jour confondues.
André Malraux, *La tentation de l'Occident* (1921- 1925)

La dernière section de ce chapitre sur le contexte et les imaginaires politiques cherche à comprendre et à rendre compte des traumatismes qu'ont pu vivre les Argentins collectivement mais bien souvent retenu et vécu de façon individuelle. Au niveau économique, le vingtième siècle, qui avait commencé avec toutes les raisons de se considérer « riches » « développé », se termina mal et voire très mal pour plusieurs d'entre eux. Au niveau politique, ce même siècle avait commencé dans la démocratie et la paix sociale. Pourtant dès 1930, les régimes soit militaires soit autoritaires se sont succédé. Le péronisme fut un courant inclassable qui transforma radicalement le paysage politique et l'histoire de la nation argentine plus d'une fois. Le péronisme était encore bien présent dans les imaginaires en 2005, soit en bien ou soit en mal. La dernière dictature était encore très présente dans la

⁶³ Des assembléistes scandaient aussi cela : « *Qué se vayan todos! Nosotros nos encargamos!* »; nous, nous en occupons, nous nous en chargeons : Voir photo Annexe

⁶⁴ Cette citation peut être également appropriée pour l'Argentine, qui comme l'Amérique latine, est parfois qualifiée d'« extrême-occident » (Rouquié, 1982).

mémoire collective argentine en 2005. On venait de trouver les restes de disparues de la dernière dictature dont Léonie Duquet, une Française. Les Mères de la Place de Mai avaient invité les gens à une cérémonie dans la même église où elles auraient été torturées. L'église était immense et pleine à craquée de gens réunis dans un esprit incomparable.

Nous sommes d'avis que la forme assembléiste, avec ces valeurs tacites et immuables de l'horizontalité et de l'autogestion peuvent être comprises comme une réaction à de nombreux événements où l'État et toutes ses infrastructures ont agressé physiquement ou symboliquement le peuple argentin en faisant preuve de barbarisme. Nous verrons donc comment un État peut être barbare et nous parcourons les traumatismes collectifs les plus marquants afin d'essayer d'être le plus près possible de la culture politique argentine pour le chapitre suivant qui traitera des assemblées en soi.

3.1 Est-ce possible d'affirmer qu'un État puisse être barbare ?

Au nom de Dieu, ils ont exterminé je ne sais combien de millions d'Indiens dans les Amériques et ils ont extrait qui sait combien de millions de Noirs d'Afrique. Les Blancs furent les rois, les vampires des Indiens et les trafiquants négriers qui fondèrent l'esclavage héréditaire en Amérique et en Afrique afin que les enfants des esclaves naissent esclaves dans les mines et dans les plantations. Les Blancs furent les auteurs des indicibles actes de barbarie commis par la Civilisation [...].⁶⁵

(GALEANO, 2001 : 46)

La dichotomie fondatrice de la nation moderne argentine fut érigée sur un système de valeurs particulières aveuglé par ses propres prétentions humanistes et universelles. Comme dans toute chose il y a son contraire, les volontés civilisatrices peuvent parfois mener à d'inhumaines barbaries. L'histoire des peuples autochtones des Amériques regorge d'exemples à cet effet. L'histoire de l'Argentine en compte également quelque uns. Dans

⁶⁵ Traduction libre de : « En nombre de Dios, exterminaron a qué sé yo cuántos millones de indios en las Américas y arrancaron a quién sabe cuántos millones de negros del África. Blancos fueron los reyes, los vampiros de indios y los traficantes negreros que fundaron la esclavitud hereditaria en América y en África, para que los hijos de los esclavos nacieran esclavos en las minas y las plantaciones. Blancos fueron los autores de los incontables actos de barbarie que la Civilización cometió [...]»

cette deuxième section, nous nous posons la question : *Est-ce possible d'affirmer qu'un État puisse être barbare?* Nous répondrons en considérant seulement l'État argentin puisque notre propos est de camper cet imaginaire politique fort présent -bien que rarement formulé en ces termes précis- chez les assembléistes vus et entrevus en 2005. La réponse à cette question ne peut être que celle-ci : un État emploie des méthodes barbares au nom de la civilisation et ce, généralement pour éviter ce qu'il considère (selon son schème de valeurs et sa lecture de la situation) comme étant la barbarie.

À l'instar de nombreux pays de l'Amérique du Sud, l'Argentine a connu au vingtième siècle de nombreux coups d'État. Le mécanisme de ces coups d'État est souvent le même : des militaires entrent dans la maison présidentielle et s'emparent du pouvoir d'une façon violente (par les armes, donc, de façon *barbare*) au nom de l'ordre et du progrès (des valeurs de la *civilisation moderne*). Nous en traiterons à la section intitulée *L'armée comme acteur politique*. Ici, notre propos est de justifier que malgré l'apparente contradiction, l'État argentin a fait preuve d'irrespect de ses propres lois et de ses propres institutions dans ses relations avec ses citoyens. C'est cet irrespect de ses propres lois qui nous permette de parler de *barbarie d'État*.

Pour Maristella Svampa, la référence à la dichotomie «civilisation ou barbarie» dans les discours sert des intérêts politiques pragmatiques :

Voici comment sont configurées les trois fonctions de base de l'image «civilisation et barbarie»: en premier lieu, celle du mécanisme d'offensive politique qui cherche à discréditer l'adversaire. En deuxième lieu, on incorpore l'image au fonctionnalisme légitimé de la bourgeoisie ascendante ou, autrement dit, comme mécanisme de légitimation politique d'une classe sociale qui s'autoproclame dépositaire des valeurs de progrès et civilisation. En troisième lieu, l'image véhicule aussi le fantôme de la disjonction sociale et il en dévoile une représentation du social.⁶⁶ (SVAMPA, 2006 : 30)

⁶⁶ Traduction libre de « Se configuran así tres funciones básicas de la imagen « Civilización o Barbarie » : en primer lugar, la de mecanismo de invectiva política que busca desacreditar al adversario. En segundo lugar, la imagen se incorpora al funcionalismo legitimado de la burguesía ascendente, o, en otros términos, como mecanismo de legitimación política de una clase social que se autoproclama depositaria de los valores de Progreso y Civilización. En tercer lugar, la imagen vehiculiza también el fantasma de la desagregación social y se revela en ello como una representación de lo social. »

Ainsi, la troisième fonction va dans le même sens que ce que nous avons établi à la section précédente à savoir que la barbarie telle que circonscrite par Sarmiento et entérinée ensuite par les institutions modernes naissantes pourrait se définir par une absence de sensibilité envers les valeurs modernes. Maintenant, comment articuler ce concept avec celui de l'État pour comprendre les mécanismes imaginaires et les significations véhiculées à la fois par les discours et par les actions des assemblées de quartiers?

Nous l'avons mentionné, parler de « barbarie de l'État » peut sembler un non-sens voire une contradiction. Cette contradiction vient du fait que l'objectif recherché par les développements rationnels de la démocratie moderne éclairée libérale était de se sortir d'une *barbarie* obscurantiste, d'un rapport de pouvoir pré-moderne où l'ordre et la loi étaient émis arbitrairement selon le bon vouloir ou l'humeur du régent –qui tenait cette position en général soit par la naissance (régime aristocratique, la légitimation vient alors de Dieu) ou par la force brute. Chez les caudillos argentins, la légitimation vient de deux sources : soit par la reconnaissance volontaire par les gouvernés de la puissance du caudillo ou soit par la prise et le maintien du pouvoir en générant la terreur. La différence est mince : dans le premier cas, le caudillo n'est pas nécessairement violent, il est reconnu non pas par sa capacité oratoire ni son intelligence mais par ses capacités à contrôler la Nature. C'est ce que reproche Sarmiento aux caudillos, c'est aussi comment est décrit Rosas dans sa relation avec les gauchos :

Les caudillos jouissaient d'un énorme prestige car, en dehors de leur autorité économique et sociale, leur style de vie était le même que celui des gauchos et ils se distinguaient dans tous les travaux des champs : le rassemblement du bétail - «le rodeo» [sic] -, le dressage, la ferrade... Le dictateur portègne, Rosas, pouvait rivaliser avec n'importe quel gaucho dans tout ce qui touchait aux activités agropastorales. (LANCHA, 2003 : 94)

Celui-ci pouvait donc accomplir les mêmes tâches qu'eux (donc il démontre de la capacité d'application de cette force). En analysant les chefs charismatiques argentins, il se dégage pour notre propos deux type de légitimités. 1) Faire preuve à la fois de puissance et de proximité face aux gouvernés. L'exemple par excellence de la puissance accompagnée d'une apparence de proximité est celui de Carlos Saul Menem que nous aborderons plus loin. 2)

Être capable de générer la terreur (même si cela se trouve à être une légitimation *non légitime*). L'un ou l'autre de ces types de légitimité se retrouve chez les autorités qui ont eu le pouvoir de façon plus ou moins démocratique. Comme à chaque fois que l'armée s'est emparée du pouvoir, par exemple : le général Uriburu en 1930, Isabel de Perón (lorsqu'elle devint présidente après le décès inattendu de Domingo Perón en 1973) et la junte militaire qui gouverna de 1976 à 1983.

Cette construction de la légitimité du pouvoir en démontrant soit la capacité de générer la puissance et la proximité, soit de la terreur aura des effets sur les relations du politique envers les citoyens. Cela pourrait expliquer, par exemple, pourquoi les participants aux assemblées de quartier sont allergiques aux leaders, aux puissants et aux démonstrations de forces et conséquemment, pourquoi obtenir le consensus est favorisé par rapport au vote quand bien même que le vote règle une question beaucoup plus rapidement que le temps de discussion nécessaire afin d'arriver à un consensus :

*Nous n'avons pas de leader et nous n'avons jamais eu et cela fait maintenant quatre ans que nous existons. C'est la preuve que cette méthode est possible. C'est complexe, ce n'est pas facile, et c'est quelque chose qu'on n'est pas habitué de faire parce que dans toutes les sphères de ta vie, il y a des inégalités, il y a de la hiérarchie. Et cela, depuis qu'on est sur les bancs d'écoles, quand on travaille, quand on est enfant. C'est tout un exercice, et il faut apprendre [l'horizontalité]. Moi, au début, je ne parlais pas dans les assemblées, je ne disais rien du tout. J'écoutais et je travaillais en comité. C'est un apprentissage et c'est dur parce qu'il faut avoir beaucoup de patience, être tolérant et apprendre à écouter. Au début, nous votions et après, nous sommes passés à cette affaire de consensus.*⁶⁷ Julieta, assemblée Palermo Viejo, le 6 septembre 2005.

Entre 1930 (« *la décennie infâme* » causée par Uriburu) et 2001, les Argentins connurent de nombreuses périodes où l'État fut source de violence et d'insécurité plutôt que

⁶⁷ Notez que les citations provenant des répondants seront toutes en italique. Traduction libre de : «Nosotros no tenemos un líder y nunca lo tuvimos y hace 4 años que existimos, esa es la prueba de que como método es posible. Es complejo, no es fácil y es algo en lo que uno no está acostumbrado, porque en todos los órdenes de la vida, hay asimetrías, hay jerarquías. Desde cuando uno es alumno, cuando uno trabaja, cuando uno es hijo. Es un ejercicio y hay que aprender. Yo al principio no hablaba en las asambleas, no hablaba nada. Yo escuchaba, trabajaba en la comisión. Y es un aprendizaje y es duro porque hay que tener mucha paciencia, hay que ser tolerante, aprender a escuchar. Al principio nosotros votábamos y después de votar pasamos a esta cosa de consenso.»

source de protection et de garantie des droits et libertés associés aux idéaux modernes supposément enchâssés par cette institution :

Même si le châtement physique au gaucho, aux délinquants et aux anarchistes avait été une pratique généralisée, à partir de 1930, avec les militaires au pouvoir, la torture a été incorporée comme méthode de lutte politique et d'oppression de l'État contre les opposants de n'importe quelle origine⁶⁸. (SEOANE, 2004 : 52)

Au plan de la théorie de la science politique, la barbarie peut être vue comme les débordements possibles engendrés par l'entrée du peuple dans l'arène politique grâce au suffrage universel (Svampa, 2006: 9). Quand le peuple est «barbare », c'est qu'il ne peut être gouverné. Ainsi, à l'inverse, quand les dirigeants sont barbares cela pourrait vouloir dire qu'ils n'ont pas les compétences et les habiletés pour pouvoir gouverner. Notons un exemple historique. Lors de l'invasion des Britanniques en 1806, les autorités de la ville ont quitté les lieux avant même que la population (45 000 personnes à l'époque) ne comprenne ce qu'il se passait. Voilà un exemple d'une profonde carence éthique en ce qui concerne le devoir de responsabilité des gouvernants envers les gouvernés (Sorj, 2005).

Un gouvernement n'est généralement pas capable de gouverner lorsqu'il n'a pas la légitimité d'occuper cette position (par exemple, lorsque le pouvoir est atteint par un coup d'État), c'est alors qu'il va devenir autoritaire. Nous y reviendrons sous la section intitulée L'armée comme acteur politique. La dictature de 1976 à 1983 est un exemple facile de cette barbarie étatique puisqu'elle n'est pas loin dans le temps et qu'un processus de lutte contre l'impunité a redémarré depuis 2003, offrant donc la possibilité d'avoir davantage d'informations sur cette période. À l'instar de ce moment où l'État argentin a pris pour cible son propre peuple, l'histoire du vingtième siècle à l'échelle de la planète regorge d'exemples où un État a commis des actes de barbaries. La guerre froide fut particulièrement sanglante à l'échelle de l'Amérique Latine (entre autres : au Chili 1972-1990 ; au Brésil 1964-1985 ; en Uruguay 1973-1985). Des dirigeants militaires avaient pour mission la lutte à l'ennemi communiste intérieur. Cela laissa des morts, des disparus et de durs traumatismes pour les survivants.

⁶⁸ Traduction libre de :« Si bien el castigo físico al gaucho, a los delincuentes y a los anarquistas había sido una práctica generalizada, a partir de 1930, con los militares en el poder, la tortura se incorporó como método de lucha política y opresión del Estado contra los opositores de cualquier origen.»

D'autre part, la « barbarie d'État » ne peut être abordée sans une référence au régime nazi d'Adolf Hitler. Le projet d'extermination des Juifs était appliqué de façon calculée, rationnelle, scientifique, donc moderne mais pas très civilisé. La barbarie étaient savamment divisée en moult étapes faisant en sorte que chaque personne contribuant à ce scénario d'horreur n'avait pas de vue d'ensemble sur la chose et pouvait ainsi dormir la conscience tranquille. Hannah Arendt traite du problème de la responsabilité dans *Eichmann à Jérusalem* où Eichmann est accusé de crime contre l'humanité par un tribunal à Jérusalem :

Le tribunal ne le comprenait pas : il n'avait jamais haï les Juifs, il n'avait jamais voulu le meurtre d'êtres humains. Il était coupable parce qu'il avait obéi, et l'obéissance est considérée comme une vertu. Les dirigeants nazis avaient abusé de sa vertu. (Arendt, 1991 :1257).

Ainsi, le fait qu'il n'y ait pas de *responsable* de ces gestes violents envers des populations civiles présumées innocentes augmente le traumatisme pour les survivants. Il n'y a pas d'ennemi. Il n'y a que des ordres et des structures d'ordres.

3.2 L'ordre et le progrès

L'ordre et le progrès, valeurs modernes par excellence, serviront à justifier différents types de violations des droits démocratiques (la liberté d'expression, de publication, d'association politique...). Le vingtième siècle argentin, qui avait commencé avec tant d'espoirs de développement démocratique, libéral et progressiste s'arrêta en 1930. Ce fut le premier coup d'État (du siècle) mené par José Félix Uriburu : « L'adoption de cette mesure a eu à voir avec le fait que l'Argentine n'était pas seulement en train d'importer des travailleurs mais aussi des idéologies présentes dans les premières organisations syndicales de l'époque.⁶⁹» (Seoane, 2004: 21). Comme l'indique cette citation, la Cour suprême le légitime en le reconnaissant immédiatement comme le président celui qui prend le pouvoir pour lutter contre ces « dérives du socialisme ». Cette accusation était adressée directement au

⁶⁹ Traduction libre de « La adopción de esa medida tuvo que ver con el hecho de que la Argentina no sólo estaba importando trabajadores sino también ideologías presentes en las primeras organizaciones sindicales de la época.»

prédécesseur d'Uriburu, Hipólito Yrigoyen, qui avait basé sa campagne électorale en vue d'un second mandat sur la nationalisation des ressources pétrolifères et la laïcité. José F. Uriburu justifie son coup d'État avec son « rêve d'un nouvel ordre patriotique et d'un État fort pour sauver la patrie » (Moreno, 2005 : 25). Puisqu'il mourut suite à une intervention chirurgicale à Paris, Uriburu n'eut pas assez de temps pour tout mettre son programme en place :

L'idéologie pro-fasciste d'Uriburu ne fait pas de doute. [...] La différence avec le fascisme européen est importante. [...] Ce nationalisme est anti-plébéien, antilibéral et anticommuniste. Il est caractérisé par la haine des immigrants, des luttes ouvrières, des syndicats, de la laïcité et du socialisme. Il méprise aussi les masses populaires et glorifie l'armée. Ainsi la dictature d'Uriburu s'élève contre l'internationalisme des anarchistes et des communistes (avec l'équation : étranger = subversif), mais les investissements étrangers sont les bienvenus! (MORENO, 2005 : 27)

Nous voilà devant une idée paternaliste de la civilisation en dehors du peuple, de se réserver le pouvoir, donc les droits et responsabilités qui lui sont inhérents à une *élite*. « *Les masses ne peuvent se diriger elles-mêmes!* ». Ainsi, le général Uriburu fut le premier en son genre pour la République argentine. Ce qui devait être une exception dans la démocratie, -soit que l'armée entre au pouvoir afin de remettre le pays en ordre et ensuite retourne aux casernes- deviendra au cours du vingtième siècle une pratique presque normale. Quelles conséquences de tels actes politiques peuvent-ils engendrer sur la culture démocratique et les imaginaires politiques?

3.3 L'armée comme acteur politique

La terreur est chez nous une invention gouvernementale pour étouffer toute conscience, tout esprit civique, et pour forcer enfin les hommes à reconnaître comme tête pensante le pied posé sur leur gorge.

Sarmiento, *Facundo* (2^e partie chap. VII)

Le scénario est classique : parfois lorsqu'un gouvernement au pouvoir ne jouit pas de légitimité ou que ses politiques vont à l'encontre des intérêts de certains groupes. Si ces

derniers sont assez puissants, ils choisissent parfois de générer un désordre social et économique. Il ne suffit que ce chaos pour que quelques militaires se sentant investis du devoir de faire régner l'ordre, ne posent leurs bottes sur les parquets de la maison présidentielle. Ce jeu d'action / réaction explique pourquoi assez souvent dans l'histoire, les populations se réjouissent de l'arrivée des militaires... et qu'en général cette joie collective ne dure pas longtemps.

Au plan normatif, il est indéniablement *inquiétant* de voir l'armée s'approprier des institutions démocratiques car celles-ci ont pour tâche de protéger et défendre l'intégrité de la nation et qu'elles sont censées servir les citoyens (présents au sein des institutions politiques via la représentation) et non pas l'inverse. Dans un paradigme de la *barbarie*, on se soumet devant la force brute, devant plus fort que soi. L'armée en tant qu'institution transporte ce paradigme doublé d'une obéissance aveugle à son supérieur. Ainsi, l'essence d'un coup d'État militaire pourrait se définir par la prise de conscience de la part des militaires de leur fonction dans la définition weberienne de l'État « *qui détient le monopole de la violence légitime* », et où -et voilà ce qui est *inquiétant*- à l'intérieur de ce paradigme, l'adjectif *légitime* est superflu. L'armée (et la police) détiennent d'une part les armes et d'autre part, des prétendus objectifs « d'ordre ». Afin d'arriver à ces fins, les militaires ont tendance à appliquer sur la nation leurs schèmes manichéens « avec nous ou contre nous ».

Ainsi, l'histoire de la nation argentine semble démontrer qu'à chaque fois qu'il eut une prise de pouvoir au nom de la civilisation, ce régime même se trouva à poser des gestes *barbares*.

Nous explorerons dans cette dernière partie de ce deuxième chapitre deux formes de gouvernances soit celle de la dictature de 1976 à 1983 appelée «*el proceso militar*» (ce nom vient du fait qu'il eut plusieurs militaires qui se sont retrouvés à la tête de l'État à l'intérieur de cette période) et ensuite, les péronismes.

3.4 La dictature 1976-1983

Nous avons pu voir jusqu'à maintenant que l'Argentine de 1976 n'en était pas à sa première dictature. Cette fois-ci, la répression fut différente par la forme et le fond. C'est-à-dire que la forme de répression qui fut déployée alors atteint des dimensions dignes d'un roman d'anticipation. La violence s'exerçait de manière aléatoire et individuelle. Ce n'étaient plus seulement des groupes anarchistes, communistes ou syndicalistes qui se faisaient massacrer *ensemble*, par exemple, pendant une manifestation ou une grève (comme cela était arrivé sous Uriburu, entre autres). Il s'agissait bien d'individus, dont des étudiants, qui disparaissaient un à un sans que les proches ne puissent faire de liens clairs entre les activités de la personne disparue et la raison de la « punition ». Pour les proches de ces disparus, le premier obstacle auquel ils devaient faire face était la confusion et le silence. Car aucun représentant des autorités (policiers, fonctionnaires de tous grades) ne pouvait répondre à leurs questions; et ce, du policier de quartier jusqu'au Président en passant par les hauts fonctionnaires. Ils laissaient tous croire que la personne était « partie ailleurs » par elle-même. Par exemple, des officiers répondaient à des femmes que leur mari les avaient simplement laissées pour une autre. Même le président déclarera ceci :

La réponse du Président [Videla] ne mérite aucun commentaire : « Comment vos enfants pourraient-ils être détenus sans que j'en sache rien? Que disent les ordres d'habeas corpus? Ils disent que ces gens ne sont pas en détention. Bien, par conséquent, ils ne sont pas en détention. Beaucoup de ces jeunes gens ont été mêlés à des actes de subversion et ont quitté le pays. Les jeunes femmes qui quittent le pays partent se prostituer au Mexique, et vos fils ont dû filer avec une fille...» (SARNER, 2000: 58)

Ce qui est intéressant de cette citation est que l'on voit clairement la tactique des dirigeants: d'abord nier toute forme de détention, ensuite ridiculiser la disparition en accusant le ou la disparu(e) de crime moral et enfin faire quand même comprendre au plaignant qu'il /elle ne reverra plus cette personne (le Mexique, la maîtresse, ce sont là des causes de disparitions généralement irrévocables).

Ce caractère caché et clandestin des opérations compte pour beaucoup dans l'analyse de cette période. Ensuite, le fond est encore plus «grave» car il s'agissait d'un viol de tous les droits acquis par les révolutions démocratiques.

Les années 1976 à 1983 sont fortement imprégnées dans l'imaginaire des assembléistes dû à cette « brutalité » et à son caractère surréaliste mais aussi, évidemment, car c'est la plus proche dans le temps et que la majorité des personnes encore actives en 2005 dans les assemblées de quartier étaient nées avant 1976. Sans compter que parmi l'ensemble des gens rencontrés, assembléistes ou non, rares sont ceux qui n'ont pas un membre de leur famille élargie qui ne fut pas au moins appréhendé par les autorités pendant le *proceso*.

Les enlèvements par les militaires pour « interroger » des présumés opposants au régime provoqueront un repli sur soi. Des Argentins se confiaient en 2005 en nous disant que pendant la dictature, ils pouvaient très bien fréquenter des amis dont le frère ou le cousin avait été enlevé mais sans jamais s'en douter tant que les familles de disparus, au début, gardaient ce drame secret. « Ces choses-là ne se discutaient pas. » disait un répondant. La honte, le mystère, l'incertitude et l'incapacité de savoir le motif de l'enlèvement contribuaient à faire régner une loi du silence opaque. Cette peur se traduisit socialement par la méfiance de l'autre, du voisin, de notre égal mais aussi de la personne en position d'autorité.

Questionner qui que soit en position d'autorité était un crime. Par exemple : une répondante en 2005 racontait que le mari de sa voisine avait ainsi disparu. Elle avait alors remué ciel et terre pour le retrouver sachant qu'il n'avait pas de maîtresse et déterminée à le retrouver. La répondante conclut : « *Elle l'a probablement retrouvé parce qu'elle aussi disparut.* ».

Tout était contrôlé d'une façon obsessionnelle paranoïaque. Moutlt livres étaient mis à l'index ainsi que des chansons, des musiques, en fait, toute forme de création artistique risquant de donner le goût aux Argentins de commettre des « actes subversifs » (même le livre *Le petit prince* de Saint-Exupéry sera mis à l'index⁷⁰). Parmi les conséquences profondes de cette période sur la société argentine, on compte d'abord, la désintégration de la participation politique (déjà tenue par les polarisations autour du retour de Perón et de son décès) et ensuite l'effritement des liens sociaux et de la solidarité en général.

⁷⁰ Source : les répondants.

Le caractère anonyme des opérations présentait en outre l'avantage d'accentuer la terreur parmi la population. Elle encourageait les règlements de comptes personnels et cassait la société. Elle faisait enfin plier le peuple argentin dans son ensemble devant les « nécessités » d'une « juste guerre » lancée par des hommes autoproclamés « purificateurs de l'Argentine ». (SARNER , 2000 :44)

Cette période marquera les imaginaires de quatre façons. D'abord les personnes comprennent qu'elles ne peuvent plus agir en tant que *citoyens* exerçant leurs droits démocratiques (de questionner les autorités, de se rassembler, etc.). Ensuite, elles vont perdre confiance en l'appareil étatique et bureaucratique, donc en la gouvernance en soi. De plus, entrer par la force dans une demeure pour y enlever les résidents ne peut pas être considéré comme autre chose qu'une *barbarie*. Être témoin de près ou de loin de cet événement est certes traumatisant. Ce type d'action se voit dans les guerres, dans les invasions par un peuple cherchant à soumettre (ou juste piller) un autre peuple. Déjà, ce comportement n'est pas très *civilisé*. Cette expérience est d'autant plus marquante puisqu'elle est perpétuée par un ennemi « invisible », intérieur et, par surcroît, défendu par l'appareil étatique (supposé *protéger ses citoyens*).

La dictature militaire de 1976-1983 a donc créé de graves répercussions dans la société argentine. Cela se calcule aujourd'hui par la vigueur démontrée par l'ensemble de la société à ce que ce genre de régime ne se reproduise plus (par exemple : la commission *Nunca más*⁷¹). Nous sommes également d'avis que cette volonté d'empêcher un autre épisode semblable à se perpétuer aurait engendrer la réalisation des fortes mobilisations de décembre 2001 et janvier 2002. Sans compter que, d'après la majorité des répondants, un des éléments déclencheurs du soulèvement populaire le 19 décembre, fut d'avoir vu à la télévision un policier à cheval frapper une des Mères de la Place de Mai. Le symbole était trop fort. Elles incarnent la résistance forte, patiente et pacifique. Les Mères de la Place de Mai sont un symbole fort car elles ont été les premières à se regrouper publiquement (sur la Place de Mai en face de la *Casa Rosada*, la maison présidentielle) pour rendre public la disparition de leurs

⁷¹ Cette commission d'enquête mise de l'avant par Nestor Kirchner (président de 2003- 2007) cherche à faire la lumière sur ce qui s'est passé pendant ces années de dictatures surtout par rapport aux sévices perpétrés contre des gens sans procès, sans qu'ils ne sachent de quoi on les accusait. Mais aussi cette commission a un objectif sociétal nécessaire, soit celui de ne pas laisser impunis ces actes et ces protagonistes.

enfants. Leur statut de mère leur a permis d'une part, d'avoir le courage d'affronter un système bureaucratique érigeant la routinisation de la violence ainsi que le discours d'irresponsabilité et d'ignorance comme double rhétorique; et d'autre part, ce statut leur permis d'avoir immédiatement la sympathie du reste de la population. Grâce à leurs actions et à leur persévérance, les crimes commis par les autorités ont pu être révélés au grand jour. Car n'oublions pas que c'est le caractère clandestin, caché et secret de ces opérations qui leur conféraient leur puissance qui écrasait toute volonté de soulèvement.

Ainsi, ces sont les répercussions et le désir de passer outre qui auraient donné l'impulsion nécessaire à la création de plusieurs formes de contestation politico-sociale dont font partie les assemblées de quartier. Plus précisément, les assemblées seraient la réaction individuelle « citoyenne » face à la frustration et à la répression de droits fondamentaux non seulement pendant les périodes de régimes autoritaires, mais qui persisteraient encore aujourd'hui à travers les imaginaires. En effet, le traumatisme collectif créé par le *proceso militar* a laissé une trace dans les imaginaires concernant toute relation citoyen-État. Ce fait indique à quel point les liens sociaux ont été affectés par cette dictature. Encore une fois, des répondants en 2005 disaient : « *Ils* ont pris les meilleurs. Les leaders, les plus intelligents, les plus critiques, etc., ont soit été enlevés ou ont soit quitté le pays. »

De plus, la transition démocratique à partir de 1983 ne s'est pas faite facilement. Comme nous l'avons mentionné dans l'introduction du présent chapitre, la conjoncture économique de la décennie 1980 s'avéra difficile pour les Argentins. Ils avaient l'impression d'avoir été trahis par les promesses de « lendemains qui chantent » grâce à la démocratie et supposément la restauration des droits civiques.

De plus, les régimes politiques de cette décennie, celui de Carlos Saul Menem (péroniste) et même, jusqu'à un certain point, celui de Raul Alfonsín (du parti Unión Cívica Radical) ont su utiliser ces demandes de la société civile comme promesses électorales pour se faire élire sans toutefois améliorer le sort des Argentins, au contraire. La section suivante, la dernière de ce chapitre, traitera du et *des* péronismes et entre autres de ces « promesses déçues ».

3.5 Les nombreux péronismes

Si l'Argentine du dix-neuvième siècle fut déchirée entre les rosistes et les anti-rosistes, les unitaires et les fédéraux, le vingtième siècle fut celui des péronistes et des anti-péronistes. Le péronisme n'est pas facile à appréhender. Il faut d'emblée tenter de répondre aux questions : est-ce du populisme, est-ce du fascisme, est-ce une dictature, est-ce une sociale-démocratie? Pour tenter d'y répondre, il est pertinent de se demander d'abord si le péronisme est bien une idéologie, car à travers ce siècle, l'on brandira ce nom pour justifier des causes très distinctes⁷². C'est le terme « doctrine » qui sera le plus utilisé par Domingo Perón pendant sa première présidence. Lorsque l'on sait que « doctrine » vient du mot latin *doctrina* qui veut dire « enseigner », on ne s'étonne pas du choix de ce terme. Le péronisme, en général, faisait preuve d'un rapport paternaliste envers l'électorat (ce que ne supportaient pas, d'ailleurs, les classes supérieures socio-économiquement). Quant au mot idéologie, on réfère à un système de pensée qui façonne le regard que l'on porte sur le monde et conséquemment les actions envers ce monde :

Une idéologie est un système (possédant sa logique et sa rigueur propres) de représentations (images, mythes, idées ou concepts selon les cas) doué d'une existence et d'un rôle historique au sein d'une société donnée. Sans entrer dans le problème des rapports d'une science à son passé (idéologique), disons que l'idéologie comme système de représentation se distingue de la science en ce que la fonction pratico-sociale l'emporte en elle sur la fonction théorique (ou fonction de la connaissance). ALTHUSSER, *Pour Marx*⁷³

À la lumière de cette définition, nous pouvons affirmer que le péronisme est bel et bien une idéologie car il a en effet une existence et surtout un rôle historique. Il s'agit donc d'une idéologie qui prétend *enseigner au peuple une voie* vers un futur meilleur grâce à la vision *lucide et juste* du chef. Ainsi, parmi toutes les catégories sous lesquelles il est possible de placer les péronismes, on peut certes souligner celle de leader charismatique. Perón lui-même, Evita, Menem, autant que des gens travaillant à différents niveaux pour le parti

⁷² Il est intéressant de noter que depuis 2005, le parti Justicialista (le nom officiel du parti péroniste) a connu une scission et que le parti de Nestor Kirchner (président de 2003 à 2007) ainsi que l'actuelle présidente, Cristina Kirchner, se nomme *Frente para la Victoria* mais s'affirmant « péronistes ».

⁷³ 1998, *Dictionnaire de la Sociologie*, Albin Michel, article « Idéologie », p.403

péroniste (les « brokers » et les « boss » oeuvrant dans les réseaux clientélistes décrits par Javier Auyero, 2001) sont des personnes douées de charisme.

Le facteur « charisme » est très important pour être chef de ce parti (c'est de Menem dont il est question ici) :

«As one observer has noted, «For the first time since the death of Perón, the movement had become united upon gaining a leader who, although confirmed by the procedures of party democracy, created around himself an aura», something that contributed to explaining why his control over the party was all the more effective.» (PALERMO, 1998 : 146)

Nous avons mentionné au paragraphe précédent qu'à travers le vingtième siècle «le péronisme» vivra de telles bifurcations dans son orientation qu'il est pertinent de présenter ce phénomène comme un mouvement (position défendue par Vicente Palermo, 1998). Nous préférons le présenter comme étant multiple⁷⁴, ce terme permet de considérer ses changements de formes. Pour y voir un peu plus clair, les paragraphes suivants exposeront une brève catégorisation du péronisme en mettant l'emphase seulement sur ce qui a spécialement marqué les imaginaires politiques. Notre propos étant de survoler ce que nous identifions comme étant des «traumatismes collectifs» dans le rapport citoyen / État. Ainsi, nous ne disserterons pas davantage sur l'homme et le chef qu'était Domingo Perón. Nous allons donc voir quelles figures représentaient *les* péronismes et quelles furent leurs empreintes dans les imaginaires politiques argentins.

Le premier péronisme (de 1946 à 1951) est celui d'un simulacre de dialogue avec la multitude de gens assemblés à la Plaza de Mayo. C'est celui où les classes ouvrières ont cru et suivi un leader qui leur apparaissait comme un *sauveur* :

« The resources are there to fund spectacular social programmes, the myth that the populist leader can indeed, perform miracles, is perpetuated. Thus Peronism represents the quintessentially populist regime: pursuing populist economic policies, led by a charismatic populist leader for whom institutions were but an obstacle between himself, the embodiment of "the people's" will, and the people themselves.» (SZUSTERMAN, 2000 : 197)

⁷⁴ D'ailleurs, nombreux sont les auteurs qui procèdent à la même division : Gèze et Labrousse, Levitsky...

Effectivement, les conditions de vie de ces groupes avaient changé. Ce péronisme reste toutefois marqué comme un «traumatisme collectif» dans les imaginaires parce qu'après avoir suscité autant d'espoirs, Perón a dégringolé (lors du deuxième péronisme, de 1951 à 1955) du statut de héros de la nation à un paria banni dont il fait taire dans l'oubli jusqu'au nom. Il apporta dans sa chute les espoirs parfois véhéments qu'il avait éveillés... Et ce, pour les reprendre lors de son retour d'exil, au «troisième péronisme» (1973 à 1974).

Ce troisième péronisme fut très bref car Perón décéda quelque dix mois après avoir gagné les élections⁷⁵. Pourtant, cette courte période est probablement celle qui a le plus marqué les imaginaires en terme de déception (plus tard dans l'histoire, ce sera au tour de Menem de décevoir les Argentins). Lorsque Héctor Cámpora, à la tête du parti péroniste appelé à cette époque le Frejuli (le Front justicialiste de libération) gagne, les nombreux opposants au régime militaire en place⁷⁶ prennent cette victoire électorale pour *leur* victoire, celle qui aura coûté de nombreux sacrifices et de dures luttes contre leur « oppresseur ». Toutefois, le 20 juin 1973 les tirera de cette euphorie victorieuse lorsque des militants de la gauche péroniste réunis à l'aéroport Ezeiza⁷⁷ se font soudainement tirer dessus par « des tireurs embusqués et fortement armés » (Moreno, 2005 : 110). Le nombre de victime change selon les auteurs : Gèze et Labrousse parlent de « au moins 50 morts et (...) plus de 200 blessés » (Gèze, 1975 : 190), Hugo Moreno dit s'appuyer sur la recherche la plus documentée et avance : « au moins treize morts ont été identifiés et [...] plus de 300 blessés » (Moreno, 2005 : 110). Charles Lancha (2003 : 243) constate qu'on ne le sait pas : « [...] la mort de dizaines, voire de centaines de Montoneros -le nombre de personnes abattues n'a jamais été connu avec exactitude- victimes des mercenaires de la CGT. » Tandis que María Seoane parle de « plus de 100 morts » (2004 :126). Cette dernière inclut dans le nombre de victimes ceux qui ont été déçus et trahis par ce geste. Voici comment elle résume l'événement :

⁷⁵ Le parti justicialista fut redevenu légal pour les élections de 1973 mais il n'était par permis à Perón de se présenter. Héctor José Cámpora fut élu président pour le parti péroniste. Il permit le retour de Perón, démissionna après un mois et demi, provoquant ainsi de nouvelles élections où Perón se présenta et gagna.

⁷⁶ Le régime militaire du Général Alejandro Augustin Lanusse, au pouvoir de 1971 à 1973.

⁷⁷ L'aéroport international de Buenos Aires.

Celui d'Ezeiza fut un spectacle dantesque, avec des tueurs tirant la foule depuis les sièges de l'acte, plus de cent morts, des centaines de militants politiques torturés et des millions de personnes de toutes les âges et toutes les conditions en fuyant désespérées, terrifiées et indignées.⁷⁸ (SEOANE, 2004: 126)

Ces activistes -ainsi que la population en général- ne sont non seulement déçus mais ils se sentent trahis et abandonnés. Perón, de son exil, avait organisé que Cámpora s'appuie sur l'opposition du régime militaire... encore une fois pour apparaître comme «un sauveur» (Lancha, 2003 : 242). Plus personne ne désirait le régime de Lanusse (à part les personnes proches de ses intérêts). Ainsi, Cámpora gagne l'élection et lorsque Perón revient, tout a basculé radicalement. À tel point que la Jeunesse péroniste élabore une explication de « l'encercllement » où Perón serait maintenu dans l'ignorance de ce qui se passe vraiment, tenu à l'écart de la « réalité⁷⁹ »... Cette narration explicative indique à quel point ce revirement de position est vécu comme un traumatisme. Ils ne peuvent admettre que Perón ne pense qu'à son intérêt particulier.

Malgré le « massacre d'Ezeiza », Perón gagnent les élections de septembre 1973 avec 62% des voix en sa faveur (avec 17 % d'abstention -dans un pays où le vote est obligatoire). Graduellement, l'aile droite du parti péroniste conduit une véritable guerre contre les militants de la gauche (péroniste) :

Le 1^{er} mai 1974, à l'occasion du rassemblement de masse traditionnel, face à la Casa Rosada, Perón condamne publiquement et durement les Montoneros, qualifiés «d'imberbes, d'imbéciles, de taupes». La rupture est consommée. Les Montoneros, pourchassés de toutes parts, se réfugient dans la clandestinité. (LANCHA, 2003: 243)

Ainsi, le troisième péronisme commence par un (voire plusieurs petits qui s'amalgament pour en faire un seul gros) *traumatisme*. C'est une marque au fer rouge car les gens présents attendaient avec beaucoup d'espoir et de confiance le retour du chef. Il est ici pertinent de se poser la question suivante : étant donné le choc causé par une preuve de *barbarisme* (le

⁷⁸ Traduction libre de « El de Ezeiza fue un espectáculo dantesco, con matones disparando a la multitud desde los palcos del acto, más de cien muertos, cientos de militantes políticos torturados y millones de personas de todas edad y condición desbandándose desesperadas, aterrorizadas e indignadas.»

⁷⁹ Lors du premier péronisme, Perón disait souvent pour justifier ses positions que : «l'unique vérité est la réalité» («*la unica verdad es la realidad*»).

massacre de Eizeza) de la part de représentant de l'État; comment expliquer que le peuple argentin ait aussi espéré et attendu d'autres chefs charismatiques? Visiblement, on ne peut répondre à cette question sans puiser dans une analyse du phénomène socio-politique qu'est le péronisme.

Ainsi, le premier péronisme commence, dans la narration historique, à un moment d'effervescence populaire (dans le sens « du peuple »). Dans les écrits, il semble avoir un consensus à savoir que ce qui a propulsé Perón au pouvoir est « la *lucidité* de son regard sur la situation socio-économique » de son pays et d'avoir su incorporer les groupes sociaux laissés pour compte par l'oligarchie *terrateniente* :

Ce qui l'impressionna le plus lors de sa visite au département de statistiques, information et presse, sous ma direction [dixit José de Figuerola], ce furent les diagrammes illustrant le déficit alimentaire des familles ouvrières... La sous-consommation, ou la consommation en dessous du minimum était un cancer qui minait l'existence de centaines de milliers d'êtres, qui eux assuraient la richesse de quelques uns. José de Figuerola lors d'un témoignage enregistré en 1966. (MERCIER VEGA, 1974: 30).

Ainsi, d'une part une lucidité et d'autre part une « grande capacité à rassembler les gens ». Ensuite, une mise en oeuvre d'un processus d'institutionnalisation. On dit que Perón créa un parti pour s'en servir comme d'un bouclier contre ceux qui n'allaient pas dans le sens de sa doctrine. Derrière la bureaucratie formelle et le respect des procédures de la démocratie républicaine, Perón savait placer son jeu, ses propres stratégies et ses propres règles.

De plus, il avait soit beaucoup de flair (conséquence de sa lucidité...) ou beaucoup de chance... Par exemple, lorsque les *descamisados* ont été mobilisés pour sortir Perón d'un quasi-état d'arrestation, ce fut le moment où il leur demanda un appui électoral. Indéniablement, Perón pouvait compter sur la légitimité de l'appui populaire pour continuer son « œuvre »: la construction d'un régime qui se veut éclairé et pour le mieux-être des petites gens... Toutefois, on ne peut nier certains traits communs avec d'autres régimes qualifiés de totalitaires. Comme, par exemple : le fait qu'il soit lui-même impliqué à plusieurs niveaux, et que, plus tard, il mette des membres de sa famille à des postes clés (Eva, sa deuxième épouse et son frère). Cette ressemblance au totalitarisme était reliée au fait qu'il redéfinissait un ensemble de principes communément admis (par exemple, l'ordre social très

hermétique et les maigres conditions de travail pour les classes ouvrières urbaine et rurale) et que pour lui, le pouvoir était synonyme de contrôle.

Dans les discours pro-péronistes, on le défend ainsi : Perón incarne la figure du « bon père de famille » qui peut être parfois dur mais « il le fait pour le bien de ses enfants »... Et la preuve, le salaire moyen des ouvriers augmenta effectivement sous le premier péronisme :

Le salaire réel des ouvriers de l'industrie augmenta de 50% entre 1945 et 1948, celui des fonctionnaires de 30%, la consommation de la population de 20%. Un des premiers actes du nouveau président [Perón] fut de transformer les décrets pris alors qu'il était secrétaire au Travail en lois nationales votées par le Congrès : journée de huit heures, semaine de quarante-huit heures, congés payés, indemnité de licenciement, treizième mois, etc. 34% des investissements de l'État furent de caractère social. (GÈZE, 1975: 60)

Toutefois, le contrôle était important pour Perón. Sous sa présidence, on assiste également à la mise en place d'un service de contre-espionnage contre toute forme d'association et de syndicat autre que ceux qui sont liés au parti. Dès 1945, le parti surveille les journalistes, les politiciens et les fonctionnaires. La police intervient durement lors de grèves ou de manifestations. (Béarn, 1975) On sait le sort que le parti *justicialista* réserva pour Borges⁸⁰... Mis à part ces faits, l'ensemble des droits des citoyens ne furent pas atteints par cette volonté de contrôle et ce même sous le « deuxième péronisme », de 1951 à 1955.

Toutefois, là où la volonté de tout contrôler est flagrante c'est par le rapport contradictoire qu'il entretient avec les ouvriers. À la fois, il favorise ce groupe, à la fois il ne reconnaît qu'un seul syndicat, celui du parti péroniste. Alors que ce monopole syndical est contraire aux principes élémentaires des luttes des travailleurs.

Des facteurs historico-économiques expliquent le fort succès du premier péronisme (Borello, 1991). Dès les débuts de Perón au pouvoir, l'Europe, le plus grand partenaire économique de l'Argentine, est en guerre. Nous en avons traité un peu précédemment, l'Argentine entretenait des relations économiques de l'ordre de pourvoyeur de matières

⁸⁰ Il fut démis de ses fonctions de bibliothécaire pour devoir occuper le poste d'inspecteur de la volaille et des lapins dans les marchés publics. Voir QUILLOT, 1991, *Borges et l'étrangeté du monde*, Presses Universitaires de Strasbourg, p. 28

premières tandis que des pays comme la Grande-Bretagne, fournissaient les produits transformés. Or, étant contraints de mobiliser leurs industries pour l'effort de guerre, les pays européens ne pouvaient plus acheminer les biens industrialisés vers l'Amérique du Sud. Cela donna une grande chance à l'industrie nationale de se développer. De plus, l'Argentine continuait de fournir du blé et des produits de l'élevage bovin à l'Europe, aux Alliés comme à l'Axe⁸¹. Ainsi, l'Argentine avait une balance commerciale excédentaire et une industrie nationale florissante. Ce contexte favorisa l'implantation de la « doctrine péroniste » d'abord parce que les coffres pouvaient supporter les importantes dépenses engendrées par ce type de gouvernance, qui, selon Juan Carlos Torres, s'avérait être « un modèle *d'utilisation* de la richesse plutôt que de *distribution* de la richesse » (Gèze, 1975 : 63 ; Borello, 1991 : 28). La situation économique pré-Perón est certes complexe et voici un aperçu :

« The world crisis of the 1930s depressed the prices of pampean goods. Subsequently the peronist government (1946-55) offered a foretaste of the problems which would explode later. First (1946-50) the state appropriated a substantial part of the proceeds of pampean exports, kept internal foodstuff prices depressed, and thus increased the income of the popular sector and provoked an expanding demand for other goods, especially industrial ones. But this was to generate a balance-of-payments squeeze, due to the «discouragement» effect of low prices on pampa production and to increasing internal consumption of exportable foodstuff. Subsequently (1952-55) agricultural prices improved, whereupon – because of the operation of the inverse joint effect – the balance-of-payments situation improved. But this in turn generated political troubles, due to the regressive redistribution of income it entailed and to the reduction of the domestic demand on which the urban bourgeoisie depended. » (O'DONNELL, 1999 : 8)

Ainsi, le premier péronisme ne «termine» pas vraiment, il mute, se transforme ce qui donne lieu à une deuxième étape selon des analystes politiques et sociologiques. Cette deuxième étape en fait est le début d'une forme de désillusion du peuple envers le chef ; donc un doute. Toutefois, le bannissement du péronisme sous toutes ses formes (par exemple, ces gens qui cachaient des effigies d'Evita qu'elles « vénéraient ») et le long exil de Perón a été vécu par la population (qui, faut-il le rappeler, avait connu de beaux jours du point de vue de l'économie sous le péronisme) comme un *barbarisme* de la part des autres dirigeants

⁸¹ Grâce au fait que la présidence péroniste attendit jusque presque à la fin de la guerre avant de prendre parti. Cette neutralité aida beaucoup leur commerce international.

politiques. A fortiori, les régimes qui suivront seront des régimes militaires, assez autoritaires. Conséquemment, on assiste à l'émergence d'un péronisme reconstruit par les imaginaires où Perón est un agent civilisateur (dans le sens sur lequel nous nous sommes arrêtés, soit d'un émancipateur cheminant vers le progrès). Or, il revient et juste avant qu'il ne quitte pour toujours, il pose des gestes (et surtout fait des discours) ne cadrant pas à ce qui était décrit par cet imaginaire péroniste. Pourtant, il meurt apportant ainsi les possibilités de détruire complètement cette construction narrative. Il reste sa troisième épouse, Isabelita de Perón⁸², étant vice-présidente, elle devient présidente par intérim.

Donc, la représentation étatique du péronisme est réduite (dans le sens « il ne reste que ») à une femme, qui se traduit dans les imaginaires par « une petite chose fragile » (en politique). C'est ainsi qu'il est possible d'expliquer pourquoi Rega est toujours présenté comme le *sorcier*⁸³, le conseiller maléfique à la langue empoisonnée, celui qui est l'élément barbarisant. Car la narration de l'histoire argentine présente toujours cette époque ainsi : Isabelita est au pouvoir, les temps sont durs, l'économie va mal et l'opposition est très forte. La paranoïa s'empare ainsi de la présidence et, sous les conseils de José López Rega, elle aurait pris de « mauvaises décisions » ou encore : « elle gouverne sous l'emprise de López Rega et applique une politique réactionnaire répressive. » (Lancha, 2003 : 243)

Au niveau des traumatismes, cet épisode pèse donc lourd car c'est le début de la terreur du *proceso militar* (1976-1983), qui, tel qu'on a vu dans la section précédente, prendra des proportions dignes d'un roman d'anticipation. Car les militaires n'ont eu qu'à utiliser les infrastructures d'une police secrète déjà mise en place par Isabel de Perón. Par exemple :

⁸² De son vrai nom María Estela Martínez était surnommée « Isabelita ». Des observateurs ne peuvent s'empêcher de trouver des similarités entre elle et Evita : d'abord, Evita était actrice et Isabel était danseuse, ensuite elles ont un petit surnom « près du peuple ». Les deux femmes travaillèrent étroitement avec Perón. Isabel fut la vice-présidente de Perón, alors que « la foule voulait » que Evita le devienne. C'est peut-être aussi à cause de ces ressemblances que le titre de la biographie de Isabel s'intitule *La razón de su vida* pastichant ainsi le récit autobiographique de Evita intitulé *La razón de mi vida*.

⁸³ Littéralement, on le surnomme dans les narrations historiques comme *el brujo*, le sorcier en français.

On assiste au cours de l'année 1975, à une détérioration brutale de la situation en Argentine, sur les plans économique, politique et institutionnel. Face aux retombées de la crise économique mondiale, qui aggravent la crise structurelle permanente que connaît le pays depuis des décennies, la bourgeoisie argentine semble être dans une impasse. La seule fonction qu'exerce encore de façon cohérente le gouvernement d'Isabel Perón et de López Rega, c'est la répression. Celle-ci s'exerce désormais de la façon la plus violente et la plus systématique contre l'ensemble des forces populaires. Les escadrons de la mort de la police fédérale (AAA) peuvent désormais agir sans aucune entrave. Tous les jours on découvre de nouveaux cadavres criblés de balles, brûlés, mutilés, voire dynamités : dans la seule semaine du 14 au 20 mars, on en a dénombré pas moins de 32! Ce sont plus souvent des militants de la Jeunesse péroniste, de l'ERP ou d'autres organisations de gauche, des militants syndicaux, des avocats. (GÈZE, 1975 : 260)

Le qualificatif « barbare » trouve un sens clair dans cette citation.

3.6 La puissance de donner à croire

« Unhappy is the land that needs heroes. »

Bertolt Brecht, *Galileo Galilei*⁸⁴

Nous avons mentionné dans la section sur l'identité nationale argentine que l'imaginaire entretenu par les Argentins était celui de la « grande nation en devenir ». Dans cet imaginaire, il y a aussi un héros (ou un sauveur) qui mènera le peuple vers ce grand destin⁸⁵. C'est là le point faible de l'électorat et c'est exactement là qu'a visé le parti péroniste sous toutes ses formes même et surtout lorsqu'il n'était qu'un mouvement. C'est en tant que « héros des *descamisdos* » que Domingo Perón a été porté au pouvoir et c'est aussi en tant que « sauveur de l'économie argentine » que Menem a été élu deux fois.

Felipe Pigna soulève l'idée de l'importance de la figure du héros et comment les « traumatismes » collectifs ont transformé cette figure : « Tout l'intérêt a dû tomber, et tous les paradigmes, les exemples, les héros sont sortis pour se battre à nouveau contre tant d'antihéros qui avaient pensé être « l'espoir de tout le peuple » à des envolées misérables des

⁸⁴ Citation tirée de l'ouvrage Rodriguez, 2006, *Civilizing Argentina : Science, Medicine, and the Modern State*, University of North Carolina Press

⁸⁵ Notez qu'il s'agit là d'un imaginaire typiquement judéo-chrétien.

*escraches*⁸⁶ populaires.»⁸⁷ (2005 : 15-16). C'est cet « espoir de tout un peuple » réduit en poussière, en un mouvement de paupérisation. Ainsi se pose la nature de cette trahison. À cet effet, une analyse du péronisme plus loin servira de clé de voûte.

Menem était pourtant arrivé au pouvoir comme un justicier qui, au nom du peuple dont il faisait partie, allait faire de l'Argentine un pays riche : « Carlos Menem avait proclamé que l'Argentine se rangerait, au début du vingt-et-unième siècle, « parmi les dix meilleurs pays au monde ». » (Armony, 2004:12). Ainsi, lorsqu'il annonça que ses politiques économiques allaient suivre la logique néolibérale en démantelant l'État, en investissant à l'étranger, en privatisant les ressources naturelles, les communications, la poste, etc., la réaction de l'électorat ne fut pas celle qu'un observateur aurait pu être tenté de prédire. Il n'eut ni rébellion ni soulèvement, au contraire. Hugo Moreno l'explique ainsi : « Cette politique est en continuité avec celle menée par la dictature et qui avait été poursuivie durant le mandat de Raúl Alfonsín, mais elle se développe dans un contexte social marqué par un « état de grâce » conjoncturel favorable au nouveau président [Menem]. » (Moreno, 2005 :159).

On pourrait même avancer que la période de Menem ressemblait à une forme de dictature puisqu'il a avoué lui-même dans un de ses nombreux discours : « Si je vous avais révélé mon programme, vous ne m'auriez pas élu. » (Menem,1991)

Il est maintenant pertinent de poser la question suivante : le péronisme s'apparente-t-il plutôt à la civilisation ou plutôt à la barbarie? Selon leur allégeance politique et leur statut socio-économique, les Argentins nous répondraient spontanément l'une ou l'autre des positions car encore aujourd'hui, rares sont ceux qui en sont indifférents. Mariastella Svampa répond que la dichotomie civilisation / barbarie se trouve au cœur du clivage péroniste / antipéroniste. Nous tenterons de cerner la place occupée par ce régime idéologique dans l'imaginaire argentin et quelles conséquences cela a-t-il lorsqu'il s'agit de définir le rapport citoyen / État. Guillermo O'Donnell, qui a une approche typique de la science politique

⁸⁶ Les *escraches* sont une façon de dénoncer une figure d'autorité où des groupes de militants vont généralement devant son lieu de travail (la cours de justice pour un juge, le parlement pour un député) avec des pancartes et font du bruit. Cela peut aller jusqu'à lui parler directement, lui crier des injures, le suivre, voire lui lancer des choses.

⁸⁷ Traduction libre de «Tuvo que venirse abajo todo aquel interés, y los paradigmas, los ejemplos, los héroes salieran a pelear nuevamente contra tantos antihéroes que habían pasado de ser “la esperanza de todo un pueblo” a miserables prófugos de los escraches populares.»

étatsunienne, avec un regard à partir des théories du développement et des facteurs plutôt économiques que culturels, présente le péronisme comme le résultat d'une certaine mobilisation populaire qui a saisi une brèche dans le système politique. Cette brèche était provoquée par une conjoncture économique particulière et par un système d'alliances politico-économique qui divisait la classe bourgeoise, celle qui était dominante économiquement (1999).

D'après Vicente Palermo, la clé du péronisme se trouve dans leur présentation de soi comme étant « anti-système » :

« Until the restoration of democracy in 1983, Peronism was a movement and not a party. Its collective imagery was of a popular movement and its political culture was anti-party [*tout comme Menem qui se dit antisystème*]. Its organizational composition was that of an ensemble of structures and diverse, unequal interests – mass organization, political factions, elites, clients unions, and so forth – that were essentially incompatible within a single party. How could differences be reconciled for example, between radical youth groups, local caudillo party bosses, and trade union officials if the nature and degree of their power were not compatible within the abstract concept of « one man, one vote »? » (PALERMO, 1998 : 148)

Cette idée d'anti-système rejoint notre image de « héro / anti-héro » qui fait fi des procédures pour arriver à ses fins, dans la mesure où elles sont présentées comme les objectifs du peuple, pour son mieux-être.

Pour Pierre Ostiguy (2004a), le péronisme est d'abord un *style*, une façon de faire de la politique plus qu'une idéologie. Ce qui persiste est en effet le style « près du peuple » et d'un candidat (ou un élu) qui « dit les vraies choses », qui comprend les gens parce qu'il n'est pas enfermé dans une tour d'ivoire. Afin de démontrer qu'ils sont vraiment ainsi, les candidats péronistes n'auront pas peur de se présenter à des activités typiquement populaires. Cela pourrait être par exemple, manger un « choripan » (hot-dog argentin) à une partie de soccer d'une équipe associée à un quartier populaire. Le radian haut / bas peut être mis en relation avec le civilisé et le barbare. Mais ici, c'est le « barbare » qui est glorifié car il est *vrai*. Ce sont les classes populaires qui s'identifient comme tel à travers le spectre à partir duquel les classes supérieures posent leur regard méprisant. Pour les péronistes, il est

important de ne pas s'identifier comme faisant partie de l'élite car dans leur rhétorique, c'est cette élite qui freine le développement de la richesse pour tous.

Javier Auyero (2001) propose que le péronisme est *le* et *la* « politique des pauvres ». Ce qui va un peu dans le même sens que l'analyse d'Ostiguy. L'apport d'Auyero est qu'il expose et analyse les réseaux clientélistes qu'il appelle les « problem-solving network ». Ce sont donc des réseaux où des gens des quartiers plus humbles seront employés à résoudre les problèmes. Les problèmes sont surtout d'ordre économique: il n'y a pas assez à manger pour les enfants. Donc, le vrai problème est la pauvreté. Les solutions, tant qu'à elles, varient : parfois, c'est de la nourriture, parfois c'est un travail rémunéré, parfois ce sont des soins médicaux... De plus, ces « régleurs de problèmes » (les « brokers », dans le vocabulaire d'Auyero) entretiennent avec ces gens aux prises de problèmes (les « clients ») un rapport affectif. Ainsi, lorsque le « broker » demandera de voter pour tel candidat, le « client » le fera *pour* le « broker », en reconnaissance de tout ce qu'il fait pour l'aider. Il s'agit donc d'une inclusion politique qui passe par l'exclusion sociale.

La mémoire *redistributionniste* tire sa source du premier péronisme. À cette époque, l'Argentine jouissait d'un contexte économique (la fin et l'après Deuxième guerre mondiale) où l'argent était disponible pour une redistribution. De telles politiques n'avaient jamais été faites auparavant en Argentine. Cela marqua alors énormément l'imaginaire et la mémoire collective. Auyero le démontre bien en relatant les points de vues de «clients» et de partisans péronistes.

En outre, au-delà de la redistribution et les «dons» aux pauvres, Auyero ajoute que le péronisme :

« [...] also – and more fundamentally- embodied a "political vision which entailed an expanded notion of the meaning of citizenship" and a " 'heretical' social component which spoke to working-class claims to greater social status, dignity within the workplace and beyond, and a denial of the elite's social and cultural pretensions". » (AUYERO, 2001 : 187-188)

De Victor Armony (2004), nous avons retenu l'analyse de l'imaginaire d'une Grande nation en devenir (voir les sections sur l'identité nationale). Notre synthèse de ces trois compréhensions, propose que ce qui rend le péronisme si puissant c'est qu'il *donne à croire*. Par cela, nous voulons exprimer le fait que la force du péronisme, et ce qui permet à l'analyste de le caractériser, c'est de créer la figure du héros, du sauveur. Autant à l'échelle nationale par des personnages comme Domingo Perón lui-même et autant à l'échelle très locale du quartier par des personnes-clés travaillant pour le parti « à régler des problèmes de tous les jours » (Auyero, 2001). C'est aussi parce qu'il *donne à croire* qu'il est si puissant et à la fois difficile à saisir. Sa forme politique peut changer, elle s'adapte aux attentes des électeurs. Tant qu'ils sont en mesure de croire en la personne incarnant le parti, le péronisme reste un joueur majeur dans le jeu politique argentin et peut faire passer outre des actes de barbarie au nom de la lutte contre une autre barbarie, celle de l'oligarchie et les intérêts économiques étrangers :

« Because the reforms [celle de Menem en 1995] were imposed by necessity and not conviction, the public had reason to believe that they would be reversed, despite claims to the contrary. (...) To narrow the credibility gap, the reformist team would have to demonstrate how truly and deeply it was convinced of the new ideas, with what determination it would implement them, and how much control it had over the situation. » (PALERMO, 1998 :145)

En somme, nous avons traité dans ce second chapitre de la dichotomie constitutive de la nation moderne argentine, soit celle posée par Sarmiento à la fin du dix-neuvième siècle de la civilisation ou la barbarie.

Nous avons vu qu'au nom de la civilisation, l'État, duquel on s'attendait à des gestes civilisateurs, a plutôt agit au cours du vingtième siècle comme l'auteur de gestes barbares. Nous avons parcouru les développements des imaginaires émergeant de cette dichotomie d'abord par la figure du gaucho / caudillo incarnant l'Argentine « profonde » et créole, dépeinte par Sarmiento comme l'indésirable, pour faire place à l'imaginaire de la grande nation argentine cousue selon le patron des civilisations européennes :

[...] [I]l [le révisionnisme historique] nous aide aussi à rendre compte du décalage existant entre les représentations d'une Argentine perçue comme le pays le plus civilisé et le plus européen du continent sud-américain et une réalité historique s'obstinant à nous démontrer le contraire. [...] Au nom de la «civilisation européenne», on avait condamné des décennies d'histoire sous le prétexte qu'elles représentaient la période la plus néfaste de la « barbarie créole ». (QUATTROCCHI-WOISSON, 1992 : 10)

Nous avons vu qu'à partir de cet héritage (la dichotomie barbarie / civilisation) s'est construite la définition de la nation argentine. Les importantes vagues d'immigration formant la société argentine, ont été attirés en ces terres par l'imaginaire entretenu par les autorités d'un territoire riche en pleine expansion, d'un Eldorado moderne. Cet imaginaire sera réduit par la dictature d'Uriburu et les crises économiques. Le péronisme entrera sur la scène politique en reprenant ces imaginaires et en donnant à croire aux masses laissées pour compte par l'oligarchie terrienne. Les conjonctures économiques de la Deuxième guerre mondiale permettront à Perón de mettre en pratiques ces idéaux de progrès et de richesse pour tous. Ironiquement, le péronisme qui aura inclus politiquement ces laissés-pour-compte (les ouvriers, les pauvres et les femmes) se servira -à partir de la transition démocratique (1983) jusqu'à aujourd'hui- de l'exclusion économique-sociale de ces mêmes groupes comme base politique en se transformant en parti de « régulateurs de problèmes ». Ces problèmes économiques seront expliqués par le péronisme par une rhétorique semblable à celle développée au premier péronisme (1946-1951), soit que « c'est de la faute à l'oligarchie détachée de la réalité se préoccupant que de leur richesse individuelle ». Là aussi nous avons affaire à l'utilisation de la dichotomie barbarie / civilisation car ce sont ceux qui se disent « civilisés » (parce qu'il vivent « une vie *artificielle* de luxe et de goût à la mode des grandes capitales de ce monde ») qui feront vivre les « gens du peuple » dans des conditions infra-civilisées (ou barbares) où on doit avoir recours au « broker » du quartier pour nourrir suffisamment ses enfants. La dictature de 1976-1983 sera une période où l'appareil étatique et toutes ses institutions seront mobilisés contre la population pour permettre des actes de *barbarisme* par de nombreux enlèvements et une forte répression contre la société civile.

Tout cela nous amène à la crise économique de 2001 qui deviendra vite une crise politique et sociale. C'est alors que les citoyens sortiront massivement dans la rue : ils n'accepteront plus d'être « victimes » de tels actes de barbarie. Alors que les franges

paupérisées de la population barrent les routes (les *piqueteros*), différents moyens seront mis de l'avant pour survivre à cette crise et se défendre contre cette situation. Parmi celles-ci, il y aura une forme particulière se présentant sur les places publiques comme étant les « assemblées de quartiers » et les « assemblées populaires ». Le chapitre suivant explorera ce que sont ces assemblées, leurs actions, leurs discours afin de déterminer dans quelle mesure sont-elles des acteurs politiques ou encore une « nouvelle forme politique et sociale ». Ainsi, nous verrons comment la dichotomie civilisation / barbarie est non seulement présente dans les imaginaires des assemblées mais qu'elle est aussi utilisée dans la rhétorique expliquant leur relation à l'État ainsi que pour baliser leur plate-forme idéologique et leurs actions. La relation citoyen-État est donc marquée par la dichotomie civilisation / barbarie c'est en réaction à cet imaginaire (ou autrement dit à cette narration explicative) que ce sont formées les assemblées de quartier. Ceci dit, les principes gérant ces assemblées indiquent qu'il y ait une volonté de se sortir du marasme des traumatismes. C'est pourquoi nous aborderons le cas avec Michel Maffesoli et sa vision des sociétés postmodernes, fragmentées, certes, mais davantage émancipées que les modernes. Ainsi, nous verrons comment les voisins ont choisi d'échapper à la dichotomie victime / bourreau inhérente aux sociétés victime de régimes autoritaires comme nous l'enseigne Hannah Arendt :

Les habitants d'un pays totalitaire sont jetés et pris dans le processus de la nature ou de l'histoire en vue d'accélérer le mouvement ; comme tels, ils ne peuvent être que les exécutants ou les victimes de la loi qui lui est inhérente. Le cours des choses peut décider que ceux qui aujourd'hui éliminent des races et des individus, ou les représentants des classes agonisantes et les peuples décadents, sont demain ceux qui doivent être sacrifiés. Ce dont a besoin le pouvoir totalitaire pour guider la conduite de ses sujets, c'est une préparation qui rende chacun d'entre eux apte à jouer aussi bien le rôle de bourreau que celui de victime. Cette préparation à deux faces, substitut d'un principe d'action est l'idéologie. (ARENDDT, 1991 : 824)

CHAPITRE III

ANALYSE DU PHÉNOMÈNE ANALYSE DU DISCOURS LES ASSEMBLÉES, CES TRIBUS « CIVILISÉES »

Maintenant que la dichotomie civilisation / barbarie a été mise en place, il nous reste à défendre le terme « tribu » de notre hypothèse. Nous expliquerons que ce terme réfère à cette position de Maffesoli que l'on peut abréger en deux points : 1) la reconstruction ou la construction d'une communauté et 2) le passage vers la postmodernité. Le concept de tribu est donc utilisé pour souligner la forme des assemblées ainsi que leur impact sociologique. Ainsi, ce dernier chapitre tente de saisir par l'empirie un mouvement des particularismes comme une tentative de régénérer ou de tisser une (meilleure) cohésion sociale. L'hésitation entre les verbes « régénérer » et « tisser » s'explique par le fait qu'il s'agit d'une volonté de « retour » (de la part des participants) à un moment communautariste qui n'a peut-être jamais eu lieu. C'est vers un imaginaire d'un « retour à une communauté » que s'adressent les assemblées. Comme l'avance Maffesoli, c'est ce mouvement vers la proxémie, du global au local, du pouvoir vers la puissance que semblent symboliser les assemblées. Nous sommes d'avis que la citation suivante de Michel Maffesoli tirée du *Temps des tribus* exprime très bien *l'esprit du temps* dévoilé par le phénomène des assemblées :

[...] il est possible qu'après une période où a prévalu la mise à distance, «période optique» que l'on pourrait appeler, en référence à son étymologie, une période *théorique* (*theorein* : voir), on soit en train de rentrer dans une époque « tactile », où seule la proxémie importe. En termes plus sociologiques, on peut dire que l'on retrouve là le glissement du global au local, le passage du prolétariat en tant que sujet historique actif au peuple nullement responsable de l'avenir; ce qui nous oblige à envisager la saturation de la question du pouvoir (*i.e.* du politique) dans sa fonction projective, et l'émergence de celle de *puissance* qui meut en profondeur la multiplicité des communautés éparses, éclatées et pourtant liées les unes aux autres dans une architecture différenciée s'exprimant dans ce que j'ai appelé «l'harmonie conflictuelle. » (MAFFESOLI, 1988 : 62)

La question de la « saturation du pouvoir » et les « communautés éparses mais liées » sont exactement ce à quoi nous avons conclu de façon « inductive », suite aux observations du phénomène. Ce dernier chapitre explicitera cette position par la théorie avec Maffesoli et par l'empirie avec les résultats des entrevues semi-dirigées.

La démarche que nous proposons est celle-ci : d'abord un bref retour sur les arguments principaux du chapitre précédent. Ensuite, il s'agira d'établir un lien entre les assemblées de quartier de Buenos Aires et le concept maffesolien de « tribu ». Puis, sera présenté le phénomène des assemblées de quartier d'après les observations de type de « recherches qualitatives » conduites entre juin et décembre 2005 et les verbatims d'entrevues réalisées entre août et octobre 2005. Suivra une analyse des impacts sociologiques de ce phénomène tel qu'appréhendé sous trois aspects : 1) le caractère identitaire 2) le rapport au territoire 3) la tentative plus ou moins explicite de « donner une leçon de civilisation ».

Victor Armony parle de l'Argentine comme d'une société « en crise » (2004). Tous nos répondants parlent également en ces termes. Il s'agit donc dans cette dernière partie d'exposer le point de vue des assembléistes sur leurs actions et sur leurs impacts afin d'articuler cela avec notre perception sur la chose comme étant une tentative de réparation du tissu social et de sortie de cette crise. Il n'est pas dit toutefois que leurs moyens soient les « meilleurs » ou encore, les plus « efficaces » en termes de solutions. Nous avons noté dans la section « Cadre théorique; Démocratie participative » que les idéaux et principes de ce type de démocratie se posent souvent en « solution » aux problèmes de la démocratie représentative. Cette solution engendre des contradictions. Les assemblées de quartier

étudiées ont fait et faisaient toujours au moment du terrain, face à de telles contradictions. Le terme « tribu » vient donc également faire image pour symboliser une recherche d'issue à ces contradictions. Par exemple : les assemblées tentent à la fois une recombinaison de liens sociaux « fraternels » mais font preuve à la fois de divisions, de fragmentations entre elles à l'instar des classes sociales « restructurées » par la crise économique de 2001. Les paragraphes suivants explicitent et argumentent cette proposition.

1. Des tribus : phénomène d'une société fragmentée

Nous avons présenté la construction de l'identité nationale argentine comme étant basée sur l'imaginaire d'une « grande Nation en devenir » (parce que jamais réalisée). Cet espoir fut présent pendant tout le vingtième siècle et il se cristallisa autour de la dichotomie civilisation / barbarie, la civilisation étant porteuse de l'éclosion de cette « grande Nation ». Nous avons également vu que cette civilisation (particulière se voulant universelle) se concrétisait par les valeurs de *l'ordre et du progrès*. Or, au nom de ces valeurs, l'État argentin a parfois eu recours à des pratiques violentes qui pourraient être qualifiées de « barbares » car, dans ces moments, elles ne respectaient guère les droits et libertés normalement accordés aux citoyens d'une nation « civilisée » sur la base de leur seule qualité de « citoyen », donc en tant qu'ayants droit de cette « grande Nation » en devenir.

Au deuxième chapitre, il a été présenté le fait que Menem gagna son deuxième mandat, en 1995 sous les promesses de faire de l'Argentine « [un des] dix meilleurs pays au monde » (Armony, 2004 : 12). Pourtant, à la fin de l'année 2001, tout le système économique éclata après des mois, voire des années de diminution de la classe moyenne et d'élargissement de l'écart entre les plus riches et les plus pauvres :

L'écart séparant les revenus des plus riches de ceux des plus pauvres a augmenté 29,8 fois alors qu'en 1974, quand l'INDEC a commencé ses recensements, il n'était que de 12,3 fois supérieur. Pour la sociologue Susana Torrado, le modèle imposé en Argentine dans les années 90 a produit de la pauvreté sans inflation puisqu'en 1991, il y avait 21,5 % des gens qui vivaient en dessous du seuil de pauvreté, et après une courbe ascendante avec une inflation nulle depuis 1994, il y en avait 26 % en 1985. Un mois avant la chute de Fernando De la Rúa, une étude du Cabinet Equis, dirigée par le sociologue Artemio Lopez, rapportait que 40 % des Argentins vivaient sous le seuil de pauvreté, soit 14 millions de personnes, et qu'au cours de l'année 2001, 730 000 personnes avaient franchi ce seuil. En ce qui concerne les niveaux d'emploi, en 1990 les sans-emploi et les sous-employés représentaient 18 % de la population. En 1999, ils atteignaient 28,1 %. (BREIGER, 2003 : 335)

Ainsi, quasi deux décennies de dégradation sociale et d'appauvrissement ont accouché d'une triple crise : économique, politique et sociale. Cette crise est donc pour les répondants la « goutte qui fait déborder le vase » ; le point final d'une série de conséquences fâcheuses voire désastreuses engendrées par des décisions politiques jugées « mauvaises » (par ces répondants) sans compter qu'elles aient été prises par des responsables politiques « non légitimes ». En effet, ces politiciens sont considérés par la plupart des assembléistes comme étant « non légitimes » parce que selon ces derniers, ces premiers ont été élus en partie grâce à la corruption et au clientélisme.

Nous sommes d'avis que le choix de la forme *assembléiste* a à voir d'une part avec ce que nous identifions comme étant la volonté de « donner une leçon de civilisation » à la classe politique généralement perçue comme « non légitime ». Nous avons vu au deuxième chapitre que des imaginaires réfèrent aux autorités comme étant « barbares ». D'autre part, cela a à voir avec le puissant effet d'implosion sociale qu'a créé l'événement *extraordinaire*⁸⁸ de la crise de 2001. Nous identifions cet effet d'implosion par un mouvement paradoxal à la fois de fragmentation et de solidarité des liens sociaux. D'où le choix du terme « tribu » : il y a atomisation de la société et resserrement des liens entre les personnes. Cette fragmentation

⁸⁸ «Extraordinaire» pris dans le sens premier de « en dehors de l'ordinaire ». Il ne s'agit donc pas, évidemment, de l'appréciation qu'en fait l'auteur.

peut se percevoir chez la classe moyenne observée à travers l'abandon *apparent*⁸⁹ du rêve d'une « grande Nation ».

La crise de décembre 2001, avec le ralentissement de la plupart des activités normales (nombreux sont les gens qui n'allaient plus travailler sans oublier que c'était aussi le début des vacances de Noël), avec les *saqueos*⁹⁰, avec les marches et les manifestations mobilisant des milliers d'Argentins partout au pays, avec les démissions successives d'élus et la fermeture des banques, concrétisera alors « l'échec » du projet moderne.

Ce projet moderne, nous l'avons établi au deuxième chapitre comme étant cette construction idéalisée et avec laquelle ont été entretenus les imaginaires identitaires collectifs. L'abandon de cet imaginaire (de la « grande Nation ») entraîne conséquemment le délaissement et une transformation d'un élément identitaire fort : la nation. Cette transformation a lieu puisque la construction nationale fut édiflée sur les principes modernes qui se trouvent à couler (à travers les imaginaires) en même temps que l'économie argentine. Ce contexte hors de l'ordinaire de temps de crise encourage les gens à se tourner vers le voisin -celui qui est géographiquement proche- pour ouvrir un nouvel espace afin d'abord de formuler des questions : « Que se passe-t-il ? » « Pourquoi les banques sont-elles fermées? ». Éventuellement, dans certains cas, de procéder à une redéfinition identitaire : « Si je ne *veux* plus porter l'étiquette « Argentin », que suis-je? ». C'est ainsi que peut avoir lieu une redéfinition identitaire d'où peuvent émerger une multiplicité de particularismes, engendrant une fragmentation de l'identité globale antérieure comme celle de l'identité nationale.

En procédant à une sociologie inductive, on pourrait avancer que ce questionnement sur les référents identitaires déjà établis (et surtout les réponses qui viendront) a à voir avec le passage de la modernité vers la post-modernité. Du moins c'est ce que Michel Maffesoli défendrait.

⁸⁹ « Apparent » dans le sens où ce qui est donné à voir par l'observateur sociologique; donc dans des discours et des actions

⁹⁰ *Saqueos* en espagnol veut dire « saccages » en français. Nous référons ici aux saccages de petits supermarchés, qui ont eu lieu juste avant la fermeture des comptes bancaires où des gens « affamés » prenaient d'assaut des épiceries. Voir AUYERO, *Routine Politics and Violence in Argentina: The Gray Zone of State Power*, NY, Cambridge University Press, 2007, 190 p. pour une fine analyse de ces événements.

1.1 Maffesoli : la joie de découvrir des «histoires plutôt que l'Histoire⁹¹»

Tel qu'abordé au premier chapitre, nous sommes d'avis que Maffesoli se positionne contre le rationalisme. Il donne ainsi à son ouvrage le *Temps des tribus : Le déclin de l'individualisme dans les sociétés postmodernes* une forme différente de celle du raisonnement traditionnel des sciences sociales en créant un récit dans un mode de colimaçon où en revenant périodiquement sur un thème ou un exemple traité avant, il ajoute des faits (ou des arguments) à cette rhétorique se rapprochant du style de la tradition orale.

Ses termes préférés sont : polyphonie, réseaux, tribus comme sous-groupes plus serrés : les villages dans la mégapole... l'existence de tribus démontre qu'il y a un déclin de l'individualisme en même temps qu'une fragmentation d'un vaste ensemble, soit inclus dans les termes « société » et « nation » voire « peuple ». Ces termes sont des créations modernes.

Il parle aussi de « civilisation » et de « barbarie », mais il en fait un usage différent de celui que nous proposons au second chapitre. Il oppose notamment, civilisation à « culture ». Ainsi, le terme « barbare » désigne plutôt l'être post-moderne qui fait partie d'une tribu et qui effraie les sociologues car la vision « fermée » de certains de ceux-ci les empêcherait de voir les beautés et les possibilités de changements entrevues grâce à des fissures à l'édifice moderne.

Toujours selon Maffesoli, nous sommes déjà dans une ère dite « post-moderne » et le fait des tribus est un argument en ce sens.

Naturellement, qui dit tribus, doit traiter du rapport à l'autre, à l'étranger. C'est justement une réaction à un multiculturalisme, -le mot « culture » pris ici dans un sens plus large que « ethnie » mais bien dans le sens « groupe d'affinités », donc de « sous-cultures ». Ainsi, la modernité aurait permis, à son paroxysme, l'émergence et l'affirmation d'une foule de ces groupes d'affinités, d'éthiques et d'esthétiques différentes de ceux qui sont prescrits

⁹¹ (MAFFESOLI, 1988 : 117)

par une autorité morale unique comme c'était le cas par exemple dans la société victorienne (qui -doit-on le rappeler ?- fait partie de la modernité). Il n'y a plus de moralité globalement partagée. Cela ne veut pas dire que les tribus soient « immorales », au contraire. Mais elles sont régies par une moralité qui leur est propre, généralement définie et limitée par les membres même de la tribu. D'où l'idée de « secret », de l'ordre interne qui revient souvent chez Maffesoli.

Les idées de « renouvellement », « pendulaire », « retour », « mouvement », sont très présentes ce qui porte à se demander quand aurions-nous déjà collectivement « vécu » un tel état de « tribalisation » alors qu'il s'agit pourtant d'une spécificité postmoderne.

Ainsi, la position générale de Maffesoli est que la postmodernité entraîne une « désindividualisation »; que là où les sociologues voient des preuves d'individualisme, Maffesoli voit plutôt une « tribalisation ». Par cette tribalisation, il entend une « nouvelle » forme de socialité, telle que mentionnée plus haut, qui quitte les vastes ensembles pour aller vers des sous-cultures.

Cela n'empêche pas toutefois, qu'il s'agisse d'une forme d'individualisation, d'une transformation de la cohésion sociale et de la solidarité. Pour reprendre un terme de Ricardo Petrella (2007), il s'agit d'un « individualisme de groupe ». Ce repli ne crée pas moins de conséquence sur l'ensemble de la société. Ainsi, pour Petrella, cet « individualisme de groupe » expliquerait, par exemple, les déconnexions entre les classes sociales qui engendrent des inégalités socio-économiques incommensurables que l'on vient d'exposer. Ou encore, les critiques parfois formulées à l'égard de la classe politique comme étant « déconnectée de son électorat », engendrant des crises de légitimité et de représentation. Pour Maffesoli, ces périodes de dislocation sont porteuses de changement :

En procédant par analogie (pratique que d'aucuns refusent mais qui pourtant ne manque pas d'intérêt pour nos disciplines), on peut émettre l'hypothèse qu'à certaines périodes la masse n'entrant plus en interaction avec les gouvernants, ou encore la *puissance* se dissociant complètement du pouvoir, on assiste à la mort de l'univers politique et à l'entrée dans l'ordre de la socialité. (MAFFESOLI, 1988 : 89-90)

En outre, le mouvement pendulaire qu'il perçoit entre la participation politique et l'importance de la quotidienneté (où soit on s'occupe des affaires de la cité ou soit on

s'occupe de nos affaires personnelles) pourrait fournir une hypothèse à la diminution drastique de la participation aux assemblées surtout de la part des jeunes. Ainsi, les assemblées se situeraient à la frontière entre la socialité et la participation politique. Les « déserteurs » ont préféré soit la politique active au sein d'un parti ou ils ont opté pour la socialité.

Maffesoli parle donc de déclin de l'individualisme car le « néo-tribalisme » qu'il décrit implique un certain effacement de l'individu -dans sa singularité- pour mettre de l'avant la *persona*, le rôle, le masque. Ensuite, c'est au profit du groupe, de la tribu que l'individu s'efface. Pourtant, les assemblées fonctionnent sous les principes d'horizontalité et d'autogestion où l'individu dans sa *persona* est interpellé afin qu'il contribue au groupe par ses capacités que lui permet son rôle social (ses talents, ses connaissances). Ainsi, l'architecte sera en mesure d'expliquer le nouveau plan d'aménagement de la ville en assemblée. Il est vrai, toutefois, que les sociétés actuelles postmodernes ont tendance à évacuer le groupe pour faire place à la personne. D'où les carences aux niveaux de la solidarité et de la participation assidue. D'où également le foisonnement de tribus et de causes : on s'engage pour un temps, on choisit ses causes à « la carte », lorsque cela n'interpelle plus, on passe à autre chose, un peu comme le « zapping⁹² » en regardant la télévision.

Le principe d'horizontalité, élément essentiel et distinctif chez les mouvements altermondialistes comme pour les assemblées, engendre le fait que ces groupes refusent de nommer un chef. C'est en reconnaissant la singularité et l'importance de chacun qu'on peut arriver à se gérer sans chef. Les décisions sont prises en assemblée et aucune figure ne se présente comme *représentant* du groupe. D'où l'apparente absence de stratégies claires et le faible degré d'efficacité. Toutefois, cette forme horizontale et diffuse crée des obstacles pour le pouvoir en place de *dialoguer* -pour négocier ou ultimement pour coopter- avec les groupes issus de ces mouvements. Il est vrai alors que pris de cet angle, les assemblées de quartiers dans leurs principes d'horizontalité et de *démocratie* sont des phénomènes semblables à celui des « tribus » décrit par Maffesoli.

⁹²Action de regarder la télévision en passant d'un canal à l'autre rapidement sans s'arrêter plus que quelques secondes à chaque canal.

Récapitulons. Dans le concept de tribu, il y a deux mouvements : 1) celui d'une fragmentation des grands ensembles (idéal moderne) et 2) celui d'une recherche d'une communauté émotionnelle (fraternelle). La fragmentation est une arme à deux tranchants: elle permet à la fois de ne pas se laisser corrompre facilement mais aussi elle rend d'autant plus difficile la collaboration des luttes entre elles et d'arrimage des moyens et des fins entre groupes pour créer un contrepoids nécessaire pour confronter l'État ou le patron ou l'oligarchie.

Voilà une compréhension du concept des tribus de Maffesoli et ses conclusions « joyeuses » sur la société postmoderne. Conclusions « joyeuses » parce que sa thèse a vraiment un ton optimiste en ce qui concerne le « déclin de l'individualisme ». La conjoncture socio-économique dans laquelle naissent les assemblées est *a priori* l'apothéose et l'implosion inéluctable d'une société devenue fortement individualiste. C'est aussi le premier degré du discours des assembléistes. Leur argument principal pour un déclin de l'individualisme est à travers la revitalisation de la vie du quartier. Cette revitalisation se construit en trois étapes : premièrement par la « récupération » de l'espace public (Quiroga, 2005⁹³); ensuite, via des réunions suivant les procédures démocratiques telles que le droit de parole, la recherche du consensus et le refus d'adopter collectivement un chef, une idéologie ou la présence de partis politiques. Enfin, la troisième étape se situe au niveau interpersonnel, soit celle de la préoccupation pour le voisin. Cela se fait donc au plan simple de lui adresser la parole autant que de poser des actions pour augmenter ou maintenir la qualité de vie du quartier (par exemple, des luttes pour l'implantation d'un espace vert, ou contre la construction d'un édifice à logements de taille démesurée par rapport à la forme urbaine).

D'où l'intérêt d'avoir recours à Maffesoli. Il utilise des concepts originaux, dont celui de la proxémie. Sa lecture sociologique met l'emphase sur la communauté plutôt que l'individu, engendrant l'importance de l'histoire « vécue au jour le jour » plutôt que celle événementielle :

⁹³ In Cheresky, 2005

Ce sont ces deux aspects qui me paraissent caractéristiques de ce qui peut être rendu par le terme « proxémie ». Cela nécessite naturellement que l'on soit attentif à la composante relationnelle de la vie sociale. L'homme en relation. Pas seulement la relation interindividuelle, mais également ce qui me lie à un territoire, à une cité, à un environnement naturel que je partage avec d'autres, C'est cela les petites histoires au jour le jour : *du temps qui se cristallise en espace*. Dès lors l'histoire d'un lieu devient histoire personnelle.» (1988 : 215- 216)

La section suivante traitera de cet aspect de l'importance du lieu dans ce contexte précis que nous cherchons à comprendre de redéfinition autant des relations de pouvoir que des identités.

1.2 Les quartiers et l'identité

À Buenos Aires, comme bien des grandes villes, c'est le quartier qui est la première attache territoriale identitaire.

La ville ou l'agglomération urbaine présente deux aspects complémentaires : elle est à la fois lieu de différences qui s'expriment dans l'aménagement interne et séparent d'une manière plus ou moins visible les groupes sociaux, les fonctions, les usages du sol; elle est aussi lieu de regroupement, de convergences qui maîtrise ou efface, autant que possible, les effets de la distance. (RONCAYOLO, 1997 : 105)

Ainsi la ville et sa morphologie divisent autant qu'elles rassemblent. Cela est aussi vrai pour Buenos Aires. Cette ville s'est développée par vagues de nouveaux arrivants, et conséquemment, ceux-ci s'établissaient de quartier en quartier en s'étendant du port vers l'intérieur du pays, vers la Pampa. Cette construction permet à chaque quartier d'avoir une âme particulière correspondant à une classe sociale ou un groupe social particulier :

Il y a des quartiers ouvriers mais il n'y a pas de ghettos, même si dans certains lieux des groupes ethniques tendent à se concentrer : les Italiens de La Boca, les Galiciens d'Almagro, les Juifs de Once ou de Villa Crespo... Le nombre de quartiers atteint, selon la tradition, le nombre de cent, mais les énumérer relève de la gageure, car selon l'âge de l'interlocuteur, sa classe sociale, le nom et les contours changent et les limites administratives, utiles pour le commissariat, la poste et l'assistance publique, peuvent être contestées par les riverains, qui distinguent des frontières imperceptibles qui se dressent entre certains trottoirs, des cafés ou des cinémas.

La difficulté de dénombrer les quartiers vient essentiellement du fait que ce sont les habitants qui les créent, en fonction d'impondérables qui échappent à la raison administrative. (BERNAND *in* QUATTROCCHI-WOISSON, 2003 : 78- 80)

Ainsi, la division de cette ville est subjective. D'ailleurs, les assembléistes se faisaient généralement un devoir (plutôt qu'un plaisir) d'énumérer à l'observateur étranger quelles rues formaient les limites du territoire de leur assemblée. Le territoire est généralement plus petit que le quartier comme division administrative. Ce qui est *naturel* puisque les limites administratives sont assez vastes par rapport à la densité de population. En effet, le quotidien et les relations de socialité de voisinage se conduisent généralement dans un espace assez restreint, certainement plus petit que les divisions administratives de la ville. Ainsi, la définition du quartier *représenté* par l'assemblée correspond aux limites des activités quotidiennes des résidents. Il y a généralement une *place* (plaza) qui représente le cœur géographique de ce territoire. Nous verrons que généralement, c'est sur ces places de la quotidienneté que naquirent les assemblées.

L'époque actuelle est témoin de ce mouvement à première vue contradictoire de détachement du territoire *national* (avec la mondialisation et la *nomadisation*) et de rattachement via les définitions identitaires reliées au territoire plus petit et plus près (l'importance du quartier). Le territoire physique de chaque assemblée est facile à déterminer : l'assemblée porte le nom du territoire. Par contre, les divisions par quartiers de la ville définies par le gouvernement municipal⁹⁴ ne correspondent pas aux limites des territoires liés aux assemblées.

⁹⁴ « Gouvernement » car la ville de Buenos Aires a le statut de « ville autonome » qui ne dépend donc pas d'autres paliers gouvernementaux. Ce qui n'est pas peu dire surtout quand on traite du rapport citoyen – État. Sans compter que ce statut fut obtenu après plusieurs luttes et que depuis le début de l'histoire de cette région, Buenos Aires a toujours voulu garder une distance avec le reste du pays. On

Le quartier comme élément identitaire rassembleur est la base du phénomène observé. En partant de ce fait, il semble que les luttes des assemblées de quartier aient pour objectif « sociologique » de *restituer* ou *faire revivre* une communauté de quartier. Autrement dit, une construction d'une sociabilité.

En entrevues, des participants et des ex-participants devaient répondre à la question suivante : « Pensez-vous que le mouvement des assemblées a changé quelque chose aux niveaux national, municipal, du quartier et personnel?⁹⁵ ». À cela, ils répondaient soit que les assemblées n'ont rien changé soit que les gens se connaissent plus et mieux dans le quartier et qu'il s'est développé une forme de vigilance à l'égard des élus. Voici la réponse de Pedro, participant de l'Assemblée de Palermo Viejo :

Le gouvernement et les gouvernements locaux doivent tenir compte les endroits où il y a des assemblées, tenir compte aussi qu'il y a des voisins regroupés en assemblée qui ont une légitimité et qu'ils ne peuvent pas nous ignorer. La légitimité est un produit de 2001, de la présence permanente dans les rues et le fait de faire des choses. La légitimité est dans le fait de récupérer ce marché, ça c'est de la légitimité. Dans le quartier, les gens savent que nous existons mais ils ne savent pas bien ce que nous faisons. Une légitimité, une légitimité de quelque chose de nouveau et que ceux qui y participent sont des voisins. Cela donne une légitimité, que nous ne sommes pas des gens qui vivent à l'extérieur du quartier et qui viennent faire de la politique dans le quartier. Nous sommes des gens qui vivent dans le quartier et cela crée une légitimité. C'est comme pour plusieurs mouvements piqueteros qui sont dans le quartier. Les partis de gauche viennent de l'extérieur du quartier, en général, ils ouvrent un local ici parce que, politiquement, cela leur fait leur affaire. Ils n'émergent pas du quartier.⁹⁶ Le 14 septembre 2005.

en a traité un peu lors du premier chapitre, à savoir que cette ville se percevait comme la civilisation alors que le «reste du pays», la barbarie.

⁹⁵ Traduction de « Las asambleas cambiaron algo a nivel nacional ? municipal ? barrial ? personal ? »

⁹⁶ Traduction libre de : « El gobierno y los gobiernos locales tienen que tomar en cuenta los lugares donde hay asamblea, que hay un grupo de vecinos agrupados como asamblea que tienen legitimidad y que no nos pueden ignorar. La legitimidad es producto de 2001, de la permanencia en las calles y de hacer cosas, la legitimidad está en recuperar este mercado, eso es legitimidad. En el barrio, la gente sabe que existimos, no sabe bien qué hacemos. Legitimidad, legitimidad de algo novedoso y los que participan son vecinos. Eso da legitimidad, no somos gente que vive fuera del barrio que venimos a hacer política en el barrio. Somos gente que vive en el barrio y eso crea legitimidad. Similar a muchos movimientos piqueteros que están en el barrio. Los partidos de izquierda viene de afuera del barrio, por lo general, abren un local porque les conviene políticamente. No surgen del barrio.»

Selon ce répondant, « être du quartier » est source de légitimité. Cela se comprend dans le sens où en il se pose comme quelqu'un œuvrant dans l'espace public et politique aux seules fins d'une amélioration immédiate des conditions d'un quartier déterminé, précis et restreint. Cette position se place en opposition aux promesses électorales d'amélioration du sort de la nation entière. Les actions des assembléistes ne seraient donc pas posées dans un objectif clientéliste ni intéressé. Il ne s'agit pas d'aider des gens pour avoir quelque chose en échange. Ou plutôt, dans ce cas, ce qui est attendu en échange de l'implication est simplement le mieux-être de la communauté dont le participant fait partie au quotidien.

En ce qui concerne la « légitimité » en Argentine, autant pour la participation que pour les élections, il faut tenir compte d'un facteur difficile à intégrer dans les analyses : il s'agit du clientélisme. « Difficile » est employé ici car il s'agit d'un thème multidimensionnel nous ne voulons pas nous aventurer sur ce terrain pour ce mémoire. Mentionnons, entre autre, Javier Auyero qui s'est penché sur la question (*Poor People's Politics*, 2001; *Routine Politics and Violence in Argentina*, 2007) de façon brillante mais que cela reste un problème en ce qui concerne la portée de ce facteur : comment bien calculer l'influence des réseaux clientélistes sur le comportement électoral? Ces structures rhizomes du pouvoir donnent donc au panorama politique argentin une dimension supplémentaire dont il faut tenir compte malgré les obstacles qui empêchent des conclusions claires et hors de tout doute sur ce phénomène.

Malgré leurs luttes indirectes contre ce phénomène, les assemblées de quartier sembleraient ne pas avoir causé vraiment d'impacts sur ces réseaux clientélistes basés sur une relation d'aide et de satisfaction minimum des besoins essentiels (non satisfaits pour la personne en dehors de ces réseaux). Cela s'explique par le fait que les assemblées oeuvrent au sein de groupes sociaux très restreints et elles ont une portée limitée géographiquement. Nous verrons qu'elles n'ont pas de prétentions universalistes et n'agissent pas (peut-être en paroles mais pas dans les faits) *pour* ou *au nom de* l'ensemble de la nation argentine. Voilà une autre justification qui permet l'usage du terme « tribu ».

Ainsi, la recherche de la forme *idéale* de démocratie, les assemblées de quartiers peuvent être un indicateur d'une fragmentation d'une société en *crise*. Nous avons vu que cette fragmentation nous conduit au concept des tribus qui, est l'indicateur de recherches d'une (nouvelle) appartenance. Cela engendre une construction de nouvelles identités

collectives. Une de ces identités possibles est celle du *voisin*, figure émergente du phénomène des assemblées. La section suivante retrace très concrètement le phénomène des assemblées de quartier de Buenos Aires, leurs tentatives d'établir une « vraie » démocratie et tente de démontrer qu'elles sont devenues des espaces politiques plutôt que des acteurs.

2. Le phénomène

Lorsque je⁹⁷ suis arrivée à Buenos Aires en juin 2005, des militants d'organisations pour les entreprises récupérées me disaient qu'il n'y avait plus d'assemblées de quartier. Après quelques semaines de recherches de type « anthropologue en quête de rares spécimens », j'ai trouvé l'Assemblée de Palermo Viejo et ensuite, de contact en contact et surtout en gagnant graduellement la confiance des assembléistes, j'ai découvert qu'il existait encore plusieurs assemblées sous différentes formes. Le fait que la plupart des militants croyaient les assemblées mortes n'est pas banal et peut s'expliquer par le fait qu'au début du phénomène (à l'été austral 2002), les médias en parlaient assez souvent. À cette époque, les récits concordent : ils étaient *des centaines* de participants à chaque assemblée. Il y aurait eu des assemblées dans la majorité des agglomérations urbaines du pays. Depuis quelque temps déjà, on n'entendait plus parler des assemblées. D'où l'impression que certains avaient à savoir qu'elles n'existaient plus. Mon analyse du phénomène inclut cette dimension.

Cette diminution drastique peut s'expliquer par trois facteurs : 1) La lenteur des discussions et le poids de la formule démocratique préconisée par la forme assembléiste aurait découragé plusieurs. 2) Les luttes idéologiques entreprises entre des membres de différents groupes et partis politiques auraient « envenimé » les discussions et fait fuir les « voisins ». 3) La reprise de l'économie et des activités qui lui sont reliées (comme le travail), aurait laissé moins de temps libre aux « voisins » et moins de problèmes à régler, donc moins de motivation pour assister aux réunions hebdomadaires. De plus, le fait que les assemblées

⁹⁷ Pour le terrain, les notes du journal de bord et les entrevues, nous utilisons le « je » puisque « je » seule est allée, et qu'il s'agit donc de ma cueillette de données et mes observations. Je reviendrai au « nous » en conclusion.

en 2005 se faisaient discrètes vient s'ajouter aux arguments de l'aspect tribu de celles-ci. Elles fonctionnaient alors plus ou moins en mode survie, en soi et pour soi.

J'ai donc assisté (de juin à décembre 2005) à quatre assemblées (Vecinos Indignados, Palermo Viejo, Cid Campeador, Vecinos por la Comuna BANORESAP) hebdomadairement sur une période variant entre trois à cinq mois (selon les assemblées). Ensuite, j'ai *visité*, (ce qui veut dire que je ne les ai pas suivies aussi assidûment que les quatre premières) : la Asamblea Popular de Liniers, la Comisión Vecinos Calle Irala y Adyacentes, Agrupación Nueva Comuna et aussi une assemblée de la ville de Córdoba. Notez que cette dernière assemblée ne fait pas partie de mon analyse, je m'en suis tenue aux assemblées de Buenos Aires et de sa banlieue nord.

L'assemblée de Cid Campeador s'appelle Asamblea Popular Cid Campeador tandis que pour les autres c'est seulement « assemblée » ou alors ils ajoutaient le qualificatif *barrial* (du quartier) ou *vecinal* (des voisins) pour leur nom officiel. Cette distinction n'est pas anodine car cette assemblée « populaire » ne correspondra pas à toutes les caractéristiques partagées par les autres. Ceci dit, la plupart des assembléistes entrevus refusaient le terme « populaire » car ça avait une connotation trop « politique ». Le seul qualificatif des assemblées prit beaucoup de temps selon Daniela, ex-participante :

*D'abord fut l'Assemblée de Palermo Viejo, et ensuite l'Assemblée des Voisins de Palermo Viejo, pendant 15 minutes fut l'Assemblée Populaire et après est redevenu l'Assemblée des Voisins, je crois que maintenant cela fonctionne seulement comme l'Assemblée de Palermo Viejo. Le sujet du nom a été une forte discussion pendant longtemps.*⁹⁸ Le 23 septembre 2005.

J'ai rencontré sur le terrain, une résistance à ma présence en tant qu'étrangère. Une assemblée (celle de Gastón Riva située dans un centre culturel et où il y a une bibliothèque « Giordano Bruno ») m'a interdit l'accès en disant qu'il y avait trop eu d'observateurs et que

⁹⁸ Traduction libre de : "Primero fue Asamblea de Palermo Viejo, después Asamblea Vecinal de Palermo Viejo, por 15 minutos fue Asamblea Popular, después volvió a ser Asamblea Vecinal, creo que ahora funciona solamente como Asamblea de Palermo Viejo. El tema del nombre fue una discusión durante mucho tiempo."

l'assemblée n'en voulait plus. J'ai été d'abord très surprise par autant de méfiance surtout que mon objectif me semblait noble et sans conséquences (pour eux). Cette distance imposée par les assembléistes peut s'expliquer par leur historique où les partis de gauche ont voulu s'approprier de ce mouvement sans pouvoir le faire. On peut aussi l'expliquer par leur forme tribale : ils exercent une méfiance envers *l'autre* donc autant l'élu que l'observateur étranger. Pierre Rosanvallon observe la même chose :

Le manque de confiance envers autrui et la défiance vis-à-vis des gouvernants s'avèrent assez exactement corrélés, comme l'ont établi d'importantes études comparatives : le Brésil bat tous les records de défiance politique est aussi le pays dans lequel les indicateurs de confiance interpersonnelle sont les plus bas (...). Fait significatif, la tolérance à la corruption est de son côté d'autant plus forte qu'est prononcé le désenchantement démocratique. (ROSANVALLON, 2006 : 18)

Nous verrons que cette méfiance se justifie et se surmonte par l'établissement de l'appellation de « voisin » qui ne s'attribue pas à quiconque.

Cette section cherche donc à dépeindre le phénomène des assemblées et à justifier ce que nous avançons à propos de l'aspect *tribu* et *espace* lié à cet objet qu'on peut classer parmi les manifestations de démocratie participative. Dans ce dessein, nos observations conduites entre juillet et décembre 2005 (journal de bord) et les entrevues semi dirigées serviront de sources d'information. Après avoir cerné les imaginaires et le contexte global de la société argentine « en crise », voici donc la synthèse des sens donnés par les participants (et ex-participants) et de celui d'une observatrice extérieure qui est partie sur le terrain sans *a priori* théoriques.

Nous traiterons d'abord des récits de la fondation des assemblées qui ont tous des éléments semblables, au point d'avoir un seul récit pour l'ensemble des assemblées observées. Ensuite, ce sera l'importance de l'espace public et de la *vecindad*, le voisinage, surtout dans la mesure où les assemblées ont finalement créé des espaces plutôt que des acteurs. Afin de bien cerner le phénomène des assemblées divisé en deux catégories, un portrait sera dressé en six points : leur forme fonctionnelle ; leurs espaces ; leurs actions ; les participants ; leur « ennemi » ; et le sens de leurs actions. Le point de chute sera le constat de fragmentation du phénomène autant que de la société argentine.

2.1 Qu'est-ce qu'une assemblée de quartier?

Cette section cherche à démontrer en quoi ces assemblées se rapprochent d'une « tribu » en quête de « civilisation ». Volontairement ou par accident, elles sont devenues des *espaces* ce qui résout les dilemmes et problèmes à se constituer comme *acteur* politique. Appréhendons d'abord ce phénomène en comparant les différents types d'assemblées.

2.1.1 Catégorisation

J'ai constaté deux types d'assemblées : 1) de la première génération ; et 2) de la seconde génération. Palermo Viejo, Liniers, (Gastón Riva), et Cid Campeador sont des assemblées que je catégorise de la première génération. Cette première génération fait référence aux assemblées qui sont nées pendant la crise, c'est-à-dire, au début de l'année 2002⁹⁹. Vecinos Indignados, Agrupación Nueva Comuna et Vecinos por la Comuna BANORESAP appartiennent à une seconde génération, soit celles qui sont nées plus tard.

Il y a quatre grandes différences entre les deux générations : a) le moment de leur fondation; b) leurs participants; c) leurs objectifs; d) leur territoire.

a) Ces assemblées de la seconde génération sont nées à mesure que mouraient celles de la première. Cela eut lieu surtout dans des quartiers aisés où la participation a diminué plus rapidement que dans les quartiers plus «populaires». Conséquemment, les assembléistes qui ne voulaient pas arrêter leurs actions ont dû se réunir à une échelle plus grande en vue d'obtenir un nombre suffisant de participants afin de rendre leurs actions.

b) On note une plus grande homogénéité chez les participants des assemblées de la seconde génération. Ce sont ceux qui ont continué à se présenter aux assemblées malgré la diminution rapide de la participation. Ce sont donc les plus convaincus (ou les plus amères de la disparition de leurs épargnes). Au sein des assemblées de première génération, on retrouve aussi ceux qui n'ont pas arrêté leur participation. Je les appelle le « noyau dur » car souvent

⁹⁹ La section suivante traite des débuts des assemblées de première génération.

ceux qui participaient encore au moment de ma recherche sur le terrain étaient amis, du moins avaient développé des liens. On peut proposer que ces liens sociaux, d'amitié, ainsi créés pouvaient contribuer à motiver les assembléistes à continuer leurs actions malgré la diminution constante de la participation en général. Voici ce qu'en pense Pedro que j'ai identifié comme faisant partie du « noyau dur » de Palermo Viejo :

Personnellement je me sens très enrichi, c'est une expérience gratifiante, j'aime beaucoup être dans l'assemblée. J'y participe parce que j'aime cela et non pas parce que je dois. Ce n'est pas des réunions auxquelles j'y vais parce que je dois, mais parce que j'aime travailler les samedis dans le local. J'aime venir aux réunions les jeudis soirs, je viens parce que j'aime ça, parce que j'aime rencontrer les autres, aller manger avec eux, penser aux projets, parce que je crois qu'on est un collectif très intéressant et très beau.¹⁰⁰

Cela fait écho aussi au lien « fraternel » de Maffesoli. Pedro affirme : *j'y vais parce que j'aime rencontrer ces gens, nous sommes un collectif.*

c) Les objectifs de la seconde génération sont plus précis et moins variés. Par exemple, le nom Vecinos por la Comuna BANORESAP annonce déjà l'objectif de cette assemblée : ce sont des « voisins » luttant pour la « loi communale ». Idem pour Agrupación Nueva Comuna. Les assembléistes de seconde génération sont généralement ceux qui tenaient davantage le discours de la nécessité d'une vigilance citoyenne pour leurs droits. Ils faisaient encore des *escraches* et autres moyens de pression plus « démocratiques » telles que des lettres ouvertes et des pétitions. Alors que les assemblées de la première génération étaient engagées dans toutes sortes d'activités.

d) Les assemblées de la première génération portent le nom de l'endroit précis de réunion (soit une rue, un coin de rue, une place ou un sous-quartier comme Palermo Viejo qui est une sous-division du quartier Palermo). Les assemblées de la seconde génération portent

¹⁰⁰ Traduction libre de : «A nivel personal me veo muy enriquecido, es una experiencia gratificante, me da mucho placer estar en la asamblea. Yo participo porque me gusta, no porque debo. No son reuniones que voy porque debo, sino porque me gusta estar los sábados trabajando en el predio. Me gusta venir a las reuniones los jueves a la noche, vengo porque me gusta, porque me gusta encontrarme con el resto, ir a cenar con ellos, pensar en proyectos, porque creo que somos un colectivo muy interesante, muy lindo. »

un nom qui fait référence à autre chose: Vecinos Indignados veut dire en français *les voisins indignés* et BANORESAP est un acronyme pour : «Barrio Norte, Alto Palermo, Recoleta y Saldias» qui sont quatre grands quartiers. Même chose pour Agrupación Nueva Comuna qui signifie en français Regroupement nouvelle commune qui regroupait des « voisins » de quatre quartiers : Chacarita, Villa Crespo, Colegiales et Palermo (une autre partie que celle de Palermo Viejo). Notez que l'usage de l'appellation *vecinos*, voisins, est fréquent l'ensemble des assemblées. Pourtant, autant dans le cas de Vecinos Indignados que pour celui des Vecinos por la Comuna BANORESAP¹⁰¹, les participants ne sont pas *vraiment* voisins dans le sens « celui qui vit à côté de chez moi » car leur assemblée concerne un territoire urbain assez étendu comprenant plusieurs quartiers : ils se nomment entre eux « voisins » car ce terme dans leur contexte désigne déjà autre chose. Nous le verrons plus bas.

Nous verrons aussi plus en détail plus loin ces quatre caractéristiques pour les assemblées de première génération. Mais d'abord arrêtons-nous sur un élément très marquant dans les imaginaires des répondants : la genèse de ces assemblées.

2.1.2 Les récits de fondation

Selon les récits de la fondation des assemblées (toutes les assemblées de «première génération» observées avaient ce même récit), celles-ci naquirent sur cette place où traînaient les gens entre deux manifestations devant le Congrès ou la *Casa Rosada*. Les gens se rencontraient là, se parlaient, se regroupaient, se *formaient*, s'organisaient minimalement jusqu'à en arriver à faire une immense banderole et à se donner un nom (une *identité*). Dans chaque narration, cette rencontre se produisit « naturellement » ou « spontanément ». Sur les six assemblées observées, il y en a qu'une seule dont les participants pouvaient identifier les instigateurs. C'est celle de Palermo Viejo.

¹⁰¹ Une remarque à propos de BANORESAP : les quartiers désignés par cet acronyme sont parmi les quartiers les plus huppés de Buenos Aires.

La citation suivante d'un ex-participant, Alejandro de l'assemblée Pedro Goyena y Puán¹⁰² indique le niveau d'inexactitude qui règne autour des débuts des assemblées et de ce qui semble être l'état généralisé de confusion au moment de la crise bancaire :

Comment est-ce que cela a commencé? [l'assemblée] C'est un peu difficile à expliquer. De ce que je me souviens c'est qu'on sortait à la rue et il y avait toute une mobilité sociale, dans les places, dans les rues, aux coins des rues, où il y avait des groupes de discussion, des groupes de rencontres... Originellement avec Daniela, ma femme, on n'avait pas commencé dans cette assemblée. C'était plutôt une petite assemblée, proche de Plaza Flores. J'étais beaucoup dans la rue aussi à cause du « corralito bancario ». Alors, aller à la banque presque à tous les jours, écouter les gens protester, les voir s'agiter et se parler d'une chose et d'une autre, comme qu'il fallait aller tous les jours à la banque pour faire les démarches... Être toujours dans la rue, écouter la radio ou de voir ce qui se passait, c'est quelque chose de particulier, [cela nous mettait dans un état différent]. Et, naturellement, on a commencé à aller à cette Assemblée de Flores. Nous sommes allés deux fois mais on ne... d'abord c'était loin de chez nous et après, on ne se sentait pas confortable. Un jour Daniela me dit, comme il se convoquait sans cesse de nouvelles assemblées ... [il rit] à chaque coin de rue se tenait une assemblée, il y avait beaucoup d'actions. Un jour Daniela me dit qu'elle a vu une petite affiche disant qu'il y avait une assemblée dans la rue Pedro Goyena et Puan, à trois rues de la nôtre. Ce qui est pratique est pratique, parce qu'on marchait trois rues et voilà on était à la réunion. Cela a influencé.¹⁰³ Le 23 octobre 2005.

¹⁰² Je n'ai jamais assisté à cette assemblée, je ne sais pas si elle existait toujours en 2005. J'ai rencontré Alejandro par hasard. Notez que le nom «Pedro Goyena y Puán» est l'angle des deux rues où l'assemblée se réunissait.

¹⁰³ Traduction libre de : «¿Cómo empezó? [l'assemblée] Es medio difícil de explicar. Yo lo que recuerdo es que salíamos a la calle y había toda una movilidad social, en las plazas, en las calles, en las esquinas, donde se formaban grupos de discusión, grupo de encuentros...Originariamente con Daniela, mi compañera, no habíamos empezado en esta asamblea. En realidad era una asamblea chiquita, cerca en Plaza Flores. El tema es que también estaba mucho en la calle por el tema del corralito bancario. Entonces, ir al banco casi diariamente, salir del banco, escuchar a la gente protestar, que se convulsionaba, que hablaba de una cosa y de otra, casi como que todos los días se tenía que ir al banco, para hacer los trámites. Había una cosa de estar constantemente en la calle, escuchando la radio, o viendo qué pasaba. Y...naturalmente empezamos a ir a esta asamblea de Flores. Habremos ido dos veces, pero...no nos...primero que era un poco lejos de nuestra casa, segundo que no nos sentíamos cómodos. Un día Daniela me dice, porque convocaban asambleas así como..(se ríe) en toda esquina se armaba se armaba una asamblea, así como una cosa de mucha eferescencia. Un día Daniela me dice que vio un cartelito que decía que había una asamblea en la calle Pedro Goyena y Puan, a tres cuerdas de nuestra casa. Lo que también desde lo práctico era lo práctico, porque caminaba tres cuerdas y estaba en la reunión. Eso ago influyó.

Cette création « spontanée » et ce « besoin naturel » de se regrouper pourrait s'expliquer par le fait qu'en Argentine, l'armée a, à plusieurs reprises, tiré sur la foule. À ce titre, un assembléiste de Palermo Viejo est assez éloquent :

Très simplement, le jour [sic] du 19 et du 20 décembre, moi, je n'ai pas participé le 19, je ne suis pas sorti à la rue, je suis resté à la maison. J'avais un examen le 21 et pour cette raison ma radio n'était pas allumée, je lisais et je ne me suis rendu compte de rien. Quand je me suis rendu compte que les gens commençaient à sortir, quand on m'a appelé inquiet de ne pas me voir et qu'on a dit ce qui se passait, je leur ai dit : ne sortez pas ! Cela va mal finir, vraiment. Et c'est ce qui s'est passé pour vrai. Je ne suis pas sorti le 19 aussi parce que je ne suis pas de la masse, je m'oppose à être de la masse, ça, je le laisse pour les pizzas¹⁰⁴, je m'oppose à ce que l'on traite les gens comme une masse, je ne l'accepte pas. Je suis sorti le soir du 20, le 21 et ensuite, j'ai continué de sortir. Mais je ne suis pas sorti dans les moments les plus agités, je ne suis pas sorti pour chercher la confrontation. La nuit du 19, tout était mis en place afin qu'il y ait de la violence.¹⁰⁵ Carlos dit «Dantón» le 12 septembre 2005

Et Daniela, une ex-participante de Palermo Viejo (déjà citée), s'était faite dire par son père qui travaille pour le gouvernement de la ville de Buenos Aires, de « ne pas sortir » :

Vers midi sur la Plaza, il y avait déjà quelques personnes... je crois qu'il y avait les Mères de la Plaza de Mayo qui ne voulaient pas partir. Cela veut dire que jusqu'à trois heures j'ai été avec elle [son amie] et on est passé par pur hasard proche d'un bar où il y avait une télé et où on ne savait rien. Je me rappelle que j'ai téléphoné à mon père parce qu'il travaillait au Gouvernement de la Ville et il m'a dit: « Ne pense même pas à venir. »... Alors la seule chose que j'ai fait fut de téléphoner à mes amis pour voir leur avis, ce qu'ils en pensaient.¹⁰⁶

¹⁰⁴ Jeu de mot parce qu'en espagnol, le mot «pâte» et le mot «masse» sont le même : «masa».

¹⁰⁵ Traduction libre de : «Muy sencillo, el día 19 y 20 de diciembre, yo no participé el 19, no salí a la calle, me quedé en mi casa, yo tenía un examen el día 21, por lo tanto no tenía la radio prendida, estaba leyendo no me entero de nada. Cuando me entero que la gente empieza a salir, ahí me llama por teléfono, preocupado de no verme, y me dice que hace: yo le dije no salgas, en realidad esto va a terminar mal. En realidad eso fue lo que ocurrió, yo tampoco salí el día 19 porque ...yo salí el día 20. Yo no soy carne de cañón, por eso no salí el 19, no soy masa, me niego a ser masa, eso lo dejo para las pizzas, me niego a que a la gente la traten como masa y no puedo avalar. El 20 salí, porque ya habían logrado lo que querían buscar las fuerzas...o sea, se sabía que iba a haber represión indiscriminada, y eso ocurrió. Yo salí el 20 a la noche y el 21 y después seguí. Pero no salí en los momentos más álgidos, no salí a buscar el choque. El 19 a la noche las cosas estaban preparadas para que haya violencia.»

¹⁰⁶ Traduction libre de : «Hacia el mediodía en la Plaza ya había gente que estaba... creo que estaban las Madres de Plaza de Mayo que no se querían ir. Estemm, o sea que hasta las 3 de la tarde que me junté con ella [su amiga] y pasamos por casualidad por un bar que tenía televisión y no sabía nada. Me

Il y eut des blessés lors des *cacerolazos* (Chesnais et Divès parlent même de morts, 2002 : 10), quelquefois, les nouvelles rapportaient que quelques *piqueteros* avaient été blessés ou tués et plusieurs avaient vu à la télévision un policier à cheval frapper une des Mères de la Place de Mai¹⁰⁷, une icône de lutte pacifiste contre la violence du dernier régime militaire. Alors, se regrouper n'est-il pas une réaction *spontanée* de défense, de sauvegarde, de protection contre un pouvoir en place que l'on sait *barbare* dans le sens où l'on ne peut prévoir ses réactions? Des réactions qui peuvent être spectaculaires¹⁰⁸ (comme la scène politique argentine). Ainsi, aller ensemble en marchant jusqu'à la Plaza de Mayo donne courage grâce à un sentiment de plus grande sécurité : « Si quelque chose m'arrivait, Untel avertirait les autres, ou m'aiderait. »... C'est de la solidarité organique pure. « Pure » dans le sens de la pureté du concept sociologique à l'œuvre.

De plus, nous l'avons annoncé plus haut, le phénomène des assemblées se rapproche d'une tribu puisqu'il instaure une identité. «*Somos de ...*» ; «Nous sommes de... tel quartier.» S'identifier c'est se nommer comme appartenant à tel groupe, à tel clan. C'est se *subjectiver*, se rendre sujet mais aussi déterminer un *autre* qui n'est pas partie de ce *soi* collectif. C'est donc se détacher, poser une distance entre soi et l'autre. Pareil au concept de civilisation qui implicitement désigne *le reste* comme barbarie. Par exemple, dans la plate-forme de l'Agrupación Nueva Comuna (datée août – septembre 2005) on peut lire ceci à la deuxième page: « *Parce que nous avons appris qu'il ne sert à rien de bloquer des routes.* », faisant ainsi référence aux *piqueteros*. Cette simple phrase indique à quel point est nécessaire la distinction : *nous faisons des pétitions* (droit démocratique, « civilisé »), *eux bloquent les routes* (geste à la limite du terrorisme, « barbare »).

Dans leur narration de ces jours, les répondants sont « conscients d'être présents et témoins d'un moment unique, fort et historique ». Ce qui varie est leur perspective sur la chose, soit positive ou négative. Par exemple, pour Carlos « Dantón », les événements des 19

acuerdo que ahí mismo llamé a mi papá porque él trabajaba en ese momento en el Gobierno de la Ciudad, y me dijo: ni se te ocurra venir...Entonces lo único que hice fue empezar a llamar amigos para ver qué opinaban, qué les parecía.»

¹⁰⁷ Différents participants aux assemblées m'ont informée de ces faits.

¹⁰⁸ Par exemple, au début de la crise, le Président De la Rúa s'est «échappé» de la Casa Rosada par hélicoptère par crainte de la foule, sous le regard ébahi de celle-ci.

et 20 décembre lui semblaient plutôt mauvais, il avertit ses amis : « Ne sortez pas! ». Ce « moment historique où tout le monde est devant la Casa Rosada » n'est pas sans référence à d'autres moments historiques cristallisés dans les imaginaires comme celui du dernier discours (devant des milliers de personnes rassemblées sur la même place) de¹⁰⁹ Évita qui, si affaiblie par le cancer, devait être soutenue par le Général Perón. Il y aurait long à dire sur les expériences d'extase de foule. C'est là le « ciment » décrit par Maffesoli, dans l'expérience éthique de la tribu en tant que sous-groupe. Il y a donc atomisation. Là où la foule pleurerait la mort de Évita, les gens le faisait *tous ensemble* alors qu'en 2001, ils le faisaient en compagnie de leur *tribu*. Car il n'y avait pas, sur cette place à la fin de l'année 2001, que les assembléistes, les voisins. Il y avait aussi les *piqueteros*, les *trabajadores desempleados*, les *peronistas*, les socialistes-communistes, etc. Voici comment Sebastián, ex-participant à l'assemblée Gastón Riva se rappelle les événements des 19 et 20 décembre 2001 :

Cela a été un moment critique. En tant que tel... c'est un moment d'incertitude, de...eh... comme... J'ai de la difficulté à y penser, je n'ai pas de mots, parce que les sentiments étaient très fébriles. Beaucoup de vibrations, beaucoup de gens dans la rue... À ce moment, il n'y avait pas grand chose à penser, c'était plutôt de le vivre, ainsi les réflexions sont arrivées par la suite. À ce moment, on vivait une situation inédite, il semblait que les gens mettaient dehors un président et c'était fort. Nous venions des années néfastes du menenismo qui se sont conclues avec De la Rúa et le ministre d'Économie de Menem en personne... C'était comme leur donner un coup de pied à tous pour qu'ils partent. Le sujet était « qu'ils partent », la phrase « qu'ils partent », c'était un cri de guerre. C'était un cri non réfléchi parce que c'est ridicule. Je ne suis pas parmi ceux les plus émus dans ce type de situations mais j'étais étonné, épaté, j'étais là et j'émotionnais. C'était émouvant de passer par les quartiers et de voir que les gens sortaient à leur balcons, dans un moment de communion. Je l'ai vécu de cette façon, depuis un lieu affectif. Les gens, on se reconnaissait, quand on s'apercevait dans le quartier, quand on se croisait, peut-être on avait habité dans la même rue et on ne s'était jamais vu auparavant et tout d'un coup on se trouvait dans un coin de rue en tapant sur une casserole. C'était étrange et émotif, parce qu'il y avait une forte charge politique et cette sensation d'être en train de vivre un moment historique. Nous savions que... Je suis sociologue, j'ai lu... Il n'y a pas beaucoup de références de ce type dans l'histoire, je veux dire, ma

¹⁰⁹ Notez que je choisis d'écrire «de Évita» même si en Français, il serait plus juste d'écrire «d'Évita». Le choix vient de la langue originale, l'Espagnol, qui ne connaît pas les contractions si communes aux autres langues latines. Cette absence de contraction impose une pause dans le langage : «*de Evita*» qui donne une importance au mot suivant cette pause.

*lecture dans ce moment me faisait comprendre que ce qu'on était en train de vivre, sans blague, c'était un moment historique.*¹¹⁰ Le 16 septembre 2005

Ce témoignage va dans le même sens que la plupart des autres témoignages recueillis. Il dit « Je suis sociologue, j'ai lu... J'ai des références à ce genre de moment dans l'histoire... ». Donc, de sa perspective, l'Argentine vivait un moment très important. Il s'impose d'appréhender sur le paragraphe plus bas concernant la composition des participants aux assemblées : ce sont la plupart des universitaires et des professionnels. On voit ici dans le discours de Sebastián que sa lecture était teintée par sa formation. Voici un autre témoignage des événements des 19 et 20 décembre par une jeune sociologue, Julieta de l'assemblée Palermo Viejo :

D'un côté, beaucoup d'angoisse, beaucoup de peur. Le pays enflammé, le gouvernement tombe, quelque chose de fou, et d'un autre côté, sortir à la rue, protester et faire une catharsis. Tout d'un coup, quelque chose qui semblait très tragique devenait un carnaval, amusant, parce que c'était «barbare»¹¹¹, quand on voyait la masse de gens qui marchaient je disais wow. Je n'ai pas de TV, une amie me téléphonait à toutes les cinq minutes et me disait: « Cavallo est tombé » et cinq minutes après: « il y a des gens dans la rue » et je ne sais pas quoi. Il y avait une

¹¹⁰ Traduction libre de : « Fue un momento crítico. Como tal...es un momento de incertidumbre, de.....eh.....como que se yo, me cuesta pensarlo, no tengo palabras, porque es de sentimientos de mucha cosa febril. Mucha vibración, mucha gente en le calle, en ese momento no había mucho para pensar era más que nada vivirlo, entonces las reflexiones llegaron después, en ese momento se presentaba como una situación inédita, parecía que la gente estaba echando a un Presidente, y era como fuerte. Veníamos de años nefastos de menemismo que concluyeron con De la Rúa y el mismo ministro de Economía de Menem, era como pegarles una patada a todos ellos y que se vayan. El tema que se vayan, el lema que se vayan todos, era un grito de guerra. Era un grito irreflexivos, porque es ridículo. Yo no soy de los que más enfervorizados se ponen en este tipo de situaciones, yo estaba más sorprendido, más anonadado, estaba ahí iba y me emocionaba, todo emotivo, pasar por los barrios y ver que la gente salía a los balcones, un momento de comunión. Yo lo viví de esa forma, desde un lugar afectivo. Aparecíamos en el barrio, gente, nos cruzábamos, capaz que vivíamos en la misma cuadra y nunca nos habíamos cruzado y de repente nos encontrábamos en una esquina tocando una cacerola. Es extraño y emotivo, porque tiene una carga política fuerte y esa sensación de estar viviendo un momento histórico, y estar haciendo un momento histórico. Sabíamos que...yo soy sociólogo, he leído... No hay muchas referencias a este tipo de instancias en la historia, digo, mi lectura en ese momento me hacía entender que lo que estábamos viviendo en eso momento, fuera de joda, era un momento histórico.»

¹¹¹ Notez qu'en Espagnol de Buenos Aires «*bárbaro*», «barbare» est utilisé en langage familier pour dire «cool» ou «super».

*chose qui était arrivée et il y avait une autre, il y avait du monde partout, comme une chose wow.*¹¹² Le 6 septembre 2005

Elle ne fait pas de référence explicite à sa perspective sociologique mais ce qui est intéressant de cette citation c'est qu'elle explique comment elle est passée du sentiment de peur et d'incertitude à une forme de joie révolutionnaire.

Les assemblées ont donc été créées à partir des événements des 19 et 20 décembre 2001, c'est à ce moment que bien des gens étaient dans la rue... ou alors, devant leur téléviseur à regarder ceux qui sont dans la rue. Ces jours où le quotidien, la « normalité » ne tenait plus. « *Être dehors, constamment à la rue...* » disait Alejandro plus haut; les lieux publics sont fondamentaux pour la création des assemblées. Et ce, autant au niveau très concret de se rassembler avec les gens que l'on côtoie tous les jours autant que symboliquement, prendre la rue, s'installer sur la place publique et y discuter de la *chose publique*; « Pourquoi les banques sont-elles fermées? »... Dans ce cas qui nous intéresse, l'espace public est la prémisse afin qu'aient lieu les étapes de la violence politique de Ted Gurr (cité *in* Mathieu, 2004 : 40) : « La première séquence causale de la violence politique est tout d'abord le développement du mécontentement, puis de la politisation de ce mécontentement, et finalement son actualisation dans une violence politique dirigée contre des objets ou des acteurs politiques. »

Ainsi, l'espace public aurait contribué à l'étape de la *politisation du mécontentement*. Les assemblées furent le lieu pour rendre possible l'étape de l'actualisation de ce mécontentement.

¹¹² Traduction libre de : «Por un lado mucha angustia mucho miedo, el país en llamas cae el gobierno una cosa muy loca, y por otro lado el tema de salir a las calles y protestar y hacer una catarsis. De repente algo que parecía muy trágico se tornaba carnavalesco, divertido, porque era bárbaro, cuando uno veía la masa de gente caminando decía wow, y yo que no tengo televisor, me llamaba una amiga cada 5 minutos y me decía: cayó Cavallo, y a los cinco minutos: hay gente en la Plaza y no sé que... Pasó una cosa y pasó tal otra, y hay gente por todos lados, como una cosa wow.»

2.1.3 L'espace public

Dans la section traitant du rapport identitaire qu'entretiennent les gens par rapport à leur quartier, nous avons mentionné que la présence d'espaces publics communément partagés et utilisés était une condition nécessaire à l'émergence de ces assemblées. Un pays comme l'Argentine permet ces espaces car la forme urbaine comprend de tels espaces : parcs, places, marchés en plein air, fruiteries et commerces à même le trottoir. De plus, le climat permet la rencontre à l'extérieur. Les répondants le soulignent : la crise eut lieu en décembre, il fait très chaud en ville, on étouffe dans les logements, les gens sont « déjà » dehors... sur les places. En effet, d'après les répondants, au début des assemblées, à l'été austral 2002, il y avait tant de participants « *qu'on se réunissait à chaque coin de rue* » (une participante de l'assemblée Palermo Viejo) à chaque coin de rue ou place. Remarque par rapport à ces coins de rues : il s'agit d'espaces très intégrés à la forme urbaine porteña.

De plus, l'espace public est le lieu premier de la démocratie, c'est *l'agora*. L'espace public est aussi la première caractéristique distinctive de ce type d'assemblée. Tous les espaces occupés par les assemblées sont du domaine public : soit « dans la rue » ou dans des locaux « récupérés ». Ce fait est important car il démontre de l'intention globale des assemblées de s'insérer dans le domaine politique. Conformément à la définition de « public » de Hirschman : « [...] toutes ces expressions [contenant le mot public] renvoient à l'action dans le domaine politique, à l'engagement du citoyen dans les affaires civiques dans la vie de la communauté. » (Hirschman, 1983 : 19-20)

D'un point de vue davantage théorique, nous pouvons dire que l'espace public ou occupé semble être un élément primordial dans le message adressé aux élus. La prise de ces espaces, qui sous la dernière dictature militaire étaient devenus des endroits « à risque » et qui, sous le virage néolibéral étaient devenus privés dans le sens où tout se privatisait, se « marchandisait ». Les espaces publics physiques autant que les imaginaires les accompagnant sont puissants. C'est là où s'imprime et se véhicule la mémoire collective (Melchior, 2007 ; Halbwachs, 1950). C'est aussi là que se produit la première étape de la prise de parole collective à l'égard de la *chose publique*. Toutefois :

En dépit de toute sa puissance, l'espace ne peut à lui tout seul déterminer les relations sociales qui conservent toute leur spécificité. C'est pourquoi, en tant qu'être géographique, l'espace prend forcément une forme particulière. Dans ce sens, qualifier ou requalifier l'espace ne peut signifier autre chose qu'un travail sur le particulier. (OSTROWETSKY, 2001 : 12)

Les *cacerolazos* et les marches jusqu'à la Plaza de Mayo se sont transformés en prises temporaires de lieux publics : les premières réunions des assemblées se tenaient - comme nous l'avons mentionné- sur les coins de rue, sur les trottoirs et sur les places. Un participant de Palermo Viejo disait qu'il y avait tellement de gens qui assistaient à ces premières rencontres qu'ils se retrouvaient à amener leurs propres chaises et à s'asseoir dans la rue. C'était là aussi un acte de « prendre la rue » mais d'un autre niveau que celui de faire une manifestation. C'est un geste envers la *chose publique*, c'est reprendre possession d'un endroit auparavant dangereux (pendant la dernière dictature militaire). C'est ainsi un symbole de refus de la classe politique et de tout le système politique. « *Nous allons nous gérer nous-mêmes, entre nous, entre voisins .»* disent-ils.

Il s'agit donc comme le dit Ostrowetsky, d'un travail sur le particulier. Un effort de ramener le particulier dans l'universalisme du concept de la démocratie. Volontairement ou non, les assemblées ne se sont pas constituées en parti politique ou en aucune forme de représentation (universalisante). Les assemblées sont devenues -et dans les faits, elles l'ont toujours été- un espace plutôt qu'un acteur, ce qui les lie aux NNMS et à la mouvance altermondialiste (par exemple les Forums sociaux mondiaux).

2.1.4 L'aspect « espace » des assemblées

Il est difficile de ne pas s'arrêter à l'originalité et à cette particularité des assemblées qu'est « l'aspect espace » autant pour le rapport à l'espace dans la ville (l'identité par le quartier) et pour sa forme *espace*.

D'abord les lieux de rencontre. Les participants aux assemblées de première génération se rencontraient généralement dans un local « récupéré » pas des plus beaux, souvent mal entretenu. Autant pour Cid Campeador que pour Palermo Viejo, leur local était partagé entre plusieurs groupes, autant des artistes que des militants. Il y faisait froid, (parce que pas chauffé et j'y étais pendant l'hiver porteño), il y avait une inévitable collection de chaises dépareillées. Il y avait parfois une table pour écrire mais comme très peu écrivaient pendant les assemblées, la table pouvait servir au maté qui risquait de circuler. L'assemblée Cid Campeador avait récupéré une banque abandonnée pendant la crise, un endroit très grand avec une façade toute vitrée. Dans une autre partie du rez-de-chaussée, vivait une famille qui, sans ce refuge, aurait été dans la rue. L'assemblée Palermo Viejo, occupait fièrement un bâtiment en ruine divisé en trois assez grandes parties. C'est un ancien marché couvert, appartenant à la ville, abandonné depuis « très longtemps ». L'assemblée de Gastón Riva, utilisait un local dans un centre culturel très fréquenté¹¹³ par les jeunes militants du quartier. On y trouvait également une bibliothèque populaire. Vecinos Indignados se rencontraient dans un centre culturel qui semblait assez inoccupé et qui m'apparaissait comme un ancien local commercial. Los Vecinos por la Comuna BANORESAP n'avaient pas de local à eux, alors, ils se réunissaient à différents endroits: dans des salles arrières de bistrot ou alors dans un local de tango avant que les gens ne viennent danser.

Ces deux dernières assemblées, au risque de se répéter, font partie de la seconde génération. Leurs liens à l'espace n'est pas le même. D'abord, elles ne sont pas pareillement ancrées dans la trame urbaine, puisque leur point de rencontre change. Ensuite, elles ne sont pas ancrées dans la communauté parce qu'elles sont difficiles à rejoindre de par leur « nomadisme » (il est même difficile de connaître leur existence). Les participants à ces assemblées sont orientés, nous l'avons mentionné, vers des luttes et des tâches assez précises.

En ce qui concerne les assemblées de la première génération, nous avançons qu'elles sont devenues -volontairement ou non- des espaces. Le premier élément qui va en ce sens est

¹¹³ Lorsque je l'ai visité, il y avait de nombreux événements d'annoncer : projection de films engagés, conférences. On proposait aussi des cours de toutes sortes (tango, yoga, peinture) et un groupe d'achat qui achetait en gros ou même directement des producteurs).

que les participants variaient d'une séance à l'autre. Ils étaient certes parfois nombreux, parfois moins, mais c'est surtout qu'ils n'étaient pas tous également assidus. Sur la dizaine de personnes présentes en moyenne, il y en avait toujours trois ou quatre irréductibles. Tellement, que lorsque ces « irréductibles »¹¹⁴ n'étaient pas là, on sentait tous qu'il manquait quelque chose. De plus, la forme espace s'illustre également par le va et vient constant des voisins qui entraient et sortaient à tout moment.

Il y a là une autre justification de l'usage de l'appellation *voisin* : ils ne savent pas nécessairement tous le noms de chacun. J'ai remarqué cela surtout pour les assemblées de deuxième génération. Pour les assemblées de la première génération, il y a donc le « noyau dur » qui est composé du petit nombre qui continue de se rencontrer. Toutefois, les assemblées de première génération reçoivent constamment des demandes. Comme l'exemple de la citation de Carlos ex-participant de l'Assemblée de Palermo Viejo :

Une voisine qui se plaignait du bruit des commerces et des poubelles est venue. Au lieu de penser qu'elle pouvait en parler avec le commerçant, elle venait à l'Assemblée avec son problème particulier. Le système de collecte d'ordures du voisinage se fait durant la nuit et une fois par jour. Alors, qu'est-ce que l'assemblée a fait? L'assemblée n'est pas allée protester au commerçant, avec le critère qu'on utilisait dans le comité d'action du quartier, on est allé voir les gens du Gouvernement de la Ville et on a proposé [une solution] parce qu'on savait qu'il y avait un système différentiel pour plusieurs endroits où il y avait beaucoup d'activités commerciales... Parce que, quel est le problème? [sic] Si le système de collecte d'ordures du voisinage a lieu à 22hrs, les bars et les restaurants sont là jusqu'à 3h le matin, ils ne vont pas conserver leurs ordures jusqu'au lendemain et la voisine se fâchait à cause des odeurs, les rats et les chiens qui les déchirent [les sacs de poubelle]. Alors, au comité d'action du quartier entre l'une des choses qu'on a proposée, était d'aller au Gouvernement de la Ville. On savait que dans d'autres zones, on le faisait parce que c'est commode pour l'entreprise de collecte et qu'elle ne chargeait pas plus. On s'est entendu que pour notre zone, ils fassent un autre parcours à 7h du matin, pour les poubelles des bars et des restaurants. Les gens donnent un pourboire à ceux qui ramassent les déchets dans ce [nouveau] parcours. Ceci a été obtenu par l'Assemblée et les gens étaient accommodés. C'est toutefois le problème que je signalais avant, celui qui venait [à l'assemblée] le faisait pour son problème personnel, non pas pour une idéologie, il sentait seulement ce qui l'affectait et non pas dans un sens social plus large, comme les épargnants [qui ont tout perdu dans le « corralito »]. Une fois que la situation [des ordures] s'est

¹¹⁴ On peut imaginer ici des cercles concentriques dont le centre serait « les irréductibles » ensuite autour « le noyau dur », ensuite « les participants » pour finir avec « les voisins en général » et « les observateurs ». Nous reprendrons cela dans la section « participants ».

*normalisée, cette personne a cessé de participer à l'assemblée*¹¹⁵. Le 26 septembre 2005

Carlos dépeint avec détails le problème avec lequel les assemblées de première génération ont dû composer: des gens du quartier s'en servaient comme «comptoir de plaintes». Ces assemblées étaient constamment sollicitées par courriels, parfois au téléphone à la maison de certains participants et pendant les réunions hebdomadaires. Souvent, on leur demandait de prêter leur local. Pendant que j'assistais aux réunions de Palermo Viejo, il y eut plusieurs débats et discussions à propos d'une agence de voyages des États-Unis pour groupes d'étudiants qui offrait des circuits «*Reality Tours*» et qui voulait amener quelque quinze étudiants étatsuniens observer le déroulement de l'assemblée. La femme de l'agence était une Argentine expatriée depuis longtemps (ce qui ne l'aidait pas dans sa cause au regard des assembléistes). Elle avait appelé puis elle se présenta un soir en compagnie de son père, un homme avancé en âge qui habitait le quartier (son « passeport » pour l'assemblée). Elle plaidait que: « Les jeunes adoreraient vous voir discuter ainsi jusqu'à ce qui est pour eux le milieu de la nuit, dans un endroit « récupéré »...». À la réunion suivante, une semaine plus tard, les participants eurent la discussion suivante (après une explication de la demande). Je la reproduis dans son entièreté afin d'illustrer un moment typique de réunion d'assemblée et surtout le mode de discussion.

¹¹⁵ Traduction libre de « Vino una vecina que se quejó del ruido de los comercios y de la basura que quedaba. En vez de pensar que se puede integrar al comerciante, venían con el problema particular. El sistema de recolección vecinal es a la noche y una vez por día. Entonces, ¿qué hizo la asamblea? La asamblea no fue a protestarle al comerciante, con un criterio que se manejó dentro de la comisión de acción barrial, se propuso, se fue a ver a la gente del Gobierno de la Ciudad y se propuso porque sabíamos que había un sistema diferencial para muchos lugares con mucha actividad comercial. Porque el problema ¿cuál es? Si el sistema de recolección vecinal, el normal es a las 10 de la noche, los bares y restaurantes están hasta las 3 de la mañana, no van a guardar su basura hasta el día siguiente y el vecino se jorobaba por lo olores, las ratas, los perros que las rompen. Entonces, esta comisión de acción barrial entre una de las cosas que propusimos fuimos al gobierno de la ciudad, sabemos que en otras zonas se hacía porque le conviene a la empresa de recolección, no se cobrara más. Se acordó que para la zona nuestra se hacía otro recorrido a las 7 de la mañana que lo único que saca es la basura de los locales. El local por ahí a ese recorrido les da una propina. Esto lo consiguió la asamblea y la gente se quedó conforme. Este es el problema que señalaba antes, él que venía, venía por su problema personal, ni por una ideología, sentía sólo lo que le afectaba a ella y no un sentido social más amplio, como los ahorristas, una vez que la situación se fue normalizando, ese tipo no se siguió sumando a la asamblea.»

- D.¹¹⁶ : « D'accord qu'ils viennent mais on veut établir un dialogue. »
 J. : « Oui, un dialogue. »
 Ju. : « Que savent-ils de la situation ? »
 ?¹¹⁷ « On leur demande de faire des tâches... »
 ? « Nous ne sommes pas des indigènes de Patagonie¹¹⁸ pour que des étrangers viennent nous observer ainsi... »
 Ju. : « Pourquoi viennent-ils ici s'ils ne savent pas ce qui s'est passé en 2001 ? »
 S. : « Que veulent ces gens ? »
 J. : « On n'a pas fait de publicité, on ne demande pas à recevoir des touristes. S'ils veulent connaître, qu'ils connaissent, qu'ils fassent des tâches ou qu'ils paient. »
 ? : « Nous voulons faire de cet espace un espace public. »
 L. : « Qui est cette agence ? Quelle est sa position exactement ? »
 S. : « Oui, qui sont-ils ? Sont-ils liés à une organisation politique ? »
 C. : « Mais si ces touristes paient pour venir, on établit en partant un rapport asymétrique. »
 G. : « Mais on a besoin d'argent ! »
 L. : « Quel type de relation voulons-nous construire ? Voulons-nous être isolés ? »
 S. : « Il n'a jamais eu de relation d'établie avec cette agence et cette femme; elle n'a fait que parler, pas écouter. »
 Ju. : « Je suis d'accord avec L. et S. On pourrait leur répondre qu'on veut créer des liens, établir des contacts... »
 D. : « Voire construire des liens permanents, nous sommes à Palermo mais nous ne sommes pas le Jardin botanique ni aucune sorte d'attrait touristique! Ils peuvent venir un samedi, prendre des photos, faire une sorte de discussion avec nous. Pour un apport permanent... »
 G. : « Quel serait cet apport ? »
 D. : « Envoyer de la nourriture, par exemple... »
 L. : « Construire des liens... »
 D. : « Les assemblées¹¹⁹ sont utopiques. L'important est de se mettre d'accord. »
 J. : « Alors il faut les questionner parce que nous ne l'avons pas fait la première fois. »
 L. : « Il faut d'abord se mettre d'accord. »
 J. : « On attend une réponse de cette femme. »
 Ils s'entendent que L. devra l'appeler et lui poser des questions. Elle reviendra par la suite avec les informations en assemblée.
 J. : « L'assemblée devrait approfondir ce sujet des liens... faire une déclaration de principes. »

¹¹⁶ Je ne mets que la première lettre de leurs prénoms car il s'agit de mes notes personnelles. Bien qu'ils savaient que je notais tout, je n'ai pas spécifiquement demandé à tous s'ils acceptaient que leur prénom paraisse. Pour des fins de comparaisons, il peut être intéressant de savoir que S. D. et J. sont des hommes et, conséquemment, L. G. Ju. et C. sont des femmes : ils étaient sept assembléistes à cette réunion hebdomadaire.

¹¹⁷ Le ? indique que je n'ai pas noté qui a fait cette intervention.

¹¹⁸ Notez que cette comparaison m'a fait sursauter et que cela montre encore une fois la fracture eux / nous ; c'est normal que les touristes aillent voir les autochtones de Patagonie, nous, non.

¹¹⁹ Notez soudainement le pluriel, «les assemblées», le phénomène.

Personne ne réagit.

J. : « Revoir quelle est notre politique... »

S. : « Notre politique a à voir avec MTR¹²⁰, je crois que là, c'est autre chose. »

J. : « Mais quels sont nos liens avec d'autres organismes?... »

S. : « Nous partageons l'espace avec Arde Arte, c'est bien. Le lien avec MTR est différent. »

C. : « Il faut voir quelle est notre expérience... »

J. questionne encore à propos des conséquences liées au fait de recevoir de l'argent de ce groupe de touristes : « C'est comme se donner en spectacle. »

D. : « Je ne sais pas si c'est de se donner en spectacle, mais on pourrait leur en donner tout un en leur faisant rencontrer les autres groupes avec qui nous partageons cet espace. »

Ils décident de questionner d'abord la femme et de faire un dialogue avec eux.

On voit dans cet extrait de mon journal de bord le mouvement de la discussion : au tout début J. et D. sont déjà d'accord sur le « dialogue ». Mais cela devient vite chaotique : plusieurs questions sont posées et personne ne tente d'y répondre. Je me sentais témoin d'une réflexion à haute voix et en groupe. Les interventions unidirectionnelles s'arrêtent avec C. qui répond avec quelques interventions de décalage à l'intervention de J. « *Mais si ces touristes paient pour venir, on établit en partant un rapport asymétrique.* » Et là, G. répond directement (elle n'a pas attendu son tour) et suit une véritable discussion car ils sont arrivés au cœur du problème, à la question de « *Quel type de relation voulons-nous construire?* » Cette discussion nous permet d'assister au processus circulaire de discussion : quand ça commence, ils allaient dans tous les sens et petit à petit, ils en viennent à vraiment dialoguer. À la toute fin, les participants sont fatigués (il était rendu minuit passé) et il n'y a que J. qui poursuit. Il semblait insatisfait de la fin de la discussion. On voit qu'il posait des questions plus larges et que S. revenait à l'espace immédiat qu'ils partagent. L'aspect espace est présent. Cela ajoute peut-être au malaise de leur refuser l'accès: quelqu'un a dit les mots magiques : « espace public ». S'ils étaient un espace public, ils ne pourraient se permettre de poser des conditions. S'ils ne posaient pas de conditions, ils se sentaient en position inférieure, voire impuissants. Ne rien demander les mettait au rang « d'indigènes de Patagonie » et de demander quelque chose les aurait mis en position de *nécessiteux*. Il y avait un véritable malaise à ce sujet. Pourtant, ma présence ne semblait pas avoir posé quelque problème que ce soit.

¹²⁰ Le groupe *Movimiento Teresa Rodriguez* de la famille *piquetera* avec qui ils partageaient le local.

Ils ont finalement offert à la dame de venir avec ses jeunes touristes le samedi comme c'était jour de corvées, ils pourraient aider et dialoguer avec eux... « Enfin, c'est ça la *réalité*, non? » La femme n'a pas donné suite...

Cette demande et cette discussion est un exemple pour illustrer à la fois : a) l'aspect et l'importance de l'espace; b) la forme des réunions des assembléistes; c) le fond de leurs discussions; ainsi que d) le type de demande qu'ils peuvent recevoir. Aussi, les assemblées qui ont pignon sur rue et qui, en plus de partager leur local avec d'autres groupes, font davantage partie de la communauté dans le sens où le lieu est connu et les gens peuvent s'y rendre comme ils veulent, pour adresser des demandes ou alors pour « voir ». Souvent le local avait été récupéré et était entretenu par les assembléistes parce que les autres groupes le partageant avec eux étaient moins nantis que les premiers. Autant Cid Campeador que Palermo Viejo passaient relativement beaucoup de temps et d'énergie à organiser des activités avec la collaboration de ces groupes pour rassembler des fonds nécessaires à l'entretien de ce local. On pourrait donc en déduire que les assemblées semblaient être plus favorables à collaborer avec un groupe de jeunes artistes un peu paumés du quartier plutôt que de monter des actions conjointes avec d'autres assemblées. Pendant toute la période d'observation, je n'ai jamais entendu de mention ni même de références formulées envers d'autres assemblées. À part que des assembléistes vont utiliser le terme « assemblées » au pluriel en s'inscrivant ainsi dans quelque chose de plus grand, par exemple dans la citation suivante: « Les assemblées sont utopiques. » Mais aucune activité conjointe ne s'était réalisée à ma connaissance. Lorsque J.¹²¹ demande quels sont les liens sociaux qu'ils ont avec d'autres *organismes*, aucun ne parla des autres assemblées; ni en bien, ni en mal. D'où la notion de tribu: les assemblées travaillaient pour et avec le quartier immédiat (dans la mesure où les gens du quartier en général y contribuaient, ce qui n'était pas clair en 2005) mais en vase clos les unes par rapport aux autres.

La tribu assembléiste est celle qui occupe et partage un espace déterminé, qui permet à cet espace d'être ouvert et public. Pourtant la tribu n'est ni ouverte ni publique. Elle se consacre aux voisins, à l'espace du voisinage. Voilà une contradiction portée par les assemblées.

¹²¹ Dans la discussion reproduite plus haut.

2.1.5 La *vecindad*, le voisinage

Toutes les assemblées auxquelles j'ai assisté faisaient usage de l'appellation « voisin » pour désigner et qualifier un autre participant. -Remarquez que je n'ai jamais eu le droit à ce titre.- C'était aussi une façon de se présenter ou de commencer un commentaire, une intervention en assemblée. Voici une définition de « voisin » par un intellectuel argentin, Pablo Bregel, étudiant les « nouvelles formes associatives » :

La particularité de ce mouvement est que son protagoniste est le *vecino*, c'est-à-dire, le citoyen situé territorialement dans son quartier d'appartenance, et sa motivation centrale est sa rupture en bloc avec la *classe politique* qui gère la démocratie depuis 1983 (et non pas seulement le parti au pouvoir).¹²² (in GONZÁLEZ BOMBAL, 2003 : 84)

D'une perspective pratique, on peut dire qu'ils utilisaient ce terme parce qu'ils ne savaient pas nécessairement tous le nom de chacun. En effet, mis à part le « noyau dur », la plupart des assembléistes ne se connaissaient pas vraiment. D'où l'aspect très utile d'un terme qui, comme l'appellation « camarade », permet l'interpellation de tous à la fois ou alors d'un seul dans un rapport *communautaire*, de complicité et égalitaire sans toutefois avoir besoin de se souvenir des noms ou prénoms.

Toutefois, l'appellation « voisin » est plus qu'un outil pratique. Il s'agit de redéfinir le rapport à l'autre se voulant égalitaire et surtout sans objectif caché. En effet, j'ai mentionné qu'un des facteurs de la diminution de la participation était la confrontation et les tentatives de cooptation de différents groupes et partis politiques. Les assemblées visitées et observées en 2005 tenaient toutes à faire connaître leur position apolitique partisane. Car, dans les imaginaires des assembléistes, « les politiciens » et « la politique » sont les éléments *barbares* : ils ont toujours un agenda caché : « *s'ils promettent ceci, c'est pour te voler cela de tes poches* ». Ainsi, le terme « voisin » semblait servir de bouclier contre la présomption de

¹²² Traduction libre de : «La particularidad de este movimiento es que su protagonista es el *vecino*, es decir, el ciudadano situado territorialmente en su barrio de pertenencia, y su motivación central es su ruptura con la *clase política* en bloque (no sólo con el partido gobernante) que gerenció la democracia desde 1983.»

barbarie. La phrase « *Je suis un voisin ordinaire*¹²³ » était souvent employée un peu comme une preuve d'identité ou comme lorsque l'on lève un drapeau blanc ou l'on montre qu'on ne porte pas d'arme. Les politiciens, les péronistes, les trotskistes, etc. n'étaient pas considérés des « voisins ordinaires ».

Ainsi, l'établissement d'un rapport intersubjectif différent se manifeste, nous l'avons noté, à travers la transformation sémantique du terme « voisin ». C'est-à-dire que le mot «voisin» employé dans ce contexte signifie plus que son sens communément attribué. Ce n'est plus un indicateur de la distance géographique entre les deux interlocuteurs. Quoique généralement supposés proches, les assemblées de deuxième génération défiaient ces présumés. Surtout pour le cas des participants de l'assemblée des Vecinos Indignados. Ils faisaient tous partie de la Municipalidad de Vicente López, certes, mais cette municipalité est une agglomération de neuf localités¹²⁴. Ces assembléistes font un usage du mot « voisin » qui en transforme donc le sens premier car il ne sont pas voisin dans le sens de « celui qui vit à côté ». Le fait de nommer « voisin » celui qu'on ne sait pas où il vit crée un élargissement spatial et relationnel. Il semble y avoir là une volonté de construction d'une communauté. Il s'agit plutôt d'une façon de s'adresser à l'*autre* en tant que voisin, donc en tant qu'égal. Cela marque une forme de solidarité. « *Nous sommes tous ici voisins et égaux, ensemble dans la même cause, la nôtre.* » Autrement dit, cette expression marque une interpellation qui fait appel au lien de solidarité organique tel que décrit par Maffesoli.

Pour l'observatrice, cette appellation « voisin » fait penser au terme « citoyen » de la Révolution française où l'on utilisait ce terme pour désigner l'autre dans une nouvelle identité. On n'a qu'à penser à la citation de Pedro : la légitimité vient du fait qu'on habite ce quartier, on agit là où on vit. C'est pourquoi les étrangers -Argentins ou non- ne sont pas vraiment bienvenus. « Voisin » aussi renvoie à un rôle et un titre. Un titre subjectif où l'*autre* est nécessaire car pour être voisin, il faut au moins être deux et avoir un lieu commun, une certaine proximité. Le voisin est le contraire de celui qui est complètement étranger à soi car le voisin est celui qui partage la même réalité, le même quotidien, donc qui est membre de la

¹²³ Traduction libre de : Yo soy un vecino común.

¹²⁴ À titre de comparaison, la municipalité de Vicente López a une superficie de 34 km² alors que le quartier Palermo a 17 km² (source Wikipedia en espagnol) et ce territoire est divisé en quatre sous-quartiers : Palermo Chico, Palermo Hollywood, Palermo Viejo et Palermo Soho.

même communauté. Pourtant, cela peut poser des problèmes idéologiques. Surtout par rapport à l'attribution du *titre* de « voisin ». Cet exemple donné par Daniela, ex-participante de Palermo Viejo est très éloquent pour dépeindre la tension possible engendrée par l'attribution de ce titre (qui pouvait ou ne pouvait être un « voisin ») :

Ce qu'ils ont en commun c'est le quartier. Tous les participants habitaient à Palermo. Mais il y avait des visions différentes de ce qu'est le quartier. Qui pouvait-on appeler «voisin» et à qui nous ne pouvions pas. À Palermo, la plupart des gens sont de la classe moyenne, parce que l'on a mis des limites géographiques à l'assemblée. De l'autre côté de l'avenue Córdoba, il y a une zone de maisons abandonnées et récupérées, une installation spontanée [un squat] nommée « Darwin », qui a brûlée maintenant. C'était une espèce de campement de secours dans laquelle habitaient à peu près 300 familles. C'était à 10 coins de rue. C'était un bâtiment abandonné et plusieurs personnes y habitaient. Ces gens-là n'étaient pas, pour un secteur considérable de l'assemblée, des « voisins ». Le comité des jeunes différait beaucoup [des autres], on considérait qu'on était des voisins, qu'on était dans le même espace et qu'il n'y avait pas de différences. Pour nous, les limites ne sont pas une question d'objectifs, mais plutôt comment contourner la réalité. Parce que... Par exemple, mon voisin d'en face était fonctionnaire dans le gouvernement de Menem. Même s'il habitait en face et je suis sûre qu'on ne pensait pas la même chose que moi, mais il était dans les limites géographiques, alors, il était supposément un voisin de l'assemblée¹²⁵.

Il y a donc chez les assembléistes une forme de volonté d'une construction identitaire à travers le rapport à l'*autre*. Par contre, la forme tribale particulariste apparaît. Ce ne sont pas tous des « voisins ». On pose soi-même des limites géographiques au « quartier » et on ne s'occupe que de ceux qui sont à l'intérieur de ses frontières. Par conséquent, il ne s'agit pas d'un rapport universalisant. Au contraire, cette construction du rapport à l'*autre* qui cherche à

¹²⁵ Traduction libre de : «[Lo que tienen] en común, el barrio. Todos [los participantes] vivían en Palermo. Pero había visiones del barrio diferentes. A quien llamar vecino y a quien no. En Palermo, la mayoría es de clase media, porque se pusieron límites geográficos a la asamblea. Después de Córdoba, hay una zona de casas tomadas, hay un asentamiento que se llamaba Darwin, que se incendió, era una especie de villa de emergencia en la que vivían como 300 familias, estaba a 10 cuadras, era un edificio abandonado y vivía un montón de gente. Esa gente no era, para un sector bastante mayoritario de la asamblea, considerada un vecino. Ahí la comisión de jóvenes difería bastante, considerábamos que éramos vecinos, que estábamos en el mismo espacio y no había diferencias. Para nosotros los límites son más de objetivos, de cómo entornar la realidad. Porque, por ejemplo, mi vecino de enfrente era funcionario del gobierno de Menem y vivía en frente y estoy segura que no pensábamos lo mismo, pero estaba dentro del límite geográfico, supuestamente era un vecino de la asamblea.»

renforcer le « nous » (facilement identifiable) semble engendrer un renforcement de la définition spécifique de qui sont « eux » (tous les autres).

À ce titre, Nayla Farouki peut intervenir ici, bien qu'elle utilise le concept de tribu différemment que Maffesoli, elle reste éclairante à bien des égards : «La première règle qui fonde une binarité tribale, distingue « dehors » et « dedans » et pratique l'exclusion ou l'inclusion d'une manière consciemment programmée.» (2004 : 53).

En somme, la « *vecindad* », ce voisinage redéfini, consiste en une transformation de trois types de rapport (tous liés à l'*espace* de l'assemblée) qui intéressent particulièrement la sociologie :

- 1) Dans le rapport à l'*autre* (voisin ou non-voisin tel que mentionné en début de cette sous-section);
- 2) Dans le rapport à l'État et aux institutions puisqu'on leur fait face *ensemble* (quoiqu'un petit ensemble en termes de nombre) de façon organisée et rationnelle;
- 3) Dans le rapport à soi, donc identitaire puisqu'il se produit une réappropriation de l'espace et de la communauté du voisinage.

Maintenant que cet élément identitaire et communautaire est mis en place, voyons la forme et le fonctionnement de ces assemblées qui nous portent à parler de *leçon de civilisation* par la pratique régulière et acharnée d'une démocratie « plus véritable ». Et ce, malgré les côtés moins efficaces comme la lenteur de ce processus lorsque vient le temps de prendre une décision sur une question concrète ou urgente.

2.1.6 La forme de ces assemblées

Les assemblées auxquelles j'ai assisté avaient le même mode de fonctionnement :

- 1) Un président des débats appelé « *coordinador* », « coordonnateur » (qui parfois échoue à diriger les débats et alors ce sont des discussions chaotiques, dans ce cas, quelqu'un avec plus de « leadership » prenant informellement la relève);

- 2) Un droit de parole (les assemblées plus nombreuses vont aller jusqu'à tenir deux listes homme / femme);
- 3) Un ordre du jour informel ou plutôt construit au début de la séance (« *Quelqu'un a quelque chose à dire pour la réunion de ce soir?* »), un début et une fin (et ce même si on entre et on sort comme on veut : ils ne tiennent jamais compte des présences). On peut ajouter des sujets au fur et à mesure qu'arrivent les gens, puisque ceux qui ont des demandes n'arrivent pas toujours au moment où commence l'assemblée;
- 4) Pas de secrétaire ni de procès-verbal mais parfois quelqu'un prend des notes (par exemple, c'était systématique pour Cid Campeador, mais on ne semblait pas revenir sur ce qui avait été noté).

Tout se fait de façon horizontale, par la discussion et sur le mode de l'autogestion et de l'autonomie. Personne ne décide quoique ce soit pour quiconque de façon unilatérale. Prenons un exemple. En discussion, les assembléistes s'accordent pour organiser un événement. L'un se porte volontaire pour inviter des artistes, l'autre propose une affiche, une autre mentionne qu'on a oublié de s'entendre sur l'heure, etc. Bien qu'il soit vrai que les plus éloquents, les plus charismatiques vont se démarquer et que l'assemblée leur donne volontiers le rôle de coordonnateur, il reste qu'il n'y a pas de chef, ni de leader. Il n'y a que le « noyau dur », formé de cinq à dix assembléistes. Mais même ce « noyau dur », à part avoir des liens d'amitié, généralement, ne s'impose pas et tente d'inclure les autres. Pour eux, là est la façon de mettre en place la vraie démocratie comme nous l'indique la plate-forme déjà citée de Agrupación Nueva Comuna :

Sur ce chemin que nous avons commencé, ce qui nous motive est la volonté de faire partie de la construction d'une nouvelle force démocratique en Argentine, à partir d'un consensus transformateur qui serait capable de changer l'hégémonie politique, économique et culturelle des puissants de toujours. (p.1)

[...]

Parce que nous voulons construire une nouvelle représentation, qui mette en valeur le chemin que nous avons parcouru, en reconnaissant les courageuses expériences existantes et en convoquant largement les autres, pour instaurer une nouvelle culture politique. (p.2)¹²⁶

¹²⁶ Traduction libre de: «En este camino que iniciamos, nos motiva la voluntad de ser parte de la construcción de una nueva fuerza democrática en la Argentina, de un consenso transformador que sea capaz de revertir la hegemonía política, económica y cultural de los poderosos de siempre.» (p.1) [...]«Porque queremos construir una nueva representación, que ponga en valor el camino que hemos

L'idée d'une construction de quelque chose de nouveau grâce à l'expérience revient constamment dans ce document de quatre pages écrites serrées. Leur rhétorique se base sur ce qu'ils font : leurs expériences et leurs actions.

2.1.7 Leurs actions

Ainsi, à chaque semaine, tel jour, à la même heure (souvent tardive vers les 21 heures, 22 heures), les « voisins » se rencontraient et « discutaient ». J'ai remarqué quatre types de préoccupations pour les assemblées observées :

- 1) Des problèmes très concrets d'infrastructure. Par exemple : *le toit coule, le courant a été coupé...* (cela concernait surtout la première génération qui avait un local à eux). Cela se concrétisait par exemple pour l'assemblée de Palermo Viejo en une journée par mois de « *tareas* », « tâches » ou « corvées » où les organismes se partageant l'espace se rencontrent et réparent ou nettoient leur local.
- 2) Des questions organisationnelles, ce thème était souvent le plus important. Certains assembléistes cherchaient à enregistrer leur assemblée comme organisme sans but lucratif afin de pouvoir tenter des poursuites en justice contre le gouvernement de la ville, ou alors des entrepreneurs privés. Par exemple, le dossier le plus « chaud » à ce moment pour Palermo Viejo était d'empêcher la construction d'une tour d'habitation de 45 étages dans cette partie du quartier dont les édifices comptaient en moyenne trois étages¹²⁷. Dans leur plan d'action, ils cherchaient à poursuivre l'entrepreneur afin de faire arrêter les travaux, ou du moins de les ralentir.
- 3) La mise sur pied d'événements ponctuels afin d'aller chercher les « voisins », les autres gens du quartier. Par exemple : inviter un intellectuel à venir parler d'un cas précis, faire une

recorrido, reconociendo las valiosas experiencias existentes, y convocando a otros con amplitud, para instaurar una nueva cultura política.» (p.2)

¹²⁷ Voir le tract en annexe.

petite fête en vendant des « churros » (pâtisserie frite commune à plusieurs endroits d'Amérique latine) et aussi pour récolter un peu d'argent.

4) Les *escraches*. Les assemblées de deuxième génération étaient plutôt concentrées là-dessus. Ils se rendaient à l'hôtel de ville, ou devant la maison de tel conseiller municipal ou distribuait des tracts dénonçant cet élu, tel cas d'abus, de corruption, etc.

L'Asamblea Popular del Cid Campeador et l'Asamblea Popular de Liniers étaient les seules qui avaient visiblement des préoccupations à l'échelle nationale et internationale (voir tract en annexe II). Ces assemblées avaient deux choses en communs : 1) le qualificatif « popular » et 2) leurs locaux étaient très visibles (contrairement aux autres assemblées visitées), tous les deux situés près d'un parc. Puisque Cid Campeador était logé près du Parque Centenario, là où avait lieu l'assemblée *interbarrial* et qu'il s'agissait d'une banque « récupérée », l'assemblée Cid Campeador servait presque de plaque tournante à différentes activités de mobilisation et de sensibilisation généralement à caractère de dénonciation et de vigilance des droits humains. En effet, les participants de ces deux assemblées oeuvraient à mettre en place une série d'activités en relation avec la venue de Chavez en Argentine, et celle de Georges W. Bush et la tenue d'un x^{ième} Sommet des Amériques (où les dirigeants politiques et économiques discutaient de la zone de libre-échange des Amériques). Les autres assemblées disaient quant à elles : « On ne peut rien contre Bush, occupons-nous de notre quartier ». Cette position se reflétait dans leurs actions que je viens de mentionner. De plus, leurs actions démontrent une position un peu « NIMBY » (« *not in my backyard* ») que ce genre de mobilisation « citoyenne » tend à attirer. À ce sujet précis, nous référons au témoignage de Carlos ex-participant de l'Assemblée de Palermo Viejo (sur le fait que l'assemblée P.V. devenait un genre de comptoir de plaintes) reproduit plus haut.

Ainsi, le refus d'adopter une idéologie semblait être pour les participants une garantie contre la corruption et la « barbarie ». Toutefois, avec la pratique, on constate que cette absence de position idéologique et surtout, le triomphe du particularisme sur l'universalisme, transforme les assemblées en *comptoir de plaintes*. Une fois que le problème particulier est réglé, le *plaignant-participant* cesse de participer aux activités de l'assemblée. Cela rejoint le scepticisme de Sebastián (Gastón Riva) :

Des gens du quartier qui, tout d'un coup, venaient de trouver un espace pour parler et ce qu'ils disaient ne m'intéressait pas du tout. Des gens très conservateurs qui prennent ces catégories de « changeons tout »... Des voisins qui écoutent des programmes de TV comme Susana Giménez¹²⁸ ou autres, des traditionalistes et des conservateurs qui veulent, tout d'un coup, faire la révolution.¹²⁹

Maintenant que nous savons ce que les assemblées font et comment elles le font, voyons qui les composent. Voyons voir cette dame qui ne s'est jamais intéressée aux questions sociales et qui, soudainement parle de révolution. Était-elle toujours là en 2005? La question est celle à poser devant tout type de processus participatif : qui participe vraiment?

2.1.8 Les participants

À première vue (et cela se confirme avec mon échantillon de répondants), les assembléistes avaient majoritairement un diplôme universitaire ou collégial. La plupart étaient des professionnels dont certains n'avaient pas retrouvé d'emploi depuis l'automne 2001 ou avaient perdu leur fond de retraite. L'âge moyen variait beaucoup d'une assemblée à l'autre. Généralement, ceux qui formaient le « noyau dur » était souvent de la même génération. Il a été question plus haut d'une conceptualisation de la participation par la forme de cercles concentriques (dont le centre est le « noyau dur ») et une différence était faite entre « participants », « les voisins en général » et ensuite, nous pourrions ajouter la catégorie « eux », c'est-à-dire tous les autres. Cette représentation graphique illustre la fréquentation de ces lieux. Il y avait ceux qu'on attendait avant de commencer la rencontre, ceux dont ni l'absence ni la présence ne suscitaient de réaction et ceux dont la présence suscitait une

¹²⁸ Susana Giménez est une personnalité très connue en Argentine. Blonde, plantureuse, grande, très maquillée, toujours présente dans les magazines « à potins », sans âge (grâce à la chirurgie plastique) très « glamour », ancienne actrice, elle anime des émissions où elle reçoit des personnalités qui lui racontent, généralement, leurs histoires de cœur.

¹²⁹ Traduction libre de : «Gente de barrio que de repente encontró un espacio para hablar, y lo que decían, a mí no me interesaba para nada. Gente muy conservadora que toma estas categorías de cambiemos todo....vecinas que escuchan programas de televisión como Susana Giménez, o demás, tradicionalistas y conservadores que quieren de repente hacer la revolución.»

réaction. D'après les commentaires des ex-participants interviewés, on peut croire que ceux qui ne développaient pas des liens positifs avec ce qui est devenu avec le temps le « noyau dur » avaient quitté.

a) Les assemblées de première génération

En 2005, les « jeunes » assembléistes se faisaient rares à l'exception de l'assemblée de Palermo Viejo et Cid Campeador. Il y avait à Palermo Viejo plusieurs jeunes universitaires finissant leurs études en sciences sociales (ils faisaient partie le « noyau dur »). Ces « jeunes » venaient de famille assez aisées qui habitaient en dehors de Buenos Aires. Les assembléistes de Cid Campeador changeaient beaucoup d'une réunion à l'autre. Le spectre de l'âge des participants variait aussi énormément. Les participants de Cid Campeador (et de Liniers) semblaient plus radicaux dans leurs paroles et leurs actions.

Pour chaque réunion de toutes les assemblées de première génération visitées, le nombre de participants atteignait difficilement dix. Il y avait généralement plus de femmes que d'hommes à Palermo Viejo tandis qu'il y avait grosso modo autant de femmes que d'hommes aux autres assemblées.

b) Les assemblées de deuxième génération

Les assemblées où les caractéristiques socio-économiques et l'âge étaient les plus homogènes étaient celles de la deuxième génération. Ces assembléistes étaient tous des professionnels de classe moyenne (avant 2001) tous étaient nés et en âge de bien se souvenir de la dictature militaire de 1976-1982.

Le nombre de participants atteignait souvent plus que vingt. Il y avait généralement moins de femmes que d'hommes.

Pour ce qui est des caractéristiques socio-économiques, toutes les assemblées visitées, sauf deux : Cid Campeador, Liniers (classe basse et moyenne-basse) et une autre qui a refusé que j'assiste, étaient situées dans des quartiers de la classe moyenne-haute. Celle de Vecinos Indignados était dans la banlieue cossue du Municipio de Vicente Lopez. J'ai donc

fréquenté essentiellement les quartiers les plus riches de la capitale argentine qui est la ville la plus riche du pays :

Selon des données de l'Institut national de statistiques et recensements (INDEC) pour la capitale fédérale et le Grand Buenos Aires, où se trouve presque la moitié de la population, en 2002, les 10% les plus riches ont reçu 38,8% de la totalité des revenus tandis que les plus pauvres n'en ont reçu que 1,3%. (BRIEGER, 2003 : 333)

En excluant la ville de Mendoza qui devient de plus en plus riche avec le commerce florissant des vins, la réalité économique de Vincente Lopez et les quartiers « nord » de Buenos Aires ne correspondent en rien à la « réalité » générale argentine, soit celle d'une paupérisation drastique et d'une lutte pour la survie. Déjà en 2005, la scission entre les mouvements *piquetero*, *cartonero* et assembléiste semblait consumée. Cette alliance qui, au plus fort de la crise, était proclamée par certains participants : « *Piqueteros, asambleístas, misma causa*¹³⁰ » n'avait laissé que des traces amères en 2005. Des assembléistes de différentes assemblées disaient qu'en 2002, ils vaccinaient les *cartoneros* et qu'ils étaient « tous ensemble » sans distinction de classe. Pourtant, Irma, une répondante *piquetera* (d'un rare *comedor*¹³¹ dans Palermo Soho, rue Gurruchaga), me disait : « [L'assemblée qui avait lieu ici], *c'était juste du blabla et rien de concret. Juste des paroles, ça ne va pas loin, la preuve*¹³²... ». La preuve c'est que cette assemblée n'existait plus.

Ce phénomène de classe est une autre justification pour parler de « tribus » : en Argentine comme ailleurs, rares sont les lieux communs entre les classes supérieures et celles inférieures. Ces dernières souffraient des conséquences directes et indirectes des mesures néolibérales. Elles tentaient de s'organiser bien avant qu'eussent lieu les *cacerolazos* et le *corralito*. Ce sont les premières à avoir tiré l'alarme... mais ce fut à la fermeture des banques que le reste de la société (dont sont issus les assembléistes) l'entendit.

¹³⁰ En français : « Piqueteros, assembléistes, la même cause ».

¹³¹ En français, « soupe / cuisine populaire ».

¹³² Je n'ai pas la version espagnole car je l'avais noté en français dans mon cahier (le 7 juillet 2005).

2.1.9 L'ennemi

Nous avons abordé la question dans le cadre conceptuel de l'identification de « l'ennemi ». Lilian Mathieu en résume ainsi l'importance de l'identification d'un « ennemi » commun qui serait responsable des malheurs contre lesquels se révoltent les militants :

À première vue, les individus qui rejoignent un mouvement social en partagent, au moins en large part, les positions et les revendications. Ils partagent, en particulier, la condamnation d'une situation néfaste ou injuste, en imputent la faute aux mêmes responsables et envisagent les mêmes remèdes pour y mettre un terme. (MATHIEU, 2004 : 63)

Ce sont les élus (à tous les niveaux, municipal jusqu'à national) qui sont désignés comme étant la source d'un ensemble de problèmes. Nous avons noté dans le premier chapitre, celui du cadre conceptuel, que les assemblées de quartier de Buenos Aires identifient ces élus comme les responsables des « malheurs vécus par le peuple (*les vrais Argentins*) ». Les actions des assemblées se trouvent donc au niveau de cette lutte contre l'ennemi intérieur de la corruption. C'est pour cette raison que leur forme et leur mode de fonctionnement doivent être exemplairement ouverts, horizontaux et démocratiques. Souvent, la charte de l'assemblée était affichée dans une fenêtre ou sur la porte de leur local. Il y était clairement stipulé qu'il s'agissait d'une organisation non-partisane, de voisins, sans but lucratif ni quelconque intérêt pécuniaire, sinon le bien-être de la communauté dans ce quartier.

Ce désir de transparence n'est pas banal dans un pays où la corruption est endémique à tous les niveaux. Les forts réseaux clientélistes sont la pointe de l'iceberg. Les efforts des assemblées consistent en partie à recréer un rapport à l'argentinité. Souvent, on entend le double discours à propos de qui sont les « *vrais Argentins* ». Selon les adages populaires, les Argentins ont une perception des Argentins comme étant « *des voleurs, des opportunistes où « burlar la ley*¹³³ » est preuve d'intelligence et de débrouillardise ». On s'empresse de prévenir l'étranger « *les Argentins sont des voleurs et des menteurs, fais-moi confiance.* » Cette perception peut paraître incompréhensible, comment peut-on dire « Les Argentins

¹³³ Sujet déjà abordé dans le deuxième chapitre, en français, se moquer/ tromper/ faire fi de la loi.

sont... mais pas moi...»? À ce titre, le deuxième chapitre tentait d'articuler le dilemme barbarie / civilisation comme fondement identitaire argentin et d'expliquer cette double position de *l'Argentin*.

Peut-être trouve-t-on là une explication à la question pourquoi les assembléistes sont peu portés à étendre le drapeau argentin alors que les *piqueteros*, eux, l'utilisent dans leurs manifestations¹³⁴. Leurs luttes ne visent pas les mêmes objectifs et elles ne s'adressent pas aux mêmes imaginaires. Pour les *piqueteros*, l'argentinité ne semble pas être remise en question; ce sont des luttes plutôt pour la survie et pour la vie digne. Alors que les assemblées remettent en question l'ensemble de la classe politique ainsi que leur discours portant sur la nation. D'où la remise en question de l'argentinité telle que présentée par les « ennemis » des assemblées. D'où également leurs actions qui semblaient avoir comme finalité de démontrer qu'il est possible de se gérer autrement et que le vivre ensemble juste et démocratique est possible.

Le phénomène des assemblées est peut-être davantage un exemple de contre-démocratie telle que décrite par Rosanvallon (2006) plutôt que la construction d'un contre-pouvoir à la Ulrich Beck (2003). Comme l'avait dit Pedro, participant à l'assemblée de Palermo Viejo, « *Les gouvernements doivent tenir compte des endroits où il y a des assemblées.* ». Peut-être agissent-elles vraiment en chien de garde de la démocratie en même temps que leur objectif soit « la transformation de la société ». De son côté, la position officielle de la Ville de Buenos Aires est qu'il faut plus de participation des « voisins » avec ou sans les assemblées et que cette volonté démocratique n'est pas en réponse aux assemblées. Il est aussi vrai que compte tenu du nombre de participants et du nombre de voisins touchés par les activités des assemblées, cela reste un phénomène marginal.

Ce dernier chapitre traitait du phénomène en soi des assemblées. Pour en dresser le portrait général, nous avons utilisé les journaux de bord et les verbatims d'entrevues de 18

¹³⁴ Observations partagées lors d'un séminaire du GRIPAL le 25 avril 2008 par François Martel étudiant à la maîtrise en anthropologie, lors de son terrain de recherche sur les *piqueteros* pour un mémoire en anthropologie à l'Université Laval.

participants et ex-participants à différentes assemblées. Des extraits de ces entretiens ainsi qu'une discussion en assemblée furent transcrits afin de transmettre leur discours et l'*esprit* assembléiste. Cet *esprit* se veut utopique et révolutionnaire, deux objectifs difficiles à maintenir dans le long terme et le quotidien. Toutefois, étaient présents et mis de l'avant les valeurs d'horizontalité et d'autogestion ainsi qu'un souci pour garder leur espace ouvert et dans une certaine mesure « public » (du moins pour ceux appartenant à la tribu du quartier immédiat). Les assemblées n'ont certainement pas changé la société argentine, mais elles ont permis ces espaces différents.

Nous avons ainsi retracé les relations identitaires que les assemblées entretenaient face au quartier ainsi que le rapport à l'espace public. Il s'avère que les éléments suivants se retrouvaient fort semblables au sein de chaque assemblée selon qu'elles appartenaient à la première ou à la deuxième génération : les caractéristiques socio-économiques des participants et leurs actions. Les récits de fondation étaient un élément symbolique fort uniquement pour les assemblées de première génération puisque celles de la seconde naquirent des cendres des premières. Toutes les assemblées rencontrées partageaient relativement la même forme, le même fonctionnement et le même « ennemi » et les mêmes objectifs généraux. Toutes utilisaient l'appellation « *voisin* », terme central autour duquel s'articulait le discours (voir annexes I et II). Ce portrait a été tiré avec la palette de couleurs des concepts maffesoliens (qui sont liés et interdépendants) de tribus, de solidarité organique, de postmodernité et de fragmentation.

Ainsi, malgré leur forme postmoderne et leurs actions en tant que « constructeurs » l'espace plutôt qu'« acteurs », les revendications et les actions des assembléistes demeurent dans des schèmes modernes d'une meilleure et plus grande démocratie basée sur un idéal occidental moderne.

Ce qui est ironique c'est que les luttes « postmodernisantes » des assemblées de quartier ont un écho dans la société et c'est celle de sous-groupes (déjà) postmodernes. Postmodernes dans le sens maffesolien, où co-existent dans la société argentine des *tribus* avec chacune leurs référents, leurs luttes, leurs objectifs, leurs moyens. L'impact des actions et de la présence des assemblées de quartier n'est pas différent de celui des entreprises

récupérées ou des *piqueteros* ou des supporters d'équipes de fútbol (soccer) ou des péronistes bien intégrés dans les réseaux clientélistes ou des artistes ou des jeunes cinéastes documentaristes. Voilà en quoi est-ce une société « déjà postmoderne ». Et l'écho postmoderne n'atteint pourtant pas le « noyau dur » des assemblées car la plupart des répondants (et des gens observés) ne semblent pas se réjouir, à l'instar de Michel Maffesoli ou des altermondialistes, de cette diversité des mouvements. Les assemblées cherchent certes à créer des espaces d'autogestion et d'autonomie, mais elles préféreraient changer l'ensemble de la société plutôt que de s'en tenir à un micro espace représentant une mince minorité. Encore une fois, un extrait de la plate-forme de Agrupación Nueva Comuna indique clairement cet objectif : « *Ce processus de construction du quartier a comme objectif final de contribuer significativement au processus de transformation de la société et des sujets qui la composent.*¹³⁵ » (p.1).

Ainsi, l'utopie des assemblées est bien celle d'une construction d'un idéal communautaire véhiculé par les principes et idéaux modernes (le « civilisé » de la dichotomie modernisante de civilisation / barbarie). Conséquemment, il s'agit d'une lutte postmoderne dans un contexte postmoderne pour atteindre des objectifs modernes.

¹³⁵ Traduction libre de «*Este proceso de construcción barrial tiene como fin último aportar significativamente al proceso de transformación de la sociedad y de los sujetos que la componemos.*» (p.1).

CONCLUSION

Ce mémoire tentait de défendre l'hypothèse qui voulait que ce soient à la fois les problèmes inhérents au concept de participation et les imaginaires engendrés par la dichotomie fondatrice de l'identité nationale argentine, soit ceux de la recherche d'un idéal entre la civilisation et la barbarie, qui ont entraîné les assemblées à se constituer davantage comme *espace politique* plutôt que comme *acteur politique*. Le raisonnement a passé par trois étapes : 1) Le contexte théorique des nouveaux mouvements sociaux, des mouvements altermondialistes et des possibilités et limites de deux types de démocratie : participative et directe. 2) L'exploration des imaginaires fondateurs de l'identité nationale et du rapport citoyen / État afin de cerner l'« ennemi » rhizome et complexe des assemblées que nous symbolisons par « la barbarie ». 3) La présentation des observations et des résultats d'entrevues semi dirigées afin de rendre compte du phénomène assembléiste à Buenos Aires.

Ce parcours était long et sinueux et ce n'est pas le fruit du hasard ou de la maladresse. Il s'agit plutôt d'une tentative de se sortir un peu d'une pensée linéaire en empruntant une forme de raisonnement semblable à celle de Michel Maffesoli qui est d'une grande originalité. D'où l'intérêt de la forme de type « parcours narratif » dont nous avons usé pour penser et composer ce mémoire.

Ainsi, des tribus permettent un espace politique. Cet espace se veut ouvert, mais en réalité ne l'est pas tant; il l'est pour ceux qui entrent dans la catégorie « voisin ». Une identité s'est créée avec l'appellation « voisin ». Ce mélange à la fois d'ouverture et de fermeture, d'espace public et d'espace privé, cette identité et le discours qui s'y développe engendrent un phénomène que l'on pourrait résumer par le terme « tribu postmoderne ». Cette appellation peut paraître ironique parce que les participants à ces tribus poursuivent généralement des objectifs liés aux valeurs modernes. Comme certains auteurs, dont nous avons parlé dans le premier chapitre comme Ulrich Beck, qui tentent de penser l'après-modernité en s'appuyant non seulement sur des catégories modernes, mais aussi avec une méthodologie, une pensée et une perspective, qui restent modernes.

En adoptant une méthodologie d'une sociologie compréhensive de type *cultures studies*, nous avons tenté de dépeindre et de saisir le phénomène assembléiste.

Le troisième chapitre se voulait celui le plus « anthropologique » car il s'agissait de faire état du phénomène assembléiste d'après nos observations et les discours des répondants. Nous avons d'abord constaté qu'il y avait deux générations de ces assemblées. Le détachement face au territoire se faisait davantage sentir au fur et à mesure que diminuait le nombre de participants. Nous avons procédé à une lecture des récits de fondation qui permet de positionner les assembléistes dans leur rapport à l'État et surtout au moment de la crise 2001-2002 qui a donné lieu à un moment *extra-ordinaire*, une véritable couveuse pour l'émergence de mouvements sociaux et d'actions collectives. Ensuite, nous avons abordé brièvement la notion d'espace public, car l'aspect « espace » des assemblées était déjà clairement perceptible lors du terrain d'observation. Comme nous l'avons noté, cet espace était assez particulier puisqu'on la liait à une identité et à une appartenance. Cette appartenance se comprenait par la volonté commune aux assembléistes de « transformer la société argentine ». Un des moyens pour éventuellement y parvenir consistait à tenter de créer des nouveaux liens sociaux de solidarité à travers la re-identification par le titre symbolique du « voisin ». Celui-ci se voulait une preuve de sa civilité. « *Je suis un voisin, je ne suis pas un politicien et mes actions ne sont pas dans d'autres intérêts de cette transformation sociétale.* » semblent-ils vouloir dire.

La forme de ces assemblées en disait long sur leurs objectifs et leurs principes. Ceux-ci étaient semblables à ceux des mouvements altermondialistes. Ceux-ci sont très divers, mais on les reconnaît par les deux objectifs fondamentaux de l'horizontalité et de l'autogestion. Leurs actions allaient dans le sens de la démocratie où mise à part les *escraches*, on tentait d'utiliser les moyens « civilisés » dans le sens du respect de la démocratie et des lois.

Par la suite, nous avons observé que les participants aux assemblées en 2005 provenaient généralement de la classe moyenne qui a souffert de la crise économique de 2001-2002. Le *corralito* et les mesures économiques prises au moment de cette crise firent en sorte qu'une partie de la classe moyenne se retrouve désormais dans une situation précaire, rejoignant les rangs des victimes des politiques néolibérales et des décisions gouvernementales prises en fonction des « amis » du système plutôt que dans l'intérêt de la majorité : « *Los políticos no sólo son políticos sino terratenientes.* » (« Les politiciens ne sont

pas des politiciens, mais plutôt de grands propriétaires terriens.») nous informe Carlos de l'assemblée Palermo Viejo. L'« ennemi » des assemblées est vaste. C'est à la fois le système, la classe politique, l'oligarchie, « les puissants de toujours¹³⁶ »... C'est pour cela que nous avons identifié cet ennemi comme étant la « barbarie », les dirigeants qui orientent la gestion de la chose publique en fonction de leurs intérêts privés.

C'est cet « ennemi » et aussi la présence palpable dans la société argentine (non seulement au sein des assemblées) des traumatismes collectifs engendrés par une histoire politique haute en couleur, forte en espoirs (à cause, par exemple, des promesses formulées par les différents régimes péronistes) et aussi forte en souffrances. Cette souffrance politique se concrétise par les milliers de morts, de disparus et d'exilés. Le deuxième chapitre tentait donc d'établir les différentes sources de la dichotomie constituante de la civilisation et de la barbarie. L'ouvrage fondateur de l'Argentine moderne, *Facundo*, rédigé par Sarmiento, un des pères de la nation argentine, de la génération dite « romantique des années 1880 », a été analysé. Nous nous sommes arrêtés sur la figure du gaucho qui incarnait la barbarie, le non désirable, le « primitif ». Ainsi, dans la pensée des modernes rationnels, leur système de valeurs, leur compréhension du monde et leurs actions dans le monde sont « *la civilisation* » associée au progrès, à la science, aux droits, etc. Par extension, la productivité était une de ces valeurs véhiculées par ces penseurs de la nation argentine et c'est à ce niveau que devenaient gênants les gauchos et les indigènes (ainsi que le système de valeurs qu'ils mettaient de l'avant). En plus de la violence perpétrée contre ces deux groupes sociaux, l'État argentin a fait preuve de l'utilisation de deux types de barbarie pour arriver à ses fins particularistes : 1) celle bureaucratique rationnelle de style nazie 2) celle souterraine difficile à saisir car peu couverte par la littérature académique (sauf Auyero, 2001 et 2007) des réseaux clientélistes.

Le projet politique derrière ces valeurs de la *civilisation* était de construire une Argentine « blanche, occidentale, urbanisée et développée ». Le problème de cette construction est qu'elle se fit au détriment d'une large partie de la population, la laissant en dehors des bienfaits de la modernité. C'est cette partie marginalisée qui sera séduite par le général Domingo Perón, donnant lieu à un régime inclassable : populiste autoritaire et

¹³⁶ Expression prise de la charte constituante de Agrupación Nueva Comuna cf. chapitre 3.

redistributeur. La classe moyenne (la plus importante en Amérique du Sud) fut par la suite trahie par le retour de Perón attendu comme « le sauveur ». Au lieu de « sauver » qui que ce soit, il décéda, laissant le pouvoir à sa troisième femme, Isabelita, qui permit l'instauration graduelle d'un régime de terreur qui fut concrétisé par la prise du pouvoir par l'armée. Suivirent des années sombres pour la démocratie et les droits humains dans ce pays pourtant « destiné à devenir très grand »!

L'analyse des crises de la démocratie et des mouvements sociaux en Argentine doit être faite, à notre avis, en tenant compte de ces éléments du paysage historico-politique. Les nouveaux mouvements sociaux et les mouvements altermondialistes, phénomènes typiques des sociétés occidentales contemporaines, proposent généralement les mêmes valeurs que les assemblées de quartier de Buenos Aires : la participation politique « vraie », donc à partir de la base et non pas en échange de quelque faveur. Ces principes d'horizontalité et d'autogestion sont ceux formulés par le mouvement des Forums sociaux mondiaux et régionaux autant que les assemblées étudiées.

Certes la présence des assembléistes aux réunions ne cesse de diminuer, mais les actions ponctuelles, comme les regroupements, les pétitions, les comités de vigilance envers les élus, etc. ne cessent d'augmenter et surtout d'être pratiquées. L'exemple « Cromañon » est à ce niveau éloquent. Il s'agit d'une discothèque qui a été incendiée un soir où l'endroit était plein de jeunes. L'endroit ne respectait pas le code de bâtiments de la ville de Buenos Aires. Résultat : plusieurs adolescents sont morts asphyxiés ou piétinés. Il s'est formé autour de cet événement une série de dénonciations¹³⁷ de la corruption de fonctionnaires de la ville. Ce mouvement continue encore en 2008 alors que l'événement s'était produit avant 2005. Un autre exemple : les actions récentes de l'assemblée de Gualeguaychú dont les membres se sont mobilisés et ont réussi à empêcher l'installation d'une usine (polluante) de pâte et papier¹³⁸. Il n'y a peut-être pas beaucoup de participants à chaque assemblée hebdomadairement. Toutefois, lorsqu'un enjeu émerge, l'infrastructure est là. Le local est là et les procédures démocratiques restent. Ce qui permet une mobilisation spontanée rapide et

¹³⁷ Cet événement avait provoqué tout un tapage médiatique lors de notre terrain de recherche et encore aujourd'hui, nous recevons de l'information à ce sujet via Internet.

¹³⁸ Source le Journal Página /12 par Internet

relativement efficace (elle le fut dans nos deux exemples précédents). Cela est possible par la transformation en *espace* plutôt qu'en *acteur* des assemblées. C'est-à-dire que ce qui reste est l'espace et lors d'événements ponctuels, cet espace devient un lieu de convergence et éventuellement un acteur dans la mesure où une action est produite. Mais, il ne s'agit toutefois pas d'un acteur comme pourrait l'être, par exemple, un syndicat, qui a des représentants stables et un plan d'action établi pour le temps de leur mandat.

Il est clair que l'Argentine est actuellement aux prises avec de graves problèmes de pauvreté et de famine qui ne font qu'accroître la fragmentation de cette société disloquée. Après quatre années de vie du phénomène des assemblées de quartier, le péronisme continue toujours, comme le dit Javier Auyero, d'être « la politique des pauvres ».

Daniel Innerarity affirme que : « La fonction principale de la politique est de produire et de distribuer les biens collectifs qui sont indispensables au développement d'une société. » (2006 : 17). Dans ce sens, l'État faillit à la tâche et c'est dans cette lecture des choses que se lèvent des citoyens pour prendre paroles dans des assemblées de quartier. Pourtant, cela reste marginal. Et, pendant ce temps, l'ensemble du pays semble vouloir abandonner les grands récits et les grands rêves. Les assembléistes se situeraient donc dans la formulation intuitive de ceci :

L'agir politique ne s'écroule pas dès qu'il n'est plus possible de supposer l'existence de la collectivité. [*Cette collectivité dans le cas qui nous intéresse est celle de la nation argentine.*] Il apparaît (c'est du moins une possibilité) une nouvelle forme d'opinion publique liée aux risques, à la fois individualisée et mondialisée, qui découle (éventuellement à l'échelle mondiale) de la confrontation de la modernité avec les conséquences et les menaces qu'elle a elle-même produites. (BECK, 2003 : 101)

Si la grande communauté est impossible, la seule forme possible pourrait être celle des tribus. Celles-ci agissent comme une contradiction entre le triomphe des particularismes sur l'universel alors qu'est toujours poursuivi un idéal universel d'une communauté fraternelle. Le terme important ici est « fraternel ». Pour faire la paix avec *l'autre*, il faut d'abord la faire avec soi.

Dans notre cas particulier, ce mouvement contradictoire se perçoit à travers les pôles civilisation / barbarie qui, dans les imaginaires argentins, ont été produits afin de mettre en place une certaine modernité. Cette modernité étant universelle, elle se range du côté de concept de civilisation. Avec ses prétentions civilisatrices universalisantes, le mode de pensée de la modernité s'est installée partout sur le globe. Cette étendue de la pensée moderne se *voit* dans le phénomène de la globalisation où des cultures millénaires (par exemple, les cultures de l'Inde et de la Chine ou encore les cultures amérindiennes des Amériques) se trouvent *prises* dans la tension entre la tradition et la modernité.

La barbarie, pour sa part, se positionne comme le contre-pouvoir de la civilisation (moderne pour le cas qui nous intéresse). On peut trouver cette « barbarie » par les revendications particularistes des assemblées de quartier. Toutefois, il eut un renversement de la dichotomie. Leurs luttes sont articulées autour du principe que l'État moderne argentin fut *barbare* pour ses citoyens. Un peu comme le régime nazi de l'Allemagne de la Deuxième Guerre qui a procédé à des actes d'une violence incommensurable (d'une *barbarie*) via un système rationnel au nom d'une plus grande civilisation.

À la fin de ce parcours narratif, nous en sommes à revenir au point de départ de notre questionnement, soit à la participation politique et ses défis actuels. Pourquoi le phénomène des assemblées de quartier est-il devenu si marginal? À partir d'ici, si nous voulions pousser plus loin notre réflexion, c'est vers le concept de la société du spectacle (Debord, 1967) que nous nous tournerions. En effet, la société moderne en général semble avoir produit essentiellement deux types de rôles : les spectateurs et ceux qui se donnent en spectacle. Or, les changements visés par les assemblées (ainsi que les mouvements altermondialistes) sont essentiellement de l'ordre de la participation. Dans ce schème, il n'y a pas de place pour les spectateurs, car cela est contraire au principe de base de la participation qui est l'autogestion. On pourrait définir l'autogestion ainsi : l'apport spontané par une action par chaque participant. Il n'y a également plus de place pour ceux qui se donnent en spectacle à cause du deuxième principe de base qui est l'horizontalité. Qui dit « horizontal » dit sans chef unique. Comme tous ne partagent pas les mêmes habitus, les mêmes talents, ni les mêmes intérêts, forcément, il y a des participants plus charismatiques qui font preuve de meilleures capacités oratoires. Toutefois, le défi que ce type de personnes doit surmonter est de respecter

l'horizontalité, soit de ne pas se donner en spectacle et de favoriser la prise de parole par ceux qui sont moins habiles en la matière. Ensuite, ces derniers doivent faire un effort afin de respecter le principe de l'autogestion et doivent *agir* (et non pas seulement *parler*). Si on s'en tient à ces deux principes fondamentaux, on pourrait alors conclure que les tentatives de «transformation de la société » des assemblées peuvent se traduire sociologiquement comme étant une volonté de se sortir de cette société du spectacle et d'entrer dans une société d'actes pour le mieux-être de la communauté immédiate, du voisinage.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE
 RÉFÉRENCES COMPLÈTES

- ABOU, Sélim. 1981. *L'identité culturelle*. Coll. « Pluriel » Anthropos, , pp.184 à 193.
- ARCAND, Bernard et Serge BOUCHARD. 2002. *Cow-boy dans l'âme : sur la piste du western et du country* , Montréal: de l'Homme, 235 p.
- ARENDT, Hannah. 1991. *Les origines du totalitarisme, Eichmann à Jérusalem*. (édition rassemblant de nombreux écrits, correspondances) éditeur Pierre BOURETZ. Coll. « Quatro » Paris: Gallimard.
- ARMONY, Victor. 1999 « Néopopulisme et néolibéralisme: quelques éléments pour une conceptualisation » *Égalité, journal de la Société acadienne d'analyse politique*, n° 44-45, pp. 13-34.
- . 2000. *Représenter la nation: Le discours présidentiel de la transition démocratique en Argentine (1983-1993)*. Montréal: Balzac.
- . 2004. *L'énigme argentine: Images d'une société en crise*. Outremont (Québec): Athéna / Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie.
- AUBENAS, Florence et Miguel BENASAYAG, 2002. *Résister, c'est créer*. Paris: La Découverte.
- AUYERO, Javier. 2001. *Poor People's Politics: Peronist Survival Networks & The Legacy of Evita*. London: Duke University Press.
- . 2007. *Routine Politics and Violence in Argentina : The Gray Zone of State Power*. New York et Cambridge: NY & Cambridge University Press, 190 p.

BACZKO, Bronislaw. 1984. *Les imaginaires sociaux : mémoires et espoirs collectifs*. Coll. « Critique de la politique », Paris: Payot, 239 p.

BATTISTINI, Osvaldo (coord.). 2002. *La atmósfera incandescente : Escritos políticos sobre la Argentina movilizada*, Buenos Aires: Trabajo y Sociedad, 128 p.

BEAUVOIS, Jean-Léon. 2006. « Quelques questions préalables à la mise en route de programmes de démocratie participative », *Sciences de la société*, no. 69 (Presses universitaires du Mirail) pp. 11 – 21

BECK, Ulrich. 1986. *La société du risque: Sur la voie d'une autre modernité*. Paris (pour la traduction française): Flammarion.

----- . 1997. *The Reinvention of Politics: Rethinking Modernity in the Global Social Order*. Cambridge (pour la traduction en anglais): Polity Press.

----- . 2003. *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*. Paris: Aubier Flammarion.

----- . 2004. « Comprendre l'Europe telle qu'elle est ». *Le Débat*, no. Mars-Avril, pp. 67-75.

BESSA, Elena. 2003. *Contestation sociale et exercice de la citoyenneté: le cas du « mouvement piquetero » en Argentine*. Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal.

BIELSA Rafael. 2002. « Asembleas : ¿De la barbarie de la política a la civilización de los habitantes? ». *Qué son las asambleas populares?* Ouvrage collectif. Coll. « Biblioteca del Pensamiento Nacional ». Buenos Aires: Pena Lillo / Continente.

BLONDIAUX, Loïc. 2004a. *Prendre au sérieux l'idéal délibératif : Un programme de recherche*. Conférence prononcée à l'Université du Québec à Montréal le jeudi le 11 novembre 2004. <http://www.chaire-mcd.ca/>

----- . 2004b. *L'idée de la démocratie participative: enjeux, empensés et questions récurrentes*. Montréal: Chaire Mondialisation / C.e.D. Université du Québec à Montréal.

BOGGS, Carl. 2000. *The End of Politics*. New York et London: Guilford. 309 p.

BORELLO, Rodolfo A. 1991. *El Peronismo (1943- 1955) en la Narrativa argentina*. Coll. « Hispanic Studies (Ottawa University) » Ottawa: Dovehouse, 267p.

BOURDIEU, Pierre. 1992. « *Une observation participante* » *Réponses, pour une anthropologie réflexive*. Paris: Seuil.

BOURQUE, Gilles, Jules DUCHASTEL et Éric PINEAULT. 1999. « L'incorporation de la citoyenneté ». *Sociologie et société* no. 31. Montréal: PUM, pp. 41-64.

BRIEGER, Pedro. 2003. « Las asambleas en la Argentina » *in Hika*, n° 147, septembre 2003 source : <http://www.pensamientocritico.org/pedbrie0903.htm> [version originale de la traduction de je possède et que j'ai utilisée] : « Les assemblées de voisins, une expérience inédite dans la politique » (traduction Claudia CARLISKY) p. 333-349 [et je ne sais pas de quelle revue].

CARRETERO, ANDRÉS M. (pour la sélection des textes) 1970. *El pensamiento político de Juan M. Rosas*. Buenos Aires: Libería y Editorial Platero.

CASTORIADIS, Cornelius. 1975. *L'institution imaginaire de la société*. Paris: Seuil.

CHERESKY, Isidoro (coord.). 2005. *Ciudadanía, sociedad civil y participación política*. Buenos Aires: Rectorado de la Universidad de Buenos Aires.

CHESNAIS, François et Jean-Philippe DIVÈS. 2002. *¡Que se vayan todos! Le peuple d'Argentine se soulève*. Paris: Nautilus.

CORTEN, André. 2001. « La démocratie et l'Amérique latine : théories et réalités », *Enjeux politiques et théoriques actuels de la démocratie en Amérique latine, Cahiers du GELA.IS*, no. 1, Paris: L'Harmattan, pp. 31-64.

CROZIER, Michel, Samuel HUNTINGTON et Joji WATANUKI. 1975. *The Crisis of Democracy*. New York : NY University Press. Cité in NEGRI, Antonio et Michael HARDT (2004 : 408).

CRUIKSHANK, Barbara. 1999. *The Will to Empower : Democratic Citizens and Other Subjects*. Ithaca et London: Cornell University Press.

DEBORD, Guy. 1992 (1967). *La société du spectacle*. Paris: Gallimard. 167 p.

de TOCQUEVILLE, Alexis 1961a. *De la démocratie en Amérique*. Tome I. Paris: Gallimard.

-----, 1961b. *De la démocratie en Amérique*. Tome II. Paris: Gallimard.

DENIS, Serge. 2003. *Social-démocratie et mouvements ouvriers: La fin de l'histoire?* Montréal: Boréal.

-----, 2005. *L'action politique des mouvements sociaux d'aujourd'hui : Le déclin du politique comme procès de politisation?* Québec: Presses de l'Université Laval.

DESROCHERS, Denise. 1999. *La convivialité : une interprétation de la spiritualité de la libération chez Gustavo Gutiérrez*. Coll. « Brèches Théologiques ». Montréal: Médiaspaul.

DE TONNAC, Jean-Philippe. 2000. « Le temps de la tribu: Un entretien avec Michel Maffesoli ». *Le Nouvel Observateur*. Numéro sur l'amitié. Décembre 2000, pp. 6-9.

DUCHASTEL, Jules. 2002. « La citoyenneté dans les sociétés contemporaines : Entre mondialisation des marchés et revendications démocratiques ». Conférence de clôture du colloque *Reconnaissance et citoyenneté* organisé dans le cadre du 70^{ème} Congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS). Université Laval, Québec, 16 mai 2002.

<http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/duchastel-mai-2002-ACFAS.pdf>

DUCHASTEL, Jules et Raphaël CANET. 2004. « Du local au global: citoyenneté et transformation des formes de la démocratie ». in JOUVE, Bernard et Philip BOOTH. *Démocraties métropolitaines*. Sainte-Foy: P.U.Q.

ESTÉVEZ, Federico, Alberto DIAZ-CAYEROS et Beatriz MAGALONI. 2002. *The erosion of one-party rule : Clientelism, portfolio diversification and electoral strategy*, texte de conférence pour la American Political Science Association à Boston du 29 août au 1^{er} septembre, texte en ligne:

http://www.allacademic.com/one/prol/prol01/index.php?click_key=1

FALISE, Michel. 2003. *La démocratie participative: Promesses et ambiguïtés*. La Tour-d'Aigues (France): L'Aube.

FAROUKI, Nayla. 2004. *Les deux Occidents : Et si le choc des civilisations était d'abord une confrontation entre l'Occident et lui-même?* Paris: Les Arènes.

FERRARO, Estela. 2001. *Dieux ou Démons des aborigènes argentins ? Ou leurs croyances liées à l'espace : interprétation des témoignages européens du XVIe au XVIIIe siècle à la lumière des sciences du XXIe siècle* Mémoire de maîtrise, Montréal, l'Université du Québec à Montréal.

FUKUYAMA, Francis. 1992, *The End of History and the Last Man*, New York: Free Press.

GALEANO, Eduardo. 1981. *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, Coll. « Terre humaine/Poche ». Paris: Plon. 442 p.

----- . 2001. *Patas arriba : La escuela del mundo al revés*. Mexico: Siglo XXI. 365 p.

GARFINKEL, Harold. 1967. *What is Ethnomethodology? Studies in Ethnomethodology*. Englewood Cliffs (N.J.): Prentice Hall.

GÈZE, François et Alain LABROUSSE. 1975. *Argentine: Révolution et contre-révolutions*. Paris: Éditions du Seuil.

GEORGE, Éric. 2006. « De la participation à la démocratie à l'heure de la mondialisation ». *Sciences de la société*, no. 69, Presses universitaires du Mirail, pp. 159 –182.

GIDDENS, Anthony 1994 (1990). *Les conséquences de la modernité*. Paris: L'Harmattan.

GODBOUT, Jacques T. 1987. *La démocratie des usagers*. Montréal: Boréal. 190 p.

GOFFMAN, Erving. 1969. *Strategic Interaction*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press.

----- . 1973. *La mise en scène de la vie quotidienne*. Paris: Les Éditions de Minuits.

----- . 1974. *Les rites d'interaction*. Paris: Les Éditions de Minuits.

GONZÁLEZ BOMBAL, Inés (coord.) 2003. *Nuevos movimientos sociales y ONGs en la Argentina de la crisis*. Buenos Aires: CEDES, 187 p.

GRET, Marion et Yves SINTOMER. 2002. *Porto Alegre : l'espoir d'une autre démocratie*. Coll. « Sur le vif ». Paris: La Découverte.

GRINGRICH, Paul. 1999. « Introduction to Kymlicka, Multicultural Citizenship ». *Sociology* 304. University of Regina: <http://uregina.ca/~ginrich/s304w99.htm>.

GUÉHENNO, Jean-Marie. 1995. *La fin de la démocratie*. Paris: Champs- Flammarion,

GUERY, François (traduction et commentaire). 2000. *Critique du droit hégélien de l'État par Marx*. Coll. « Philo-textes ». Paris: Ellipses, 78 p.

HABERMAS, Jürgen. 2000. *Après l'État-nation: une nouvelle constellation politique*. Paris: Fayard.

-----, 2002 (1987) *Théorie de l'agir communicationnel*. Paris: Fayard.

HALBWACHS, Maurice. 1997 (1950). *La mémoire collective*. Paris: Albin Michel.

HALPERÍN DONGHI, Tulio. 1994. *La larga agonía de la Argentina peronista*, Buenos Aires: Ariel. 142 p.

HAMEL, Pierre. 1991. *Action collective et démocratie locale : Les mouvements urbains montréalais*. Coll. « Politique et Économie / Tendances actuelles ». Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal. 238 p.

HANSOTTE, Majo. 2005. *Les intelligences citoyennes : Comment se prend et s'invente la parole collective*. Issy-les-Moulineaux (France) / Louvain-la-Neuve (Belgique): De Boeck.

HEGEL, G.W.F. 1998 (1821). Traduction et commentaire par J.-F. KERVÉGAN. *Principes de la philosophie du droit*. Paris: Quadrige/PUF.

HIRSCHMAN, Albert. 1983. *Bonheur privé, action publique*. Coll. « L'espace du politique » Paris: Fayard.

INNERARITY, Daniel. 2006. *La démocratie sans l'État : Essai sur le gouvernement des sociétés complexes*. Coll. « Climats ». Paris: Flammarion, 155 p.

JACOB, Steve et Nathalie SCHIFFINO. 2007. « Les politiques publiques du risque », *Politique et Sociétés*, Vol. 26, no 2-3, [http://www.unites.uqam.ca/sqsp/revPolSo/vol26_2-3/vol26_no2-3_Jacob-Schiffino%20\(presentation\).htm](http://www.unites.uqam.ca/sqsp/revPolSo/vol26_2-3/vol26_no2-3_Jacob-Schiffino%20(presentation).htm)

KYMLICKA, Will. 2001. *La citoyenneté multiculturelle : une théorie libérale du droit des minorités*. Montréal: La Découverte / Boréal.

LA BOÉTIE, Étienne. 1995 (1546-1548). *Discours de la servitude volontaire*. Traduction en français moderne et postface de Séverine AUFFRET. Paris: Milles et une nuits,

LACROIX, Jean-Guy et Jacques-Alexandre MASCOTTO. 2000. *Manifeste pour l'humanité*. Outremont: Lanctôt, 144 p.

LANCHA, Charles. 2003. *Histoire de l'Amérique hispanique de Bolívar à nos jours*. Paris: L'Harmattan.

LECA, Jean. 1991. « La citoyenneté entre la nation et la société civile » in COLAS, D., Claude EMERI et Jacques ZYLBERBERG, (ed.) *Citoyenneté et nationalité: perspectives en France et au Québec*. Paris: PUF.

LEVITSKY, Steven. 2003. *Transforming Labor-Based Parties in Latine America: Argentine Peronism in Comparative Perspective*. Cambridge: Cambridge University Press.

LEWIS, Collin M. 2002. *Argentina : A Short Story*. Coll. « Oneworld », Oxford : Oxford, 260p.

- LEWIS, Daniel K. 2003. *The History of Argentina*, New York: Palgrave-Macmillan, 214 p.
- LIPOVETSKY, Gilles. 1983. *L'ère du vide : essais sur l'individualisme contemporain*. Coll. « Essais ». Paris: Gallimard.
- MACHEREY, Jean-Pierre et Pierre LEFEBVRE. 1984. *Hegel et la société*. Paris: PUF, 128 p.
- MAFFESOLI, Michel. 1992. *La transfiguration du politique*. Coll. « Le livre de poche/Biblio Essais ». Paris: Grasset & Fasquelle, 242 p.
- , 2000 (1988). *Le temps des tribus : Le déclin de l'individualisme dans les sociétés postmodernes*. Paris: La Table Ronde, 330 p.
- , 2002. *La part du diable*. Paris: Flammarion.
- MANNING, Philip. 1992. *Erving Goffman and Modern Sociology*. Stanford, California: Stanford University Press.
- MARTUCCELLI, Danilo. 1999. *Sociologies de la modernité*. Paris: Gallimard.
- MATHIEU, Lilian. 2004. *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*. Coll. « La Discorde ». Paris: Textuel, 206 p.
- MELCHIOR, Fanny. 2007. *L'usage des places publiques à Madrid : Exemples choisis à l'échelle de la ville et du quartier*, Mémoire de maîtrise, Lausanne, Université de Lausanne.
- MELUCCI, Alberto. 1980. « The New Social Movements : A Theoretical Approach », in *Social Science Information*, 19, 2.

- MENEM, Carlos. 1991. *Los desafíos del Justicialismo: Para cambiar la historia*. Buenos Aires : Movimiento Nacional Justicialista.
- MERCIER VEGA, Louis. 1974. *Autopsie de Peron*. Gembloux (Belgique): Duculot.
- MILLS, Charles Wright. 1969. *The Sociological Imagination*. Oxford: Oxford University, 234 p.
- MORENO, Hugo. 2005. *Le désastre argentin : péronisme, politique et violence sociale (1930 - 2001)*. Paris: Éditions Syllepse.
- NEGRI, Antonio, et Michael HARDT. 2004. *Multitude : Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, Montréal: Boréal, 408 p.
- NEVEU, Erik. 2005. *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris: La Découverte.
- O'DONNELL, Guillermo. 1999. *Counterpoints : Selected Essays on Authoritarianism and Democratization*. Notre Dame (Indiana): University of Notre Dame Press.
- OSTIGUY, Pierre. 2004a. « Argentina's Double Political Spectrum: Identities and Strategies in a Structured Political Space 1944-2002 ». *Kellog Institute Working Papers*. University of Notre Dame. <http://kellogg.nd.edu/>
- , 2004b. « The High and the Low in Politics: A Two-Dimensional Political Space for Comparative Analysis and Electoral Studies ». *Kellog Institute Working Papers*. University of Notre Dame. <http://kellogg.nd.edu/>
- OSTROWETSKY, Sylvia (éditeure). 2001. *Lugares, d'un continent l'autre... : Perception et production des espaces publics*, Paris: L'Harmattan, 178 p.

PALERMO, Vincente. 1998. « The Origins of Menemismo » in BRENNAN, J.P. (ed.) *Peronism and Argentina*. Wilmington, Delaware: Scholarly Ressources Books.

PETRELLA, Ricardo. 2007. *Pour une nouvelle narration du monde*. Montréal: Écosociété, 176 p.

-----, 1997. *Ecueils de la mondialisation : Urgence d'un nouveau contrat social*. Coll. « Les grandes conférences ». Québec: Fides et le Musée de la civilisation.

PIGNA, Felipe. 2004. *Los mitos de la historia argentina : La construcción de un pasado como justificación del presente*. Buenos Aires: Grups Editorial Norma.

-----, 2005. *Los mitos de la historia argentina 2 : De San Martín a « El granero del mundo»*. Buenos Aires: Planeta.

QUATTROCCHI-WOISSON, Diana. 1992. *Un nationalisme de déracinés : L'Argentine, pays malade de sa mémoire*. Paris: Centre national de la recherche scientifique.

QUILLOT, Roland. 1991. *Borges et l'étrangeté du monde*. Strasbourg: Presses Universitaires de Strasbourg.

QUIVY, Raymond et Luc VAN CAMPENHOUDT. 1995. *Manuel de recherche en sciences sociales*. Paris: Dunod

RAFIE, Marcel 1992. « Le retour du sujet : Quel sujet? ». *La culture en mouvement*. pp. 299-311. (Recueil de textes du cours SOC8000, Session hiver 2005).

RODRIGUEZ, Julia. 2006. *Civilizing Argentina : Science, Medecine, and the Modern State*. Chapel Hill: University of North Carolina Press.

RONCAYOLO, Marcel. 1997. *La ville et ses territoires*. Coll. « Folio/ Essais ». Paris: Gallimard, 280 p.

ROSANVALLON, Pierre. 1976. *L'âge de l'autogestion ou la politique au poste de commandement*. Paris: Seuil.

-----, 1995. *La nouvelle question sociale : Repenser l'État-providence*. Paris: Seuil.

-----, 1998. *Le peuple introuvable*. Paris: Gallimard.

-----, 2006. *La contre-démocratie*. Coll. « Livres du Nouveau Monde ». Paris : Seuil.

ROY, Simon N. 2002. « L'étude de cas » in GAUTHIER, B. (ed.) *Recherche sociale, de la problématique à la collecte de données*. Québec: P.U.Q.

SARNER, Éric. 2000. *Mères et «folles» sur la place de Mai : Argentine 1976 - 2000*. Paris: Charles Léopold Mayer.

SARMIENTO, Domingo Faustino. 1990 (1845). *Facundo*, Paris: L'Herne (Emma Susana SPERATTI PIÑERO pour les notes historique et biographie en préface).

SARMIENTO, Domingo Faustino. 1960 (1868). *Life in the Argentine Republic in the Days of the Tyrants : Or Civilization and Barbarism*. New York: Hafner (Mary MANN pour les notes biographiques et la traduction vers l'anglais).

SAVES, Christian. 1994. *Pathologie de la démocratie : Essai sur la perversion d'une idée*. Paris: Imago, 186 p.

SCHEINDER, Jane et Peter SCHEINDER. 2003. *Reversible Destiny : Mafia, Antimafia, and the Struggle from Palermo*. Berkeley: University of California.

SCHOLTE, Yan Aart. 2003. *Démocratiser l'économie mondiale : Le rôle de la société civile*. Coventry, Grande-Bretagne: Université de Warwick.

-----, 2007. « Reconstruction Contemporary Democracy » in *Indiana Journal of Global Studies*, vol. 15.

SCHNAPPER, Dominique 1994. *La communauté des citoyens : sur l'idée moderne de nation*. Paris: Gallimard.

SCHNEIER, Graciela 1987. *Buenos Aires, port de l'extrême-europe*. Coll. « Autrement ». Paris: Le Seuil.

SCHUTZ, Alfred. 1987. *Le chercheur et le quotidien: phénoménologie des sciences sociales*. Paris: Méridiens Klincksieck , 286 p.

SEOANE, María. 2004. *Argentina : El siglo del progreso y la oscuridad (1900 - 2003)*. Buenos Aires: Crítica.

SIDICARO, Ricardo. 1999. *La Globalización*. Buenos Aires: Fundación OSDE.

SOMMIER, Isabelle. 2003. *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*. Paris: Flammarion.

SORJ, Bernardo. 2005. *La democracia inesperada*. Buenos Aires: Bononiae Libris / Prometeo, 116 p.

STURZENEGGER-BENOIST, Odina. 2006. *L'Argentine*. Paris: Karthala, 370 p.

SVAMPA, Maristella. 2006. *El dilema argentino : Civilización o barbarie*. Buenos Aires: Taurus.

SZUSTERMAN, Celia. 2000. « Carlos Saúl Menem : variations on the theme of populism ». *Bulletin of Latin American Research*, vol. 19. pp. 193-206.

TODOROV, Tzvetan. 1982. *La conquête de l'Amérique : La question de l'autre*. Paris: Seuil.

TOURAINE, Alain. 1978. *Lutte étudiante*. Paris: Fayard

-----, 1992. *Critique de la modernité*. Paris: Fayard.

-----, 1994. *Qu'est-ce que la démocratie?* Paris: Fayard.

VIAU, Roland. 2005. *Femme de personne : Sexes, genres et pouvoirs en Iroquoisie ancienne*. Coll. « Compact ». Montréal : Boréal

VILAS, Carlos M. 2004. « ¿Populismos reciclados o neoliberalismo a secas? El mito del « neopopulismo » latinoamericano. » *Revista de sociologia e política* no. 22, juin 2004, pp 135-151 p. 143 <http://www.scielo.br/pdf/rsocp/n22/n22a11.pdf> ///

WALLERSTEIN, Immanuel. 1999. *L'après-libéralisme: Essai sur un système-monde à réinventer*. France: L'Aube.

-----, 2003. « Que signifie aujourd'hui un mouvement antisystémique? » in WIEVIORKA, M. (ed.) *Un autre monde... Contestations, dérives et surprises dans l'antimondialisation*. Paris: Balland.

WEITZ-SHAPIRO, Rebecca. 2008. « Clientelism and the middle class: results of a survey experiment in Argentina ». Columbia University, Document de présentation dans le cadre de la rencontre d'avril 2008 de la Midwest Political Science Association. Document en ligne : <http://www.allacademic.com>

WHITAKER, Chico. 2006. *Changer le monde, (nouveau) mode d'emploi*. Ivry-Sur-Seine : De l'Atelier.

WINTER, Nevin O. 1911. *Argentina and Her People of To-Day*. Boston: L. C. Page & Company.

ZERRIES, Otto. 1962. « Les religions des peuples archaïques de l'Amérique du Sud et des Antilles » in SCHRÖDER, C.-M. (ed.) *Les religions amérindiennes*. Paris: Payot.

APPENDICE A

TRACTS DE L'ASSEMBLÉE PALERMO VIEJO

DEUX TYPES D'ACTIVITÉS

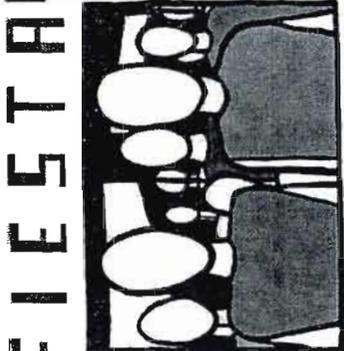
- 1- Mobilisation contre la construction d'un édifice à 45 étages dans le quartier.

- 2- Une fête pour collecter des fonds et surtout pour souligner le troisième anniversaire de la prise du local.

**Espacio
Recuperado**

ASAMBLEA DE PALERMO VIEJO
MOV. TERESA RODRIGUEZ LA DIGNIDAD
TALLER POPULAR DE SERIGRAFIA
ARDE! PARTE DE ACCION COLECTIVA
DIVERSIDAD ENVAJA EL HADRIK

WAZOW



M A N I F I E S T A
15 DE 2005
OCTUBRE
22 HS. CINE FERIA
CENA SERIGRAFIA
24 HS. BAILE/FIESTA
BANDA LOS CUERVETES

F E S T E J A
BONPLAND 1660

**¿Sabés que nos
están saqueando el
barrio?**

Los vecinos de Palermo Viejo
estamos preocupados por la
proliferación de demoliciones.

Plan de levantar torres de 45
pisos para lo que cuentan con
grandes capitales de
desconocidos orígenes.

Según la opinión de
especialistas, las torres y
edificios de gran magnitud
provocarán un alto impacto
ambiental (peligro de derrames
en las estaciones de servicio,
inundaciones, perjuicios en el
suministro de agua, energía
eléctrica, red cloacal), que
afectarán nuestra calidad de vida.

Nos reunimos todos los sábados, a
las 16,30 hs. en Bonpland 1660,
Predio recuperado por la Asamblea
de Palermo Viejo

noalastorresdepalermo@yahoo.com.ar

ASAMBLEA

**PALERMO
VIEJO**



APPENDICE B

TRACT DE L'ASSEMBLÉE POPULAIRE DE LINIERS

Invitation à manifester contre la venue de George W. Bush dans le cadre d'un
Sommet des Amériques.



Jornada Artístico Cultural REPUDIO A BUSH

En el mes de noviembre viene a nuestro país el representante del imperialismo que oprime a los pueblos del mundo, se apropia de sus recursos naturales y sostiene a sangre y fuego el sistema que mantiene a la mayoría de la humanidad excluidas y sin futuro.

Los vecinos de Liniers, queremos manifestar nuestro repudio, con una manifestación cultural distinta a la que nos quieren imponer.

Asamblea
Popular



* Teatro *Canto
*Música *Murga
*Artistas pintando
... y mucho más!!!!

Espectáculo **Gratis**

Buffet económico
Se suspende por lluvia

APPENDICE C

LISTE DES RÉPONDANTS

ENTREVUES SEMI-DIRIGÉES

| | Nom | Sexe/ Âge | Assemblée / Type | Profession / Éducation | Encore actif ? | Participa- tion pol antérie- ure ? | À quel niveau les assemblées ont changé qq chose? |
|---|-----------------------|--------------|--|--|-------------------|--|--|
| 1 √ | 1.Armonia | F/ 85 | Palermo Viejo | Actrice retraîtée/ Je n'ai pas demandé | Oui | Oui (mouve- ment anachist e) | «Rien n'a changé» |
| 2 √ | 2.Luis V. | H/ 48 | Vecinos Indignados | «marketing» / Je n'ai pas demandé | oui | non | «Rien, ça prend un Napoléon pour changer les choses» |
| 3 √ | 3. Sara | F/ 69 | Vecinos Indignados/ Junta barrial | Coordonnatri- ce d'étude de marché/ universitaire | Oui | Oui | «Cela t'oblige à avoir une vision collective des choses.» |
| 4 √ | 4. Julieta | F/29 | Palermo Viejo/ vecinal | Sociologue/ Universitaire | Oui | Oui «Dans des manifest ations» | « Nous sommes un acteur, nous avons une identité » «Nous sommes un interlocuteur de la municipalité» |
| 5 √ | 5. Luis | H/60 | Vecinos Indignados/ «popular y vecinal» | Sous- secrétaire du parti socialiste/ «maestro mayor de obras» | Oui | Oui (P.S.) | «Nous nous connaissions plus» |
| 6 √ (- 1 ^{re} e p.) | 6. Carlos «Dantón» | H/48 | Palermo Viejo | Chômeur / technicien (collégial) | oui | Oui | Municipal : la reconnaissance d'org. intermédiaires (intermedias) + «hacer un ambito de contencion» (de retenue) |
| 7 √ | 7. Pedro | H/ 49 | Palermo Viejo/ | Journaliste et sociologue / | Oui | Oui | «El gobierno y los gobiernos |

| | | | | | | | |
|-------------|-------------------|----------|---|---|----------|--|---|
| | | | vecinal | Universitaire | | | locales tienen que tomar en cuenta los lugares donde hay asamblea, que hay un grupo de vecinos agrupados como asamblea que tienen legitimidad y que no nos pueden ignorar.» et la suite ,,, |
| 8 √ | 8. Sebastián | H/ 29 | Palermo Viejo/ barrial | Sociologue / Universitaire | oui | Non | «Ça n'a touché qu'une faible minorité mais les escraches continuent.» |
| 9 √ | 9. Sebastián R. | H/32 | Asamblea popular Gaston Riva | Photographe / Universitaire | Non | Non «Seulement dans des manifestations» | Je ne lui ai pas demandé |
| 1 0 √ | 10. Daniela | F/23 | Palermo Viejo (eu 4 phases : 1-juste asamblea 2-barrial, 3-popular 4-vecinal) | Etudiante (universitaire) et photographe | Non | Non | «L'espace public est devenu davantage public.» + municipal : ley de las comunas / bonne exp. Perso |
| 1 1 √ | 11. Maria Claudia | F/59 | Asamblea popular de Olivos | Bénévole à une bibliothèque populaire/ secondaire incomplet | non | Oui (P.S.) | «En la mentalidad, si.» mais elle se contredit par la suite |
| 1 2 a | 12. Carlos | H/65 | Palermo Viejo / vecinal | «employé»/ collégial | Oui (?) | non | «C'est surtout un mouvement de la capitale, ça n'a pas |

| | | | | | | | |
|------------------|--------------------------------|------------|---|---|----------|-----|---|
| | | | | | | | <i>beaucoup d'influence au niveau national.»</i> |
| 1 2 b | 13. Angela | F | Ex PV [épouse de Carlos] | | | | Elle s'est jointe à nous plus tard dans l'entrevue |
| 1 3 √ | 14. Alicia Susana | F/60 | Vecinos Indignados | Psychologue/ universitaire | oui | | Je n'ai pas demandé |
| 1 4 | 15. Gabriel | H/ 70's | | | | | Enregistrement manqué |
| 1 5 a √ | 16. Gabriela {initiatrice } | F/ 44 | Palermo Viejo / vecinal | Artisane /université incomplet | oui | non | «Nous connaissons plus de gens dans le quartier.» + riche exp. Perso |
| 1 5 b √ | 17. Jorge {initiateur } | H/ 45 | Palermo Viejo / vecinal | «employé»/ secondaire | Oui (?) | non | «Le quartier a changé mais pas seulement à cause de l'assemblée.» / riche exp perso |
| 1 6 √ | 18. Alejandro {initiateur } | H/43 | P. Goyeno y Puan/ barrial (Caballito) | Artiste et prof universitaire en art /universitaire | non | non | «Comme la ville n'est pas tant liée au péronisme, c'est difficile à dire... Pas vraiment de changement à aucun niveau.» |
| 1 7 √ | 19. Malvinas | F/49 | Grupo barrial BANORES AP (vecinos por la Comuna del Barrio Norte, Alto Palermo, Recoleta y Saldias) | Designer de sites web / terciario (collegial) | oui | non | Je n'ai pas demandé |
| P | 20. Sergio | H/ | Assemblée | Commerçant/ | | | Aucune |

| | | | | | | | |
|--|-----------|-----|--------------------------------|------------|--|--|---|
| a s t r a n s c r i t | | 47 | de Liniers | Secondaire | | | transcription/ notes personnelles |
| P a s t r a n s c r i t | 21. Lucia | F/? | C.G.P. gob. De la Ciudad | | | | Aucune transcription/ notes personnelles |

APPENDICE D

PHOTO D'UNE MURALE AU LOCAL DE L'ASSEMBLÉE PALERMO VIEJO

Représentant le « cri de guerre » du début des assemblées

Qué se vayan todos!

En français : « Qu'ils s'en aillent tous! » (Toute la classe politique)

(prise par Stéphanie Robert, Octobre 2005)

